

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°168-169

MARS-AVRIL 1999

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01-48 24 64 64 - Fax : 01-47 70 99 04

Sommaire

- **Élections : FORTE POUSSÉE DES ULTRANATIONALISTES TURCS, SUCCÈS DU HADEP DANS LE KURDISTAN OÙ IL REMPORTE UNE QUARANTAINE DE MAIRIES**
- **Strasbourg : AU PARLEMENT EUROPÉEN UNE RÉUNION SUR LA QUESTION KURDE EN TURQUIE**
- **Londres : CÉDANT AUX PRESSIONS TURQUES LA GRANDE BRETAGNE SUSPEND LA LICENSE D'ÉMETTRE DE LA CHAÎNE DE TÉLÉVISION KURDE MED-TV**
- **Paris : LA COMMUNAUTÉ KURDE DE FRANCE INTERPELLE FRANÇOIS HOLLANDE**
- **Ankara : LE PRÉSIDENT DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE TURQUE CRITIQUE LA CONSTITUTION TURQUE ET DEMANDE SA REFORTE**
- **LE 6ÈME CONGRES DU PKK DÉCIDE D'ÉTENDRE LA GUERRE À TOUTE LA TURQUIE**
- **AINSI QUE....**
- **EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**

ELECTIONS : FORTE POUSSÉE DES ULTRANATIONALISTES TURCS, SUCCÈS DU HADEP DANS LE KURDISTAN OÙ IL REMPORTE UNE QUARANTAINE DE MAIRIES

LE 18 avril 1999 plus de 35 millions d'électeurs étaient appelés à se rendre aux urnes pour élire les 550 députés de l'Assemblée Nationale, mais aussi renouveler les conseils des 80 départements, 921 sous-préfectures, 2 270 présidents des conseils municipaux, 3 778 conseillers municipaux et 49 580 maires.

Les élections législatives et municipales pour lesquelles 21 partis politiques étaient

en lice, se sont déroulées sous haute surveillance des forces de sécurité. Elles ont été marquées par la forte poussée des partis turcs ultranationalistes de "gauche" (le Parti de la gauche démocratique, DSP, de M. Bulent Ecevit, 22,6% des voix) et d'extrême droite (le Parti de l'Action nationaliste, MHP de M. Devlet Bahçeli, 18,6% des voix).

Les deux formations de la droite

nationaliste traditionnelle -le Parti de la Mère-Patrie, ANAP, de M. Mesut Yilmaz, et le Parti de la Juste voie (DYP)- s'effondrent tandis que le Parti républicain du Peuple (CHP), créé en 1923 par Ataturk et qui se revendiquait comme social-démocrate ne franchissant pas la barre fatidique des 10% des suffrages ne sera pas représenté au Parlement pour la première fois de son histoire.

Les islamistes du parti de la Vertu (Fazilet), successeur du parti Refah, affectés par l'élimination récente de leurs leaders charismatiques, M. Erdogan et l'ex-maire d'Istanbul T. Erdogan, avec un score de 15,1% perdent plus de 6 points

par rapport aux élections législatives de 1995 tout en parvenant à préserver l'essentiel de leur influence locale en conservant les municipalités des grandes villes comme Istanbul, Ankara, Kayseri, etc...

Au Kurdistan, en dépit d'une fraude importante pratiquée dans les zones rurales et dans nombre de districts des provinces de Sirnak, Mardin, Urfa, Mus et Batman, malgré l'incarcération de ses principaux dirigeants, les harcèlements policiers, l'interdiction de ses meetings et la pression médiatique hostile, le parti pro-kurde Hadep fait un bon score en obtenant en moyenne 30% des suffrages et remporte une quarantaine de municipalités dont celles de Diyarbakir, Batman, Bingol, Hakkari, Siirt, Agri, Van. Les villes de Dersim (Tunceli) et Mardin ne lui ont échappé qu'officiellement de quelques dizaines de voix, en raison des bourrages d'urnes lors des opérations de dépouillement pratiquées dans les commissariats de police. Dans certaines villes les municipalités ont été attribuées d'office aux candidats des partis arrivés en second, car le Hadep, arrivé premier, avait dû, sous la menace d'assassinat de ses édiles, renoncer à y présenter des listes municipales ou même tenir le moindre meeting électoral. À Sirnak, le candidat indépendant, Me Hasip Kaplan, soutenu par le HADEP, n'a même pas été autorisé par l'armée à mettre les pieds dans sa circonscription pour déposer sa candidature. Il avait été obligé de s'acquitter par fax de cette formalité.

Ses principaux dirigeants nationaux et régionaux étant en prison, certains depuis près de deux ans, le HADEP, sous la menace d'une interdiction imminente de la Cour constitutionnelle turque, avait dû présenter des candidats disponibles, pour la plupart inconnus du public, afin d'offrir à la population la possibilité de ne pas voter pour les partis nationalistes turcs. Cette politique a reçu une assez large approbation des électeurs du Kurdistan

tandis que l'important électorat kurde de l'Ouest, conscient de l'impossibilité de faire élire un maire ou un député du HADEP dans les villes comme Istanbul ou Izmir, à forte population immigrée kurde, semble avoir préféré voter utile contre le nationalisme turc en votant pour les listes du parti de la Vertu. On relève cependant que certains arrondissements kurdes d'Izmir, Asarlik, et d'Adana, Kuçukdili, ont élu des maires HADEP.

A Mersin, important port de la côte méditerranéenne qui a vu sa démographie bouleversée au cours de la dernière décennie, à la suite de l'afflux des Kurdes contraints à l'exode par la guerre, et est progressivement devenue une ville à forte population, probablement à majorité kurde, le discours revendicatif du HADEP a trouvé un large écho. Au point où la liste du HADEP avait toutes les chances de conquérir la mairie. Le dépouillement du scrutin donnait d'ailleurs au HADEP, une nette avance. Dans la nuit du 19 au 20 avril, vers 3h00 du matin avec 41 000 voix, le HADEP était en tête et le DSP de M. Ecevit avait environ 38 000 voix. Sur intervention du ministre turc de la culture, Istemihan Talay, de DSP, présent à Mersin, le dépouillement est suspendu pour une durée de sept heures. Le lendemain, la suite du dépouillement donne le DSP vainqueur et relègue le HADEP en quatrième position ! Pour le HADEP, il ne fait aucun doute que durant la suspension de sept heures les autorités turques ont remplacé les urnes restant à dépouiller par des urnes bourrées de voix DSP. Il y a fraude, et même fraude grossière, clament les dirigeants de ce parti qui ont introduit un recours en annulation devant le Haut conseil des élections. Sans illusion toutefois, car on voit mal l'État turc laisser la mairie d'une ville portuaire stratégique aux mains d'une équipe kurde.

La fraude, courante à l'Ouest, a été systématique au Kurdistan, notamment dans les campagnes. *"Si vous votez pour le HADEP, votre village sera détruit"*: cette

menace-là beaucoup d'habitants des villages kurdes non encore rayés de la carte l'ont entendu de la part des officiers des forces spéciales turques venant les avertir avant les élections. Et sachant qu'on ne plaisante pas avec les militaires turcs, pour assurer la survie de leur village et leur propre survie physique, les uns ont voté en faveur des candidats soutenus par l'armée sous des étiquettes politiques variées (ANAP, MHP, voire DYP), d'autres plus téméraires, en mettant un bulletin blanc dans l'urne ou en boycottant le scrutin.

Un exemple parmi tant de témoignages sur ces drôles d'élections: le village de Sincik, du district d'Ergani, dans la province de Diyarbakir compte environ 400 électeurs inscrits. Deux urnes y sont installées sous l'étroite surveillance militaire. Les habitants se présentent pour voter mais le sergent-chef les avertit d'emblée: chacun doit voter publiquement et montrer le bulletin qu'il met dans l'urne. "Je ne veux pas de voix pour les traîtres du HADEP, sinon votre village sera détruit" tonne-t-il. Face à cette terrible menace, les paysans refusent de voter. Le dépouillement du scrutin donne 4 voix, celles des officiers chargés de ce bureau de vote!

Ce contexte particulier explique sans doute en grande partie le décalage entre le vote urbain et le vote rural au Kurdistan. Ainsi, la liste du HADEP a obtenu 64% suffrages dans la ville de Diyarbakir tandis qu'elle n'obtenait que 39,9% dans l'ensemble du département de Diyarbakir où les fortes pressions de l'armée ont favorisé les listes des partis turcs. Au final ce sont d'ailleurs ces partis qui se sont vu adjuger tous les sièges de députés.

Autre scène singulière: dans la ville de Lice, située à 70 km au nord-est de Diyarbakir, qui avait été en grande partie détruite par l'armée turque en 1993, et qui depuis étant devenue "une ville interdite aux non habitants", le candidat du HADEP à la mairie, Zeynel Bagir, a été triomphalement élu maire alors que même

pendant la campagne électorale, il n'avait pas été autorisé à mettre le pied dans cette ville, qui est sa ville natale. Lice est aussi la ville natale de M. Hikmet Çetin, président sortant de l'Assemblée Nationale turque qui, quoique d'origine kurde, n'a jamais été élu député dans une circonscription kurde car pour la plupart, les Kurdes le considèrent comme un Kurde de service, ou un Kurde alibi du pouvoir turc.

Parmi les maires fraîchement élus du HADEP, quatre femmes: Melle Ferrah

Diba ERGUN, 31 ans, élue maire de Diyadin, dans le département d'Agri, au pied du mont Ararat, et toujours dans le même département, à quelques kms de la République islamique d'Iran, Mme Mukkades KUBILAY, 44 ans, élue maire de Dogubeyazit; Mme Cihan SINCAR, veuve du député Mehmet Sincar, assassiné en 1993, élue maire de Kiziltepe dans le département de Mardin et Mme Ayse KARADAG, 46 ans, élue maire de Derik, dans le même département. Par ailleurs, par défi aux autorités, la ville d'Agri a élu

maire une personnalité, Huseyin Yilmaz, détenu sans jugement depuis 7 mois pour délit d'opinion. Son prédécesseur Zeki Basaran avait été destitué par le ministre de l'intérieur pour "insulte à Ataturk".

Le HADEP avec un score national de 4,7% des voix dans l'ensemble de la Turquie n'aura pas d'élus au Parlement turc, alors qu'un système proportionnel lui aurait assuré un bonne trentaine de sièges.

RESULTATS DES ELECTIONS LEGISLATIVES 1999 EN TURQUIE

Les Principaux Partis	%1999	nombre de sièges 1999	% 1995
Parti de la Gauche Démocratique (DSP)	22,6	127	14,64
Parti de l'Action Nationale (MHP)	18,6	126	8,18
Parti de la Vertu (Fazilet)	15,1	105	21,38
Parti de la Mère Patrie (ANAP)	13,6	80	19,65
Parti de la Juste Voie (DYP)	12,9	85	19,18
Parti Républicain du peuple (CHP)	8,7	0	10,71
Parti de la Démocratie du peuple (HADEP)	4,7	0	4,17

L'influence électorale des autres partis politiques au Kurdistan est résumée dans le tableau ci-après.

RESULTAS DES LEGISLATIVES DANS LES DEPARTEMENTS KURDES EN TURQUIE

VILLE	DSP		MHP		FP		ANAP		DYP		CHP		HADEP	
	Nbr Sièges	%	Nbr Sièges	%	Nbr Sièges	%	Nbr Sièges	%	Nbr Sièges	%	Nbr Sièges	%	Nbr Sièges	%
ADIYAMAN	0	6,3	1	9,9	3	29,1	1	10,7	1	18,7	0	10,9	0	7,4
AGRI	0	2,8	1	7,7	1	12,8	1	9,2	1	12,7	0	4,2	0	33,7
ARDAHAN	1	20,2	0	8,1	0	7,9	0	16,3	1	21,6	0	10,9	0	7,8
BATMAN	0	2,4	0	2,1	1	13,9	1	10,6	2	14,1	0	4,1	0	43,5
BINGOL	0	2,2	0	11,3	2	24,9	0	9,9	1	14,7	0	5,8	0	13,1
BITLIS	0	4,7	1	11,3	1	20,8	1	20,5	1	13,9	0	2,0	0	13,7
DIYARBAKIR	1	4,7	0	2,8	4	16,8	3	13,7	3	14,3	0	3,9	0	45,5
ELAZIG	0	3,3	1	12,9	2	24,9	0	8,3	1	12,2	0	4,9	0	4,9
ERZURUM	0	4,8	3	26,1	3	27,9	0	7,4	2	16,2	0	5,1	0	1,7
ERZINCAN	0	8,4	1	25,4	1	18,7	0	7,6	1	13,9	0	19,4	0	6,0
GAZIANTEP	2	19,5	3	19,8	2	16,2	1	10,3	1	9,0	0	15,8	0	5,5
HAKKARI	0	4,8	0	2,0	1	9,9	1	9,4	1	18,1	0	5,8	0	46,1
IGDIR	0	4,4	1	17,0	1	13,0	0	12,1	0	8,1	0	12,4	0	29,7
KARS	1	17,0	1	12,9	0	9,8	1	16,4	0	11,9	0	8,2	0	17,7
KILIS	0	20,4	1	21,0	0	15,4	0	9,2	1	23,1	0	6,2	0	0,8
MALATYA	0	6,1	2	20,0	3	24,8	1	7,2	0	5,5	0	14,9	0	2,3
MARDIN	1	11,0	0	0,4	1	10,5	2	21,6	2	17,4	0	2,9	0	25,2
MUS	1	9,7	0	5,0	1	11,4	1	12,0	1	11,7	0	4,8	0	32,0
SIIRT	0	5,1	0	5,0	1	13,4	1	12,6	1	22,2	0	6,5	0	22,3
TUNCELI	0	6,0	0	7,4	0	2,5	0	8,6	1	16,2	0	18,7	0	13,5
VAN	0	3,7	1	7,1	3	18,5	2	12,0	1	11,3	0	6,6	0	35,7
SANLIURFA	0	4,6	1	8,7	4	20,7	2	14,4	4	24,4	0	5,9	0	16,5
SIRNAK	0	4,6	0	5,2	1	10,9	1	16,7	1	9,9	0	5,2	0	24,1
TOTAL SIEGES	7		18		36		20		29		0		0	

Tandis que le Kurdistan a accordé sa préférence au HADEP, l'Anatolie centrale et le littoral de la mer Noire ont massivement voté en faveur du MHP et les régions développées de l'Ouest turc pour le DSP.

La montée du DSP de M. Ecevit était prévisible tant depuis des mois les grands media du pays pratiquent une campagne de promotion incessante en sa faveur mettant en valeur sa "probité", son "patriotisme" l'estime et la confiance dont il jouit auprès de l'armée depuis son intervention militaire à Chypre, en 1974. En lui livrant sur un plateau d'argent la tête d'Abdullah Ocalan, les Américains ont, malgré eux, fortement contribué à la popularité de cet homme politique turc, réputé jusqu'à récemment pour son anti-américanisme et ses sympathies pro-Saddam. Une partie de l'électorat de CHP et du DYP de Mme Çiller semble avoir, dans ce climat patriotique chauffé à blanc opté pour le "tombeur d'Ocalan". La suspension par les autorités britanniques de MED TV, l'unique chaîne de télévision en kurde, en pleine campagne électorale, a empêché tout effort d'équilibrer un tant soit peu le rouleau compresseur nationaliste des media turcs.

L'affaire Ocalan et toute l'hystérie nationaliste fortement médiatisée qui l'accompagne depuis septembre 1998 a joué un rôle encore plus décisif dans la forte poussée du Mouvement de l'Action nationaliste (MHP). Ce parti d'extrême droite, créé par le colonel Turkes et prônant "l'unification des peuples turcs de l'Adriatique à la muraille de Chine", résolument anti-kurde, et anti-grec, a mené campagne sur le thème "*les martyrs* [NDLR: soldats turcs tués dans la guerre du Kurdistan] *ne meurent pas, la patrie ne se divise pas*". Il fournit le gros du contingent des unités spéciales (Ozel Tim) et des forces de police turque servant au Kurdistan et ont une forte présence dans la justice, l'éducation nationale et l'administration préfectorale. Troupes de

chos très idéologisées des forces de sécurité et de l'administration turque, ces Loups Gris ont, tout au long de la campagne, fait valoir leur état de services "*patriotiques*", pris à partie "*l'Europe, ennemie des Turcs et supporter des terroristes*" et vilipendé les chefs des partis de droite "*incapables d'éradiquer le terrorisme du PKK*".

Dans cette surenchère nationaliste beaucoup d'électeurs turcs qui auparavant avaient voté pour l'ANAP de M. Yilmaz et le DYP de Mme Çiller "*championne*" du nationalisme turc, ont voulu cette fois-ci donner ses chances au MHP. En fait, une analyse fine de l'électorat du MHP, détaillée par T. Erdem dans le Hurriyet du 21 avril, indique qu'environ 1 100 000 électeurs qui, en 1995, avaient voté pour l'ANAP et le DYP ont cette fois-ci voté pour le MHP qui a également attiré 700 000 voix du parti islamiste de la Vertu (Fazilet) ainsi que près de la moitié (1 300 000) des 3 millions nouveaux électeurs, pour la plupart jeunes au chômage. Malgré des nuances, il n'y a pas de véritables frontières idéologiques étanches entre le DYP, l'ANAP et le MHP. Plusieurs militants de premier plan de ce parti néo-fasciste ont d'ailleurs servi comme ministres dans les cabinets Yilmaz et Çiller. Le Fazilet compte également une composante plus turquiste qu'islamiste qu'incarne, entre autres, le maire d'Ankara Gokçek. Le va-et-vient des électeurs entre ces formations en fonction du climat idéologique et médiatique du moment et du charisme des leaders en présence ne doit pas étonner.

Leader rassembleur et charismatique Turgut Ozal avait su fédérer dans l'ANAP ces diverses composantes islamiste, nationale-conservatrice et libérale. En 1991, l'ANAP avait obtenu 36% des voix. Sous la direction de son terne successeur M. Yilmaz, ce parti ne recueille plus que 13,2% des suffrages. De son côté, Mme Çiller avait hérité en 1993 d'un DYP qui sous le leadership de Demirel avait fait un score honorable de 27% et qui se trouve

maintenant à 12,2% faisant prédire à certains commentateurs la fin du centre en politique turque.

L'un des grands perdants des élections législatives turques du 18 avril, le président d'ANAP, Mesut Yilmaz, dans une interview au quotidien *Milliyet* du 28 avril, impute la défaite de son parti à la défection de son électorat conservateur. "Nous payons la facture des décisions dictées le 28 février 1997 par le Conseil national de Sécurité", ajoute-t-il [NDLR: le CNS, dominé par l'armée avait stigmatisé la menace islamiste, demandé la fermeture des collèges religieux et mis en œuvre une stratégie qui a abouti à la démission forcée du Premier ministre islamiste N. Erbakan, à son remplacement par Mesut Yilmaz et à l'interdiction du Parti Refah]. "Le 28 février a provoqué le regroupement en deux camps des partis politiques. D'un côté le camp DSP-ANAP-CHP, de l'autre celui de Fazilet-DYP-MHP. À l'intérieur de chaque camp les voix se sont déplacées de certains partis vers d'autres. Les nôtres pour des raisons conjoncturelles ou d'image, sont allées vers le DSP de M. Ecevit" affirme M. Yilmaz. Arrivé au pouvoir par la volonté de l'armée il avait dû mettre en exécution les principales mesures anti-islamistes édictées par les militaires. "De ce fait nous avons été perçus par notre électorat conservateur comme le parti de l'État, le parti de l'armée et nous avons été sanctionnés" explique l'ex-Premier ministre turc qui reconnaît aussi que ses "arrangements" (avec le parti de Tansu Çiller) afin d'éviter la comparution de l'un et l'autre devant la Haute Cour de Justice pour corruption et liens avec la mafia, lui ont aliéné une partie de l'opinion.

Enfin M. Yilmaz se prononce en faveur d'une coalition de DSP de M. Ecevit avec le parti de l'Action nationaliste (MHP) tout en se disant "conscient" du risque de voir cette formation d'extrême droite noyauter l'État.

Contrairement à Deniz Baykal qui tirant les conclusions de la déroute de son parti (CHP) a démissionné de son poste, M. Yilmaz n'envisage pas de renoncer à la présidence d'ANAP et tout comme Mme Çiller, qui s'accroche également à son poste, il pense que la défaite de son parti n'est qu'un accident de parcours conjoncturel.

Enfin, le succès du Parti de l'Action Nationaliste aux élections générales a permis à plusieurs personnes accusées de meurtres, de trafic de drogue, de crimes politiques ou de droit commun de devenir députés et bénéficier ainsi de l'immunité parlementaire

Parmi les députés accusés dans de meurtres figurent Mehmet Gül et Ahmet Çakar, réciproquement élus MHP dans la 3ème et 1ère circonscription d'Istanbul, tous deux inculpés pour le meurtre de 7 étudiants de gauche à Beyazit le 16 mars 1978. Elu dans la première circonscription d'Istanbul, Mustafa Verkaya du MHP, est inculpé de trafic d'arme. Mais aussi Celal Adan, élu, lui, sur la liste du DYP, membre de la section d'Istanbul des Loups Gris, est impliqué dans un assassinat politique commis le 16 mars 1978; il avait reconnu avoir donné l'adresse de Kemal Turkler, président du syndicat DISK, à Unal Osmanoglu, un des assassins présumés du syndicaliste. L'affaire est désormais couverte par la prescription.

Par ailleurs la réélection de l'ancien chef de police Mehmet Agar, élu à Elazig, permet de lui procurer une nouvelle immunité parlementaire, offrant ainsi une impunité

totale pour les nombreux crimes qui lui sont attribués: fourniture de documents de port d'armes, de fausses pièces d'identité et de passeports diplomatiques au trafiquant de drogue Yasar Oz et au mafieux Abdullah Çatli, un des protagonistes de l'affaire de Susurluk, libération des policiers impliqués dans le meurtre du roi des casinos, Omer Lutfu Topal et surtout organisation de centaines de meurtres "mystérieux" d'opposants kurdes, supposés ou réels.

Les autres députés fraîchement élus au Parlement et impliqués dans les affaires criminelles sont: Armagan Yilmaz, député MHP d'Usak, mis en cause dans des attaques fomentées par les Loups Gris avant le coup d'état de 1980. Ahmet Kenan Tanrikulu, député MHP d'Izmir, s'était évadé de la prison de Bostadel en Suisse en 1990 en compagnie d'Abdullah Çatli. Ismail Hakki Cerrahoglu, député MHP de Zonguldak, impliqué dans le meurtre d'un journaliste du quotidien Demokrat, il avait fui à l'étranger à l'époque des faits. Ali Uzunirmak, député MHP d'Aydin, mis en examen pour le meurtre du syndicaliste Kemal Turkler, a été condamné pour trafic de drogue en Allemagne. Mehmet Kundakçi, député MHP d'Osmaniye, impliqué dans la tuerie de Bahçelievler. Ali Gungor, député MHP d'Içel, a assassiné Dr. Necdet Guçlu de sensibilité de gauche le 13 avril 1970. Fahri Yuksel, député MHP de Malatya, impliqué dans le meurtre le 7 juin 1978 de l'instituteur Nevzat Yildirim. Yusuf Kirkpinar, député MHP d'Izmir, condamné dans l'affaire de MHP après le coup d'état du 12 septembre 1980. Recai

Yildirim, député MHP d'Adana, impliqué dans le meurtre de nombreux gauchistes mais acquitté pour prescription de l'affaire. Mehmet Sandir, élu MHP de Hatay, impliqué dans l'attentat contre le Pape. Sefkat Çetin, élu MHP d'Ankara, soupçonné d'avoir commandité de nombreux meurtres commis par les militants de MHP. Ali Alaman, élu MHP d'Adana, impliqué dans le trafic d'armes. Muzaffer Çakmakli, élu MHP d'Urfa, accusé de trafic de drogue. Ahmet Uças, élu MHP de Gumushane, actuellement poursuivi pour abus de biens sociaux. I. Yasar Dedelek, élu ANAP à Eskisehir, accusé d'avoir commandité l'attaque de l'Académie des Beaux Arts d'Istanbul le 27 décembre 1976. Meral Aksener, élue DYP à Kocaeli, ancienne ministre de l'Intérieur de Mme Çiller, très liée au chef mafieux Abdullah Çatli qui était associé de son frère Nihat Guner. Elle est également soupçonnée d'avoir prévenu le chef mafieux Alaatin Çakici de l'opération d'arrestation organisée à son encontre aux Etats-Unis.

La liste est loin d'être exhaustive.

Pour l'heure, la montée des ultranationalistes turcs suscite de vives inquiétudes au Kurdistan, en Grèce, en Irak, en Russie et dans le Caucase. Tandis que l'Europe encline au business as usual ne réagit guère au péril pour la paix d'une Turquie extrémiste et surarmée. Et certains aux Etats-Unis commencent à soupeser les chances de l'usage de l'idéologie panturque des ultranationalistes turcs dans leur stratégie de détachement du Caucase et de l'Asie centrale de la zone d'influence russe.

STRASBOURG : AU PARLEMENT EUROPÉEN UNE RÉUNION SUR LA QUESTION KURDE EN TURQUIE

A l'initiative du Groupe des Verts une réunion sur le thème *"la question kurde en Turquie, quelle solution politique?"* s'est tenue le 10 mars de 18h à 20h au Parlement européen. Outre les Verts, des eurodéputés socialistes, communistes et libéraux ont également assisté à cette réunion de dialogue. Côté kurde y ont participé Kendal Nezan, président de l'Institut kurde, Kemal Burkay, président du Parti socialiste du Kurdistan et pour la première fois un représentant du PKK, Abdurrahman Çadirci.

Les eurodéputés dont Mme Magda Aelvoet, Daniel Cohn-Bendit et Peter Pilz, ont souligné la nécessité de mettre un terme aux violences des groupes kurdes en Europe et d'amorcer un processus pacifique de dialogue. Les intervenants kurdes ont surtout évoqué l'ampleur de la tragédie kurde en Turquie et l'urgence d'une solution politique. K. Nezan a appelé les Parlements européens à passer des résolutions, sans effet, exprimant des opinions à des actes concrets des gouvernements pour que l'on reconnaisse aux 15 millions de Kurdes de Turquie un statut comparable à celui que les occidentaux négocient pour les 1 800 000 habitants du Kosovo. Le prix Nobel de la paix, John Hume, a rappelé que les droits étaient pour des gens non pour des territoires, et soutenu l'idée d'une action concertée des gouvernements européens pour une initiative en faveur du peuple kurde en nommant dans un premier temps un médiateur. M. Burkay a indiqué que sept partis kurdes de Turquie, dont le PKK, avaient signé un protocole demandant une solution politique dans le

cadre des frontières de la Turquie et que celle-ci refusait tout dialogue, et même l'existence du problème kurde. De son côté, le représentant du PKK a dit l'amertume de son mouvement de voir que dans toute l'Europe il ne s'est même pas trouvé une prison pour abriter Ocalan que les Européens ont envoyé vers ses bourreaux turcs. Il a appelé les occidentaux à intervenir pour assurer au chef du PKK la vie sauve car *"il reste l'interlocuteur obligé de la paix"*.

Les eurodéputés ont promis de poursuivre et d'approfondir ce processus de dialogue et d'intervenir auprès de leurs gouvernements pour faire avancer l'idée d'une initiative européenne en faveur des Kurdes.

Le 23 mars 1999, le Parlement européen a adopté une résolution relative à l'afflux de migrants en provenance d'Irak et des pays de la région. Parmi les causes de l'afflux de migrants, il a estimé que la région se caractérisait par des *"violations relativement fréquentes des droits de l'homme ou par l'apparition régulière de situations de guerre "civile" par la répression (politique) des minorités"* et il a également rappelé *"les incursions de la Turquie dans la région"*.

De plus, le Parlement a rappelé ses résolutions antérieures sur la Turquie et a souligné qu'une solution devait être trouvée pour les violations des droits de l'homme et du respect des minorités en Turquie. L'Assemblée européenne a invité les autorités turques *"à profiter de la situation actuelle pour rechercher une solution politique à la question kurde"*.

Par ailleurs, le groupe de travail sur la question kurde de l'Internationale socialiste s'est réuni le 5 mars à Paris sous la présidence de M. Carl Lidböm, ancien ministre d'Olof Palme. Dans un communiqué de presse l'Internationale appelle à une solution politique de la question kurde et demande qu'Abdullah Ocalan bénéficie d'un procès équitable.

Ces prises de position européennes ne semblent pas avoir d'effet sur les dirigeants turcs, Ainsi l'état-major des armées turques, dans un document intitulé *"Dernière situation de la lutte contre la terreur"* rendu public le 11 mars 1999 (cf.: *Hürriyet* du 12 mars 1999) déclare que *"la République turque brisera également les milieux extérieurs soutenant la terreur et anéantira totalement l'organisation terroriste PKK"*. L'état-major continue de nier l'existence du peuple kurde, fort de 15 à 18 millions en Turquie en soutenant qu'*"à l'exception des minorités reconnues par des accords internationaux, aucun de nos compatriotes ne constitue une minorité"*. Par ailleurs il ajoute que *"la République turque est un État unitaire. Un ensemble indivisible étatique et nationalement. Cette indivisibilité ne peut en aucun cas être mise en question... La langue officielle de l'État, son drapeau, ses symboles et ses frontières... se trouvent hors de toute discussion"*. L'Armée turque conclut ainsi: *"la nature de notre État unitaire est une seule nation, une seule patrie, un seul État, une seule langue et un seul drapeau"*.

Que des millions de citoyens ne partagent pas cet avis, demandent la reconnaissance de la langue et de la culture kurdes, qu'il y ait eu tant de morts et de destructions pour faire entendre cette revendication, importent peu aux généraux turcs décidés à défendre coûte que coûte l'idéologie officielle ultranationaliste de l'État turc, héritée d'Ataturk.

LONDRES :

**CÉDANT AUX PRESSIONS TURQUES LA GRANDE BRETAGNE
SUSPEND LA LICENSE D'ÉMETTRE LA CHAÎNE DE
TÉLÉVISION KURDE MED-TV**

APRES avoir réduit les Kurdes au silence en Turquie, les autorités turques tentent de museler la diaspora kurde en Europe. Sous la pression du gouvernement turc, le gouvernement espagnol a annoncé, le 19 mars 1999, qu'il allait déposer un recours devant le Tribunal constitutionnel pour empêcher la réunion du "parlement kurde en exil" au Pays basque en juillet 1999. Les réunions de ce "parlement" provoquent à chaque fois de vives protestations et des menaces de représailles commerciales de la Turquie.

Par ailleurs, l'Allemagne et l'Angleterre attirent également les foudres d'Ankara qui a convoqué, le 17 mars 1999, les ambassadeurs de ces deux pays pour demander au premier de ne pas tolérer les activités sur son sol de l'agence DEM et du journal *Ozgur Politika* (pro-kurde) et au second de mettre fin aux émissions de la télévision kurde Med-TV. Le chef de la diplomatie turque, Ismail Cem, avait annoncé le 16 mars que Med-TV pourrait cesser d'émettre en mai suite aux pressions d'Ankara qui a par le passé tenté en vain de mettre fin à ses émissions. Il semble que les autorités anglaises se soient alignées sur ces arguments puisque l'ITC, la commission indépendante britannique de régulation de l'audiovisuel, a suspendu le 22 mars 1999, la licence d'émission de Med-TV.

Cette suspension est intervenue à quelques jours des élections et de l'ouverture du procès Ocalan. Ainsi les Turcs et les Kurdes n'auront désormais droit qu'au bourrage de crâne pratiqué par les media turcs à l'unisson. Les initiatives turques auprès des capitales européennes pour faire cesser les voix kurdes ont été intensifiées

depuis l'arrestation d'Abdullah Ocalan. Par contre les campagnes ultranationalistes de désinformation de la presse turque n'ont pas perdu de terrain. C'est ainsi par exemple que le journal belge "Le Soir" s'est rendu compte que le contenu de son numéro du 15 mars 1999 a été déformé par le quotidien turc *Hurriyet* sous le titre de "la presse européenne se réveille enfin". Le Soir a déploré les pratiques journalistiques du quotidien turc qui a cité leur article de "manière tronquée ou carrément mensongère". "Alors que notre article parlait de la vague d'attentats qui secoue actuellement la Turquie et la replaçait dans son contexte- l'arrestation de chef du PKK et les appels à réagir "de toutes les façons"

lancés, sur Med-TV, par certains responsables du mouvement kurde-*Hurriyet* a pris la licence d'écrire: Le journal belge à grande tirage "Le Soir" a déclaré: "L'appel au terrorisme se fait par Med-TV qui est la presse du PKK". Le quotidien belge a d'autre part eu la mauvaise surprise que cette déformation mensongère soit reprise par Oktay Eksi, "qui n'est pas un chroniqueur occasionnel mais l'éditorialiste permanent à la une de ce journal... mais également le président du Conseil de la presse turque, censé de veiller au respect de la déontologie de la presse!".

Le Soir ponctue en s'interrogeant à juste titre: "alors que les quotidiens et télévisions au service du terrorisme de l'État turc continuent en toute liberté à empoisonner sans cesse la communauté immigrée turque avec des déformations et intoxications pareilles, sera-t-il juste et équitable d'interdire Med-TV sous les chantages du régime d'Ankara?"

**PARIS : LA COMMUNAUTÉ KURDE DE FRANCE INTERPELLE
FRANÇOIS HOLLANDE**

LA communauté kurde de France, soutenue par le CILDEKT (Comité International pour la Libération des Députés Kurdes Emprisonnés en Turquie) et la Fondation France-Libertés, a adressé le 31 mars 1999 une lettre ouverte au Premier Secrétaire du Parti socialiste, François Hollande pour faire état de son inquiétude devant la signature prochaine par la Turquie et le groupe franco-allemand Eurocopter d'un contrat de vente de 8 hélicoptères Cougar pour un montant de 600 millions de francs.

Voici le texte de cette lettre:

"Monsieur le Premier Secrétaire,

Vous inscrivant dans une tradition établie par M. Lionel Jospin, vous avez bien voulu

adresser à la communauté kurde un message à l'occasion de notre Nouvel an traditionnel.

Nous sommes, bien sûr, très touchés par "vos voeux chaleureux" et vous en remercions. Mais, le jour même de votre message, par un hasard du calendrier, le quotidien le Monde daté du 20 mars, publiait l'article ci-joint informant ses lecteurs que la France était en train de vendre à la police turque 8 hélicoptères Cougar et qu'elle négociait la vente à l'armée turque de 145 hélicoptères pour un montant de 4 milliards de dollars.

Il est de notoriété politique que les hélicoptères sont utilisés dans la répression des populations civiles et l'évacuation et la destruction des villages kurdes. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le Congrès américain s'est, à plusieurs reprises, opposé à

leur vente et que le gouvernement allemand a récemment refusé qu'une démonstration d'hélicoptères franco-allemands le Tigre soit organisée à l'intention des clients turcs.

La presse internationale a rapporté que l'armée turque a évacué 4.000 villages et déplacé 3 millions de civils kurdes. Au cas où cela aurait échappé à votre attention, nous vous communiquons ci-joint une liste, non exhaustive, des villages kurdes rayés de la carte. Sachez, Monsieur le Premier Secrétaire, que derrière chaque nom minuscule de village, il y a des centaines de vies brisées, un patrimoine historique anéanti, un Oradour commis à huis clos.

Dans ce contexte, nous avons vraiment du mal à comprendre votre vœu "qu'enfin se dessine une solution juste et pacifique de la douloureuse question kurde, dans les différents pays où vivent les Kurdes, notamment en Turquie".

Vous êtes le Premier Secrétaire d'un parti qui dirige le gouvernement de la France et ce gouvernement donne à la Turquie des moyens militaires de martyriser encore davantage notre peuple.

Est-ce vraiment en armant la main des bourreaux et en alimentant la guerre qu'on arrive à faire avancer "une solution juste et pacifique"? Ces pratiques vous paraissent-elles compatibles avec les valeurs des droits de l'homme que la France revendique et avec les idéaux socialistes?

Et comment expliquer aux Kurdes et à l'opinion publique que le gouvernement français s'engage dans une guerre pour imposer à la Serbie l'autonomie des 1 800 000 Kosovars et que le même gouvernement au nom d'une logique qui nous échappe arme la Turquie qui massacre, déporte et martyrise les 15 millions de Kurdes qui demandent eux aussi leur autonomie?

Dans l'espoir que vous voudrez bien répondre à ces questions qui nous tourmentent, et que nous ne nous manquerons pas de poser et de

faire poser au cours du débat européen, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier

Secrétaire, l'expression de nos sentiments distingués."

ANKARA :

LE PRÉSIDENT DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE TURQUE CRITIQUE LA CONSTITUTION TURQUE ET DEMANDE SA REFONTE

AU cours de la cérémonie commémorant la création de la Cour Constitutionnelle turque, instituée il y a 37 ans, Ahmet Necdet Sezer, président en exercice de cette cour, a, le 26 mars 1999, ouvertement critiqué la constitution turque pour les sévères restrictions qu'elle impose aux libertés fondamentales. "Là où il n'y a pas de libertés il ne peut avoir de démocratie... La liberté d'opinion est la plus évidente mesure pour apprécier la qualité démocratique du pays" a déclaré M. Sezer. Insistant sur la nécessité de se conformer aux normes universelles des droits de l'homme, il préconise une refonte des dispositions constitutionnelles restreignant la liberté d'opinion. M. Sezer pointe également le doigt sur les "limitations de la langue" [NDLR: euphémisme légal pour parler de l'interdiction de la langue kurde] en Turquie en soutenant que celles-ci compromettent sérieusement l'expression de la liberté de pensée. "Aucune langue prohibée ne peut être utilisée pour exprimer ou diffuser la pensée" dispose l'article 26 alinéa 3 de la Constitution turque. Or cet article n'est nullement conforme à la Convention européenne des droits de l'homme dont la Turquie est pourtant signataire. Les critiques de M. Sezer ne font pas allusion qu'à la Constitution turque mais également aux nombreuses lois limitant les libertés fondamentales en Turquie telles que les lois sur les associations et les syndicats, la loi sur l'enseignement supérieur, la loi relative aux partis politiques, les lois sur les conventions collectives, la grève et le lock-out, la loi portant sur les Cours de Sûreté

de l'Etat, loi sur les manifestations, sur la presse, la loi anti-terreur turque et nombreuses autres etc....

Les observateurs notent qu'à quelques jours de la première session du Parlement turc tout nouvellement élu et dont la forte coloration nationaliste a surpris plus d'un, M. Sezer voulait tout simplement souffler quelques orientations essentielles aux nouveaux députés. L'intervention très remarquée du président de la Cour constitutionnelle a été saluée par tous les partis politiques.

L'intervention de M. Sezer suscite bien des questions. Pourquoi ce juge, nommé par les auteurs du coup d'Etat de 1980 et qui s'est jusqu'ici fort bien accommodé de la constitution turque imposée en 1982 par les militaires, parle-t-il de la nécessité de réforme maintenant? Parle-t-il en son nom ou au nom de certains secteurs de l'armée? S'agit-il d'un ballon d'essai ou d'une tentative d'accréditer auprès des Occidentaux que le régime turc pourrait se démocratiser sans ingérences extérieures? En tout cas, cette sortie largement reprise par les médias officiels intervient au lendemain du sommet de l'OTAN qui a affirmé la priorité donnée désormais aux droits de l'homme dans l'espace euro-atlantique.

Cependant, alors que ces spéculations allaient bon train le vice-président de cette même cour, Güven Dinçer, a vertement critiqué M. Sezer par une déclaration écrite le 29 avril 1999. "Je n'approuve pas les critiques émises par le président de la cour

constitutionnelle sur la Constitution. Cette tâche devrait appartenir aux intellectuels, non aux hommes politiques et aux magistrats. Car, le défenseur originel de la Constitution est la cour constitutionnelle. Ce genre de déclaration met en cause le rôle d'arbitre de la cour et la place comme partie. Les événements et les matières ne devront pas être considérés comme de simples questions législatives". Toujours selon M. Dinçer les propos du président de la cour ne sont que des opinions personnelles et n'engagent

pas la cour elle-même. De plus en déclarant que les dispositions constitutionnelles relatives à la langue, soit l'article 26 alinéa 3, ne devraient pas être mises en question, le vice-président se refuse à toute discussion concernant le kurde, la langue maternelle du quart de la population du pays. Finalement il a ponctué en martelant que la protection de l'Etat forme un tout avec l'unité de la nation et du pays.

solution signifie que le PKK accepte de n'être qu'un parti kurde de Turquie et en ce cas pourquoi se mêle-t-il des affaires kurdes d'Irak? Pourquoi ne les laisse-t-il pas en paix?" a demandé lors d'un débat sur la question kurde en Turquie au Parlement européen, le 10 mars 1999, le député autrichien Peter Pilz, qui avait tenté une mission de médiation entre Massoud Barzani et A. Ocalan pour mettre un terme au sanglant conflit qui oppose leurs partisans.

LE 6ÈME CONGRES DU PKK DÉCIDE D'ÉTENDRE LA GUERRE À TOUTE LA TURQUIE

LE 6ème Congrès du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) réuni dans la région du Mont Qandil, à la frontière de l'Irak et de l'Iran, a terminé ses travaux début mars. Le Congrès aurait rassemblé "plus de 300 délégués" et duré plusieurs semaines.

Le quotidien *Ozgur Politika*, édité en turc en Allemagne et proche du PKK, publie dans son numéro du 5 mars les résolutions de ce "congrès de la victoire". Les congressistes ont, à l'unanimité, réélu Abdullah Ocalan dans ses fonctions de président général du Parti et lancé un appel solennel aux autorités turques pour qu'elles le considèrent comme l'interlocuteur de la paix et n'attende pas à sa vie. "Ou bien dans ce monde nous pouvons cohabiter dans l'égalité, ou alors nous ne laisserons pas vivre ceux qui ne veulent pas reconnaître notre droit à la vie" avertit le Congrès sur le thème abondamment développé dans les médias proches du PKK: "Le monde est devenu infernal pour les Kurdes, transformons-le en un enfer pour les Turcs et leurs alliés".

Le Congrès a d'ailleurs décidé de la création d'une Armée populaire de libération de l'Anatolie pour étendre la guerre à toute la Turquie, notamment aux régions de la Mer Noire et de

Méditerranée. Toutes les cibles militaires et économiques, notamment touristiques, sont considérées comme légitimes. Le PKK appelle ses militants à devenir des "feddaine animés de l'esprit d'Apo (Ocalan) et prêts à se sacrifier". Il souligne qu'il considérera comme nulles et non avenues toutes déclarations attribuées à Ocalan ou faites par celui-ci durant sa captivité.

Enfin, le 6ème congrès décide de poursuivre sa guérilla au Kurdistan irakien alors que les deux partis kurdes d'Irak avaient convenu, par un accord signé en septembre 1998 à Washington, d'interdire toute présence militaire du PKK dans cette région qu'ils administrent ensemble. Pour coordonner ses activités au Kurdistan irakien, le PKK crée une nouvelle structure appelée PKK-Sud et réitère sa volonté d'une présence durable dans cette région.

Cette présence militaire justifie les interventions récurrentes, voire routinières de l'armée turque dans le Kurdistan irakien et entrave les efforts de stabilisation de reconstruction de cette région dévastée par 30 années de guerres et de dictature. Elle réduit aussi sensiblement la crédibilité du discours du PKK sur la recherche d'une solution politique dans le cadre des frontières de la Turquie. "Défendre une telle

Le 11 mars 1999 mars, un feddai du PKK bardé de bombes s'est fait exploser dans la ville kurde irakienne de Duhok devant le siège du Parti turcomane tuant 4 personnes et en blessant plusieurs autres. Les média du PKK ont salué cette "action héroïque".

Mais c'est surtout la Turquie qui connaît une vague d'attentats depuis l'arrestation d'Ocalan. Le 27 mars, une femme avait blessé 11 personnes en plein centre d'Istanbul dans un attentat-suicide. Le 10 avril, un homme avait été tué dans la région de Tunceli, dans l'explosion prématurée des explosifs qu'il transportait. Le 12 avril, le gouverneur de la province de Bingol est sorti indemne d'un attentat-suicide à l'explosif qui a fait deux morts et deux blessés. Le 5 mars, un attentat contre le gouverneur de la province de Çankiri, revendiqué par l'Armée de Libération des paysans et des ouvriers de Turquie (TIKKO), a fait 3 morts et 10 blessés dont le gouverneur. Le 8 avril, deux personnes ont été tuées et neuf autres blessées dans un attentat-suicide visant le gouverneur de la province de Hakkari (au Kurdistan). Il s'agissait du troisième attentat visant un gouverneur de la province depuis début mars. Enfin, Le 11 avril, l'explosion d'une bombe commandée à distance a tué trois militaires et un civil à Adana. Plus de 24 personnes, dont 13 victimes le 13 mars au centre commercial à Istanbul, ont succombé aux attentats depuis que le Parti des Travailleurs du Kurdistan a décrété "zone de guerre" toute la Turquie.

Le tourisme, l'un des secteurs clés de l'économie turque, est en baisse depuis la capture d'Abdullah Ocalan et des violences qui ont suivies. L'an passé le tourisme avait rapporté plus de 7 milliards de dollars (42 milliards de FF) mais selon l'Association des agences de voyages turques, plus de 200 000 Européens ont d'ores et déjà annulé leurs réservations à destination de la Turquie. Pour attirer les touristes, la Turquie a baissé de moitié le prix de l'essence sur les vols charters et réduit les taxes d'aéroport.

Par ailleurs, le conseil de présidence du PKK mis en place par le 6ème congrès a invité les partisans du parti à l'étranger à "éviter tout acte violent en Europe et à poursuivre leurs manifestations de protestations dans le respect des lois des pays d'accueil".

AINSI QUE...

• **2400 INTERPELLATIONS À L'OCCASION DE LA FÊTE DU NEWROZ EN TURQUIE.** Près de 2 400 personnes ont été, le 21 mars 1999, arrêtées à l'occasion de la fête du Newroz en Turquie par la police turque. Bien que l'État turc s'approprié depuis 1995 le Newroz en le présentant comme un Nouvel An traditionnel de nombreux peuples de la région, dont les Turcs, les célébrations ont été interdites au Kurdistan et la police s'est livrée à l'interpellation de près de 500 personnes à Diyarbakir. À Istanbul où vivent environ trois millions de Kurdes, la police a arrêté plus d'une centaine de personnes le 20 mars par mesure préventive avant Newroz. Les incidents ont eu lieu dans les quartiers populaires de Gazi, Yenibosna, Bagcilar, Umranliye, Pendik, Merdivenkoy. Refusant de se disperser, plusieurs dizaines de manifestants ont attaqué les forces de sécurité à coup de pierres et de bâtons. Au total 1 695 personnes ont été placées en garde à vue à Istanbul. À Adana, où près d'un million de Kurdes sont implantés,

sept policiers ont été blessés lors d'échauffourées avec des manifestants. La police a fait usage de gaz lacrymogènes et a tiré en l'air pour disperser une foule d'une centaine de personnes. À Konya, une cinquantaine de personnes, dont des femmes, ont été interpellées par la police. Plus d'une centaine d'interpellations ont eu lieu à Ankara et à Gaziantep.

Dans la province de Mardin, la police a expulsé un correspondant de l'agence Reuters et trois autres journalistes turcs. La police a montré à ces journalistes une directive du gouvernorat de la province, qui stipule "les membres de la presse nationale et étrangère sont susceptibles de ne pouvoir travailler dans la région sans autorisation de la Direction de la presse et de l'information". Le service de presse de province de Mardin avait auparavant déclaré à Reuters que les journalistes seraient les bienvenus pour les fêtes de Newroz et Reuters n'avait été averti d'aucun changement. D'autre part deux attentats-suicide ont eu lieu, l'un près de la frontière iranienne, l'autre dans la région de Silopi, près des frontières syrienne et irakienne. En 1992, la journée avait été marquée par des affrontements sanglants, faisant une centaine de morts.

• **POUR LA CINQUIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE LA TURQUIE A ÉTÉ DESIGNÉE LE PREMIER PAYS À EMPRISONNER LES JOURNALISTES.** Selon un rapport publié le 25 mars 1999 par le Comité de protection des journalistes (CPJ), une association de défense de la presse basée aux États-Unis, au moins 118 journalistes étaient incarcérés dans 25 pays et 24 auraient été tués dans l'exercice de leur métier à la fin de l'année 1998.

Pour la cinquième année consécutive, c'est la Turquie qui arrive en tête des pays qui emprisonnent les journalistes. 27 d'entre eux se trouvaient derrière les barreaux en 1998, la plupart pour avoir écrit sur le

conflit kurde.

Ainsi, la Cour d'Appel turque a confirmé, le 23 mars 1999, la sentence de 13 mois de prison du journaliste Haluk Gerger sur la base de loi anti-terreur. Ce dernier avait été précédemment condamné par la Cour de Sureté de l'Etat pour un article écrit dans le journal pro-kurde *Ozgur Gundem*, interdit depuis lors.

Par ailleurs, l'organisation Reporters Sans Frontières (RSF) a dénoncé dans un communiqué rendu public le 2 avril 1999 la mort de Çetin Gunes, âgé de 28 ans, éditorialiste dans une périodique gauchiste *Hedef*. Le journaliste avait été placé en détention le 5 juillet 1998 et avait été condamné la même année à un an et quatre mois de prison pour "propagande séparatiste" pour un article publié en septembre 1994 dans le mensuel *l'Alternative Socialiste*. Condamné une première fois, il avait participé à une grève de la faim en 1996 et souffrait depuis des problèmes cardiaques. Il est mort à la prison d'Ankara après une nouvelle grève de la faim.

De son côté, Amnesty International a dénoncé les menaces formulées contre le journaliste (de *Dayanisma*) Bayram Namaz, harcelé depuis le 9 mars 1999 par la police à la suite d'une conférence de presse au cours de laquelle il a dénoncé la mort de son compagnon de cellule Suleyman Yeter qui a succombé aux tortures subies au cours de sa garde à vue du 5 au 8 mars.

Par ailleurs, un tribunal turc a, 9 mars 1999, condamné pour "propagande séparatiste" 114 intellectuels et de défenseurs de droit de l'homme à un an de prison pour avoir signé en 1993 une déclaration appelant à une solution pacifique à la question kurde. Parmi ces intellectuels figurent le sociologue turc Ismail Besikçi condamné d'ores et déjà à plus de 200 ans de prison pour ses écrits sur les Kurdes.

• **UN CONTRAT DE 100 MILLIONS DE DOLLARS POUR EUROCOPTER: ACHAT DE 8 COUGARS PAR LA TURQUIE.** La société franco-allemande Eurocopter est sur le point de signer un contrat avec la Turquie pour l'achat de 8 hélicoptères Cougar AS-532 destinés à la police d'un montant de 100 millions de dollars. Ankara avait déjà signé en février 1997 avec Eurocopter un contrat de 430 millions de dollars pour la production en commun en Turquie de 30 hélicoptères moyens Cougar de logistique et secours d'urgence. Elle est également sur la liste des compagnies en compétition avec les sociétés américaines Boeing et Bell, italienne Agusta et russo-israélienne Kamov pour la fourniture de 120 hélicoptères à l'armée turque, pour un montant de quelque 2,7 milliards de dollars. Les États-Unis sont le premier fournisseur en armements de la Turquie, devant la France qui a fait son apparition sur le marché turc au début des années 1990. La Turquie avait tout récemment signé avec le constructeur américain Sikorsky un contrat de 560 millions de dollars pour l'achat de 50 hélicoptères Black Hawk.

• **NOUVELLE INCURSION MILITAIRE TURQUE AU KURDISTAN IRAKIEN.** Quelque 20 000 soldats turcs et 2 000 gardiens de village ralliés au gouvernement ont effectué, le 6 avril 1999, une nouvelle incursion militaire dans le Kurdistan irakien. C'est la seconde offensive turque dans la région depuis que le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan, a été capturé le 15 février dernier. Selon le quotidien turc *Cumhuriyet* (7 avril 1999), un raid aérien de l'aviation turque sur les positions du PKK dans les régions kurdes irakiennes de Pîrbela et de Sinath, appuyé par des hélicoptères, avait précédé l'incursion des troupes turques. Un communiqué militaire du 10 avril 1999, a indiqué que 44 combattants kurdes et 10 militaires turcs ont été tués dans cette opération.

L'armée turque lance fréquemment des opérations similaires violant ainsi toutes les lois internationales alors que le Kurdistan irakien se trouve dans la zone d'exclusion instaurée par les alliés après la guerre du Golfe de 1991 pour protéger les minorités chiite et kurde.

• **AMNESTY INTERNATIONAL HONORE AKIN BIRDAL.** La section allemande d'Amnesty International a honoré Akin Birdal, président de l'Association turque des droits de l'homme (IHD) pour sa "contribution à la question des droits de l'homme" le 8 avril 1999. Outre des représentants d'Amnesty France, Finlande, et Hollande, tous les ambassadeurs des pays membres de l'Union européenne en Turquie mais aussi les ambassadeurs du Canada et de la Palestine étaient présents à la cérémonie à Ankara. Les responsables de l'IHD ont déclaré qu'ils se réjouissaient de voir qu'ils ne sont pas seuls dans leur lutte pour les droits de l'homme. La section allemande avait projeté de décerner le prix lors d'une cérémonie à Francfort en décembre 1998 mais les autorités turques avaient suspendu le passeport d'Akin Birdal pour l'empêcher de voyager à l'étranger.

• **LU DANS LA PRESSE TURQUE.** La campagne 1999 pour les élections générales en Turquie s'est déroulée dans des conditions déplorables pour le parti pro-kurde HADEP. Fatih Altaylı, dans son éditorial du 15 avril 1999 à *Hurriyet* et Melih Asik, le 16 avril 1999 dans *Milliyet*, ont décrit une des dernières journées de campagne de HADEP à Diyarbakir.

"Avez-vous vu les images diffusées sur les écrans du meeting du HADEP à Diyarbakir ? Inchallah non! Car si vous les aviez vues, vous auriez été bien tristes de vivre dans un pays pareil. Et cela quelles que soient vos inclinations politiques."

Le HADEP a eu l'autorisation pour un meeting électoral qui a été cependant annulé

le dernier jour. Peu importe. Qu'est ce qui se passe si cela se déroule sans autorisation? Pretextant la dispersion du meeting les gens se font tabasser sans vergogne. Le citoyen s'écroule sous les coups des bâtons en bois ou en fer. Le sang coule à flots. Tableau d'un lynchage qui reflète le moyen-âge. Cela dépasse l'entendement et atteint l'insupportable. À la vue de ces images on a honte d'être un homme. Par conséquent je souhaite que vous ne les ayez pas vues. Mais inchallah ceux qui déclarent qu'ils vont embrasser avec amour tous les citoyens de ce pays auront vu ces images. Car si c'est ainsi qu'on embrasse avec amour les citoyens dans ce pays, alors malheur à ce pays"

Milliyet 16 avril 1999- Melih Asik

"Vous avez certainement dû voir les images du passage à tabac des sympathisants du HADEP réunis à Diyarbakir pour un meeting. Matraques, coups de pied, coups de poings etc. les bâtons en bois qui s'élèvent et descendent sur les têtes ... Les civils munis de bâtons qui apportent par charité leur aide à la police... Que dit l'Etat depuis des années: "la terreur n'est pas une solution, la solution est dans la démocratie..." Mais l'Etat ne se conforme pas aux règles qu'il a lui même établies. Les règles démocratiques ne sont pas appliquées à un parti qui est autorisé à participer aux élections. Et quel est le message donné: "Vous n'avez pas le droit de vie dans la démocratie, le mieux est de rejoindre la montagne..." Est-ce cela que l'on veut?"

De son côté Me Hasip Kaplan, l'un des avocats de Leyla Zana, candidat à la députation dans la ville de Sirnak a, dans une interview accordée au quotidien turc *Cumhuriyet* du 22 mars 1999, raconté les obstacles qu'il a rencontrés lors du dépôt de sa candidature à Sirnak (lieu de sa naissance) et les aberrations de cette campagne à la turque. Voici de larges extraits de son interview:

"le 24 février était le jour de clôture des candidatures. Pour déposer ma candidature à Sirnak, je suis parti d'Ildil le 22 février. À partir de cette date, les contrôles et les poursuites ont débuté. Un char et des

véhicules de police en civil stationnaient aux trois coins de ma maison. Le matin du 23 février je voulais me rendre (...) à Sirnak pour déposer personnellement ma candidature au juge du dépôt. Mais j'ai été arrêté et fouillé à 9 reprises entre Idil et Sirnak qui ne se situent qu'à 70 kms de l'un de l'autre. Les sièges de la voiture ont été enlevés, le coffre a été vidé, tout a été passé au peigne fin (...) à chaque arrêt nous avons dû attendre une heure.

"En plus, au cours de la fouille près du détroit de Kasrik, les policiers en civil ont placé sous le paillason du siège une enveloppe contenant de la drogue, des faux billets de dollars, des fausses pièces d'identité et une facture du PKK. Nos chauffeurs ayant remarqué la manœuvre, ils ont nettoyé la voiture (...) À 10 kms de Sirnak, on nous a confisqué nos pièces d'identité. Lorsque je leur ai demandé la raison pour laquelle ils les gardaient, ils m'ont répondu que: "les ordinateurs servant aux renseignements sont en panne, les réponses n'arrivent pas". Ils nous ont gardé deux heures et demi. J'ai prévenu le barreau d'Istanbul et le ministère de la justice mais je n'ai pas pu accéder à Sirnak et j'ai du retourner à Idil.

Le lendemain c'était le dernier jour du dépôt. Ce jour là, dès que je suis sorti de chez moi, j'ai été encerclé immédiatement par sept véhicules de police qui m'ont signifié que je ne pouvais pas aller à Sirnak et qu'ils avaient reçu des ordres en ce sens. A la suite de cela, je me suis rendu à Diyarbakir au bureau du Haut conseil des élections (YSK). Ils m'ont expliqué que je pouvais déposer ma candidature par l'intermédiaire d'un notaire. J'ai fait le nécessaire et déposé ma candidature à la poste pour le YSK (...) On m'a dit que les obstacles sont dus à un circulaire du premier ministre... La direction de sûreté est ennuyée par ma personne depuis l'affaire de Yesilyurt à Cizre [ndlr: la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la Turquie dans cette affaire où les forces de sécurité turques étaient accusées de faire manger aux villageois de Yesilyurt (au Kurdistan)

des excréments. L'affaire a été plaidé par Me Kaplan], mais aussi une autre affaire concernant Sirnak à l'ordre du jour de la

Cour européenne récemment et quatre autre affaires concernant Idil..."

EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

L'INJUSTICE FAITE AUX KURDES. (*Le Monde diplomatique*, *Le Monde diplomatique version anglaise*, *Le Monde diplomatique version allemande*, mars 1999), p.1-2, 8-9, 10-11.

L'AVOCATE D'OCALAN ENTEND DÉNONCER LE CONFLIT KURDE. (*Reuters*, 2 mars 1999), p.3.

KURDES: LES PARIAS DE LA TURQUIE. — Les Kurdes aiment tellement la vie qu'ils sont prêts à mourir pour elle. (*Le Point*, 27 février 1999), p.4-7.

UN ENFER KURDE. Derrière la vie d'Abdullah Ocalan comme un fugitif et sa capture, et les troubles de colère dans les rues d'Europe— Un test pour la justice turque. (*Newsweek*, 1er mars 1999), p.12-16.

OCALAN N'A JAMAIS FAIT L'UNANIMITÉ PARMIS LES SIENS. Révolutionnaire, paranoïaque, violent, il est pourtant le gourou qui a su exporter leur foi. — L'ÉTERNELLE ERRANCE KURDE. (*Paris Match*, 4 mars 1999), p.18-25.

LA CHASSE À OCALAN. — Nationalistes sans une nation. — Une fenêtre brisée d'opportunité. Après l'arrestation d'Ocalan, l'union européenne devrait répondre aux griefs légitimes des Kurdes. (*Time*, 1er mars 1999), p.26-30.

ARMÉNIENS ET KURDES, VICTIMES DE L'IMPUNITÉ D'UN

ÉTAT CRIMINEL. — Cours de sûreté : vous avez dit équitables ? — Le périlleux destin des Kurdes de Turquie. — Le problème kurde vu par des représentants de la Communauté arménienne. (*France-Arménie*, mars 1999), p.31-34.

LA PATRIE KURDE S'INSTALLE SUR SATELLITE. — Med-TV, la chaîne de la diaspora, a réussi en un tournemain une mobilisation mondiale en faveur d'Abdullah Ocalan. — Jack Lang : " Nous sommes beaucoup trop complaisants à l'égard de la Turquie ". (*Marianne*, 1^{er}-7 mars 1999), p.35.

LES KURDES SONT LOIN D'ÊTRE MONOLITHIQUES. (*International Herald Tribune*, 4 mars 1999), p.36.

UNE LUTTE FÉROCE POUR L'EAU CONDUIT TOUS LES JOUEURS VERS LE CONFLIT KURDE. (*International Herald Tribune*, 2 mars 1999), p.37.

LA TURQUIE ENVISAGE LE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION KURDE DÉFAVORISÉE. (*International Herald Tribune*, 2 mars 1999), p.37-38.

LE LEADER RÉFORMISTE D'ITALIE NE GASPILLE PAS DU TEMPS À FAIRE DU CHARME. (*International Herald Tribune*, 5 mars 1999), p.38.

ABDULLAH OCALAN ACCUSE SON EX-ÉPOUSE D'AVOIR COMMANDITÉ L'ASSASSINAT D'OLOF PALME EN 1986 À

STOCKHOLM. (*Le Monde*, 2 mars 1999), p.39.

LE PROGRAMME HUMANITAIRE EN IRAK POURRAIT ÊTRE RÉVISÉ. (*Le Monde*, 2 mars 1999), p.39.

" L'ARRESTATION D'ABDULLAH OCALAN A PORTÉ LA QUESTION KURDE SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE INTERNATIONALE ". (*Gamk*, 5 mars 1999), p.39.

LA PETITE GUERRE AMÉRICANO-BRITANNIQUE CONTRE SADDAM HUSSEIN. (*Le Monde*, 6 mars 1999), p.40.

LES GARDES ISRAÉLIENS AVAIENT TIRÉ DANS LE DOS DES MANIFESTANTS KURDES. (*The Independent*, 5 mars 1999), p.41.

LES REBELLES KURDES EN APPELLENT À " TOUS LES MOYENS " POUR CONTINUER LA LUTTE. (*International Herald Tribune*, 6-7 mars 1999), p.41.

INSTANTANÉS TURCS. — La Turquie est une et indivisible, disent les autorités d'Ankara, grisées par l'arrestation d'Abdullah Ocalan. Derrière cette homogénéité érigée en dogme, vit un pays multiple, contradictoire, fragile. (*Le Monde*, 6 mars 1999), p.42-43.

KHATAMI EN ITALIE POUR ROMPRE L'ISOLEMENT. Sa visite en Europe de l'Est est la première d'un leader iranien depuis 1979. (*International Herald Tribune*, 10 mars 1999), p.44.

TURQUIE : UN ATTENTAT FAIT TROIS MORTS. (*Libération*, 7 mars 1999), p.44.

LA PREMIÈRE VISITE OFFICIELLE D'UN CHEF D'ÉTAT IRANIEN EN OCCIDENT DEPUIS 1979. (*International Herald Tribune*, 11 mars 1999), p.45.

LA NÉVROSE TURQUE. (*Libération*, 12 mars 1999), p.46.

LE PKK AURAIT ATTAQUÉ UN PUIXS DE PÉTROLE DANS L'EST. (*Reuters*, 14 mars 1999), p.47.

LES KURDES D'OUTRE-RHIN : UNE COMMUNAUTÉ BLESSÉE. (*Courrier International*, 11-17 mars 1999), p.48.

OCALAN, LES KURDES ET L'HISTOIRE. (*The Nation*, 15 mars 1999), p.49.

LA POLICE D'ISTANBUL RECHERCHE LES MILITANTS DANS L'INCENDIE DU MAGASIN QUI A TUÉ 13 PERSONNES. (*International Herald Tribune*, 16 mars 1999), p.50.

DES JETS AMÉRICAINS FRAPPENT À NOUVEAU DES SITES DANS LE NORD DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 16 mars 1999), p.50.

AVEC DES SALVES DE PLUSIEURS FRONTS, LE CHAOS ATTEINT LA TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 16 mars 1999), p.50-51.

SOIRÉE-DÉBAT : LES AMIS DU CINOCH' ÉVOQUENT LE PROBLÈME KURDE. (*Dépêche*, 16 mars 1999), p.51.

LE PKK DÉCLARE LA GUERRE AU TOURISME. (*A.F.P.*, 15 mars 1999), p.52-53.

TROUBLE ET TERREUR À UN MOIS DES ÉLECTIONS EN TURQUIE. (*A.F.P.*, 17 mars 1999), p.53-54.

MED-TV : PRESSIONS TURQUES SUR L'ALLEMAGNE ET LA GRANDE-BRETAGNE. (*A.F.P.*, 17 mars 1999), p.54.

LA TURQUIE EN TENAILLES ENTRE MILITAIRES ET KURDES. (*Le Monde*, 15 mars 1999), p.55.

LA TURQUIE SOUS LE CHOC APRÈS UN NOUVEL ATTENTAT. (*Le Monde*, 16 mars 1999), p.55.

ATTENTAT D'ISTANBUL : LES AUTORITÉS ACCUSENT LE PKK, QUI DÉMENT. (*Le Monde*, 18 mars 1999), p.55.

PROCÈS OCALAN : ANKARA REFUSE DES OBSERVATEURS MAIS ACCEPTE DES " AUDITEURS ". (*A.F.P.*, 17 mars 1999), p.56.

18 REBELLES DU PKK TUÉS DANS L'EST ANATOLIEN ET DANS LE NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 17 mars 1999), p.56.

MADRID A RECOURS À LA JUSTICE POUR EMPÊCHER LA RÉUNION DU " PARLEMENT KURDE ". (*A.F.P.*, 18 mars 1999), p.57.

ABDULLAH OCALAN ASSURE DEPUIS SA PRISON VOULOIR " LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE ". (*A.F.P.*, 18 mars 1999), p.57.

ATTENTAT-SUICIDE À VAN : UN MORT ET 3 BLESSÉS. (*A.F.P.*, 20 mars 1999), p.57-58.

ENLÈVEMENT D'OCALAN : UN OFFICIER DU MOSSAD RECONNU À NAIROBI. (*A.F.P.*, 19 mars 1999), p.58.

TROIS PARLEMENTAIRES EUROPÉENS EMPÊCHÉS DE SE RENDRE DANS LE SUD-EST. (*A.F.P.*, 20 mars 1999), p.58.

TURQUIE : MÊME LES DÉMOCRATES KURDES SONT CENSURÉS. — L'interdiction du Parti démocratique de masse (DKP), la principale formation politique kurde favorable à une solution démocratique, prouve l'incapacité des dirigeants turcs à comprendre les réalités du pays. (*Courrier International*, 18-24 mars 1999), p.59.

LE PKK MENACE LES TOURISTES EN TURQUIE. (*Libération*, 16 mars 1999), p.60.

ETAT D'ALERTE À ISTANBUL. La sécurité renforcée après les attaques terroristes. (*International Herald Tribune*, 17 mars 1999), p.60.

HUIT HÉLICOPTÈRES FRANCO-ALLEMANDS POUR ÉQUIPER LA POLICE TURQUE. (*Le Monde*, 20 mars 1999), p.60.

ARRESTATION D'UNE FEMME S'APPRÊTANT À UN ATTENTAT-SUICIDE. (*A.F.P.*, 20 mars 1999), p.61.

ARRESTATION D'ALLEMANDS EN TURQUIE : PROTESTATION DE BONN. (*A.F.P.*, 21 mars 1999), p.61.

LA TURQUIE RÉPRIME LA JOURNÉE KURDE DE PROTESTATION. (*Reuters*, 21 mars 1999), p.62.

FORTE RÉPRESSION POLICIÈRE EN TURQUIE. (*Gamk*, 22 mars 1999), p.63.

SOUS PRESSION : OCALAN : INCAPABLE DE PRÉPARER SA DÉFENSE. (*Reuters*, 19 mars 1999), p.64.

L'ORGANISME DE TV BRITANNIQUE SUSPENDS LA CHAÎNE KURDE MED-TV. (*Reuters*, 22 mars 1999), p.64.

PREMIERS PAS PRIS DANS LES RELATIONS TURCO-SYRIENNES DE L'ÈRE POST-PKK. (*Turkish Daily News*, 23 mars 1999), p.65.

UNE NATION DE TROP. — L'enlèvement, le jugement expéditif d'Abdullah Öcalan, le chef du PKK, voit peut-être son exécution, constituer un tournant capital dans l'histoire tragique de la plus grande minorité nationale au monde encore privée d'Etat. (*Le Nouvel Afrique Asie*, avril 1999), p.66-69.

LES IRAKIENS FONT FACE À DE SÉRIEUSES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES. (*Turkish Daily News*, 4 avril 1999), p.70-71.

RAPPORT : OCALAN PLAIDE POUR LE PARDON DE LA TURQUIE. (*CNN-Interactive*, 6 avril 1999), p.0.

ENTRE TURCS ET KURDES, UNE HISTOIRE DE TENSION. (*International Herald Tribune*, 3-4 avril 1999), p.72.

LE PARTI KURDE CRITIQUE L'APPEL DU PROCUREUR À L'INTERDIRE DE PARTICIPER AUX ÉLECTIONS. (*Reuters*, 10 avril 1999), p.72.

FRANCE- LA COMMUNAUTÉ KURDE S'INQUIÈTE DANS UNE LETTRE AU PS. (*Reuters*, 1er avril 1999), p.73.

INCURSION DE TROUPES TURQUES DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Associated Press*, 7 avril 1999), p.73.

UNE DÉLÉGATION D'AMNESTY À ANKARA POUR REMETTRE UN PRIX À AKIN BIRDAL. (*A.F.P.*, 8 avril 1999), p.73.

LE PARLEMENT KURDE EN EXIL APPELLE LA TURQUIE À " SAISIR LA MAIN TENDUE ". (*A.F.P.*, 8 avril 1999), p.74.

ABDULLAH OCALAN LANCE UN NOUVEAU APPEL AU CESSEZ-LE-FEU. (*Associated Press*, 11 avril 1999), p.74.

UN ATTENTAT FAIT QUATRE MORTS EN TURQUIE. (*Associated Press*, 11 avril 1999), p.74.

AIMÉE ET HAÏE LA TÉLÉVISION KURDE PEUT ÊTRE FERMÉE. (*International Herald Tribune*, 6 avril 1999), p.75.

À ANKARA, UNE AFFAIRE DE

FAMILLE. — Des quelque 100.000 Kosovars, qui vont être transférés vers des pays d'accueil, ceux qui iront en Turquie seront les seuls à avoir une chance de retrouver des proches. (*Le Figaro*, 8 avril 1999), p.75-76.

UN FILM KURDE EN TURQUIE YOL SUR LES ÉCRANS TURCS. (*International Herald Tribune*, 14 avril 1999), p.76.

LES LEÇONS DU KURDISTAN N'ONT PAS ÉTÉ TIRÉES. (*Le Monde*, 14 avril 1999), p.76-77.

EXPOSITION À LA MAIRIE D'ÉQUEURDREUILLE : LES KURDES QU'ON ASSASSINE. (*Ouest-France*, 15 avril 1999), p.77.

ALORS QUE LES TOURISTES BOUDENT LA TURQUIE, OCALAN LANCE UN APPEL AU CESSEZ-LE-FEU. — La Communauté kurde de France interpelle François Hollande. (*Gamk*, 12-13 avril 1999), p.78.

SI LA TURQUIE DOIT JOINDRE L'UNION EUROPÉENNE, ELLE DOIT ARRÊTER D'OPPRIMER LES KURDES. (*The Independent*, 12 avril 1999), p.79.

LES TROUPES KURDES COMBATTENT LES REBELLES KURDES DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Reuters*, 12 avril 1999), p.79-80.

IL N'Y A PAS DE FRAPPES AÉRIENNES CONTRE JAKARTA, ANKARA OU JÉRUSALEM. ET QUANT AUX KURDES. (*The Guardian*, 14 avril 1999), p.80.

DES MILLIERS DE PERSONNES DÉTENUES QUAND LA TURQUIE INTERDIT UN RASSEMBLEMENT KURDE POUR LES ÉLECTIONS. (*The Guardian*, 14 avril 1999), p.81.

BAISSE DE L'AFFLUENCE

TOURISTIQUE EN TURQUIE. (*Associated Press*, 11 avril 1999), p.82.

LA COUR CONSTITUTIONNELLE REJETTE LA SUSPENSION DU HADEP. (*Turkish Daily News*, 16 avril 1999), p.82-83.

LA COUR ESPAGNOLE SUSPEND PROVISOIREMENT LE PARLEMENT KURDE INTERDIT. (*Turkish Daily News*, 16 avril 1999), p.83.

KURDES CONTRE KURDES À SANLIURFA. (*A.F.P.*, 15 avril 1999), p.84.

LA RUSSIE CONDAMNE L'OPÉRATION MILITAIRE TURQUE CONTRE LE PKK EN IRAK. (*A.F.P.*, 19 avril 1999), p.84.

L'EXTRÊME-DROITE TURQUE SORT SES CROCS. — Le Parti d'action nationale vrai vainqueur des élections. (*Libération*, 20 avril 1999), p.82.

LA COLÈRE DES DÉÇUS DE L'EUROPE. — Les deux partis nationalistes cumulent 40% des voix. — Ecevit glorifié par l'affaire Ocalan. (*Libération*, 20 avril 1999), p.86-87.

NATIONALISME TURC : LE NUAGE DE LA RÉCONCILIATION. (*International Herald Tribune*, 21 avril 1999), p.87.

LE VOTÉ EN TURQUIE RÉFLÈTE LE FOSSE ENTRE KURDES ET LA NATION TURQUE. (*International Herald Tribune*, 20 avril 1999), p.88.

LE RETOUR DE BÜLENT ECEVIT, VAINQUEUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN TURQUIE. (*Le Monde*, 20 avril 1999), p.88.

IRAK : L'ÉTERNEL RETOUR DE L'UNION DE L'OPPOSITION. (*Le Monde*, 17 avril 1999), p.89.

LA PRESSE GRECQUE INQUIÈTE DE LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE TURQUE. (*A.F.P.*, 20 avril 1999), p.89-90.

LA VICTOIRE DU HADEP POSE PROBLÈME POUR LE GOUVERNEMENT TURC. (*Reuters*, 19 avril 1999), p.90.

LE SÉISME DU MHP FAIT OMBRAGE À LA VICTOIRE DE DSP. (*Turkish Daily News*, 20 avril 1999), p.91-92.

OPÉRATION TURQUE EN IRAK : BAGDAD DEMANDE L'INTERVENTION DE LA LIGUE ARABE. (*A.F.P.*, 20 avril 1999), p.92.

ANNULATION DE LA LICENCE D'ÉMISSION DE MED-TV EN GRANDE-BRETAGNE. (*A.F.P.*, 23 avril 1999), p.92.

LA ROUE DE L'HISTOIRE. — Je ne sais quel mal engendre l'oubli, mais la mémoire semble avoir la vertu d'entretenir la haine et a vengeance. (*Le Monde*, 25-26 avril 1999), p.93.

LE PÉTROLE INTERDIT COULE DE THAW ENTRE SYRIE ET IRAK. (*International Herald Tribune*, 27 avril 1999), p.93-94.

SUCCÈS DU PARTI PRO-KURDE EN TURQUE. — Le Hadep a remporté plusieurs villes du Sud-Est aux municipales. (*Libération*, 21 avril 1999), p.94.

" POUR LES KURDES AUSSI, IL FAUDRA UN ARBITRAGE EXTÉRIEUR ". Pourquoi pas celui de l'Europe ? (*Le Nouvel Observateur*, avril 1999), p.94.

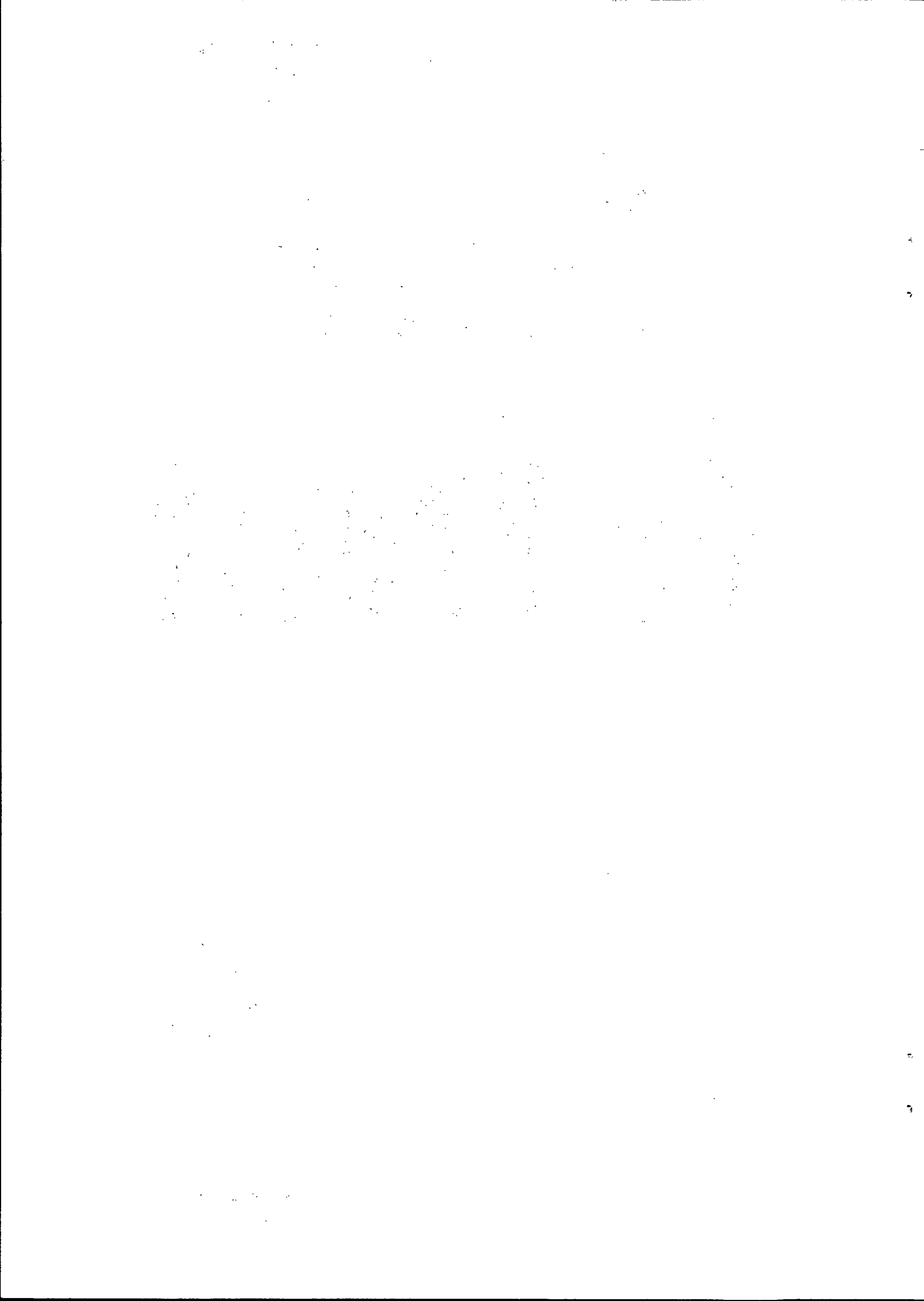
LA GRANDE-BRETAGNE FERME LA CHAÎNE DE TÉLÉVISION KURDE. (*Reuters*, 23 avril 1999), p.95.

TURQUIE : L'EUROPHOBIE MONTE À ANKARA. — LE PROCÈS DU CHEF REBELLE KURDE ABDULLAH OCALAN EST UNE AUBAINE POUR LES NATIONALISTES. (*L'Express*, 30 avril 1999), p.95-96.

LE PROCÈS D'OCALAN S'OUVRIRA LE 31 MAI SUR L'ÎLE-PRISON D'IMRALI. (*A.F.P.*, 30 avril 1999), p.96.

Revue de Presse





L'injustice faite aux Kurdes

Par KENDAL NEZAN *

A PRÈS une errance de quatre mois à travers l'Europe, M. Abdullah Öcalan a finalement été livré au gouvernement d'Ankara, le 15 février 1999 au Kenya, et transféré en Turquie, où il est incarcéré au pénitencier d'Imrali. C'est dans cette île-prison, généralement réservée aux condamnés à mort et où furent notamment exécutés, en 1960, l'ancien premier ministre démocrate Adnan Menderes et deux de ses ministres, que sera jugé le dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène une lutte armée depuis 1984.

Dans leur ensemble, les Kurdes se sentent humiliés, bafoués, et ressassent leur adage des mauvais jours : « *Les Kurdes n'ont pas d'amis.* » Pour la plupart d'entre eux, le dirigeant du PKK, objet d'une véritable chasse à l'homme, a été victime d'un « *complot* » turco-américano-israélien, mené avec la complicité des gouvernements grec et kényan. D'où leur colère et la vague de manifestations, parfois violentes, contre les représentations diplomatiques de ces pays en Europe, au Proche-Orient, dans le Caucase, manifestations qui pourraient se poursuivre et se radicaliser. A titre « *préventif* », Ankara a fait arrêter, en une semaine, près de deux mille militants kurdes et turcs des droits humains, et interdit aux médias internationaux l'accès du Kurdistan.

L'Europe, qui accueille nombre de dictateurs sanguinaires et corrompus du Sud, a fermé ses portes au chef kurde, sous la pression de Washington et par crainte de représailles économiques turques, notamment en matière de ventes d'armes. A la tête d'un pays au bord de la faillite financière, accusés de laxisme par les Etats-Unis après l'attentat meurtrier commis contre leur ambassade de Nairobi en août 1998, les dirigeants kényans ont dû, moyennant des contreparties économiques et politiques, accepter d'accomplir la tâche qui leur était assignée.

« Mon peuple
me vengera »

LE rôle joué par Athènes est beaucoup plus trouble. L'opinion grecque, majoritairement pro-Kurdes, a été bouleversée par cette « trahison », et le premier ministre, M. Constantin Simitis, a dû sacrifier trois de ses ministres, dont celui des affaires étrangères, M. Théodore Pangalos. Aucune explication satisfaisante n'a encore pu être donnée par les autorités quant aux raisons les ayant conduites, le 2 février, à envoyer M. Öcalan au Kenya, pays connu pour être une plate-forme des services de renseignement israéliens et pour sa vulnérabilité aux pressions américaines. Ni sur les conditions dans lesquelles les diplomates grecs l'ont livré aux autorités kényanes. Selon certains journaux turcs, Athènes aurait accepté de « donner » M. Öcalan en échange du feu vert



DR

SARWAT ANWAR SAWZ. - « Homme kurde » (1993)

américain et turc à l'installation en Crète des missiles SS-300 achetés par Chypre à la Russie : mais cette explication paraît un peu courte.

Les Etats-Unis, qui, depuis le fiasco retentissant de leurs opérations secrètes en Irak, en 1996, cherchent à développer une nouvelle stratégie de renversement du régime irakien, ont plus que jamais besoin de la coopération de la

Turquie, membre de l'Organisation de l'Atlantique nord (OTAN), notamment pour l'utilisation de la base d'Inçerlik. Pour complaire à Ankara, Washington a mis le PKK sur la liste des organisations terroristes, alors que ce dernier n'a encore commis aucun attentat anti-américain. D'ailleurs, un ex-terroriste, naguère vilipendé, M. Yasser Arafat, n'est-il pas devenu un intime du président William Clinton ?

Pour les Etats-Unis, le PKK constitue aussi un obstacle majeur à l'application de l'accord de paix conclu en septembre 1998 entre les deux principaux partis kurdes irakiens sous l'égide de M^{me} Madeleine Albright, car la Syrie et

* Président de l'Institut kurde de Paris

l'Iran se servent de ce parti pour s'opposer à la *pax americana*. Plus généralement, aux yeux de Washington, le PKK et son chef sont donc considérés comme « irrécupérables » et « ennemis à abattre », y compris dans le dessein de favoriser la démocratisation progressive du régime turc et son intégration à l'Union européenne.

Israël affirme n'avoir pas participé, directement, à l'opération contre M. Öcalan. Pourtant, ce sont ses services secrets – le Mossad – qui ont, les premiers, renseigné Ankara sur l'arrivée du chef kurde à Moscou, en octobre 1998, et des conseillers israéliens encadrent les forces spéciales turques en lutte contre le PKK. Le 4 février 1999, dans le *New York Times*, le très influent éditorialiste William Safire évoquait la coopération des services américains et israéliens pour faire arrêter le « mauvais Kurde, Öcalan ».

Contrairement à leurs prédécesseurs ottomans qui, par respect de l'adversaire, se bornaient à déporter les chefs kurdes rebelles, les dirigeants turcs ont condamné à mort – et pendu – tous les leaders des insurrections kurdes du XX^e siècle. Conformément à cette tradition établie par Kemal Atatürk en personne, M. Öcalan devrait, après un procès de pure forme, en avril 1999, être condamné à mort pour haute trahison, en vertu de l'article 125 du code pénal, et exécuté. Sauf pressions internationales exceptionnelles, ou capitulation du chef kurde sous l'effet de drogues détruisant sa personnalité, fragilisée par ses pérégrinations des derniers mois.

Plusieurs Etats occidentaux ont appelé Ankara à respecter les règles d'un procès équitable. Il s'agit de vœux pieux, dans un Etat où la justice a pu condamner à deux siècles de prison (!) l'intellectuel turc İsmail Besikçi pour ses écrits sur les Kurdes, et où les appels à un jugement équitable des députés kurdes n'ont pas empêché, en 1994, la condamnation de ces derniers à quinze ans de prison pour délit d'opinion... Ce sont d'ailleurs les mêmes procureurs et juges de la Cour de sûreté de l'Etat, responsables de la condamnation des députés kurdes, qui vont juger M. Öcalan d'après des lois et procédures incompatibles avec la Convention européenne des droits de l'homme.

Rappelons, à ceux qui l'auraient oublié, comment s'est déroulée l'exécution du chef légendaire de la rébellion kurde de 1937, Seyit Rıza, tombé aux mains des troupes turques le 5 septembre 1937. Pour fêter l'événement, Atatürk décida de se rendre le 30 novembre dans la région, officiellement pour inaugurer un pont sur l'Euphrate. Ayant appris par ses services que des notables locaux voulaient à cette occasion « importuner » le « père de la nation turque » pour lui demander d'accorder la vie sauve au condamné, İhsan Sabri Çağlayangil, qui deviendra à la fin des années 70 président de la République, écrit dans ses Mémoires (1) : « Je fus dépêché sur place, par le gouvernement, pour que ceux qui devaient être pendus le soient avant la visite d'Atatürk. »

Arrivé le vendredi 27 novembre au soir, Çağlayangil se rend auprès du procureur, qui lui explique que la cour ne peut se réunir un samedi, jour férié. Sur les conseils du substitut, un ancien camarade de faculté, il va voir le gouverneur, qui met le procureur « en congé ». Il se déplace ensuite chez le juge, lequel affirme à son tour que, légalement, il ne peut réunir la cour avant le lundi 30 novembre. Cette dernière est pourtant convoquée dans la nuit du dimanche au lundi, dans une salle éclairée par des lampes-tempête. Conformément aux instructions reçues, elle condamne le chef kurde et six de ses proches à la peine capitale.

Le verdict est sans appel et le général Abdullah Pacha, autorité militaire suprême de la région, a signé par avance la ratification de ce

verdict sur papier libre : les sept condamnés sont donc conduits, à 3 heures du matin, vers les échafauds dressés sur une place éclairée par les phares des voitures de police. Le vieux chef kurde, âgé de soixante-quinze ans, monte sur l'échafaud, repousse le bourreau, passe lui-même la corde à son cou et crie : « Vous n'en avez pas fini avec les Kurdes. Mon peuple me vengera ! » Le lendemain, Atatürk commence sa visite. La justice a été rendue, les formes respectées, et la rébellion kurde « définitivement matée ».

Avec la violence du désespoir

SANS illusions, le PKK prépare déjà ses militants à un dénouement fatal, en mettant en relief cette phrase attribuée à Öcalan : « Ma mort servira encore mieux la cause kurde que ma vie. » Un conseil présidentiel du PKK – comprenant notamment M. Cemil Bayık, le numéro deux de l'organisation, M. Osman Öcalan, frère d'« Apo », et M. Murat Karayalçın – a, le 18 février, fait lire sur les antennes de la chaîne kurde MED-TV un communiqué appelant à « l'extension de la guerre à toutes les cibles civiles et militaires en Turquie et au Kurdistan » et à « la poursuite de manifestations pacifiques à l'étranger ».

Cette nouvelle direction considère, en effet, que « tous les membres du PKK vivront et lutteront désormais en fedayins », que « la Turquie a tort de pavoiser » et qu'« elle regrettera bientôt Öcalan, qui a tout fait pour éviter que le conflit opposant ses partisans à l'armée turque ne dégénère en une guerre turco-kurde ». La presse du PKK publie régulièrement des éditoriaux appelant à radicaliser la lutte sur le thème : puisque le monde est devenu infernal pour les Kurdes, transformons-le en un enfer pour les Turcs et leurs alliés occidentaux ; que chaque Kurde devienne une bombe jusqu'à ce que notre sacrifice ouvre les yeux de l'humanité sur la tragédie kurde en Turquie !

On aurait tort de prendre à la légère ces menaces alimentées par le désespoir. Des milliers, peut-être des dizaines de milliers de Kurdes, sont susceptibles de basculer dans la violence aveugle. Cependant, la Turquie reste sourde aux revendications les plus élémentaires, comme la reconnaissance des droits linguistiques. Dans une déclaration au quotidien *Milliyet*, le 19 février, le président Süleyman Demirel a refusé toute ouverture et affirmé qu'il n'était pas question d'accorder aux Kurdes le droit d'avoir des écoles ou des médias dans leur langue, car cela conduirait à la « partition du pays ». Selon son premier ministre, M. Bulent Ecevit, ultranationaliste de « gauche », responsable de l'invasion de Chypre en 1974, la capture de M. Öcalan réglera « définitivement » la « prétendue question kurde créée par des centres étrangers ».

Quelque 850 000 Kurdes vivent dans différents pays d'Europe occidentale, et l'afflux constant de réfugiés, provoqué par la guerre, pose des problèmes d'ordre public de plus en plus sérieux. C'est dire que les chancelleries occidentales ont intérêt à intervenir auprès d'Ankara. Elles sont les seules en mesure de forcer la main à la Turquie, afin que celle-ci reconnaisse enfin aux quinze millions de Kurdes de ce pays un statut acceptable, similaire d'ailleurs à celui que le Groupe de contact tente d'imposer à la Serbie pour la protection de 1,8 million d'Albanais du Kosovo. Les Kurdes en ont assez de la politique occidentale de « deux poids, deux mesures ». Resteront-ils, à l'aube du XXI^e siècle, le seul peuple du monde de cette importance numérique sans existence légale reconnue ?

(1) İhsan Sabri Çağlayangil, *Anılarım* (Mémoires), Yılmaz Yayınları éditeur, Istanbul, 1990.

L'avocate d'Öcalan entend dénoncer le conflit kurde

ISTANBUL, 2 mars - Une des avocates d'Abdullah Öcalan entend faire du procès du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) celui du combat mené depuis quatorze ans par la Turquie contre les rebelles kurdes.

Depuis l'enlèvement d'Öcalan, la Turquie fait l'objet de pressions de la communauté internationale afin qu'elle lui assure un procès équitable, un droit qui, selon son équipe de défenseurs, a déjà été violé.

Quelque 29.000 personnes ont été tuées depuis que le PKK a pris les armes pour obtenir l'autonomie du Kurdistan, en 1984.

Ankara tient Öcalan responsable de ces morts et il l'a inculpé de trahison, crime passible de la peine de mort. "Öcalan n'a pas tué 30.000 personnes, et il n'a pas donné l'ordre de les tuer. Il y a une guerre et c'est la guerre qui doit être jugée", a déclaré lundi Me Eren Keskin dans une interview à Reuters.

La Turquie accuse le PKK de mener une campagne "terroriste" financée par des extorsions de fonds et par le trafic de drogue.

Des militants des droits de l'Homme affirment de leur côté que les forces turques ont mené une "sale guerre" contre le PKK, incendiant et vidant des villages pour priver les rebelles de soutien logistique - accusation rejetée par Ankara.

"La guerre elle-même est une violation des droits de l'Homme. Öcalan a violé les droits de l'Homme dans cette guerre. Mais l'Etat turc l'a fait encore davantage", affirme Me Keskin.

Un autre avocat d'Öcalan a accusé kundi le Premier ministre turc Bulent Ecevit de faire obstacle à un procès équitable en n'assurant pas la sécurité de ses défenseurs.

Deux avocats qui se rendaient la semaine dernière dans l'île-prison où est détenu Öcalan pour rencontrer pour la première fois leur client, dix jours après son arrestation, ont été accueillis sur le quai par des manifestants hostiles.

Ils ont rapporté que l'entrevue avait été suspendue au bout de vingt minutes et qu'elle s'était tenue en présence d'un procureur et de deux hommes masqués.

"Un des hommes masqués se tenait derrière Öcalan et regardait les avocats et l'autre était derrière eux, fixant Öcalan. C'est une intimidation inacceptable", a dénoncé l'avocate.

Elle-même dit avoir reçu des menaces de mort.

"Dès que je dis quelque chose, je suis prise pour cible par la presse", dit-elle.

Elle souligne que les médias turcs présentent constamment Öcalan comme "le terroriste en chef" ou "le tueur de 30.000 personnes", ce qui est contraire à la présomption d'innocence et à la loi turque.

Les images diffusées par la télévision montrant le dirigeant kurde les yeux bandés et escorté d'hommes masqués font apparaître qu'il a été torturé, dit l'avocate.

"On l'a drogué contre sa volonté et il a constamment les yeux bandés (...) La torture, ce n'est pas seulement les décharges électriques et les coups".

Ecevit a promis que le procès serait équitable, mais il a refusé d'autoriser le Conseil de l'Europe et l'Union européenne à envoyer des observateurs.

Un député norvégien a cependant annoncé lundi que la Turquie avait accepté d'autoriser des délégués norvégiens à assister aux audiences.

Mais Me Keskin se dit convaincue qu'Öcalan sera condamné à mort à l'issue du procès, même si personne n'a été exécuté en Turquie depuis 1984.

"Il sera certainement condamné à mort et le parlement et le président l'approuveront", dit-elle. /NCD

KURDES Les parias de la Turquie

Sommés de choisir entre la répression menée par l'appareil d'Etat et les atrocités du PKK, les « *Turcs des montagnes* », comme les appellent les Stambouliotes, se sont retrouvés sur les quais du Bosphore. La sale guerre du Kurdistan dure depuis 1984 et condamne les 12 millions de Kurdes de Turquie à l'état de parias. Reportage.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL EN TURQUIE **OLIVIER WEBER**

La cache sent le mois. Elle sent le complot, aussi. Sous l'escalier aux parois vermoulues d'une antique maison d'Istanbul, des Kurdes assis sur un tapis devisent sur leurs lendemains. De la rue montent des odeurs fortes de tabac brun et de mouton grillé. Les immeubles voisins, des bâtiments délabrés du siècle dernier, sont voués à l'abandon. La rue est le domaine des rats et de la délation. A quelques encablures du détroit du Bosphore, traversé par les ferrys et survolé par des mouettes que le vent du Sud semble dérouter, la petite pièce sans fenêtre et sans eau courante, abri d'une famille de paysans de l'Est, est brusquement devenue une cellule de la « résistance à l'oppression turque ». Il y a là deux sortes de Kurdes, qui se confient loin des oreilles indiscrettes : les désespérés, ceux qui ne parviennent pas à relever la tête depuis l'arrestation d'Abdullah Ocalan, le chef du PKK – le Parti des travailleurs kurdes – marxiste-léniniste capturé au Kenya par des commandos turcs ; et les militants de l'organisation clandestine. Les premiers ne savent plus à quel meneur se vouer. Ils parlent de révoltes spontanées, là-bas, dans le quartier de Gazi, à l'ouest d'Istanbul, bouclé par la police. Ils évoquent aussi les arrestations arbitraires, les insultes lancées par les Turcs du voisinage : « *Traîtres ! Vous n'êtes que des traîtres !* » Les seconds, eux, restent plus calmes. Ils veulent fédérer ces petites révoltes, ces mille et une colères qui peuvent créer l'insurrection.

C'est ainsi : après la fin de la longue cavale d'« Apo », le surnom que les militants ont légué à Ocalan, les Kurdes de Turquie balancent entre la résignation et l'action violente. Une

valse-hésitation à l'image de la Turquie, qui laisse entendre que les Kurdes connaîtront bientôt des jours meilleurs et le lendemain promet le bâton, voire la geôle, à tout contestataire de l'ordre suprême, c'est-à-dire la pérennité d'un Etat centralisateur, jacobin, héritage de Kemal Atatürk, « le père de tous les Turcs », fondateur en 1923 de la République moderne sur les ruines de l'Empire ottoman.

UN EXIL DE L'INTÉRIEUR

« *La paix viendra avec le développement économique et social* », assure à Ankara le Premier ministre social-démocrate, Bülent Ecevit. Au moment même où les gardiens de l'ordre kémaliste poursuivent les arrestations de militants kurdes et de membres du parti Hadep, seul parti légal pro-kurde, qui pourrait être interdit à la veille des élections du 18 avril.

« *Ocalan aura droit à un procès équitable* », affirme un haut fonctionnaire. Mais les avocats étrangers du dirigeant indépendantiste ont été refoulés. « *Les militants du PKK sont aussi les enfants du pays* », a lancé pour la

première fois le président, Süleyman Demirel. Mais le rouleau compresseur s'abat sur les partisans de la cause autonomiste avec une vigueur renouvelée... « *Tous les Kurdes de la ville sont déclarés suspects* », murmure une Kurde de Tunceli. « *Le drame*, souffle un conseiller d'Ecevit, *c'est que ce pays est dirigé en sous-main par les militaires. Sur les grandes questions, les civils ne peuvent rien dire.* » A Byzance, au temps de l'impératrice Théodora, écrivait Cocteau, le vent du Sud apportait la clémence des tribunaux. La brise méridionale qui souffle ces jours-ci sur la fille de Byzance semble amener l'inverse, une fermeté accrue. D'une main, la Turquie prône l'ouverture. De l'autre, elle réprime les tenants d'une décentralisation.

Alors, les Kurdes d'Istanbul – ils sont plus de deux millions sur une population totale de douze millions d'âmes – s'organisent et tergiversent à la fois. Les arrestations ont certes démoralisé nombre d'entre eux. Mais elles ont radicalisé d'autres migrants, que maints Stambouliotes continuent d'appeler « *Turcs des montagnes* ». Ainsi la capture d'Apo, la rhétorique victorieuse et quasi unanime de la presse turque, le nationalisme d'un ton nouveau qui pointe çà et là ont-ils attisé un feu longtemps contenu par la communauté, dont une frange non négligeable s'estime assimilée à la citoyenneté turque.

La famille qui dort sous l'escalier, dans ce taudis aux murs moisissés grand comme un placard à balais et loué 300 francs par mois, vient d'un village des montagnes orientales, N., non loin de la frontière irakienne. Vêtu d'un blouson de cuir, avec dans le regard toutes les inquiétudes qu'engendre cet exil de l'intérieur, Birtan, paysan de 39 ans, a fui avec les siens

« LES KURDES
AIMENT
TELLEMENT
LA VIE QU'ILS
SONT PRÊTS
À MOURIR
POUR ELLE. »



Manifestation du PKK dans les rues d'Istanbul, en mars 1998

les opérations lancées par l'armée à la recherche des guérilleros du PKK. Dans les ruelles d'Istanbul et sur les quais du Bosphore, Birtan promène désormais sa silhouette dégingandée pour offrir des moules au passant et rapporter dans l'ancre familial un misérable pécule, de 15 à 20 francs par jour, de quoi acheter quelques pains pour ses cinq bouches à nourrir.

UNE PERPÉTUELLE ERRANCE

Qu'elle était douce, leur vallée, loin du tumulte du Bosphore! Malgré la dureté du climat, malgré les caprices des saisons, la vie montagnarde apportait son cycle de joies et de fêtes. Puis la guerre est venue. Les partisans du PKK sont venus recruter. L'armée a riposté. Le village de N. fut pris en tenaille. « *Choisissez votre camp, vous avez un mois pour former une unité de gardiens de village* », a lancé un jour le commandant des *jandarma*, la toute-

puissante gendarmerie. Des gardiens de village? Le paysan Birtan en a frémi. Les gardiens de village, ce sont ces miliciens kurdes entraînés par l'armée pour se frotter aux combattants du PKK. Tôt ou tard, la rébellion se vengera... Il se rappelle alors les représailles lancées contre un village voisin, les exactions commises par les guérilleros, celles de l'armée aussi. Le conflit qui perdure au Kurdistan de Turquie depuis 1984 est une sale guerre. On est sommé de choisir son camp, et c'est là tout le drame. Demeuré modéré, rester sur la voie du milieu est considéré comme une trahison par le PKK et comme une insoumission par le régime turc.

Que faire? Pendant un mois, Birtan et les notables du village résistent contre vents et marées et essaient de parlementer avec le commandant. En vain. Celui-ci soupçonne de plus en plus le village d'aider le PKK. Dans les

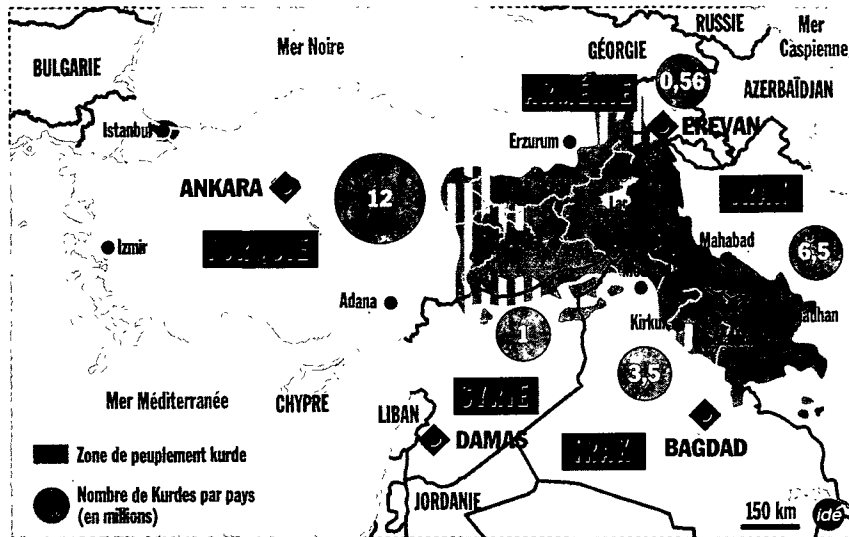
régions kurdes, tout adulte mâle est suspecté de sédition. Et cela depuis la révolte de l'émir Bédir Khan, qui, depuis sa forteresse de Derguelé, où il siégeait avec les fastes d'un noble ottoman, parvint en 1844 à liguer quelques vallées contre le sultan de Constantinople. La tradition a perduré avec les révoltes du début du siècle et le soulèvement de Dersim en 1937. La main de fer aussi. Chacune de ces tentatives de relever la tête, chacune de ces affronts lancés à la Sublime-Porte puis à la République ont été noyés dans le sang (1).

Quand le commandant des *jandarma* est revenu au village, il était accompagné de toute sa troupe. Méthodiquement, les hommes ont incendié les maisons, les greniers à grain, l'école - 654 établissements scolaires ont dû fermer leurs portes en raison de la guerre, selon le quotidien *Hürriyet*. Telle fut la punition ►►

►►► pour les villageois trop hésitants. Alors, comme des centaines de milliers d'autres Kurdes, les poings serrés, Birtan a abandonné la terre des ancêtres, les montagnes hantées des contes de son enfance et a rejoint la grande ville, là-bas, à cheval entre l'Europe et l'Asie, comme si les 12 millions de Kurdes de Turquie étaient voués par le destin à la perpétuelle errance et à la négation de leurs droits. Il a fui la guerre, ses 31 000 morts, ses 2 500 villages rasés ou évacués, pour en retrouver une autre. La

phore qui sépare la partie européenne de la vieille ville, une femme d'une trentaine d'années se déclare prête à rejoindre la guérilla. « *S'il arrive malheur à Apo, ce sera encore pire qu'aujourd'hui. Ce n'est pas du désespoir, au contraire. Les Kurdes aiment tellement la vie qu'ils sont prêts à mourir pour elle...* » Istanbul est ainsi le lieu idéal pour renouveler le combat en faveur de l'autonomie. Dans les dédales innombrables de cette mégapole tentaculaire, dans les méandres complexes de la minorité, les Kurdes

quie, entre résignation et violence, entre la répression menée par l'appareil d'Etat et les férocités de la rébellion? Macide Ocak, jeune femme kurde qui vit dans une banlieue pauvre et boueuse d'Istanbul, veut encore croire en une démarche pacifique. Tous les samedis, elle accompagne sa mère, Emine, dans la rue Istiklal afin de protester, au sein d'une ronde silencieuse, contre les exactions du régime. On les appelle les « mères du samedi », et leur détermination, leur soif de justice rappellent le long combat des « folles de mai » en Argentine. Un soir de mars 1995, le frère de Macide, Hasan, instituteur de 30 ans, a été enlevé par des policiers. Emmené dans un commissariat, il est torturé pendant plusieurs jours. La police reconnaît un temps son arrestation puis la dément. Le corps de Hasan est retrouvé quelques semaines plus tard sur un terrain vague.



UNE PLUIE DE MATRAQUES

Depuis, Macide et sa mère ont rejoint le « comité des disparus ». 509 opposants politiques sont morts en détention depuis 1980, selon l'IHD, l'Association des droits de l'homme, qui dénonce les violations des droits fondamentaux et estime à 9 109 le nombre de prisonniers d'opinion en Turquie. Ses dirigeants protestent, portent les affaires les plus flagrantes devant les instances internationales. Mais les exactions continuent. Macide elle-même en a fait les frais. Au cours d'une ronde des « mères du samedi », les policiers ont chargé. Pluie de matraques, insultes, coups de pied... Plusieurs fois, Macide est projetée contre les armoires du commissariat. Cinq des manifestants ont atterri à la brigade antiterroriste d'Aksaray pour y connaître la torture, selon un rapport d'Amnesty International.

En Turquie, tout militant des droits de l'homme se sait menacé. Les avocats eux aussi sont pris pour cibles. Ceux de l'association IHD plus que les autres, telle Eren Keskin, avo-

guérilla urbaine, celle, du moins, que sa fille de 18 ans entend mener avec les armes du désespoir dans la ville aux sept collines et aux jardins secrets.

« *Nous voulons être des combattants du PKK, et non pas vivre dans les ordures des villes turques*, dit Devrim avec une assurance toute militante et une véhémence qui n'a pas attendu le nombre des années. *Vous croyez qu'on nous laisse le choix? L'Etat turc a arrêté mon frère; il a été torturé et il est toujours en prison sans motif, simplement parce qu'il est kurde. Vraiment, nous n'avons rien à perdre.* » A quelques quartiers de là, de l'autre côté de la Corne d'Or, ce bras du Bos-

peuvent se mouvoir aisément. Et perpétuer une lutte sur un double front. Une voie souterraine, celle de la guérilla de l'ombre. Et une voie légaliste.

Tous les Kurdes, tant s'en faut, ne se retrouvent pas dans l'idéal du PKK, qui a versé dans la violence et les pratiques mafieuses. Lorsqu'un Kurde est jugé traître à la cause, il est exécuté, lui et toute sa parentèle. Les rabatteurs de l'organisation exigent l'impôt révolutionnaire. Pour les non-solvables, c'est le prix du sang. Et en Europe, à en croire des enquêteurs de Paris et d'Amsterdam, le PKK s'est lancé dans le trafic de drogue pour arrondir ses fins de mois.

Que reste-t-il aux Kurdes de Tur-

HISTORIQUE

XIX^e siècle : diverses insurrections kurdes contre l'Empire ottoman et la Perse débouchent sur la constitution



1854 : princes kurdes



Signature du traité de Sèvres

de principautés kurdes. 1920 : le traité de Sèvres conclu entre les Alliés et la Turquie et consacrant le démantèlement de l'Empire ottoman prévoit la création

d'un Kurdistan autonome dans l'est de l'Anatolie et la province de Mossoul (Irak).

1923 : le traité de Lausanne abandonne les promesses du traité de Sèvres. Victime de la victoire de Mustafa Kemal en Turquie et des rivalités franco-britanniques en Irak où les deux puissances guignent le pétrole de Mossoul, le Kurdistan reste émietté



Mustapha Barzani

entre la Turquie, l'Irak et l'Irak. Les nombreuses révoltes kurdes (en particulier en Turquie) sont impitoyablement matées.

1946 : une très éphémère République kurde (un an) voit le jour à Mahabad (Iran). Elle est écrasée.

1961 : le chef nationaliste Mustapha Barzani, en lutte depuis les années 40, dé-

cate de 39 ans, qui préside les destinées de la branche d'Istanbul. Depuis qu'elle a annoncé son intention de défendre Ocalan avec quatorze autres avocats, elle a reçu plusieurs menaces de mort. De faux airs de Maria Callas et un maquillage appuyé, l'avocate, d'origine kurde, est accusée de soutenir la cause autonomiste. Elle réplique qu'elle a choisi de combattre le régime de l'intérieur, en dénonçant les lois d'exception. « *Nous voulons que la Turquie adopte un système légal normal au lieu de légitimer les arrestations arbitraires et la torture. C'est un long chemin. J'avoue que je suis un peu fatiguée de ce combat.* » « Ténor » du barreau des droits de l'homme, l'avocate solitaire a déjà tâté de la geôle turque : six mois en 1995, après une condamnation à quatre ans de prison pour propagande séparatiste, selon les termes d'une loi antiterroriste plus tard édulcorée.

EUROPE Les dégâts de la tornade kurde

Crise gouvernementale à Athènes, où trois ministres – dont celui des Affaires étrangères – sont allés au tapis après l'enlèvement d'Ocalan au Kenya, alors qu'il était théoriquement sous la protection de la Grèce. Embarras en Espagne, où le chef du gouvernement, José Maria Aznar, exhorte le Parlement basque à renoncer à accueillir le Parlement kurde en exil. Manifestations en Italie et mobilisation européenne pour exiger de la Turquie un procès juste pour le leader du PKK. La tornade kurde fait de sérieux dégâts en Europe. Mais c'est l'Allemagne, avec environ 600 000 ressortissants kurdes, qui risque de de-

venir le champ de bataille du conflit kurdo-turc. Depuis la guérilla urbaine des années 70, l'Allemagne n'avait pas connu un tel déploiement de forces de l'ordre : 129 bâtiments protégés par la police à Berlin, voitures blindées devant les ambassades, QG des partis politiques sous surveillance. Gerhard Schröder rappelle qu'il ne tolérera pas que « *des étrangers règlent leurs conflits politiques dans les rues allemandes* », et le ministre de l'Intérieur, Otto Schilly, brandit la menace de l'expulsion. Interdit depuis 1993, le PKK, avec 11 000 membres actifs, est la plus importante organisation extrémiste en Allemagne. L'agitation

kurde apporte de l'eau au moulin de l'opposition, très hostile à la réforme du code de la nationalité promise par la nouvelle coalition. Ses détracteurs font valoir que, si la loi était déjà en vigueur, aucune mesure ne pourrait être prise contre les extrémistes du PKK protégés par le passeport allemand. Le patron de la CSU, Edmund Stoiber, ministre-président de Bavière, qui estimait, il y a quelques semaines, que le PKK représentait un danger plus grand que la Fraction Armée rouge dans les années 70, se sent pousser des ailes. Après la reculade sur le nucléaire (l'interdiction du retraitement des déchets vient d'être annulée), c'est le deuxième grand chantier du nouveau gouvernement qui risque fort d'être torpillé. ■ DOMINIQUE AUDIBERT

ENTRE RÉPRESSION ET GUÉRILLA

La saga des Kurdes de Turquie est assurément plus complexe que celle de leurs voisins d'Irak, qui bénéficient d'un relatif havre de protection sous la tutelle occidentale. Sommés de choisir leur camp, coincés entre répression et guérilla violente, nombre d'entre eux ont choisi la fuite en avant. D'autres jouent l'indifférence, comme les riches Kurdes d'Istanbul qui refusent d'investir dans leur contrée. Avec son entreprise de textile qui assure un chiffre d'affaires de 18 millions de francs par an, Juran Gürhan appartient à cette classe de nouveaux nantis stambouliotes. Il a fui Diyarbakir en raison de la violence

qui régnait des deux côtés. « *Un homme d'affaires ne s'intéresse pas à la politique. Il doit fermer les yeux tant qu'il fait du profit.* » Egrenant son chapelet entre deux tasses de thé, assis devant un bureau noir qui semble noyé sous des rouleaux de tissus en provenance d'Extrême-Orient, il avoue cependant que les Kurdes ne sauraient être longtemps privés de leurs droits. Ça et là, malgré des accès de fièvre chauvine, la presse turque appuie ce discours et laisse percer des appels en faveur des Kurdes. « *La Turquie a maintenant une chance historique de devenir un Etat de droit et de trouver un interlocuteur pour représenter les citoyens kurdes* », estime

Cüneyt Ersever, du quotidien *Milliyet*.

A l'autre bout d'Istanbul, ville où Nerval voyait « *l'arbitraire plus qu'ailleurs, et aussi plus de liberté* », le grand écrivain Yachar Kemal, qui ne cache plus ses origines kurdes, garde le silence et attend lui aussi, selon ses proches, des jours meilleurs pour les « Turcs des montagnes ». Le chantre du déracinement sait que l'exil intérieur est le pire des bouillonnements. Et que le peuple kurde, s'il demeure privé d'Etat, veut du moins avoir voix au chapitre. ■

1. Lire le livre très complet de Chris Kutschera, « *Le défi kurde* », Bayard, 1997.

clenche la grande révolte des Kurdes d'Irak.

1975 : lors des accords d'Alger, Saddam Hussein et le chah d'Iran s'entendent sur le dos des Kurdes. Ces derniers reprennent la guérilla dès l'année suivante. Avec la guerre Iran-Irak (1980-1988), Bagdad soutient les Kurdes d'Iran tandis que Téhéran soutient ceux d'Irak.

1984 : orchestrée par le PKK (fondé en 1978), la rébellion kurde prend de l'ampleur en Turquie. Le PKK installe des bases arrière en Irak.

1988 : Saddam Hussein lance une répression féroce contre la ville kurde de Halabja. Les bombes chimiques y font plusieurs milliers de morts. Peu après, 4 000 villages kurdes



Gazage d'Halabja, en Irak

sont rayés de la carte par l'armée irakienne. Deux millions de Kurdes s'enfuient vers l'Irak et la Turquie.

1991 : le régime de Saddam Hussein lance une offensive contre les Kurdes d'Irak qui terminent dans le sang. L'Onu déclare alors une zone d'exclusion aérienne au nord du 36° parallèle pour protéger les Kurdes d'Irak.

1998 : après dix-huit ans d'exil en Syrie, le leader du PKK, Abdullah Ocalan, doit quitter ce pays le 9 octobre.



Abdullah Ocalan en 1988

En quête d'un asile politique qui lui est partout refusé, il est arrêté au Kenya par les services secrets turcs le 16 février.

No justice for the Kurds

BY KENDAL NEZAN

AFTER wandering round Europe for four months, Abdullah Öcalan (Apo) was finally handed over to the Turks in Kenya on 15 February 1999 and transferred to Turkey's Imrali jail. It was in this island-prison, generally reserved for people sentenced to death, that former Prime Minister Adnan Menderes and two of his ministers were executed in 1960. And it is here that the head of the Kurdistan Workers' Party (PKK), engaged in armed struggle against the Turks since 1984, is to be tried.

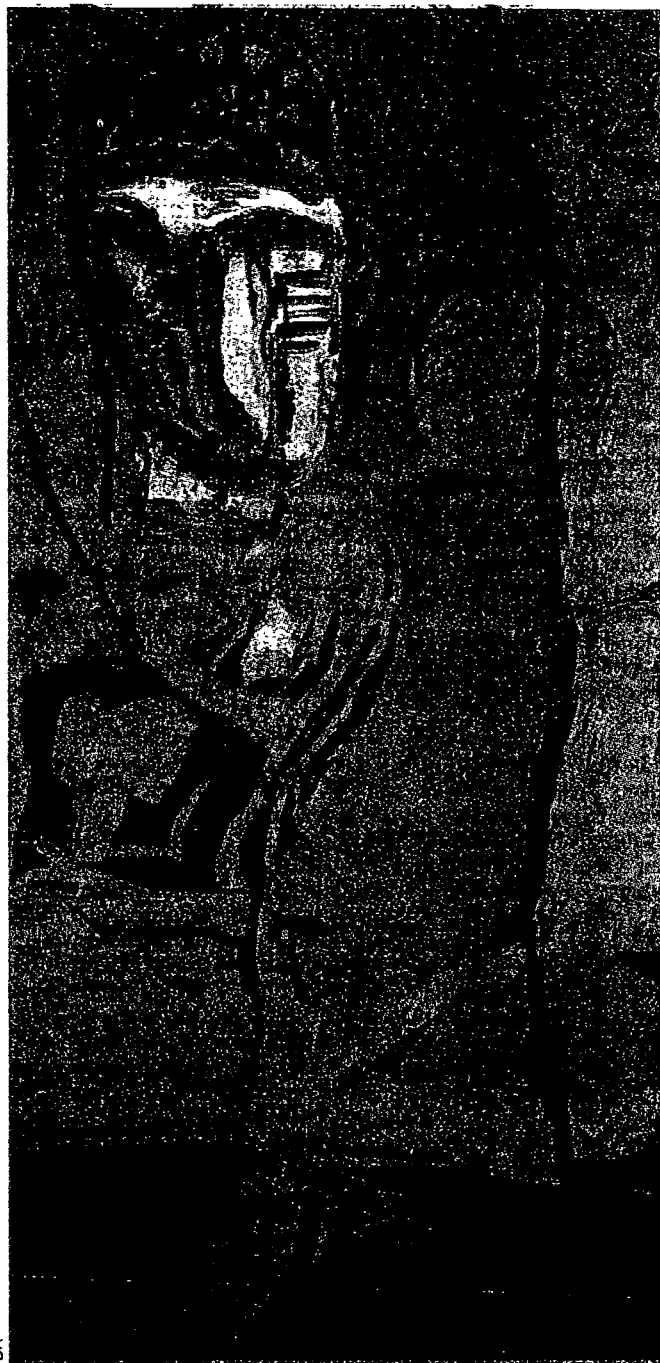
The Kurds feel scorned and humiliated, and keep complaining that "the Kurds have no friends". For most of them, the PKK leader has been the victim not just of a veritable manhunt, but also a Turkish/American/Israeli "plot" to which the Greek and Kenyan governments have been party. That is the reason for their anger and the wave of often violent demonstrations against these countries' embassies and consulates in Europe, the Middle East and the Caucasus — which could well continue and grow yet more radical. As a precaution, the Turks arrested nearly 2,000 Kurds and Turkish human rights activists in the space of a week, and denied the international media access to Kurdistan.

Europe, which has welcomed its fair share of corrupt and violent dictators to its shores, closed its doors to Öcalan under pressure from the United States and also for fear of Turkish economic reprisals, especially over arms sales. Kenya, on the verge of bankruptcy and under pressure from Washington (which has accused it of laxness after the bloody August 1998 attack on the US embassy in Nairobi), could not but agree to carry out its assigned role.

Greece has played a far more murky game. Greek public opinion, mostly pro-Kurdish, was not at all pleased by its government's "betrayal", and Prime Minister Constantin Simitis was forced to sack three of his ministers, including the minister for foreign affairs, Theodore Pangalos. The authorities have given no satisfactory account either of their motives for sending Öcalan to Kenya — known for its links with Israeli intelligence as well as its vulnerability to US pressure — or of exactly how their diplomats handed him over to the Kenyan authorities. According to Turkish press reports, Athens agreed to trade Öcalan for a go-ahead from the US and Turkey to install Cyprus's Russian-bought SS-300 missiles in Crete, but there is obviously more to it than that.

Israel, for its part, claims it did not directly take part in the Öcalan operation. Yet Mossad was the first to inform Ankara of his arrival in Moscow last October, and the Israelis have

'It would be foolish to dismiss these threats born of despair. Thousands of Kurds, perhaps tens of thousands, are likely to turn to blind violence. Yet Turkey remains deaf to such elementary claims as recognising language rights'



SARWAT ANWAR SAWZ: 'Kurdish man' (1993)

helped to train Turkey's "special forces" to fight the PKK. On 4 February 1999 the well-known New York Times columnist William Safire claimed co-operation between the US and Israeli intelligence services to get Öcalan arrested.

The US, which has been looking for new ways to topple Saddam Hussein ever since its bungled secret operations in Iraq in 1996, badly needs Turkey's co-operation as a member of Nato and, in particular, to carry on using its base at Incerlik. To satisfy Ankara,

Washington put the PKK on its list of terrorist organisations even though it had not carried out any attack on the US.

For Washington, the PKK is also a major obstacle to the peace agreement forged in September 1998 under the aegis of Madeleine Albright between the two main Iraqi Kurdish parties. And both Syria and Iran have been using the PKK to oppose the *pax americana*. So from Washington's standpoint the PKK and its leader are "beyond redemption" — and need to be got rid of. The project has a bear-

Kendal Nezan is president of the Kurdish Institute in Paris

ing on its ability to nudge Turkey into democratisation and eventual integration into the European Union.

Unlike their Ottoman predecessors, who out of respect did no more than deport Kurdish rebel chieftains, the rulers of modern Turkey have hanged the leaders of Kurdish insurrections. If the Turks are to continue this tradition established by Mustafa Kemal Atatürk, Öcalan would, after the bare formalities of a trial, get a death sentence for high treason under Article 125 of the penal code — unless there is exceptional international pressure or Öcalan gives in, weak from his wanderings and under the effect of drugs that affect the personality.

Several Western states have called on Ankara to give him a fair trial. These seem pious hopes. Turkey sentenced one of its intellectuals, Ismail Besikci, to 200 years in prison for his writings on the Kurds. And despite calls for a fair trial, Kurdish members of parliament were sentenced in 1994 to 15 years of prison for their beliefs.

It will be those same State Security Court judges who will try Öcalan under laws incompatible with the European Convention on Human Rights.

We may recall the execution of Seyit Riza, the legendary leader of the Kurdish rebellion of 1937. To celebrate the event, Atatürk went to the region himself on 30 November, ostensibly to open a bridge over the Euphrates. Ihsan Sabri Çaglayangil (president of the republic in the 1970s) learned that local notables wished to make representations to the "father of the Turkish nation" to save Riza. He wrote in his memoirs (1) that he had been "called to the spot by the government so that those who were to be hanged would be dealt with before Atatürk's visit".

When he arrived on the evening of Friday 27 November, Çaglayangil went to see the prosecutor, who told him that the court could

not sit on the Saturday, as it was not a working day. On the advice of his deputy, an old university friend, he went to see the governor who declared the prosecutor "on leave". Next he went to the judge, who also maintained that by law the court could not sit until the Monday. However, the court did sit on the night of Sunday-Monday in a room lit by storm lanterns and duly sentenced the Kurdish chieftain and six of his followers to death.

There was no right of appeal, and General Abdullah Pasha, the highest military official of the region, signed his ratification of the verdict in advance on plain paper. The seven men were taken to a scaffold lit by police vehicle lights at three in the morning. The Kurdish chieftain, aged 75, pushed the hangman out of the way and tied the cord around his own neck, shouting: "You haven't finished with the Kurds: my people will have their revenge!" The next day Atatürk began his visit. Justice had been done, the formalities respected, and the Kurdish rebellion had been "definitively quelled".

The PKK has no illusions and is now preparing its militants for another fatal outcome, quoting something Öcalan is supposed to have said: "My death would help the Kurdish cause more than my life." A PKK ruling council — consisting notably of Cemil Bayik, the party's number two, Osman Öcalan, Apo's brother, and Murat Karayalcin — broadcast a statement on the Kurdish television channel MED-TV on 18 February calling for the "extension of the war to all civilian and military targets in Turkey and Kurdistan" and "peaceful demonstrations abroad".

This new leadership considers that "all PKK members will henceforth live and fight as fedayin", that Turkey is "mistaken to rejoice" and "will soon regret Öcalan, who did everything possible to stop the conflict between his followers and the Turkish army degenerating into a Turkish-Kurdish war".

The PKK press is regularly publishing editorials calling for a radicalising of the struggle, arguing that since the world has become hell on earth for the Kurds, they should in turn make it hell for the Turks and their Western allies: "Every Kurd should turn into a bomb until our sacrifice opens the eyes of the world to the Kurdish tragedy in Turkey."

It would be foolish to dismiss these threats born of despair. Thousands of Kurds, perhaps tens of thousands, are likely to turn to blind violence. Yet Turkey remains deaf to such elementary claims as recognising language rights. In a statement to the daily *Milliyet* on 19 February, President Süleyman Demirel said there was no question of giving the Kurds schools or media in their own language for it "would lead to the country's partition". According to his prime minister, Bülent Ecevit, a leftwing nationalist responsible for the invasion of Cyprus in 1974, Öcalan's capture will "definitively" deal with the "so-called Kurdish question".

There are 850,000 Kurds living in Western Europe, and the constant influx of refugees caused by the war in Turkey's southeast is causing growing problems of public order. This means the West has an interest in intervening with Ankara. It alone could force the government to recognise the need for an acceptable status for the 15 million Kurds in Turkey, similar to that which the Contact Group is trying to impose on Serbia to protect the 1.8 million Albanians of Kosovo. The Kurds have had enough of Western double standards. Are they to remain the only people in the world of their size to be denied a recognised legal presence?

Translated by Wendy Kristianasen

(1) Ihsan Sabri Çaglayangil, *Anilarim* (Memoirs), Yilmaz Yayinlar editions, Istanbul, 1990.

März 1999 - LE MONDE DIPLOMATIQUE die tageszeitung / WoZ

EINE KOSOVO-LÖSUNG FÜR DIE KURDEN DER TÜRKEI

Appelle an Ankara sind nur fromme Wünsche

VERSCHIEDENE Interessen wirkten zusammen, als der Kurdenführer Abdullah Öcalan nach seiner Flucht quer durch Europa in Nairobi landete, wo er in die Hände der türkischen Verfolger fallen mußte. Wie diese Interessen aussehen und was sie beeinflusst hat, ist im Detail noch unklar. Klar ist jedoch die Verantwortung der EU-Länder, die Öcalan weder aufgenommen noch vor Gericht gestellt haben. In Westeuropa leben 850 000 kurdische Flüchtlinge. Aber was tun diese Länder, um dem Krieg gegen die Kurden Einhalt zu gebieten und dieser unterdrückten Minderheit zu einem Minimum an Selbstbestimmung zu verhelfen? Diese Frage stellt Kendal Nezan, ein unabhängiger kurdischer Intellektueller, der sich noch im November 1998 mit Öcalan in Rom unterhalten hat.

Von KENDAL NEZAN *

Nach viermonatiger Internierung quer durch Europa wurde Abdullah Öcalan am Ende der türkischen Regierung ausgeliefert. Am 15. Februar wurde er in Kenia gefaßt und in die Türkei überführt, wo er seitdem in der Strafanstalt Imrali inhaftiert ist. Auf dieser Gefängnisinsel, die vorwiegend den zum Tode Verurteilten vorbehalten ist und wo 1960 der ehemalige demokratische Ministerpräsident Adnan Menderes und zwei seiner Minister hingerichtet wurden, soll auch das Urteil über den Führer der kurdischen Arbeiterpartei PKK, der seit 1984 einen bewaffneten Kampf führte, gesprochen werden.

Die Kurden fühlen sich in ihrer Gesamtheit gedemütigt und verhöhnt, und sie wiederholen bis zum Überdruß das Sprichwort, mit dem sie ihre schlechten Zeiten erklären: „Die Kurden haben keine

* Präsident des Kurdischen Instituts in Paris



Hanns Martin Schleyer, Oktober 1977 / Abdullah Öcalan, 18. Februar 1999

DIESE Bild-Collage, die wir dem Berliner *Tagesspiegel* vom 20. Februar 1999 entnahmen, veranschaulicht in ihrer Gegenüberstellung eine neue Dimension des Kurdenkonfliktes. Eine Person, die immer unverhohlene Siegesgewißheit ausstrahlt hat und in gewisser Weise ein herausragender Repräsentant ihrer gesellschaftlichen Fraktion ist, wird im Moment der Niederlage entwürdigt, gedemütigt präsentiert. Der Gefangene als Siegestrophäe, vorgeführt zur gezielten Erniedrigung seiner Anhänger. Damit eskalierte 1977 die Auseinandersetzung – und so heute. Denn der Triumph der einen ist die Ohnmacht der anderen: Haß und Angst sind die Folgen. Kurden sehen das Bild an, um Rache zu suchen, und Türken sehen

das Bild an, um sich vor der Rache zu fürchten. Die Menschen werden für eine vorgefertigte Politik zugerichtet, präpariert. Die Eskalation ist kalkuliert, ja gewollt.

Ein durch derartige Bilder provoziertes Sturm der Gefühle verheert die Gesellschaft und verheißt Schau- und Scheinprozesse. Die RAF war recht eigentlich ohnmächtig gegen das Kapital, das türkische Militär hingegen ist mächtig und mörderisch gegen die Kurden. Doch die bildliche Gegenüberstellung holt historische Erfahrung in die Betrachtung der Gegenwart hinein. Bilder wie diese (das sahen wir damals und erleben wir heute) ersticken die Vernunft und jede politische Auseinandersetzung.

Fotos: AP / Reuters

Freunde.“ Für die meisten von ihnen ist der Führer der PKK, auf den eine regelrechte Menschenjagd veranstaltet wurde, zum Opfer einer türkisch-amerikanisch-israelischen Verschwörung geworden, und dies unter Beihilfe der griechischen und der kenianischen Regierung. Aus dieser Überzeugung resultierte ihre Wut und die Welle von bisweilen gewaltsamen Demonstrationen gegen die diplomatischen Vertretungen dieser Länder in Europa, im Nahen Osten und im Kaukasus. Diese Demonstrationen werden sich möglicherweise fortsetzen und radikalisieren. Als „Vorbeugemaßnahme“ hat Ankara innerhalb einer Woche fast 2 000 kurdische und türkische Menschenrechtskämpfer festnehmen lassen und den internationalen Medien den Zugang zu den kurdischen Gebieten untersagt.

Dieselben europäischen Länder, die zahlreichen korrupten und blutrünstigen Diktatoren der südlichen Hemisphäre Aufnahme gewähren, haben vor dem Kurdenführer ihre Haustür verschlossen. Dabei spielte sowohl der Druck aus Washington eine Rolle als auch die Angst vor wirtschaftlichen Vergeltungsmaßnahmen der Türkei, insbesondere auf dem Gebiet der Waffenverkäufe. Die kenianische Führung, die einem Land am Rande des finanziellen Zusammenbruchs vorsteht und

der die USA nach dem mörderischen Attentat auf die amerikanische Botschaft in Nairobi ihre laxen Haltung vorgeworfen haben, hat die ihr zugedachte Aufgabe bereitwillig erfüllt, zumal man ihr wirtschaftliche und politische Gegenleistungen versprochen hatte.

Die Rolle Athens in dieser Angelegenheit ist weitaus verschwommener. Der angebliche „Verrat“ an Öcalan löste in der öffentlichen Meinung Griechenlands, die in weiten Teilen prokurdisch ist, ein wahres Erdbeben aus, und Ministerpräsident Kostas Simitis mußte drei seiner Minister opfern, darunter den Außenminister Theodoros Pangalos. Bisher konnten die Behörden keinerlei befriedigende Erklärung dafür geben, aus welchen Beweggründen sie Öcalan am 2. Februar nach Kenia geschickt hatten. In ein Land also, von dem man weiß, daß es eine Spielwiese der israelischen Nachrichtendienste und für US-amerikanischen Druck ausgesprochen anfällig ist. Auch über die Bedingungen, unter denen die griechischen Diplomaten Öcalan den kenianischen Behörden überlassen haben, liegen keine klaren Aussagen vor. Türkische Zeitungen spekulieren, Athen könnte sich zur „Übergabe“ von Öcalan bereitgefunden haben, als Gegenleistung dafür, daß Amerikaner und Türken der Aufstellung der von Zypern ge-

kauften russischen S-300-Raketen auf Kreta zustimmen.

Die USA, die seit dem aufsehenerregenden Fiasko ihrer geheimen Operationen im Irak im Jahre 1996 danach trachten, eine neue Strategie zum Sturz des irakischen Regimes zu entwickeln, brauchen mehr denn je die Kooperationsbereitschaft des Nato-Mitglieds Türkei, und

„Mein Volk wird mich rächen“

Für die USA stellt die PKK auch ein Haupthindernis für die Umsetzung der Friedensvereinbarung dar, welche 1998 unter der Ägide von Madeleine Albright zwischen den zwei wichtigsten kurdischen Parteien des Irak getroffen wurde. Denn Syrien und der Iran benutzen die PKK, um sich der Pax americana zu widersetzen. Noch allgemeiner gesagt: In den Augen der US-amerikanischen Regierung sind die Kurden „verloren und nicht mehr zu retten“; man betrachtet sie als „Feinde, die vernichtet werden müssen“. Und dies alles mit dem Ziel, die fortschreitende Demokratisierung des türkischen Regimes und seine Integration in die europäische Union zu fördern.

Israel behauptet, nicht direkt an der Operation gegen Öcalan beteiligt gewesen zu sein. Und doch war es der israelische

Geheimdienst Mossad, der im Oktober 1998 die türkische Regierung zuerst von der Ankunft des Kurdenführers in Moskau unterrichtete. Bekannt ist auch, daß israelische Berater die türkischen Spezialeinheiten betreuen, die gegen die PKK kämpfen. Am 4. Februar 1999 schrieb der sehr einflußreiche Kolumnist William Safire in der *New York Times* von einer Zusammenarbeit der amerikanischen und israelischen Geheimdienste, um den „bösen Kurden Öcalan“ festzunehmen.

Im Gegensatz zu ihren osmanischen Vorgängern, die sich aus Achtung für den Gegner darauf beschränkten, die rebellischen Kurdenführer zu deportieren, haben die türkischen Machthaber alle Anführer der kurdischen Aufstände des 20. Jahrhunderts zum Tod verurteilt und gehängt. Wenn sich die heutige Regierung an diese Tradition hält, die von Kemal Atatürk höchstpersönlich eingeleitet wurde, müßte Öcalan nach einem rein formalen Prozeß im April 1999 nach Artikel 125 des Strafgesetzes wegen Hochverrats zum Tod verurteilt und hingerichtet werden. Es sei denn, der internationale Druck wäre außergewöhnlich stark – oder der Kurdenführer würde kapitulieren, womöglich unter der Einwirkung von Drogen, die seine dies insbesondere für die Benützung der Militärbasis von Incerlik. Um Ankara einen Gefallen zu tun, hat Washington die PKK auf die Liste terroristischer Organisationen gesetzt, obwohl die PKK bisher noch kein einziges Attentat gegen US-amerikanische Ziele unternommen hat. Und nebenbei bemerkt: Ist nicht der einst so verunglimpft Extremist Jassir Arafat heute ein guter Freund von Präsident Bill Clinton?

durch die Irrfahrten der letzten Monate ohnehin geschwächte Persönlichkeit zerstören.

Mehrere westliche Länder haben an die Regierung in Ankara appelliert, sich an die Regeln eines gerechten Prozesses zu halten. Doch sind dies bloß fromme Wünsche, wenn man die Tatsache bedenkt, daß die Justiz dieses Staates den Intellektuellen Ismail Besiki wegen seiner Schriften über die Kurden zu zweihundert Jahren Gefängnis verurteilen konnte. Auch die Appelle zugunsten eines gerechten Urteils für die kurdischen Abgeordneten im Jahre 1994 konnten nicht verhindern, daß diese wegen ihrer Gesinnung zu fünfzehn Jahren Haft verurteilt wurden. Im übrigen werden dieselben Staatsanwälte und Richter des Gerichtshofes für Staatssicherheit, die für die Verurteilung dieser kurdischen Abgeordneten verantwortlich waren, auch über Öcalan zu Gericht sitzen. Und zwar nach Gesetzen und Verfahrensweisen, die mit den europäischen Menschenrechtskonventionen unvereinbar sind, die von der Türkei selbst unterschrieben wurden.

Diejenigen, die es vergessen haben sollten, wollen wir daran erinnern, wie sich die Hinrichtung des legendären Anführers der kurdischen Rebellion von 1937, Seyit Riza, abgespielt hat. Dieser war am 5. September 1937 in die Hände der türkischen Truppen gefallen. Um das Ereignis zu feiern, beschloß Atatürk, sich

am 30. November in die Region zu begeben, offiziell um eine Brücke über den Euphrat einzuweihen. Ihsan Sabri Caglayangil, der am Ende der siebziger Jahre Präsident der Republik werden sollte, hatte damals durch seine Nachrichtendienste erfahren, daß lokale Honoratioren bei dieser Gelegenheit den „Vater der Nation“ mit der Bitte um das Leben des Verurteilten „belästigen“ wollten. In seinen Memoiren schreibt er: „Auf der Stelle wurde ich von der Regierung entsandt, um zu erreichen, daß die Verurteilten, welche gehängt werden sollten, noch vor dem Besuch Atatürks hingerichtet würden.“¹

Nach seiner Ankunft am Freitag abend, 27. November, begibt sich Caglayangil zum Staatsanwalt, der ihm erklärt, daß der Gerichtshof nicht an einem Samstag, also einem Feiertag, zusammentreten könne. Auf den Rat des stellvertretenden Staatsanwalts, eines ehemaligen Studienkollegen, sucht er den Gouverneur auf, der den Ersten Staatsanwalt „beurlaubt“. Hierauf wendet er sich an den Richter, der seinerseits bestätigt, daß er – laut Gesetz – das Gericht nicht vor Montag, 30. November, einberufen kann. Dennoch wird dieses noch in der Nacht zum Montag zusammengeholt, und zwar in einem Saal, der von Sturmlampen erleuchtet ist. Entsprechend den erhaltenen Anweisungen verurteilt das Gericht den Kurdenführer und sechs seiner Anhänger zum Tode.

Das Urteil ist unwiderruflich, und General Abdullah Pascha, die oberste militärische Autorität der Region, hat die Bestätigung dieses Urteils im voraus auf einem nichtamtlichen Stück Papier unterzeichnet. Die sieben Verurteilten werden also um drei Uhr morgens zu dem Gerüst mit den Galgen geführt, das auf einem von den Scheinwerfern der Polizeifahrzeuge erleuchteten Platz errichtet ist. Der alte Kurdenführer, ein fünfundsechzigjähriger Mann, steigt auf das Gerüst, stößt den Henker zurück, legt sich selbst den Strick um den Hals und schreit: „Ihr seid noch nicht fertig mit den Kurden. Mein Volk wird mich rächen!“ Am nächsten Tag beginnt Atatürk sein Besuchsprogramm. Unter Wahrung der Form ist Recht gesprochen worden, man hat die kurdische Rebellion „endgültig in den Griff bekommen“.

Die PKK gibt sich keinen Illusionen hin und bereitet ihre Anhänger bereits auf ein verhängnisvolles Ende vor, indem sie folgende Worte hervorhebt, die Öcalan zugeschrieben werden: „Mein Tod wird der kurdischen Sache noch mehr dienen als mein Leben.“ Ein Präsidenschaftsrat der PKK, zu dem insbesondere Cemil Bayik, die Nummer zwei der Organisation, sowie „Apos“ Bruder Osman Öcalan und Murat Karayalcin gehören, hat am 18. Februar im kurdischen Sender MED-TV ein Communiqué verlesen lassen, das zur „Ausweitung des Krieges auf alle zivilen und militärischen Ziele in der Türkei und in Kurdistan und zur Fortsetzung der friedlichen Demonstrationen im Ausland“ aufruft.

Die Vertreter dieser neuen Richtung meinen in der Tat, daß „alle Mitglieder der PKK von nun an wie Fedajin leben und

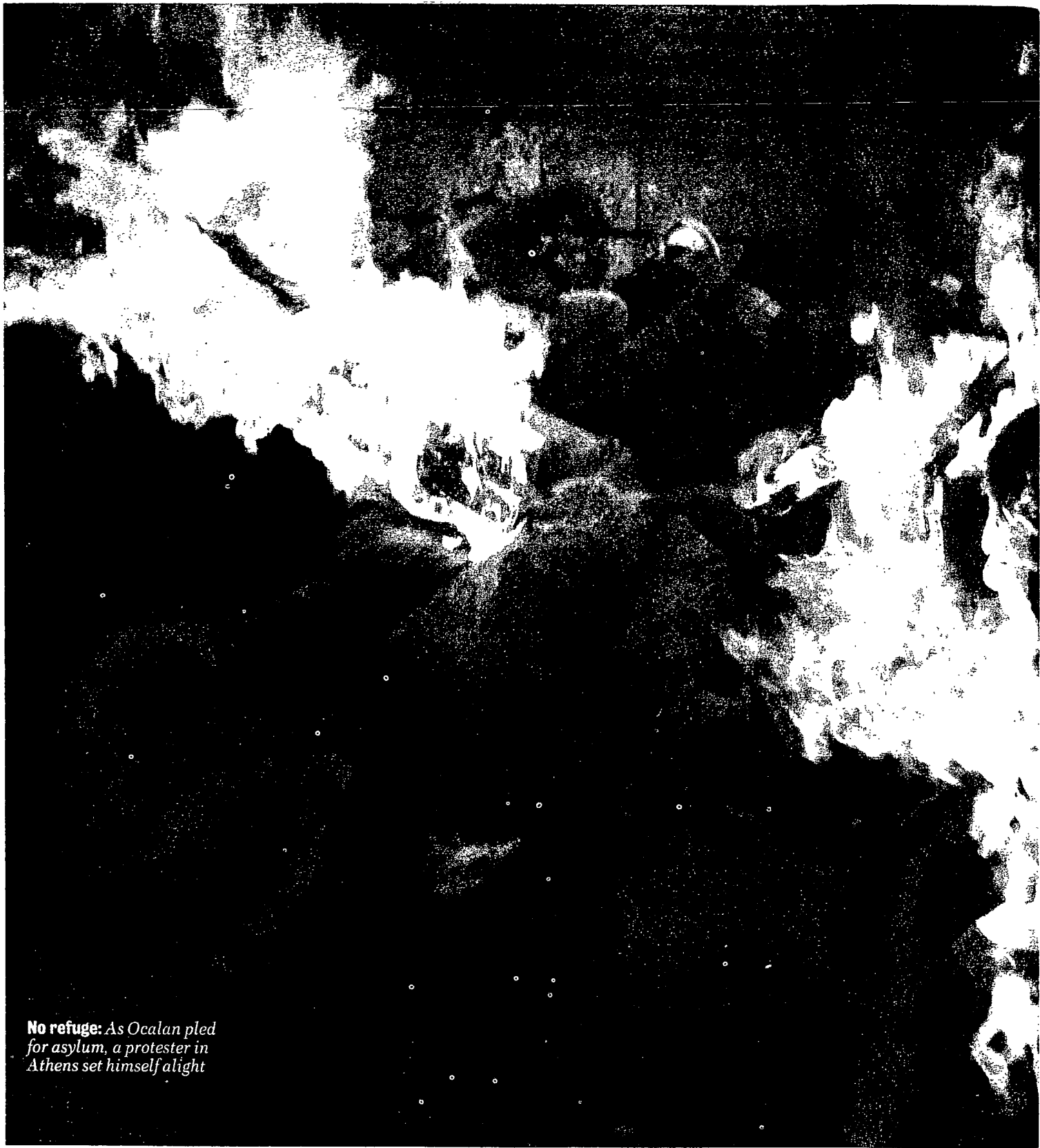
kämpfen werden“, daß „die Türkei keinen Grund hat, sich zu freuen“, und daß „ihr Öcalan bald bitter fehlen wird, der doch alles getan hat, um zu verhindern, daß der Konflikt zwischen seinen Anhängern und der türkischen Armee zu einem türkisch-kurdischen Krieg ausartet.“ Die Presse der PKK veröffentlicht zu diesem Thema regelmäßig Leitartikel, die zu einer Radikalisierung des Kampfes aufrufen. Der Tenor dieser Artikel lautet: Da die Welt für die Kurden zur Hölle geworden ist, machen wir sie doch zu einer Hölle für die Türken und ihre westlichen Verbündeten! Jeder Kurde möge zu einer wandelnden Bombe werden, bis unser Opfer den Menschen in aller Welt endlich die Augen für die kurdische Tragödie öffnet.

Es wäre falsch, diese der Verzweiflung entspringenden Drohungen auf die leichte Schulter zu nehmen. Tausende, vielleicht Zehntausende Kurden sind durchaus bereit, blinde Gewalttaten zu begehen. Aber die Türkei bleibt taub gegenüber den elementarsten Forderungen, zu denen beispielsweise die Anerkennung der sprachlichen Rechte gehört. In einer Erklärung in der Tageszeitung *Milliyet* hat Präsident Süleyman Demirel jegliche Öffnung der türkischen Kurdenpolitik abgelehnt und gesagt, den Kurden das Recht auf eigene Schulen und Medien in ihrer Sprache zugestehen könne nicht in Frage kommen, weil dies zur „Teilung des Landes“ führen würde. Nach der Meinung seines Premierministers, eines „linken“ Ultrationalisten, der für die Invasion in Zypern im Jahr 1974 verantwortlich ist, wird Öcalans Ergreifung „endgültig zur Lösung der angeblichen Kurdenfrage führen, die doch nur von ausländischen Zentren in die Welt gesetzt wurde“.

Etwa 850000 Kurden leben heute in den verschiedenen westeuropäischen Ländern. Der ständige, durch den Krieg verursachte Zustrom an Flüchtlingen macht es immer schwieriger, die öffentliche Ordnung zu wahren. Angesichts dieser Tatsachen muß es eigentlich im Interesse der westlichen Regierungen liegen, in Ankara zu intervenieren. Sie allein können die Türkei dazu zwingen, den 15 Millionen Kurden dieses Landes einen annehmbaren Status zuzuerkennen. Dieser könnte übrigens durchaus dem Status ähnlich sein, den die internationale Kontaktgruppe gerade Serbien aufzuzwingen versucht, wo es darum geht, 1,8 Millionen Kosovo-Albaner zu schützen. Von einer westlichen Politik, die „mit zweierlei Maß mißt“, haben die Kurden inzwischen genug. Sollen sie denn – an der Schwelle zum 21. Jahrhundert – das einzige Volk der Welt mit einer ähnlichen zahlenmäßigen Bedeutung bleiben, dessen Existenzrecht nicht anerkannt wird?

dt. Dorothea Schlink-Zykan

¹ Ihsan Sabri Caglayangil, „Anılarım“ (Memoiren), Istanbul (Yılmaz Yayınları) 1990.



No refuge: *As Ocalan pled for asylum, a protester in Athens set himself alight*

A Kurdish In



EUROPE

Behind Abdullah Ocalan's life as a fugitive and his capture—and the angry turmoil in the streets of Europe. BY MARK DENNIS AND SAM SEIBERT

ABDULLAH OCALAN HAD NOWHERE TO run. Wanted in Turkey on charges of treason and terrorism in the deaths of some 30,000 men, women and children, the Kurdish rebel leader had become an international fugitive. In his final hiding place, the Greek ambassador's compound in Nairobi, Ocalan paced the courtyard as if caged, making desperate calls on an unsecured mobile phone. No one could help him. His increasingly reluctant hosts urged him to seek sanctuary at a nearby Greek Orthodox church or to hole up on a farm in the Kenyan countryside. They warned him that "other security services" knew where he was. One of Ocalan's four Kurdish traveling companions, a woman named Dylan, finally lost patience with the Greeks and their infuriating suggestions.

She pulled a gun and threatened to shoot herself. Eventually she put the weapon away. But Ocalan and his friends had plainly outstayed their welcome.

By then the net was already closing. On Sunday, Feb. 14, Kenyan security forces quietly surrounded the compound—along with a scattering of grim-faced white men in plain clothes. The standoff continued until the next day, when a small convoy of passenger vehicles left the compound. One car carried the Greek ambassador. Another vehicle carried Ocalan's comrades. A team of Kenyan police rode with Ocalan himself in a third vehicle. The rebel leader and his friends balked at being separated, but the Greeks and the Kenyans ignored



Caught: The PKK leader

ferno

A London schoolgirl, 15, survived her self-immolation—barely, with burns over 40 percent of her body

their complaints. The Kurds were all to be taken to the airport for a flight to an undisclosed country. "This will end in Ankara," Ocalan was later quoted as predicting.

It hasn't ended at all. The Turks' capture of Ocalan last week provoked violent protests among Kurdish exiles all across Europe and even in Australia. Furious demonstrators occupied or besieged embassies, consulates and U.N. offices in more than 20

cities. Five protesters set themselves on fire, and more than 50 others threatened to do the same if police tried to arrest them. Besides targeting the Turkish government's diplomatic outposts, the Kurds also vented their rage against Greece for letting Ocalan fall into the Turks' hands, and against Israel for allegedly helping the Turks track him down. When rioters tried to storm the Israeli Consulate in Berlin, three of them were

killed by the mission's armed guards. (Israel vehemently denied any role in Ocalan's arrest.) By the weekend police in most cities had managed to restore order—temporarily. But violence broke out in Istanbul despite heightened security efforts. At least one police officer was shot and wounded.

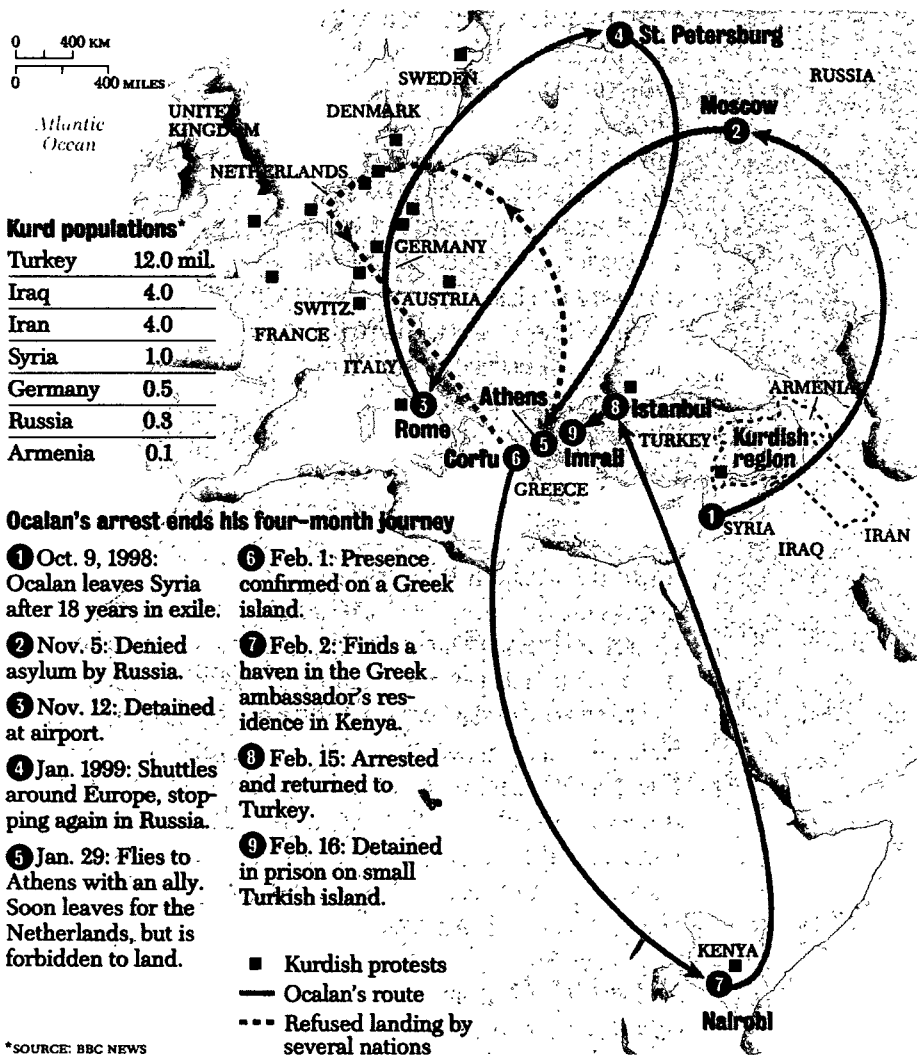
Ocalan's trial, expected no later than April, is sure to bring further outbursts. Meanwhile, security forces around the world are bracing for riots and possible terrorist attacks against the Turkish government and its allies—especially the United States, which reportedly helped the Turks find their man. The Americans officially list Ocalan as a terrorist. Many Kurds hate and fear him for the Stalinist brutality he has displayed during his two decades as leader of the Kurdistan Workers Party (PKK), the main Kurdish guerrilla force in Turkey. At the beginning especially, Ocalan drew scant distinction between the blood of Turkish soldiers and that of Kurdish civilians who got in his way. In recent years, however, he has become a living symbol of his people's struggle for survival and freedom—partly by default, since the Turks have jailed so many of his moderate rivals. Ocalan has been known to boast that many of his followers would commit suicide on his order.

It's not empty talk. Last Tuesday afternoon, outside the Greek Embassy in London, a 15-year-old Kurd named Nijla Coskun doused herself in gasoline and set herself on fire. She survived, but just barely, with burns covering 40 percent of her body. "She is in agony," her mother told NEWSWEEK. "She is in so much pain she cannot speak more than a few words." By all accounts the girl had been a happy, well-read, studious kid who dreamed of someday becoming a lawyer. Now she's at the start of a torturous process of skin grafts that will probably take years. Before the week was over, Kurds in Stuttgart, Copenhagen and Düsseldorf had followed her example. Two others in London soaked themselves in gasoline, but fellow protesters prevented them from lighting a match. Coskun has become a hero to many Kurdish teens. "I think what she did was really brave," says Saran Dradui, 13, another Londoner. "But my mom told me not to do it."

Most Kurds still want only to be left in peace. Yet the Turks' campaign against the militants may ultimately prove unwinnable. The government has been trying to dispose of the "mountain Turks" (a term invented to

Odyssey: Ocalan's Search for a Safe Haven

The Kurdish rebel leader fled Turkey in 1980. His longtime host, Syria, expelled him in October 1998, and he appealed to many European and African nations for asylum.



*SOURCE: BBC NEWS

BRESKIANI—SCANPIX—SIPA



avoid even mentioning Kurds) by forcible assimilation for 70 years. Much of their culture has been destroyed—and yet a new sense of Kurdish identity has grown in its ruins. The Army's relentless counterinsurgency effort has badly hurt the PKK's fighting strength. Hundreds of centuries-old Kurdish villages have been demolished, and hundreds of thousands of Kurds have been driven from their homes. Ocalan himself might face the death penalty for treason, but that would only make him a full-fledged martyr. His arrest has helped bring Turkey's 12 million Kurds—a fifth of the total population—closer together. "There is a radicalization at work," says Kendal Nezan, a leading moderate exile in Paris. "People are saying things like 'If the world has become hell for the Kurds, then we have to mobilize to make the world a hell for Turkey and its allies.'"

Until a few months ago, most of the world had never heard of Ocalan. He emerged as an international figure last October, when the Turkish military promised war unless Damascus stopped sheltering the PKK leader. Ocalan had lived in Syria since 1980, but the Turks had never before had the firepower to get him out. Dislodged

Dogs of war: Swedish riot police trying to subdue a protest in downtown Stockholm

at last from his exile headquarters, Ocalan wandered from country to country begging in vain for asylum (map). His travels drew unprecedented publicity for the Kurds' grievances. After the Russian government turned him away, two Kurds in Moscow set themselves afire in protest. Ocalan surfaced next in Italy, where the law forbids extraditing anyone to face a possible death sentence. He talked to reporters and pressed his case for asylum until mid-January, when the Italians made him move on. Ocalan dropped from public view.

Old friends feared for his safety. One of them, a retired Greek naval commander named Andonis Naxakis, decided to help. On Jan. 29 he and a group of sympathizers smuggled Ocalan into Greece in the guise of a Russian diplomat. Naxakis wanted to set up a meeting between the Kurdish leader and Theodoros Pangalos, the Greek foreign minister. Instead Naxakis got a personal visit from Haralambos Stavrakakis, the chief of Greek intelligence, who warned him to get Ocalan out of the country—fast. "They wanted to dump him somewhere off

the coast of Libya as if he was a crate of merchandise," says Naxakis.

Instead, on Feb. 2 they put him aboard a nine-hour flight to Nairobi. Ocalan was given a Greek Cypriot passport in the name of Lazaros Mavros, a well-known journalist. Pangalos says Greek intelligence chose Nairobi because of the city's large Greek-expatriate community. Unfortunately for Ocalan, the place has also been crawling with Western intelligence personnel ever since last August's U.S. Embassy bombing. On Feb. 4 the Turkish intelligence service got a tip from an unidentified foreign government that Ocalan was in town, a guest of Giorgios Kostoulas, the Greek ambassador. Did the CIA blow the whistle? "No U.S. personnel participated in the apprehension, turnover or transport of Ocalan to Turkey," said a White House spokesman. But all signs were that U.S. intelligence tracked Ocalan as he crisscrossed Europe and Africa with his mobile phone. American officials helped persuade several countries to deny him sanctuary, sources said. A team of Maroon Berets, as the Turkish Army's elite commando force is known, flew to Kenya on Feb. 5 and staked out the embassy. The plan to capture Ocalan was given the code name Operation Safari.

On Feb. 12 a member of the surveillance team managed to photograph Ocalan at Kostoulas's door. A Turkish diplomat delivered a copy of the picture to Kenyan authorities. Confronted with such evidence, the Kenyans reportedly promised to help the Turks capture their most wanted fugitive. Confident that at last they would get him, Turkish officials scrambled to arrange a secure and inconspicuous means of transport.

They found a Turkish businessman with a private Falcon 900-B jet, and they removed all unnecessary markings, including the Turkish flag. The pilots were not told what cargo they would be bringing back from Africa. Fewer than a dozen senior government officials in Turkey had full access to the details of Operation Safari.

On Monday, Feb. 15, the Maroon Berets were ready to act. According to Turkish

sources, Kenyan officials summoned Kostoulas to the Foreign Ministry and told him they knew all about his guest. The Kenyans demanded that he hand Ocalan over to them. Greek officials vehemently deny surrendering the PKK leader to any foreign authorities. But his friends lost sight of his car on the road to the airport. The next time they saw his face was in a videotape released by the Turkish government. Ocalan, bound

A Test of Turkish Justice

Once Ocalan's trial begins, the very nature of Turkey will stand before the court—and before the world

By DOGU ERGIL

THE JAILING OF ABDULLAH Ocalan is not a complete victory for Turkey—not yet anyway. With his dramatic capture in Africa, the PKK leader may be as good as gone, but Turkey's Kurdish problem remains. Ocalan's demise will ease the violence in the southeast. But it won't address Kurdish grievances over their lack of cultural and political expression. And until those problems are settled, some violence will survive.

Turkey now has a golden opportunity to finally reconcile with its Kurdish population and, ultimately, with itself. But each side needs to act. The PKK should end its armed struggle. Real peaceful overtures couldn't have happened as long as Ocalan was in charge. He was never suited to the role of a peacemaker. Neither his extreme authoritarianism nor his cruel character left any place for conciliatory moves. He was a guerrilla commander, not a political leader. Perhaps now a new leadership can emerge, embodying a peaceful Kurdish movement stretching from the

Iranian border to Europe and the United States.

The greater will for action must come from Turkey itself. Many Turks accuse "the West" of confusing the PKK with the general Kurdish problem. But Turkey makes the same mistake. Not every Kurd who expresses his cultural identity is seeking to undermine the state. Ankara needs to respond to Ocalan's capture with greater political openness and a real effort to address Kurdish complaints. As a good-will gesture, the government can release Kurdish politicians who have been jailed under suspicion of PKK ties. Political parties that don't condone violence should

be allowed to thrive, instead of fearing the possibility of imprisonment at every turn. And Kurds should be allowed to broadcast in their language.

We must show that Turkey is a country where Kurds can live without the feeling of victimization and with their cultural identities intact. To continue keeping them under the strict limitations will only mean continued violent outbursts, and perhaps an even more extreme PKK ready to be hired out to the highest bidder. Real terror could come straight into Europe's living rooms. Last week's protests are a clear sign that the Kurdish struggle has already moved beyond the remote regions of Anatolia and Northern Iraq.

Without Turkish insensitivity to Kurdish grievances, the PKK would hold little allure for most Kurds. But Turkish officialdom still denies that there is a Kurdish question—only that there's a problem of terrorism. Such ignorance to what is in fact a huge problem means the entire country must pay: with its citizens' lives, economic resources, social solidarity and international reputation. It's time to stop this, and Ocalan's trial will be a good place to start.

Most of my fellow countrymen may applaud Ocalan's capture. But once the court is in session, they will see that it is not only Ocalan who is on trial. Rather, they will be looking in a mirror, because the very nature of Turkey will stand before the court, and before the world. In questioning the justness of his battle, we will be questioning the very essence of our state. Are we the bastion of freedom and democracy we claim? Or must we still rely on militaristic repression, forcing everyone to conform to the ideal of secular Turkish nationalism?

American President Bill Clinton recently ended a trial of his own. When it was obvious he would win, the call went out to the victorious White House that nobody should gloat. Turks should heed that call as well. For Ocalan's capture is not a full victory. And Turkey should not let opportunist prosecutors or hard-line judges hijack this chance for healing deep, decades-long wounds. We must show the world that we did not bring Ocalan here to hang, but to judge. Let this trial be our judgment of ourselves. The overwhelming majority of Kurdish and Turkish citizens of this country are not at each other's throats. They want peace, nothing more, nothing less. If Ocalan helps this cause, it would be his greatest service to a country where he has, until now, only brought blood and tears. And then, maybe, victory will be ours.

PROF. DOGU ERGIL is president of TOSAV, the Foundation for Conflict Resolution in Ankara. He is a leading activist for reconciliation between Turks and Kurds.



Eye for an eye? War mothers in Istanbul

MURAD SEZER/AP



JOHNNY EGGITT—AFP

A sense of betrayal: A protest banner and a London police officer at the Greek Embassy

and blindfolded, was seated in the passenger compartment of an airplane, surrounded by hooded Turks. Dazed and visibly distraught, he professed his "love" for Turkey. "I have a hunch I can be of service to the Turkish people and the Kurdish people," he said. "My mother is a Turk. Let there be no torture or anything." Behind him his captors joked and traded high-fives.

The Turkish plane was still in the air when the street protests began. MED-TV, a Kurdish-language satellite station with offices in England and Belgium, announced the news of Ocalan's disappearance. It was nearly midnight in Western Europe, but young Kurdish exiles began pouring into the streets within minutes. In thousands of Kurdish homes from Stockholm to the

slums of Istanbul, the station is always tuned in. Ankara's ban on Kurdish-language TV has eliminated any competition for Kurd viewers, leaving the "independent" channel to rule the airwaves. The station's managers don't like to talk about PKK ties because of their license's "fairness" requirement. But its programming has helped make Ocalan a superstar among young Kurdish exiles, who had surrounded Greek offices almost everywhere in Europe before the night was done.

The demonstrations were somewhat delayed in Athens. Hundreds of displaced Kurds had been camping out for months in the city's central square. But on Monday the government suddenly herded the protesters aboard buses, saying they would be taken to shelters elsewhere. That was before Ocalan

Athens braced for trouble, but its overseas missions got no advance warning

was captured; soon afterward the Greek authorities rounded up more than 100 militants and issued an emergency order that groups of two or more Kurds in the streets would be subject to immediate detention. But Greece's foreign missions received no advance warning of impending trouble. In The Hague, protesters burst into the Greek ambassador's home in his absence. They seized his wife, his 8-year-old son and a Filipino au pair and held them hostage for several hours.

By Thursday the protesters had turned out in Athens as well. Most Kurdish exiles in Greece are from Iraq, traditionally none too friendly toward Turkish Kurds. But outrage over Ocalan's arrest transcended borders—and ethnicity. The Greek prime minister, Costas Simitis, sacked his intelligence chief along with three cabinet ministers, including Pangalos. The shakeup did little to ease the shame and rage many Greeks have felt since the fiasco. Meanwhile, Simitis himself kept out of sight. His office said he had the flu.

Ocalan's arrest might allow the Turks to end the war—if they want to. Last November in Rome the PKK leader told Nezan he wanted to negotiate with the Turks. Ocalan wanted a guarantee of Kurdish cultural rights (especially to teach and broadcast in their own language), amnesty for his fighters and permission to organize nonsecessionist Kurdish political parties. Negotiating with Ocalan would be political suicide in Turkey. Still, the caretaker prime minister, Bulent Ecevit, promised late last week that guerrillas who surrender will get not only amnesty but job training. Talk of deeper reforms will have to wait until a new government is chosen in April.

Meanwhile, the war continues. The Turkish government celebrated Ocalan's capture with an attack on PKK forces inside northern Iraq. Several thousand Turkish troops pursued a group of rebel Kurds thought to include Ocalan's potential successor, his brother, Osman. As long as armed might is working, many Turks see no reason to talk about the Kurds' basic rights.

With SAMI KOHEN in Istanbul, TOULA VLAHOU in Athens, AMANDA BERNARD in London, FRISO ENDT in The Hague, CHRISTOPHER DICKEY in Paris and bureau reports

Ocalan n'a jamais fait l'unanimité parmi les siens. Révolutionnaire, paranoïaque, violent, il est pourtant le gourou qui a su exporter leur foi

PAR PATRICK FORBES

Immobile devant deux drapeaux turcs, la lourde carcasse d'Abdullah Ocalan ressemble à celle d'un ours brun piqué par une seringue hypodermique. Dans l'avion qui l'a ramené à Istanbul, les hommes cagoulés du M.i.t., les services secrets turcs, avaient déjà filmé le leader du P.k.k. ligoté sur son siège. « J'aime la Turquie et le peuple turc. Et j'espère servir la nation turque », avait-il balbutié les yeux hagards. Chemise ouverte découvrant son cou de taureau, l'homme aux épaules de catcheur semblait aussi faible qu'un adolescent. Après le transfert de leur prisonnier à bord d'une vedette militaire escortée de Zodiac, dans l'île-prison d'Imrali, au sud de la mer de Marmara – la prison a été vidée de ses 247 prisonniers, la plupart kurdes –, les geôliers se sont livrés à la même mascarade. Sonné par un sédatif, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan était humilié une deuxième fois devant l'emblème qu'il a combattu pendant vingt ans.

Longue cavale : Russie, Italie, Russie, Grèce puis le Kenya. Pendant cent vingt-neuf jours, les services secrets américains ont pisté Ocalan. Leurs services d'écoute – leurs « grandes oreilles » – basés près de Londres avaient repéré son téléphone cellulaire, dès son premier passage à Moscou. Et depuis l'attentat contre l'ambassade des Etats-Unis à Nairobi, la C.i.a. avait renforcé ses effectifs dans la capitale du Kenya. Les Américains préviennent Istanbul. L'opération Safari est lancée par le M.i.t. le 15 février, Ocalan quitte l'ambassade grecque. Il croit qu'il va s'envoler vers la Hollande. Il est embarqué à bord d'un avion privé. Destination la Turquie.

C'est en 1974 qu'Apo créait dans une petite maison du quartier de Tuzlucayir, à Ankara, le P.k.k. avec une poignée d'amis. Etudiant en sciences politiques, il trouve que la gauche ne prend pas en compte les aspirations du peuple kurde. A l'époque, les affrontements entre gauche et droite sont d'une violence inouïe. « Gauchistes » et « fascistes » font salle à part pendant les examens surveillés par la police. De cet extrémisme, Ocalan ne se départira jamais. Quatre ans plus tard, son organisation a étendu ses ramifications dans tout le Kurdistan turc avec, comme base arrière, des camps en Syrie et au Liban, dans la plaine de la Bekaa contrôlée par Damas. Caches d'armes, refuges, contacts, le P.k.k. a déjà tissé son réseau au moment où les militaires prennent le pouvoir à Ankara, en 1980, après un coup d'Etat. Mais c'est l'été 1984 qui marque le dé-

but de la sale guerre dans le Sud-Est anatolien. C'est ainsi qu'Ankara désigne le Kurdistan turc, qui compte 17,7 millions de Kurdes, soit 24,1 % de la population du pays. La guerre durera quinze ans. Les militants du P.k.k. attaquent des postes de police, des casernes, des convois militaires, mais aussi les « collabos », les instituteurs accusés de propager la culture de l'Etat turc. En 1987, l'état d'urgence est proclamé dans la région. Des milices sont levées pour protéger des villages. L'atroce de-



Dès son arrivée, Ocalan a été transféré dans l'île-prison d'Imrali, dans la mer de Marmara. La Turquie, qui a déjà obligé Ocalan à poser devant le drapeau qu'il a toujours combattu, devra prouver au monde qu'elle est capable d'organiser un procès loyal.

vient le quotidien. Le cycle action-répression cause la mort de 30 000 personnes : des soldats, des militants du P.k.k., mais aussi des civils, des femmes, des enfants. L'armée ne s'embarrasse pas de considérations humanitaires : tortures, disparitions, assassinats. Il suffit qu'un hameau soit soupçonné d'abriter des terroristes pour être rasé au bulldozer ou détruit à la dynamite. Quatre mille villages sont rayés de la carte. Jusqu'en 1990, la langue kurde est bannie. Trois cent mille soldats turcs y sont stationnés en permanence. Diyarbakir, Van sont en état de siège, comme toutes les cités de la région transformées en villes de garnison. Ankara mène la guerre sur le terrain, mais aussi contre les esprits récalcitrants. Les journalistes kurdes sont arrêtés. En 1995, Me-

tin Göktepe, un photographe du journal « Evrensel », est battu à mort ; le sociologue Ismael Besikci est condamné à cent ans de prison pour ses écrits séparatistes. L'écrivain Esber Yagmurtereli écope, lui, de vingt-trois ans, quatre députés du Parti kurde pour la démocratie, dissous en 1994, de quinze ans. Hadep est le quatrième parti kurde à être interdit en dix ans. Lors des législatives de décembre 1995, il avait obtenu 70 % des voix en ville et 48 % à Diyarbakir, la « capitale » du Kurdistan turc. Son président et neuf autres de ses dirigeants sont aujourd'hui sous les verrous, accusés de représenter la face « publique » du P.k.k. Enfin, le président de l'I.h.d., la fondation turque des droits de l'homme, Akin Birdal, a été condamné à deux ans de prison pour ses déclarations. En mai dernier, il avait échappé par miracle à la mort, après avoir reçu huit balles en plein corps. Dénoncer les « bavures » des forces de l'ordre est considéré comme une incitation au séparatisme. Les tribunaux font preuve de laxisme envers les policiers mis en cause, quand ils ne les acquittent pas, comme en janvier 1997. Accusés de tortures et d'abus sexuels sur 16 adolescents qui avaient collé des affiches, dix policiers ont été relâchés, tandis que les jeunes militants éco- paient de neuf mois à douze ans de prison. Cent trente prisonniers politiques d'opinion restent incarcérés, malgré l'affaiblissement du P.k.k. sur le terrain. L'armée a porté de rudes coups au maquis, démantelé bon nombre de réseaux clandestins. Le militantisme n'est plus aussi vif dans la population. Les Kurdes revendiquent toujours leur culture – grâce aux antennes paraboliques, ils suivent les émissions de Med-T.v., station proche du P.k.k. –, mais ils dénoncent de plus en plus les méthodes souvent extrémistes du Parti des travailleurs.

Abdullah Ocalan n'a jamais fait l'unanimité. Leader politique, marxiste-léniniste à ses débuts, révolutionnaire, il apparaissait parfois comme une sorte de gourou, à la tête de fidèles inconditionnels, sinon d'adeptes sur lesquels il avait droit de vie ou de mort. « Mes gens sont prêts à tout moment à mourir pour moi si je leur en donne l'ordre », affirmait-il en 1996 au magazine allemand « Der Spiegel ». Marié à la fin des années 70, il quitte sa femme parce qu'il craint qu'elle soit un agent des services secrets turcs. Paranoïaque, il prône la chasteté à ses combattants qui doivent concentrer toute leur énergie dans la lutte. Apo n'est pas un foudre de guerre. Sa maxime est

plutôt « allez-y » que « suivez-moi ». Il reconnaît qu'il n'a jamais crapahuté dans les montagnes aux côtés de ses guérilleros, ni tendu la moindre embuscade. « L'essentiel pour moi, c'est de former des militants », affirme-t-il. Pourtant, il reste le « soleil » pour les membres de l'organisation qui a établi des ramifications dans toute l'Europe. En France, le P.k.k. a récolté, entre août et décembre 1997, 10 millions de francs de « dons », prélevés sur les 70 000 Kurdes installés en France, dont 3 000 environ appartiennent au P.k.k. Un chiffre qui ne serait jamais devenu public si un entrepreneur de la banlieue parisienne n'avait pas porté plainte auprès du juge Jean-François Ricard qui, après enquête, s'appropriait à lancer un mandat d'arrêt international contre Ocalan pour « extorsion de fonds avec une entreprise terroriste ». Pourtant interdit depuis 1993, après une série d'attentats contre des Turcs, c'est en Allemagne que le P.k.k. ramasse le plus de fonds : 67 millions de francs pour la collecte 1996-1997. Le parti a divisé le pays en 10 régions et 30 territoires administrés par un « bureau de la patrie » itinérant, qui rend compte à Ocalan. Sur les 500 000 Kurdes vivant en Allemagne, 11 000 seulement appartiennent au P.k.k. Une minorité dévouée cependant corps et âme à son leader et prête à se sacrifier pour lui, comme tous les militants du P.k.k. disséminés en Europe. Mis à part les bonzes au Vietnam, qui agissaient au nom de la spiritualité, jamais un militant politique n'avait tenté de s'immoler par le feu pour défendre sa cause. Ceux du P.k.k., oui. A Londres, Rome, Athènes, plusieurs se sont aspergés d'essence en apprenant l'arrestation du « dieu » Ocalan. D'autres ont entamé des grèves de la faim pour que la communauté internationale garantisse sa sécurité.

Pourtant, Apo n'est pas un tendre. Si, pour ses militants, « il représente l'aspiration de 30 millions de Kurdes », il n'a jamais hésité à éliminer ses rivaux et à lutter contre les autres partis qui défendent la même cause. Le peuple kurde semble en effet maudit. Massacres, guerres de clans et persécutions entachent l'histoire de ces hommes qui ont le malheur de vivre à cheval sur cinq pays : la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie et, dans une moindre mesure, l'Arménie. Les Kurdes revendiquent une lointaine origine : les Mèdes, qui étaient établis en Iran dans l'Antiquité et qui furent finalement vaincus par les Perses, il y a deux mille cinq cents ans. Des Indo-Européens persophones qui se sont

convertis à l'islam sunnite. Ce sera leur « péché originel ». Leur « pays », pourtant homogène, s'étend à la rencontre de trois mondes antagonistes : le turc, l'arabe et le perse, qui n'ont cessé de se faire la guerre sur leur dos.

Une lueur d'espoir vit le jour en 1920, avec le traité de Sèvres. France et Grande-Bretagne imposèrent au sultan de Constantinople, vaincu en 1918, une clause qui stipulait qu'une commission préparât « un schéma d'autonomie des régions à prédominance kurde ». Elle ne se réunit jamais, car Mustapha Kemal Atatürk déposa le sultan, proclama la république et signa avec les alliés, à Lausanne, un autre traité où la question kurde n'était pas mentionnée. Les Anglais, qui avaient reçu mandat sur l'Irak, voyaient d'un mauvais œil la création d'un Etat kurde qui aurait englobé les gisements de pétrole de Kirkuk. L'or noir est en effet le deuxième malheur des Kurdes. En 1946, naquit une éphémère République populaire kurde présidée par

siné par le régime iranien en 1989 : « Les Kurdes ne font pas la première page des journaux, parce que nous ne prenons pas d'otages, nous ne détournons pas d'avions et nous ne sommes pas palestiniens. »

La « birakouji », la haine et la vengeance entre tribus, est le troisième fléau qui pèse sur les Kurdes. Un chef, un seul, les rassemble tous sous son nom : Saladin. En 1187, il reprit Jérusalem aux croisés. Sa bravoure, sa tolérance et sa mansuétude envers les vaincus le firent entrer dans la légende. Depuis, c'est cette birakouji qui a animé trop souvent les chefs des partis kurdes. A chaque fois, bien entendu, le peuple paie le prix de ces guerres fratricides alimentées par l'Iran, l'Irak ou la Syrie. En 1988, Saddam Hussein a bombardé à l'arme chimique plusieurs villages du Kurdistan irakien. A la fin de la guerre du Golfe, en 1991, des Kurdes ont cru leur heure arrivée. George Bush ne les avait-il pas encouragés à se soulever ? La répression de l'armée ira-

kienne fut féroce. Deux millions et demi de Kurdes s'enfuirent en Turquie et en Iran pour éviter d'être massacrés par l'armée de Saddam. Un exode sans précédent à travers des sentiers glacés, à flanc de montagne. Au sommet d'un col, j'ai vu passer de vant moi, en silence, une armée de gueux. Certains étaient pieds nus dans la neige. Les plus chanceux portaient une couverture sur leur dos. Tous grelottaient par des températures au-dessous de zéro. J'ai vu des femmes serrer contre leur poitrine le corps sans vie de leur bébé bleui de froid, espérant un miracle une fois qu'elles auraient passé le col pour trouver refuge dans un camp. Des colonnes d'enfants avançaient en cla-

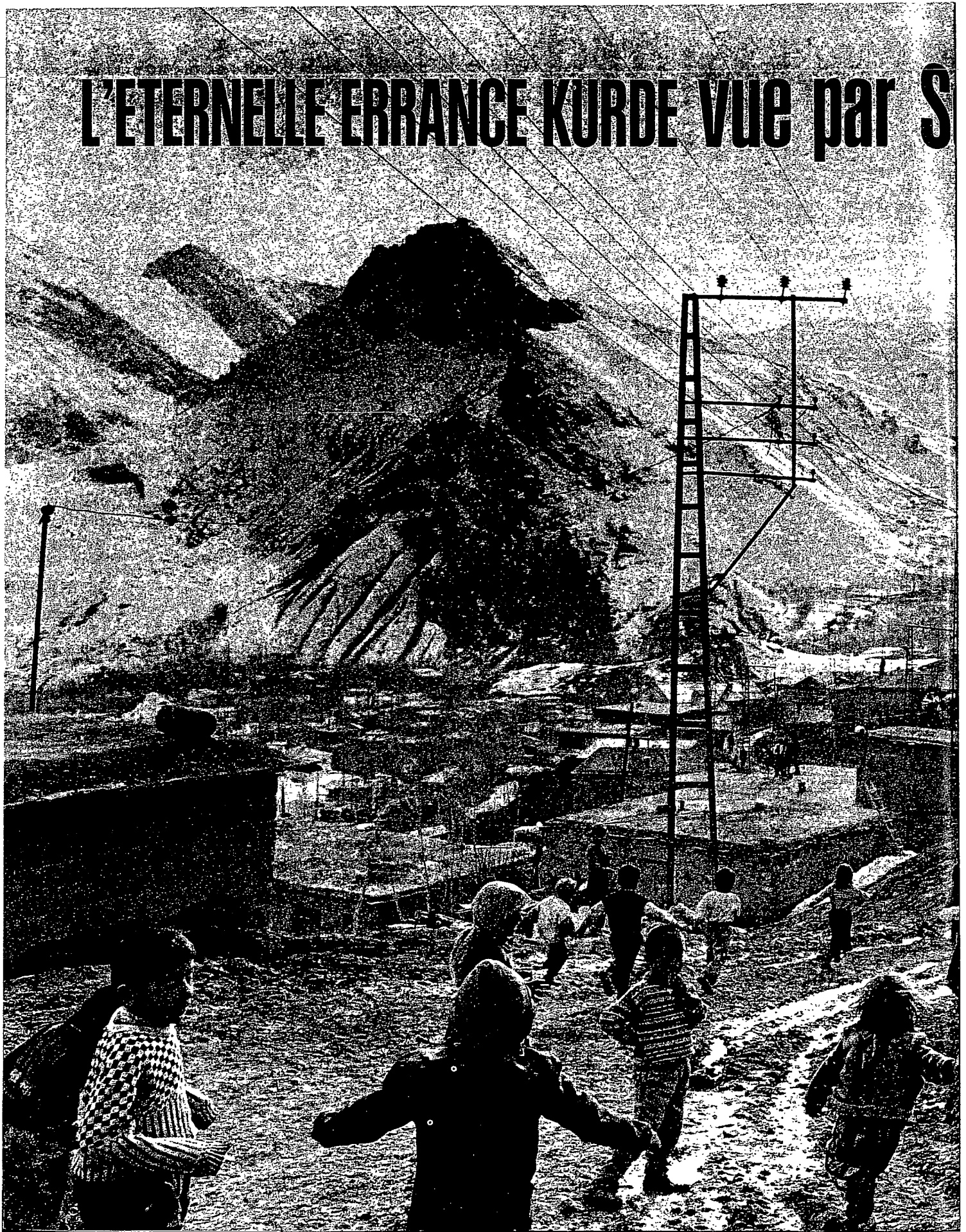


Principalement dispersée dans quatre pays du Moyen-Orient (Turquie, Iran, Irak, Syrie) et minoritairement en Arménie et Azerbaïdjan, la communauté kurde (en rouge) est forte de 25 à 30 millions de personnes. Alors qu'à l'époque de l'effondrement de l'Empire ottoman les Européens avaient promis aux Kurdes un Etat à part entière, jamais, à l'exception d'une éphémère République soutenue en 1946 par les Soviétiques, ce peuple n'a pu décider seul de son destin.

Mustapha Barzani, soutenu par l'U.r.s.s. de Staline. Sous la pression américaine, la république s'effondra au bout de quelques mois et Barzani se réfugia en Irak chez le général Kassem, d'origine kurde, qui venait d'« éradiquer » la monarchie. L'autonomie que Kassem avait promise resta lettre morte et Barzani alla chercher une autre protection à Téhéran auprès du shah. Depuis, l'Iran comme l'Irak, ennemis héréditaires, ont utilisé les Kurdes pour maintenir un abcès de fixation, chacun chez son voisin. Après la disparition, en 1979, du vieux Barzani, c'est son fils Massoud qui reprit le flambeau du P.d.k. En Iran, le P.d.k.i. de Jalal Talabani occupa le terrain, tout comme les peshmergas du lettré Abdouli Rahman Ghassemilou, qui aimait répéter, avant d'être assas-

quant des dents, les sourcils et les cheveux blanchis par le givre. Ceux qui tombaient n'avaient pas la force de se relever. Dix jours plus tard – les télévisions du monde entier avaient diffusé de terribles images –, le Conseil de sécurité finit par interdire à l'armée irakienne de pénétrer dans une zone de sécurité délimitée par le 36° parallèle. Une région administrée aujourd'hui par un gouvernement autonome kurde, qui, il y a quelques mois, livrait bataille au P.k.k. d'Ocalan, soutenu par la Syrie. Depuis l'arrestation d'Ocalan, Osmar, son frère, a annoncé que la lutte continuait. A moins qu'Ankara profite de la capture du leader turc pour signer la paix des braves. Une politique du compromis qui, jusqu'ici, n'a jamais été appliquée. ■

L'ETERNELLE ERRANCE KURDE VUE par S



Sebastião Salgado

**POUR LES "CONTROLLER" ET EMPECHER
QUE S'INSTALLE LA GUERILLA, LES TURCS SANS CESSER LES
ARRACHENT A LEURS VILLAGES**

Plus de 1 300 villages ou villes d'Anatolie ont été systématiquement détruits, et, même si leurs maisons sont intactes, les Kurdes ont souvent fui pour échapper aux attaques de l'armée turque. En déracinant cette population rurale, le gouvernement d'Ankara s'assure qu'elle ne pourra pas offrir de base à la guérilla et la prive tant de son substrat culturel que de ses moyens d'existence. Keklik-Pinar,

proche de la ville d'Hakkari, est peuplé de Kurdes venus du village de Cukuria, où vivaient 5 000 personnes, et qui a été entièrement rasé. Les réfugiés ont une vie très difficile, car ils n'ont plus de terre et pas de travail. Sebastião Salgado a été témoin de leur misère. En Turquie mais aussi en Irak et sur les chemins de l'exil, il a suivi ce peuple écartelé qui paie au prix fort son espoir d'une nation indépendante.





Depuis qu'elles ont été chassées de leur village natal et forcées à s'installer dans des territoires que le gouvernement d'Ankara contrôle facilement, elles n'ont plus rien. Malgré la neige et le froid, ces paysannes kurdes de Doganli (en haut à gauche) ont dû aller glaner du bois mort dans les montagnes pour se chauffer. Bâti au flanc de la montagne, humide, insalubre, le bourg construit pour les réfugiés est menacé par les avalanches. Le seul emploi offert est celui de milicien : les militaires turcs arment les hommes du village (en haut à droite) et les entraînent à combattre leurs frères kurdes du P.k.k. Qui se vengent

**PIEGE POUR
LES HOMMES KURDES :
LA TURQUIE NE
LEUR OFFRE QU'UN SEUL
TRAVAIL, MILICIEEN**



en les massacrant, laissant des familles entières sans ressources. L'afflux de Kurdes déplacés dans les quartiers périphériques, comme ceux de Keklik-Pinar (en bas à gauche), a fait passer la population de Hakkari, en quatre ans, de 30 000 à 120 000 habitants. La ville de Van a connu le même phénomène. Faubourgs inclus, elle comptait 154 000 personnes ; six ans plus tard, elle en abritait 700 000. Et à Yalim Iriz (en bas à droite), la nouvelle banlieue, 256 maisons pour 256 familles de 10 personnes, un enfant kurde n'a que des claquettes trop grandes pour patauger dans la neige.





**EN IRAK, LES VEUVES ET LEURS
FILLES DE BEHARKE PLEURENT LEURS 8 000 HOMMES
EXTERMINES PAR SADDAM HUSSEIN**

En une nuit de terreur, elles ont perdu leurs fils, leurs frères, leurs pères, leurs maris. Le 31 juillet 1983, les soldats de Saddam Hussein ont envahi leur village du Kurdistan irakien par surprise pour s'emparer des hommes et des enfants mâles sus-

ceptibles d'être ou de devenir des combattants rebelles. Ils les ont emmenés et sans doute massacrés. Personne ne les a jamais revus. Les rescapées, les filles et les mères, ont dû quitter la région de Barzan et se réfugier à Beharke, près

d'Arbil. La loi islamique leur interdit de se remarier tant que le moindre doute demeure sur le sort de leurs maris. Nourries de l'espoir insensé d'un retour des disparus, les veuves n'ont que la douleur et la colère à offrir en héritage à leurs enfants.



EUROPE

That scene, captured on a Turkish intelligence agency video, contrasted sharply with the macho image of the burly, mustachioed Marxist guerrilla who for the past 15 years has headed a Kurdish insurgency that has left some 30,000 soldiers, rebels and civilians dead. But lest anyone imagine that the P.K.K.'s capacity for troublemaking ended with Ocalan's seizure in Nairobi early last week, his followers responded with a wave of militant protests.

In more than 20 cities across Europe and as far afield as Australia, P.K.K. sympathizers besieged Greek diplomatic missions to protest Greece's suspected involvement in the arrest. In London, Athens, Copenhagen, Berlin and Hechingen, a town near Stuttgart, individual demonstrators set themselves on fire. "The whole world will burn if something happens to Ocalan," said one activist in Stockholm. "We will destroy every flower and tear the head off every bird." In London, protesters invaded the Greek embassy, staged a hunger strike and threatened to torch the building, but left peacefully after a three-day sit-in.

The violence reached its bloody climax Wednesday in Berlin, where a band of Kurdish activists armed with hammers and crowbars scaled a fence, overran German police guards, burst into the Israeli consulate and seized a hostage. Israeli security agents fired at the intruders, killing two men and a woman and wounding 16 other demonstrators. Angry Kurds responded with a wave of fire-bombings against Turkish targets across Germany.

The Berlin attack had been prompted by press reports that the Israeli intelligence service, Mossad, had helped the Turks kidnap Ocalan from the Greek ambassador's residence in Nairobi. While lamenting the bloodshed, and adamantly denying any Israeli involvement in Ocalan's arrest, Prime Minister Benjamin Netanyahu defended the guards for acting on "clear instructions" to protect Israeli lives and prevent the taking of hostage. Privately, Israeli security officials blamed the German police for failing to protect the consulate adequately. Following the shootings, Israel ordered heightened security at its diplomatic missions in the face of P.K.K. declarations that Israel was now considered "the chief target" for its attacks.

Suspicious of Israeli involvement in the arrest were fueled by the close cooperation that has existed between Israel and Turkey since they signed a pair of security pacts in 1996. The agreements, which allow the Israelis to train their pilots in Turkish airspace and provide for the upgrading by Israel of Turkey's fleet of F-4 Phantom jets, also call for intelligence sharing. Israeli



The Hunt For Ocalan

The inside story of how Turkish special forces tracked down Kurdish leader



VIOLENCE

“If something happens to Ocalan ... we will destr

security sources concede that they have given the Turks general information about the P.K.K. in the past, but not about Ocalan's whereabouts. "If we knew about Ocalan," says an Israeli intelligence official, "we would think seven times before telling Turkey because of the ramifications of such an involvement."

Also lending credibility to the Mossad link are Israel's close ties with Kenya, dating back to the 1960s. But Israeli intelligence sources argue that the Turks did not need their help to pull off a capture in a country where authority is lax. "The Turks have a very smooth machine that integrates intelligence, the army and special units," says an Israeli security official. "Don't underestimate them." Known as maroon berets, and partly trained by U.S. Green Berets, the Turkish Special Forces showed their prowess last autumn by capturing Ocalan's right-hand man, Semdin Sakik, in northern Iraq.

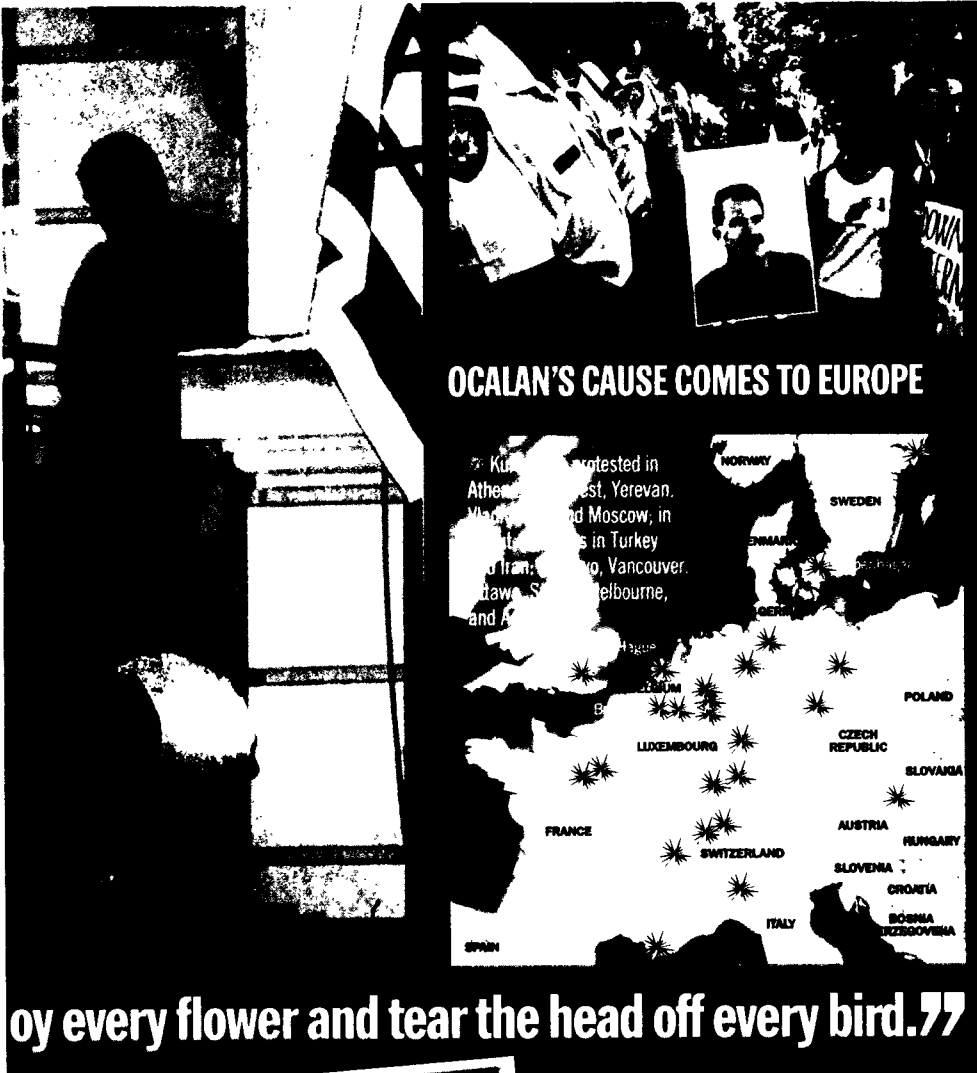
The U.S. also denied any direct role despite widespread speculation that its agents may have passed information about Ocalan to Turkey—a key NATO partner whose Incirlik air base is crucial to allied operations over Iraq. Ocalan's Dutch-based lawyer Britta Böhler flatly charges

that "The operation was arranged with the C.I.A." Fearing P.K.K. attacks on American targets, the State Department issued a warning to its citizens abroad.

Turkish Prime Minister Bulent Ecevit refused to say which countries may have helped Turkish forces track down their longtime public enemy number one. Instead he quoted an old Turkish proverb: "Eat the grape and don't ask which vineyard it came from." For Ecevit, the grape was sweet indeed. Coming during the run-up to April 18 parliamentary elections, the capture is being hailed as a major political victory that will boost his chances of holding power.

Ecevit told reporters that "four or five" commandos had carried out the operation, accompanied by pilots and a doctor, and that only 10 officials had even been aware of the operation. According to Turkish newspaper reports, a special forces team had flown to Uganda in an unmarked French-built Falcon jet on Feb. 13. There they awaited the green light to slip into neighboring Kenya and nab their prey.

THE STORY OF HOW OCALAN WOUND UP in Nairobi reads like a Robert Ludlum thriller. Since the mid '80s, the Turkish-



OCALAN'S CAUSE COMES TO EUROPE



born university dropout spent most of his time safely ensconced in Syria under the protection of President Hafez Assad. From there, he directed P.K.K. terrorist operations against Turkish targets from secret bases in northern Iraq and southeast Turkey. Ocalan's goal: to force Ankara to grant independence, or at least autonomy, to the repressed 12 million Kurds of Turkey, part of a 20 to 25 million Kurdish population that straddles five countries. But Ocalan became an increasingly cumbersome guest in Damascus. Last fall, Turkey beefed up

FACE OFF: Kurds in Marseilles barricade the Greek consulate

its military presence on the border with Syria and threatened to invade unless the Syrians handed over Ocalan.

From that point on, the Kurdish leader was an international hot potato. Unwilling to fight a war over a revolutionary vagabond, the Syrians dispatched Ocalan to Moscow through Athens on Oct. 9. Five weeks later, following Russia's refusal to grant him refugee status, he flew to Rome, turned himself in to police and requested political asylum.

The government of Italian Prime Minister Massimo D'Alema rejected the asylum request, but refused to extradite Ocalan to Turkey because he would face the death penalty there. One possibility was to extradite Ocalan to Germany, where he was wanted for the murder of several Kurdish countrymen and a series of terror assaults in German cities in 1993. But the government of Chancellor Gerhard Schröder, fearing unrest among Germany's nearly half-million Kurdish immigrants, declined to press for his extradition. In the face of mounting Turkish threats, the Italians on Jan. 16 bundled the globe-trotting guerrilla onto a plane for Moscow.

It was at that point that the Greek government decided, as then Foreign Minister Theodoros Pangalos put it, to extend further "humanitarian assistance" to Ocalan. With Pangalos' knowledge, Andonis Naxakis, a retired Greek vice admiral, went to Russia to escort Ocalan secretly back to Athens. Naxakis, Ocalan and an aide arrived in the Greek capital on Jan. 29. Though the Foreign Minister had earlier hinted at the possibility of granting political asylum, he now sent the head of Greek intelligence to offer Ocalan a bleak choice of destinations: Algeria, Morocco, Tunisia or a barren beach in Libya. "We refused," Naxakis fumes. "What did they think Ocalan was, a cargo of contraband cigarettes?"

Following that stormy meeting, the Greek secret service flew Ocalan to Minsk in a private jet. From there, Ocalan tried unsuccessfully to enter the Netherlands, then returned secretly to Greece. His plane touched down in Athens, then moved on to the Ionian island of Corfu on Feb. 2. After refueling, Ocalan and his entourage headed on to Nairobi. "The understanding was that Kenya was just a temporary solution, of two or three days," says Failos Kranidiotis, the guerrilla's Greek lawyer. "After that, another plan was expected to take Ocalan to another African state." South Africa was mentioned as one possibility.

According to Kenyan offi-

JEAN-PAUL PELISSIER—REUTERS



FROM BAD TO WORSE

cial, the unmarked jet landed at Nairobi's Jomo Kenyatta International Airport at 11:33 p.m. on Feb. 2. On board were Ocalan, traveling under the name Lazarus Mavros on a false Cypriot passport numbered CO15198; a Greek agent named Savvas Kalderides; and 19-year-old Melsa Deniz, Ocalan's Kurdish flight attendant and translator. Kenyan authorities say Greek Ambassador George Costoulas met the plane and used diplomatic privilege to whisk its passengers through the airport, thus bypassing immigration controls.

Holed up at the Greek ambassador's residence, a posh villa nestled among bougainvillea bushes and jacaranda trees in a Nairobi suburb, Ocalan was soon joined by three of his female followers, acting as translators, and a team of Greek and Italian lawyers. All the coming and going raised suspicions and, according to certain Greek officials, attracted the attention of the FBI. On Feb. 12, four Greek intelligence agents arrived at the embassy and told Ocalan to "move out as soon as possible because his whereabouts had been spotted." They offered to hide him at a Greek Orthodox church in Nairobi, or drive or fly him to another state.

"Ocalan turned down all the options," recounts lawyer Kranidiotis, who was with him in Nairobi, "but the officers tried to physically evict and drug him. That's when one of Ocalan's Kurdish aides flashed a revolver under her throat and threatened to

commit suicide if they dared to move him from the embassy."

On Monday Feb. 15, Kenyan officials appeared at the residence and demanded Ocalan's departure. When the ambassador called Athens for instructions, the response was blunt and unambiguous: "Boot him out," said Pangalos. By nightfall, and with a final telephone call from Pangalos, Ocalan had agreed to leave on the understanding that he would be transported to the Netherlands under Greek protection.

"Once we exited the residency door, I knew something was wrong," says Deniz, the young woman who traveled to Kenya with Ocalan. "Twenty black men emerged from three jeeps and two station wagons. Five of them forced Ocalan into a jeep but did not allow us to travel with him. The last time I saw him was when his jeep turned into a building saying 'police station.' I counted five white men. I knew it was over." By 11:07 p.m., a masked, handcuffed and drugged Ocalan was being escorted up the ramp of a private jet bound for Turkey. Black-hooded Turkish agents celebrated his capture with high-fives and thumbs-up signs.

It is unclear exactly how Ocalan wound up in Turkish hands. Pangalos says he left with Kenyan officials en route to the airport, supposedly to take a regular KLM flight to Amsterdam. Greek officials followed the vehicle for some distance, but say it suddenly veered off and they lost it in

traffic. "I am no James Bond," Foreign Minister Pangalos later told Parliament, "and I don't know how and why Ocalan's car maneuvered away from the motorcade." But Kalderides, the Greek agent who escorted Ocalan to Kenya, has a simpler explanation: "The Greek government pushed Ocalan into the hands of the Turks. [It was] a betrayal." The fact that the Turkish government voiced no immediate criticism of Athens' conduct lent credence to the theory of a Greek handover.

With critics loudly bewailing the episode as a national humiliation, Greek Prime Minister Costas Simitis denied any collusion with Turkey. Instead, he blamed Ocalan himself for spurning an offer of asylum in Africa and instead negotiating his departure "directly with the Kenyan government. Kenya must give explanations on how Ocalan ended up in Turkish hands." At midweek, in the face of mounting public outrage and Kurdish protests across Europe, Simitis demanded the resignations of Pangalos and two other ministers.

Turkey's Ecevit did little to resolve the confusion surrounding the kidnap, claiming that he himself did not know "all the details." He said that Ocalan was being held in an evacuated prison compound on Imrali Island in the Sea of Marmara, where he would soon face trial. "It will be very free, a very just trial," he told CNN, "because justice is very free in Turkey." He added: "It need not last too long ... [because] the

crimes of the P.K.K.'s leadership are well known." Indeed the Justice Ministry has already prepared five cases against Ocalan, to be consolidated into one trial on charges of treason against the state, ordering massacres and establishing a separatist organization. He faces a possible death sentence, even though capital punishment has not been used in Turkey since 1982.

BEYOND Ocalan's own fate, Turkish justice will also be on trial. "It will be a worldwide test for Turkey's judiciary system," says Aslan Gunduz, a former Turkish judge on the European Court of Human Rights. "We must show everybody that it will be a just and objective trial." Turkey, whose human rights record leaves much to be desired, may find its chances of entering the European Union affected by the way it handles the Ocalan case.

The first signs were not encouraging. Ankara has barred Ocalan's lawyers from entering the country, and foreigners will not be allowed the status of formal observers at the trial. Last week two of Ocalan's attorneys filed a complaint with the European Court of Human Rights and claimed that he "underwent psycho-physical violence" during the flight back to Turkey.

At week's end, as the demonstrations in Europe wound down, Ankara launched a new crackdown against the P.K.K. and its sympathizers. As some 350 members of the People's Democratic Party, close to the P.K.K., were being jailed in Turkey, violent protests broke out in the Kurdish southeast and in Kurdish quarters of major Turkish cities, leaving three policemen and 15 demonstrators injured. Meanwhile, some 10,000 Turkish army troops backed by rocket-firing Cobra helicopters swept deep into northern Iraq to strike at P.K.K. rear bases there.

While no one would contest Turkey's right to defend itself against terrorism, its repressive policies against the Kurdish people gave rise to the movement in the first place—and may continue to fuel it long after Ocalan is gone. If the cycle of violence and counterviolence is ever to end, Turkey will have to find a way to address the legitimate aspirations of this long-suffering population.

—Reported by Anthea Carassava/Athens, Mehmet Ali Kislali/Ankara, Aharon Klein/Jerusalem and Scott MacLeod/Cairo

Nationalists Without a Nation

AS WITH MANY POLITICAL PARTIES, THE INITIALS TELL YOU LITTLE. THE P.K.K., or Kurdish Workers' Party, is not about work. It's about nationhood. Its aim for more than 20 years has been the creation of a country for the world's 20 to 25 million Kurds, more than half of whom live in Turkey, the rest in Iraq, Iran and other neighboring countries. Roughly a million are in Europe, in exile or as migrants, the bulk of them in Germany.

The P.K.K., founded in 1978, began a guerrilla war against Turkey in 1984 from bases mainly in Syria and took the fight to Iraq after the Gulf War. Today it claims about 10,000 soldiers in its military wing, the Popular Army for the Liberation of Kurdistan. Its political face is the Brussels-based National Liberation Front of Kurdistan, plus a self-proclaimed Kurdistan parliament. The latter has recently caused alarm for the central government in Spain because the nationalist Basque regional government has invited the Kurdish parliament-in-exile to use its building for a meeting in July. Like most other NATO members, Spain does not want to offend Ankara, or upset its favorable trade balance with Turkey. Like most other European Union nations, it also pays at least lip service to the rights of Kurds, if only to avoid scenes like last week's.

As those events confirmed, the P.K.K. is well organized in Europe despite being outlawed in Germany and France. It has a strong propaganda arm, which includes the Kurdish television channel MED-TV, based in London. But its most



REBEL PATROL: The P.K.K. on the Iraqi border

visible face has long been Abdullah Ocalan, a hero to stateless Kurds and a hated terrorist to Turks. Ocalan, 49, said late last year he had little sense of national identity until he was a teenager, but was struck by the powerlessness of his poor, illiterate farming parents. He has risen from those beginnings to be far more than a mere party secretary-general; he has made himself a cult figure along the lines of his own hero, Vladimir Lenin. In December, he told the Italian daily *Corriere della Sera*: "A [legal] process against myself distinct from the Kurdish cause? That would be like separating the head from a body."

Ankara claims Ocalan has plenty of experience in such operations, blaming him for thousands of deaths in the 15-year war. The P.K.K. counters that its violence has been exceeded by that of the Turkish armed forces and that Ankara has fought a scorched-earth war against Kurds, razing thousands of their villages.

The P.K.K.'s campaign is made more difficult by the fact that, exiles aside, Kurds are dispersed across five national borders, and, although most are Sunni Muslims, they are not clearly united by one religion or one language, as are, say, the nation-seekers of Kosovo. For example, among the estimated 50,000 Kurds living in Britain, many among those of Iraqi origin were not nearly as angered as other Kurds over the arrest of the Marxist-Leninist, and therefore by definition non-religious, P.K.K. leader.

Recently, even before being made persona non grata by Syria, Russia and Italy, Ocalan had hinted at lowering the P.K.K. demands from sovereignty to autonomy. But although his vastly outnumbered soldiers are losing ground and Ankara now has him in custody, no one is predicting that the "Kurdish problem" will go away, whatever happens at Ocalan's trial. A loose ethnic community—the world's largest without the status of nationhood—is likely to become tighter if it is offered a martyr. Already far more Europeans recognize the initials P.K.K. than was the case only a week ago.

—By Rod Usher

Josef Joffe

A Broken Window of Opportunity

After Ocalan's arrest, the E.U. should address the Kurds' legitimate grievances

WOULD YOU RATHER HAVE YOUR OFFICE TRASHED OR your head blown off? The choice is obvious, and so is the difference between Kurdish terrorism and the terrorism of the 1970s and '80s. Palestinians used to hijack planes and mow down Israeli athletes in Europe. Iranians systematically blew away "enemies of the Revolution" in a wide swath between Berlin and Paris. But Kurdish terror, as we saw last week, is different in three ways. It is less deadly and less focused, but more pervasive. Indeed, it can blanket Europe at the snap of a fax machine.

The pattern was standard-issue everywhere—in Vienna, the Hague, London, Zurich, Berlin and several other German cities. Embassies and consulates were occupied, hostages were taken. Windows were smashed, then computers—apparently a favorite Kurdish target—sailed through the air. Downtown demonstrations escalated into bloody battles with the police as if choreographed by remote control.

But the targets weren't just the offices of the Greek government, whom the Kurds hold responsible for delivering their beloved leader Abdullah Ocalan into the hands of the hated Turks. In Hamburg, for instance, the local headquarters of the Social Democratic Party was occupied and ransacked while its boss was held hostage for nine hours. This was particularly ironic because the German left has always been as sympathetic to the Kurds as it has been hostile to Ankara.

For all their apparent madness, though, Ocalan's henchmen have been crazy like foxes. Throughout the years, the game of the P.K.K., the Kurdish Workers' Party, has been what strategic theory calls the rationality of irrationality. The point is to get your way by threatening to lose control. Assume I want to extort 500 euros from my neighbor by politely promising to commit suicide on his doorstep if he refuses. He might just as politely ask me to go home and reconsider. But if I foam at the mouth while holding a cocked gun to my temple with a shaking hand, he will be more willing to part with his money promptly.

Threatening large-scale violence at a moment's notice has been the basis of P.K.K. power in Europe. Indeed, the Kurds have managed to take their host countries hostage. Just take a look at Germany and Italy. The Italians had Mr. Ocalan and let him skip the country in January; the Germans had a warrant out for him but chose not to ask for extradition. Why? He was, after all, wanted for multiple murder. The answer is that both Bonn and Rome had succumbed to unspoken Kurdish blackmail: either you let him go, or we trash your country.

As the great cynic Talleyrand would have said: This was worse than cowardice—it was a mistake. Because one month later, German cities *were* trashed, although Mr. Ocalan was nabbed in faraway Kenya. So there are some useful lessons in this.

First, you can't make long-term deals with terrorists who believe that their goals justify any means. Both France and Germany thought at various times that they would be spared in exchange for granting a measure of immunity to Arab and Iranian operatives. In the end, they weren't—look at the Paris bombing campaign of 1985-86 and the "Mykonos" murders in Berlin in 1992.

Second, the "broken window" syndrome operates in politically motivated crime. For years, European authorities have let P.K.K. activists get away with mayhem and extortion. Violence, especially in Germany, became a no-risk ritual for Kurdish militants. They would run riot, ransack a building,

then take people inside hostage. When they withdrew many hours later, the police would at best make symbolic arrests. Clearly, the signal was that a felony was not a felony if committed by P.K.K. thugs. No wonder, then, that the P.K.K. sent its shock troops on a rampage in nine cities last week even though the Germans had nothing to do with Mr. Ocalan's arrest.

Third, as this example shows, you can't negotiate with this type of post-traditional terror because Europeans don't have what the P.K.K. wants. The European Union cannot deliver a Kur-

dish state, or quash the Turkish military's internal war against the P.K.K. in the southeast. There is only one thing Western Europe can and should do. It should stop treating P.K.K. violence—actually terror—as a misdemeanor. It should at last focus its major intelligence capabilities on the P.K.K., break up its underground command structure, and arrest, try and convict those who instigate and commit mayhem.

The P.K.K. has been treating its European hosts as hostages and has given hundreds of thousands of law-abiding Kurds a bad name. With the P.K.K.'s grip loosened, Europe can and should turn to the legitimate grievances of the Kurds. They will not get their own Kurdistan because that would require carving up Turkey, Iran, Iraq and Syria. But among that fearsome foursome, Europe can at least act on Turkey, its crucial NATO ally. The deal is obvious: you talk autonomy and cultural rights with the Kurds, and we talk about your ever closer union with the E.U. Alas, that requires more wisdom than the poisoned relationship between Brussels and Ankara can currently deliver. ■



SPLINTER GROUP: Occupying Hanover's Greek consulate

PETER MUELLER-AGUTTERS

Arméniens et Kurdes, victimes de l'impunité d'un Etat criminel

Kendal Nezan un responsable kurde s'exprime

France-Arménie : Abdullah Ocalan a été capturé par les services spéciaux turcs. Des critiques ont été portées à cette occasion à l'encontre des autorités diplomatiques grecques. Estimez-vous possible l'implication délibérée d'Athènes dans ce rapt ?

Kendal Nezan : Il est presque impensable qu'il n'y ait pas eu une complicité grecque dans l'enlèvement d'Ocalan. Les Grecs en l'envoyant au Kenya ne pouvaient pas ignorer que ce pays abrite un centre des services spéciaux américains. La version grecque la plus favorable c'est que les Américains ont exercé des pressions qui les ont obligés à le livrer. J'ai lu dans la presse anglo-saxonne des échanges de propos très verts et rudes entre les services américains et grecs, du genre "... si vous ne le livrez pas, vous allez voir etc...". Les Grecs ont cédé aux pressions américaines, ce qui rend leur implication indubitable.



F.A. : Quels sont les objectifs de l'Institut kurde de Paris quant à sa mission dans le déroulement du procès d'Ocalan ?

K.N. : Dans de telles affaires concernant des personnalités politiques kurdes, notre rôle est d'informer les médias internationaux sur le déroulement du procès pour assurer, dans la mesure du possible, qu'il soit public et équitable.

F.A. : Pensez-vous que la peine de mort soit prononcée, en dépit de la présence d'observateurs internationaux ?

K.N. : La condamnation à mort ne fait pas de doute, mais le fait qu'elle soit exécutée immédiatement ou non dépendra des pressions internationales. Il y a un effort international pour que la peine de mort ne soit pas appliquée, et il est possible que la Turquie cède, car elle l'a déjà fait en 1994 dans le cas d'un parlementaire kurde ; lors de la dernière audience de ce procès les procureurs turcs ont changé le chef d'accusation et au lieu de le condamner à mort ils l'ont condamné à 15 ans de prison.

F.A. : Avez-vous des informations quant à son état de santé. Est-il traité convenablement ?

K.N. : Il est dans un isolement total. Le seul avocat qui a pu lui rendre visite a déclaré qu'il avait l'air drogué. A la demande de certains pays occidentaux notamment la France, un comité contre la torture du Conseil de l'Europe s'est rendu auprès de lui, mais le rapport qu'il a établi est destiné uniquement aux gouvernements des pays membres de ce Conseil. Comme le prévoit la convention européenne il ne peut être rendu public qu'avec l'accord de la Turquie.

F.A. : Comment voyez-vous la continuité de l'action du PKK après la perte de son chef ?

K.N. : Le PKK a tenu tout récemment un congrès. Dans l'attente du procès, Ocalan reste toujours le chef. Ils ont décidé d'intensifier la lutte armée et de l'étendre vers la métropole turque.

F.A. : Dans un article du Monde, vous qualifiez l'Occident de "complice du calvaire kurde". Comment inciter les Occidentaux à mener une action concrète et équitable dans le cadre d'un mouvement de défense des droits des nations minoritaires ?

K.N. : Je pense qu'il sera difficile de convaincre des pays tels que les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, même la France et l'Italie en invoquant les droits de l'homme qui ne sont pas leur souci prioritaire. Ce qui est prioritaire pour eux ce sont les considérations économiques, stratégiques et politiques. Mais il faut que ces pays réalisent enfin que la question kurde n'est pas un problème exotique mais européen, car il pose des questions d'ordre public. Donc ils sont censés devenir de plus en plus conscients du fait que cette question doit enfin trouver une solution. La résolution de cette question est dans leur intérêt et dans celui de la Turquie-même. L'attrait du marché turc ne tiendra pas encore très longtemps, car la Turquie, ruinée par la guerre de Kurdistan, a une dette extérieure de 35 milliards de dollars. Un pays surendetté ne sera plus en état d'acheter des produits français, américains, allemands et ne présentera plus d'intérêts économiques. La résolution de ce problème redonnera à la Turquie le caractère d'un pays démocratique ; le rôle de l'armée sera diminué et la sécurité des pays voisins sera assurée.

F.A. : Les Kurdes de l'Irak du Nord réclament leur autonomie. Quelle est votre prise de position par rapport à cette revendication. N'entrera-t-elle pas la question kurde en Turquie ?

K.N. : Au contraire elle va la servir. Les Kurdes d'Irak sont en train de montrer qu'ils sont capables de gérer leurs affaires tout seuls. La région du Kurdistan en Irak est presque un pays à caractère européen, les Kurdes ayant reconstruit leurs villages et une grande partie de leurs villes.

F.A. : Etats-Unis et Israël soutiennent ce projet et ce, non par sympathie envers la cause kurde mais dans le simple but de déstabiliser l'Irak ?

K.N. : Les Américains ont été obligés de reconnaître le fédéralisme kurde parce qu'ils ont une politique de déstabilisation de la région irakienne et ils savent que cette politique va absolument bénéficier du soutien kurde parce que les Kurdes contrôlent la seule région de l'Irak qui n'est pas administrée par Sadam Hussein.

F.A. : La tactique adoptée par les deux leaders kurdes de l'Irak : M. Talabani et Basmani, est-elle partagée par l'ensemble de la communauté kurde ?

K.N. : Il y a des divergences sur cette question. Il y a des Kurdes qui ne la partagent pas, mais je pense que l'ensemble des Kurdes souhaitent de toute façon les succès de leurs expériences, parce que cela peut être la clé de l'avenir du peuple kurde. S'il y a une autonomie là où un Etat fédéré a été reconnu, cela créera un précédent pour ailleurs.

F.A. : Les Kurdes de Turquie réclament des territoires séculièrement arméniens. Cela ne va-t-il pas affaiblir la crédibilité de vos revendications, sans parler d'un légitime mécontentement des Arméniens ?

K.N. : Le jour où les Kurdes obtiendront leurs droits sur ces terres où ils sont majoritaires à l'heure actuelle les Arméniens qui veulent venir vivre dans ces terres arméniennes seront plus que les bienvenus ; qu'ils viennent, qu'ils dressent leurs monuments etc... Mais à ma connaissance les partis politiques kurdes en Turquie n'ont pas encore eu des débats sur cette revendication territoriale. Même dans les années vingt, un des chefs kurdes a dit à ses amis arméniens : "Ecoutez, pour l'instant les territoires que nous

revendiquons sont dominés par les Turcs, il va falloir d'abord les libérer, après on en disposera".

F.A. : La presse arménienne a déjà pris parti en faveur d'une intervention plus concrète de l'Europe. Dans quelle optique voyez-vous la contribution de solidarité des Arméniens dans cette affaire ?

K.N. : Je pense que tous ceux qui ont souffert de la domination turque doivent plus que d'autres se solidariser, parce que l'exigence de justice est indéniable. En agissant seul on aura beaucoup de difficultés pour faire avancer notre cause com-

mune de justice. Il faut donc se mobiliser au niveau des médias, au niveau parlementaire, des ONG. Ici en France et aux Etats-Unis il y a une très importante Diaspora arménienne qui peut jouer un rôle très utile dans cette mobilisation. Même pour la Cause Arménienne la question kurde est décisive, car un pays qui nie l'existence de 20 millions de Kurdes, niera encore plus le génocide arménien. C'est-à-dire que la question kurde contribue à actualiser, à crédibiliser la Cause Arménienne. Quant à l'Etat arménien, il a d'autres problèmes à traiter, car la Turquie est un Etat dangereux.

Lors des conflits inter-ethniques beaucoup de

Kurdes ont quitté l'Arménie, mais cela fait partie des dégâts du temps des troubles. Ce qui sera encore faisable c'est de conserver la petite minorité kurde restant en Arménie.

Propos recueillis par Arminée Azizian

Kendal Nezan est président de l'Institut kurde de Paris.



A cheval sur quatre pays (Turquie, Iran, Irak, Syrie), la zone de peuplement kurde empiète en partie sur le territoire arménien défini par le traité de Sèvres de 1920 et qui comprend notamment la province de Van et les villes de Mouch, d'Erzurum et de Kars. Si on tient compte des demandes de la délégation arménienne lors de la négociation du traité (frontière allant jusqu'à Diyarbakir au sud et Sivas et Adana à l'ouest), c'est presque la moitié des terres kurdes qui est également revendiquée historiquement par les Arméniens.

Cours de sûreté : vous avez dit équitables ?

Demander la tenue d'un procès "équitable" pour Ocalan dans un pays épinglé pour ses méthodes policières et son sens très particulier de la justice peut légitimement faire sourire, surtout dans le cas d'un détenu qui est probablement le plus haï de Turquie en ce moment. Cela tourne même à la franche rigolade lorsqu'on sait que le leader du PKK va être jugé par l'une des DGM (Devlet Güvenlik Mahkemesi), les Cours de sûreté de l'Etat, incarnations judiciaires de la mainmise persistante de l'armée sur les institutions turques. Instaurées sous leur forme actuelle par la Constitution de novembre 1982.

durant la dictature du général Evren, chacune de ces cours est composée de trois juges et de deux procureurs assistés, au besoin, d'adjoints. Particularité très démocratique : l'un des juges est un militaire, une situation dénoncée par la Cour européenne des droits de l'Homme qui voit arriver chaque année à Strasbourg plusieurs dizaines de plaintes pour manque d'impartialité de ces tribunaux.

Transformée en cour martiale si l'état d'urgence est décrété dans le pays, cette juridiction était surtout chargée à l'origine de juger l'une des hantises des galonnés, les "atteintes à l'intégrité indivisible de l'Etat, dans son territoi-

re et sa Nation". Dans la pratique, les cours de sûreté de l'Etat s'occupent des infractions punies par l'article 312 du Code pénal (encouragement à l'expression de sentiments de revanche et d'hostilité à l'égard d'une race ou d'une religion), de cas de trafic de drogue et, depuis 1991, des affaires relevant de la loi antiterroriste, et notamment de son article 8 qui prévoit de lourdes peines pour propagande, réunions et manifestations à visées séparatistes. Une législation sur mesure pour emprisonner les Kurdes, leurs partisans et toute personne ayant la mauvaise idée de ne pas être d'accord avec le régime sur la question.

Justice à la turque

En 16 ans, ces tribunaux ne s'en sont pas privés, en jouant sur une interprétation très large des textes. Selon l'IHD (Association turque des droits de l'Homme), 10 000 cas ont déjà été examinés et 6 000 dossiers seraient encore en attente. Principales cibles : les journalistes, les avocats et les hommes politiques acquis à la cause kurde. Certains noms célèbres sont encore en prison, comme la députée Leyla Zana, première parlementaire kurde à siéger au Parlement turc, condamnée en 1994 à quinze ans de prison pour avoir dénoncé le sort réservé à son peuple dans un discours prononcé en mai 1993 aux Etats-Unis. Son mari Mehdi, ancien maire de Diyarbakir, a écopé de deux ans en avril 1994 par la cour d'Istanbul pour avoir simplement prôné le dialogue. Le sociologue Ismail Besikci croupit dans une geôle depuis plus de cinq ans pour ses écrits. Son éditrice, Ayché Nour Zarakolu, a été condamnée à maintes reprises pour avoir notamment publié des ouvrages sur les Kurdes et les Arméniens. Et on ne compte plus les peines infligées pour

avoir prononcé le nom de "Kurdistan" ou chanté en kurde en public. Quant aux procédures utilisées contre les prévenus qui passent devant des cours de sûreté, elle valent aussi le détour. En mars 1997, Ankara a pourtant voulu faire bonne figure en faisant adopter des lois réduisant notamment de quinze à sept jours (de trente à dix dans les zones en état d'urgence) la durée maximum de la garde à vue pour les prévenus impliqués dans une infraction collective, c'est-à-dire concernant au moins 3 personnes. Mais les détenus passent encore leurs quatre premiers jours derrière les barreaux sans voir d'avocat. Un rapport publié le mois dernier par le Comité européen de prévention de la torture (CPT), qui dépend du Conseil de l'Europe, note que les autorités "oublient" souvent de préciser au prisonnier qu'il a droit à ce défenseur au bout des 96 heures. Sachant que ce dernier est de toute façon indésirable durant les interrogatoires, c'est la porte ouverte à tous les abus, en particulier à la torture. Dans un autre rapport sur la Turquie également publié en février, le département d'Etat américain fait remarquer que

certaines avocats ont accès tardivement au dossier de leur client. Certains défenseurs ont même été emprisonnés à leur tour pour sympathies supposées avec des organisations kurdes, simplement parce qu'ils avaient défendu leurs membres à plusieurs reprises. Conscients que le fonctionnement de cette juridiction commence à faire tache dans la perspective d'une intégration européenne, certains officiels turcs appellent discrètement à la réformer. En novembre 1996, de timides modifications sur sa compétence ont été effectuées. Mais sur le fond, rien ne change, même lorsqu'une affaire est aussi médiatisée que celle d'Ocalan. Le 26 février, l'un de ses avocats, Osman Baydemir, devait participer avec ses confrères à une conférence de presse après une première rencontre avec le chef kurde. Il n'a jamais pu y aller. Le matin même, il était arrêté sur la base d'un mandat d'arrêt délivré par la cour de sûreté de Diyarbakir en raison de ses liens présumés avec le PKK. Chassez le naturel, il revient au galop.

Christophe Direszian



Les réfugiés kurdes de Turquie

Le périlleux destin des Kurdes de Turquie

La fin de l'Empire ottoman et son démembrement annoncent une époque terrible pour les Kurdes condamnés à vivre dans ce qui restait de la Turquie. Certes les Kurdes d'Irak et d'Iran connurent les guerres, la répression et le déni de leur identité pendant les trois-quarts de siècle qui nous séparent de la Première guerre mondiale. Mais ce n'est qu'à partir de 1988 avec le bombardement de Halabja (16-17 mars 1988) et l'opération Anfal (août-septembre 1988) que l'on peut parler de génocide et de crime contre l'humanité, en Irak. Jusque-là, les affrontements entre les Kurdes et les pouvoirs centraux ont plus ou moins respecté les conventions internationales.

En Turquie, dès la proclamation de la République, c'est l'annihilation des Kurdes en tant que peuple qui est le but, avoué au début, secret mais non moins déterminé par la suite, des dirigeants... Le long règne de Kemal Ataturk (père des Turcs), depuis la proclamation de la République (29 octobre 1923), dont il devient le premier président, jusqu'à sa mort (10 novembre 1938) correspond à la période la plus noire de l'histoire des Kurdes en Turquie : elle est marquée par les soulèvements de Cheikh Saïd (1925), de l'Ararat (1930) et du Dersim (1937). Ces révoltes sont réprimées avec une sauvagerie qui provoque des haut-le-cœur jusque dans les cercles diplomatiques d'Ankara. Les chefs poli-

tiques, religieux et intellectuels sont systématiquement pourchassés, pendus ou noyés. Et le gouvernement et l'armée recourent à une politique de déportation massive des populations kurdes qui a un seul objectif : assimiler les Kurdes, en finir avec la notion même de peuple kurde. De la répression, on est passé à l'ethnocide. C'est l'époque où un ministre turc des Affaires étrangères déclare ouvertement au cours d'un dîner diplomatique que "son gouvernement a l'intention d'expulser les Kurdes d'Anatolie", et "qu'après tout, il y a moins de cinq cent mille Kurdes aujourd'hui en Turquie, dont un nombre aussi élevé que possible émigrera en Perse et en Irak, le reste subissant tout simplement l'élimination des mal-adaptés"(...)

Après trente ans de parti unique, la Turquie découvre le multipartisme et l'exercice de la démocratie au début des années cinquante. Mais il s'agit là

d'une démocratie encadrée par l'armée, qui intervient à trois reprises pour modifier les règles du jeu. Les coups d'Etat du 27 mai 1960, 12 mars 1971, 12 septembre 1980 sont marqués chacun par une période de répression, suivie d'une amnistie après laquelle les partis politiques peuvent reprendre leurs activités, dans un nouveau cadre défini par l'armée. Aujourd'hui encore, la Turquie ne présente que les apparences formelles de la démocratie(...) Le véritable pouvoir est exercé par l'armée(...)

Après le coup d'Etat de l'armée turque du 12 mars 1971, toutes les organisations de gauche sont dissoutes(...) Accusant les Kurdes de vouloir "diviser le territoire national en deux" avec l'aide de Barzani, le nouveau ministre de l'Intérieur organise de grand procès contre leurs militants et dirigeants, arrêtés par centaines(...) De même que l'emprisonnement des 49 intellectuels

en 1959 avait contribué à durcir certains d'entre eux et à renforcer leur engagement politique, l'emprisonnement d'une cinquantaine d'intellectuels du DDKO en 1971 radicalisera leurs positions politiques. Pendant ces longues années de prison et à la suite d'interminables discussions politiques, parfois violentes, ces intellectuels, militants de longue date du Parti des Ouvriers de Turquie, ou en marge du POT, décident de "sauter le pas" et de fonder des organisations politiques

kurdes(...) Paradoxalement, le PKK n'est pas né au Kurdistan, mais à Ankara : c'est là, dans la capitale de la Turquie, qu'en 1974 des étudiants ont commencé, à l'image des fondateurs des autres partis kurdes, à s'interroger sur l'attitude de la gauche turque à l'égard du problème kurde, parmi eux, Abdulla Ocalan(...) Ce qui distingue le PKK des autres partis, c'est l'importance qu'il accorde à la lutte armée. Alors que les "anciens", les survivants du soulève-

ment de 1937 ne cessent de répéter : "La lutte armée, ça ne marche pas ; nous avons essayé, c'est sans espoir", les jeunes idéologues du PKK renouent avec elle, sous sa forme la plus violente.

Chris Kutschera

Extrait du "Défi kurde, ou le rêve fou de l'indépendance" - Editions Bayard, 1997



Photo Sipa Press

Un jeune Kurde fait prisonnier par les militaires turcs

Le problème kurde vu par des représentants de la Communauté Arménienne

Alexis Govciyan
(Comité du 24 avril)

"Il y a deux problèmes dans cette affaire : l'un est d'ordre humain, l'autre politique. Sur le problème humain, le procès d'Ocalan doit être traité avec une parfaite transparence, et les règles démocratiques enfin respectées par la Turquie qui les bafoue en permanence. La manière dont les choses se passent aujourd'hui en Turquie renforce encore la position du Comité du 24 avril ainsi que toutes les autres prises de position à l'égard de ce pays. Ocalan est un terroriste pour l'Occident, mais de Gaulle était aussi un terroriste pour les Nazis et un résistant pour la France ; Arafat était terroriste pour Israël, mais résistant pour les Palestiniens. Donc terroriste ou résistant sont des mots qui appartiennent à une terminologie dans laquelle il ne faut pas entrer. L'important c'est le peuple kurde dont Ocalan est le chef, donc il est résistant pour les Arméniens. En ce qui concerne l'aspect politique, il est difficile pour le Comité du 24 avril de prendre une position politique et dire ce qui doit être fait. Le rôle de ce Comité consiste

à faire reconnaître le génocide arménien et à être le porte-parole des diverses organisations qui le composent. Quant à l'Europe, elle ne réagit que par rapport à ses intérêts économiques et financiers ; elle réagit plus à propos du problème des Kosovars que de celui des Kurdes. Mon opinion personnelle est que l'Occident, en particulier l'Europe, a peur des Turcs, chaque fois que les Turcs

haussent le ton, elle a peur. Le jour où l'Occident sortira de cette peur, le problème sera probablement réglé."

Léon Kebabdjian
(UGAB)

"Le problème kurde s'inscrit dans un problème humanitaire général. L'Europe manque à tous ses devoirs, dans la mesure où il n'y a pas de véritable Europe politique prenant position sur des problèmes comme celui d'Ocalan ; de même qu'au début du siècle, elle a fait défaut aux Arméniens et à d'autres nations. Elle ne prend en considération que ses propres intérêts immédiats et elle a livré Ocalan aux Turcs. La Turquie après avoir chassé de leurs territoires les Arméniens et les Grecs, ne veut pas reconnaître au peuple kurde le droit d'exister. Autrement dit dans ce pays les minorités n'ont pas le droit d'exister.

Notre mission est de continuer de dénoncer les actes de ce pays qui sont en contradiction avec les principes essentiels des droits de l'homme et le droit pour une nation d'exister. Dans l'editorial publié dans la lettre de l'UGAB à propos de l'arrestation d'Ocalan, nous avons démonté le mécanisme du comportement du gouvernement turc et montré comment ce cas peut être rapproché de celui des Arméniens."

Dikran Shirvanian
(FRA-Dachnaktsoioun)

"Au-delà du procès d'Ocalan, ce qui nous intéresse en tant que parti politique, c'est le sort du peuple kurde. Environ 12 millions de Kurdes vivent en Turquie, mais le gouvernement d'Ankara ne reconnaît toujours pas leur identité. Les Kurdes sont obligés de recourir à la résistance pour défendre leur identité nationale. Ocalan est traité par l'Occident de terroriste, alors que pour le peuple kurde comme pour nous c'est un résistant. Quant à l'attitude de l'Europe elle est en total retrait non seulement envers les Kurdes, mais aussi envers nous, les Arméniens. Un pays démocratique tel que la France qui a fait le premier pas pour la reconnaissance du génocide arménien, ne veut pas faire le deuxième. En ce qui concerne notre soutien à la cause kurde, nous ne pouvons que manifester avec eux, faire des pétitions, écrire des articles dans nos journaux. D'ailleurs, immédiatement après l'arrestation d'Ocalan, presque tous les journaux arméniens ont publié des communiqués exprimant leur solidarité avec le chef du PKK. Notre parti Dachnaktsoioun est très souvent présent au côté des associations kurdes lors de leurs manifestations, dont la plus récente était celle du début février convoquée par M^{me} Mitterand au Trocadero. Et dans tous les pays où il y a une Diaspora arménienne, ses membres doivent se tenir à côté du peuple kurde dans sa lutte."

Propos recueillis par Arminée Azizian

La patrie kurde s'installe sur satellite

Télévision Med-TV, la chaîne de la diaspora, a réussi en un tournemain une mobilisation mondiale en faveur d'Abdullah Öcalan.

Lorsque le chef des rebelles kurdes Abdullah Öcalan a été capturé par des commandos turcs, Med-TV, une chaîne satellitaire en langue kurde a été l'une des premières à diffuser la nouvelle à travers l'Europe. Quelques heures après, des manifestations et occupations d'ambassades turques, kényanes ou américaines par la communauté kurde ont eu lieu dans toute l'Europe. L'apparente coordination de ces actions n'a pas tardé à alimenter les soupçons selon lesquels Med-TV aurait incité ses auditeurs à la mobilisation. Selon le directeur de la chaîne, Hikmet Tabak, cette traînée de poudre a illustré la place centrale désormais occupée par Med-TV, la chaîne kurde

regardée dans des millions de foyers ou de cafés de Turquie, d'Irak, mais aussi d'Europe, du Moyen-Orient, de l'ex-Union soviétique ou d'Afrique du Nord. Créée il y a quatre ans, Med-TV est une chaîne « nationale » sans patrie, diffusant grâce aux satellites des informations, la langue et la culture kurdes à quelque 16 millions de téléspectateurs. Outre ses bulletins d'information, la chaîne, dont le siège est à Londres mais dont la majorité des 200 employés travaillent dans ses studios de production de Bruxelles, diffuse aussi des programmes musicaux, politiques et culturels tout au long de dix-huit heures d'émissions quotidiennes.



Med-TV a su détourner les images triomphales de la télévision turque.

On a souvent accusé la chaîne d'appartenir au PKK, ce qui lui a valu plusieurs fois des raids policiers dans ses bureaux de Londres et de Bruxelles.

Pour David McDowall, un écrivain britannique spécialiste du dossier kurde, Med-TV nourrit la cohésion sociale au sein d'une diaspora très disséminée. « Quelles que

soient les tentatives des Turcs pour la faire taire cette chaîne vient leur rappeler que leurs frontières sont complètement perméables. »

ALEX PERRY (AFP)

1^{er} au 7 mars 1997 - MARIANNE

Jack Lang *

« Nous sommes beaucoup trop complaisants à l'égard de la Turquie »

Marianne : Il y a, semble-t-il, quelque chose de velléitaire et de frileux dans la conduite de la politique étrangère de la France. Qu'en pensez-vous ?

Jack Lang : Velleitaire ? Je n'éprouve pas ce sentiment. Chaque gouvernement apporte sa pierre, son style, son orientation. Ainsi, le gouvernement actuel, en accord avec le président de la République, a apporté certains inflexions à la politique extérieure.

Quels inflexions ?

Par exemple, la politique africaine, sous la forme de la réorganisation du ministère de la Coopération, du redéploiement de nos forces armées sur le continent noir,

de la volonté de susciter des accords de codéveloppement. Il existe une appréhension nouvelle qui s'exprime à travers une phrase de Lionel Jospin, prononcée lors de son voyage au Mali : « Nous sommes frères. Le temps est venu de tourner le dos au paternalisme. » Autre exemple d'inflexion : la construction européenne sur la coloration sociale donnée par le Premier ministre ; l'organisation du Sommet de Luxembourg sur l'Europe de l'emploi ; la volonté de créer, à côté de la Banque centrale, ce Conseil de l'Europe ; le désir de relancer la construction politique après l'échec du traité d'Amsterdam...

En ce qui concerne, alors, la frilosité ?

Frileux n'est pas le mot. Une politique internationale est nécessairement une politique responsable, qui tient compte des réalités. Mais je souhaiterais que nous soyons plus audacieux, plus offensifs sur les droits de l'homme. Prenez la Turquie. C'est un pays qui n'est pas une réelle démocratie, qui emprisonne arbitrairement, torture, décime les villages kurdes alors même qu'il frappe à la porte de l'Union européenne. Je ne comprends pas la complaisance de la France et des pays européens à l'égard des autorités

turques. Il serait de notre devoir d'essayer de jouer un rôle plus important pour la reconnaissance de la culture du peuple kurde. J'avais suggéré, lorsque Abdullah Öcalan, le leader du PKK, se trouvait encore en Italie, l'organisation d'une table ronde entre les représentants officiels turcs et ceux des mouvements kurdes. C'était l'occasion d'un début de dialogue qui aurait pu, à terme, se traduire par un accord : les Kurdes renonceraient à la violence, en échange de quoi les Turcs reconnaîtraient l'autonomie culturelle kurde. Hélas, nous n'avons pas été entendus !

Vous menez un autre combat où la France semble, là aussi, en retrait...

Avec quelques amis, nous menons une croisade pour l'annulation de la dette des pays les plus pauvres. Des pays qui crévent sous le poids de créances qui ne représentent pas grand-chose pour nous, mais qui sont mortelles pour eux. Et, s'il existe encore un mur à faire sauter, c'est bien celui qui existe entre les pays ultrariches et les pays ultrapauvres. □

* Président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

1^{er} au 7 mars 1999 - MARIANNE

The Kurds Are Far From an Ethnic Monolith

By Thomas Goltz

ANKARA — Television viewers around the globe were recently treated to the nearly nightly spectacle of Kurds attacking embassies and consulates throughout Europe in a passionate if confused display of solidarity and protest over the capture of the Kurdish leader Abdullah Ocalan.

First, Kurds occupied Greek and Kenyan facilities over the two countries' reported involvement in Mr. Ocalan's arrest by Turkish commandos in Nairobi on Feb. 15. After those assaults died down, diaspora Kurds attacked the Israeli consulate in Berlin, because of Israel's putative complicity in Mr. Ocalan's nabbing.

Then, almost as an afterthought, Kurds marched on overseas Turkish government missions and commercial offices, even coffee shops and restaurants owned or frequented by Turks in Europe.

Their message was unmistakable: Release the Kurdish leader or face the wrath of the united Kurdish nation. Mr. Ocalan was formally arrested and charged with treason. Turkish prosecutors are likely to seek the death penalty.

What was missing from the images of devotion to "Apo," as Mr. Ocalan is known, and absent in most commentary, were the voices of the millions of Turkish citizens of Kurdish heritage who regard the chairman of the Kurdish Workers Party, or PKK, less as their leader than as a Stalinist villain who hijacked Kurdishness in the eyes of the world. Many of these Turkish Kurds express a hatred of Apo and the PKK that equals or even exceeds that of the Turks.

In the Military Martyrs' Cemetery in the Turkish capital,

for example, lie 200 of the almost 5,000 Turkish soldiers who have been killed in action during the 15-year fight with the PKK, a conflict that has claimed some 30,000 Turkish citizens, although the vast majority have been Kurds.

The day after Mr. Ocalan's capture, the cemetery was filled with families of the fallen, come to give voice to their loss and to silently thank the Turkish government for, they hoped, bringing the long nightmare to an end, or at least the beginning of the end.

"We thank the state for having kept its word by bringing the baby-killing monster to face justice," said a woman named Sadet Isprili from Turkey's rugged northeast. "But nothing they can do will bring back the light in our lives."

When asked what she thought Mr. Ocalan's penalty should be, her response was that of many Turkish mothers who have lost their sons.

"He deserves execution, but that is too good for him," she said. "The best thing would be for the state to deliver him into the hands of families who have been ruined by his terror, so we might rip him apart with our fingers."

But such sentiments are misleading. When asked if it would be possible to forgive and forget and live once again as neighbors with Turkey's many Kurds, Mrs. Isprili snapped, "What are you talking about? This war is not between Turks and Kurds, this is between our country and the PKK!"

Others at the cemetery expressed similar views. "Please, please!" pleaded a grieving fa-

ther, who then ticked off a list of the different ethnicities that make up of modern Turkey. "Tell the world that we are brothers! Turk, Kurd, Laz, Georgian, Circassian — all of us who live here! The PKK must not be allowed to get away with the its cheap propaganda and filthy lies!"

Yet, almost without exception, the Western media portrayed the Kurds as a uniform bloc of people who were solidly behind Mr. Ocalan in his hour of need, thankful for his courageous resistance against systematic repression by an oppressive colonial power, Turkey.

Kurds were not allowed to speak their own language or even identify themselves as Kurds, lest they be thrown into ghastly, "Midnight Express"-style prisons, claimed a fellow from a "Kurdish think tank" in the United States.

The Kurds had rebelled against the Turks, reminded another expert in Germany. By invoking self-determination, Kurds were attempting to establish their own, ethnically defined country, the one they had been cheated out of by European powers at the end of World War I and the collapse of the Ottoman Turkish state.

Still, where were the other Kurds, especially those who can speak, read and write in their own tongue? Where, for example, were the Pesh Merga fighters, gallant in their baggy pants and cummerbund belts, associated with the Northern Iraqi Kurdish leaders Massoud Barzani and Jalal Talabani? They were fighting alongside the Turks in those areas of Northern Iraq outside of their control, in an effort to evict the PKK from the region.

The Kurds of Syria and Iran were also nowhere to be seen or heard, perhaps because both groups have been plowed, however imperfectly, into the national ideology of the countries where they live.

And where were the voices of those Kurds who ended up in the Caucasus region of the former Soviet Union? The vast majority of them are scattered in dismal refugee camps among the nearly 1 million "internal displaced people" in the post-Soviet republic of Azerbaijan. They were ethnically cleansed from their native homes by Armenia during the war over Nagorno-Karabakh.

What is notable about this little-known Kurdish tragedy is that the

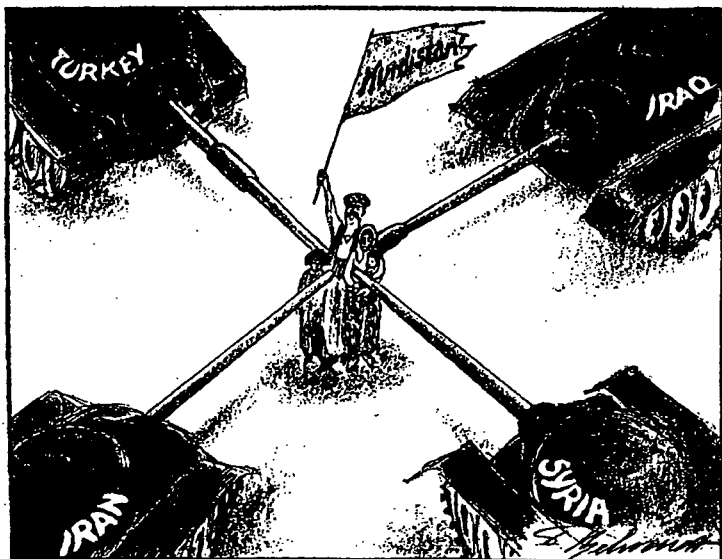
PKK and other European Kurds seen demonstrating over Mr. Ocalan's arrest played an active role in the cover-up of the Caucasus Kurds' disaster at the hands of the Armenians, the price, it would seem, for continued Armenian support in Europe, and the United States, for the anti-Turkish, Kurdish cause.

While hardly perfect, official Turkey's means of dealing with its domestic Kurds — including about one-third of its Parliament and three former presidents, among them the late Turgut Ozal — has improved vastly over the past decade, partly, if not largely, in response to Mr. Ocalan and his PKK. Most of the protesting diaspora Kurds in Europe would not recognize the country they fled a decade or more ago. They remain frozen in time.

The vast majority of Kurds, like those fallen soldiers who served in the Turkish military and fought the PKK, are an intimate if sometimes problematic part of the demographic landscape that is Turkey.

As for the protesting diaspora Kurds, they are increasingly a marginalized group of losers, who, aided by a Western media culture that relies on black and white answers to complex questions, might have been able to usurp the communal identity of the Kurdish people temporarily, but whose long-term claim to being the hearth keepers of Kurdishness is tenuous indeed.

Mr. Goltz, author of "Azerbaijan Diary: A Rogue Reporter's Adventures in an Oil-rich, War-torn, Post-Soviet Republic," contributed this comment to the Los Angeles Times.



By Behrendt in De Telegraaf (Amsterdam), C&W Syndicate.

INTERNATIONAL
HERALD
TRIBUNE,

MARCH 4, 1999

A Fierce Struggle for Water Drives All the Players in the Kurdish Conflict

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — The recent capture of the Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan has focused new attention on the war he has waged against the Turkish Army for 14 years.

In recruiting fighters and supporters, Mr. Ocalan has fed on the resentment that many Kurds feel over what they see as the government's discrimination against them. But he could never have built such a potent force without a lot of help from other countries.

There are many reasons Mr. Ocalan found foreign supporters for his bloody rebellion against Turkish rule, and many reasons that Ankara has resisted his rebellion so fiercely. Some are found in history, others in psychology, and still others in geopolitics.

lurking behind them all, however, is water.

For more than a decade until last October, Mr. Ocalan lived semiclandestinely in Syria, and the Syrian government gave him money, arms and political cover. Iraq also helped him, allowing him to build bases along the Iraqi-Turkish border.

Neither Syria nor Iraq were embracing his cause out of any love for Kurds; on the contrary, governments in both countries have fiercely repressed their Kurdish populations.

Syria and Iraq want water from rivers that spring from Turkish soil. Turkey has given them what it considers ample amounts of water but rejects what it calls their "unacceptable claims."

They have supported Mr. Ocalan's guerrillas as a way of applying pressure on Turkey to give them more water.

The Tigris and Euphrates rivers created the "Fertile Crescent" where some of humanity's first civilizations emerged. Today, they are immensely important resources, politically as well as geographically.

Through a system of dams in its southeastern provinces, Turkey controls the flow of the rivers and is determined not to give up its control. That is one important reason that Turkish leaders have so resolutely refused to grant any au-

tonomy to the Kurdish region, which straddles both rivers.

Few if any countries understand the growing importance of water as fully as Turkey does. In one of the world's largest public-works undertakings, Turkey is spending \$32 billion on the Southeast Anatolia Project, a complex of 22 dams and 19 hydroelectric plants spread over a region about the size of Austria.

Its centerpiece, the Ataturk Dam on the Euphrates River, has been completed. In the reservoir that has built up behind the dam, sailing and swimming competitions are being held on a spot where for centuries there was little more than desert.

When the project is completed, perhaps in the next decade, it is expected to increase the amount of irrigated land in Turkey by 40 percent and provide one-fourth of the country's electric power.

Planners hope this can improve the standard of living of 6 million of Turkey's poorest people, most of them Kurds, and thus undercut the appeal of revolutionary separatism.

It will also deprive Syria and Iraq of resources those countries believe they need — resources that Turkey fears might ultimately be used in anti-Turkish causes.

The region of Turkey where Kurds predominate is more or less the same region covered by the Southeast Anatolia Project. Giving that region autonomy by placing it under Kurdish self-rule could weaken the central government's control over the water resource that it recognizes as a keystone of its future power.

There are other ways Turkish leaders are using their water as a tool of foreign as well as domestic policy.

Among their most ambitious new projects is one to build a 50-mile (80-kilometer) undersea pipeline to carry water from Turkey to the parched Turkish enclave of Northern Cyprus.

The pipeline will carry more water than Northern Cyprus can use, and foreign mediators are hoping the excess water can be sold to the ethnic Greek republic on the southern part of the island as a way of promoting peace.

It is no accident that President Suleyman Demirel of Turkey is a water

engineer by profession and entered public life as director of the State Waterworks Administration. His background and that of his classmate in engineering school, the late President Turgut Ozal, have done much to make Turkey so water-conscious.

Both men vigorously supported the Southeast Anatolia Project in the 1980s, even though Western countries, including the United States, refused to provide loans or credits for it because they did not want to alienate Arab countries.

One of the most important developments in the Middle East in the past 20 years has been the emergence of a strong partnership between Turkey and Israel. Both countries have much to gain from it. Israel is thirsting for water, and Turkey is overflowing with it. Studies are now under way to see whether tankers, pipelines or other means can be used to send Turkey's water to its new Israeli friends.

Not coincidentally, the basis for the Turkey-Israel partnership was laid when Mr. Demirel headed the Turkish government and another water engineer, Yitzhak Rabin, was in power in Israel. "If we solve every other problem in the Middle East but do not satisfactorily resolve the water problem, our region will explode," Mr. Rabin once said.

Other Middle Eastern leaders have agreed. The late King Hussein of Jordan asserted that conflicts over water "could drive nations of the region to war."

Countries that control water are likely to be the big winners of the future. Turkey is among them. Its policies have for years been shaped by a desire to use water to achieve political aims, and the policies are beginning to pay off.

"Water has been used as a means of pressure, for example the Syrians sponsoring Kurdish separatism because they want more water," said Ishak Alaton, a Turkish businessman whose company has won the contract to build the water pipeline to Cyprus and is conducting a feasibility study for a pipeline to Israel.

"It can also be used for peace, as we are hoping in Cyprus," Mr. Alaton said. "You can't overstate its importance. I firmly believe that just as the 20th century was the century of oil, the 21st century will be the century of water."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, MARCH 2, 1999

Turkey Plans Development For Battered Kurdish Area

The Associated Press

ANKARA — Prime Minister Bulent Ecevit on Monday unveiled details of a new \$90 million development plan for the country's war-battered southeastern provinces.

He said it was time to heal wounds and improve living conditions in the Kurdish-dominated region.

Since the Feb. 15 capture of the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan, whose supporters have waged a 15-year battle for Kurdish autonomy, the government has stressed the need for development of

the southeast.

This is by far the country's poorest region.

The plan is expected to take effect in the next few days.

It calls for low-interest, long-term loans, cheap energy and tax exemptions to encourage investment in 26 eastern and southeastern provinces.

For years, the government has been blaming Mr. Ocalan's rebel army, the Kurdish Workers Party, for the poverty in the region.

Mr. Ecevit repeated the accusation

Monday.

He told reporters that separatist rebels had "sabotaged every service, every investment" in the region.

Kurdish activists say desperate conditions helped spur their fight for autonomy.

Under the plan, the government aims to spend 10 trillion Turkish lira (\$28.5 million) this year and 20 trillion lira next year on economic development in the region.

Extra funds for education, health and vocational training are included in the package.

Also included are grants to encourage hundreds of thousands of displaced Kurdish villagers to return to their homes.

Both Turkish troops and Workers Party guerrillas have emptied whole communities suspected of providing support to the other side.

Mr. Ecevit said more than 1,000 families were expected to return to their villages this year.

Meanwhile, more violent incidents attributed to supporters of Mr. Ocalan were reported.

The Anatolian News Agency said 17

people were hurt in a grenade attack Sunday night at a coffeehouse in Istanbul.

In another attack, seven parked and empty Istanbul city buses were fire-bombed.

Mr. Ocalan was captured by Turkish agents in Kenya last month.

He remains in prison on treason charges and could face the death penalty if convicted.

No trial date has been set.

Strong Left Jab / And No Punches Pulled

Italy's Reform-Minded Leader Doesn't Waste Time on Charm

By Alessandra Stanley
New York Times Service

ROME — On his first vacation as Italy's prime minister, Massimo D'Alema took his family on a private visit to New York over Christmas.

His children wanted to see the Broadway musical "Cats" and the toy store FAO Schwarz. Mr. D'Alema, a former Communist, wanted to see what the world's leading superpower has to offer, so he also went to eat at the TriBeCa Grill, the trendy downtown restaurant.

"It was nothing special," he said with a shrug. He then explained that there are only three cuisines in the world: French, Italian and Chinese. Italy, he said, was most important because it had given civilization its first real "proletarian dish," pizza. Pressed, Mr. D'Alema conceded that he had eaten well at one place in New York, Asia de Cuba, a Cuban-Chinese restaurant in midtown Manhattan.

Mr. D'Alema, who will turn 50 in April, became the first former Communist to lead a Western European government in October, and he underlines the word "former." But even in small talk he retains a trace of 1970s leftist hauteur.

Fiercely intelligent, confident and direct, the prime minister is also quite free of easy charm. As he himself recently confessed to a television talk show host, "As a child, I was *antipatico*," using an Italian word that means displeasing.

Like Socialist leaders now in power in Germany, France and England, Mr. D'Alema has distanced himself from the most ideological extremes of his party and recast himself as a moderate. So far, his economic and foreign policies have mirrored those of his predecessor, Romano Prodi, a centrist.

Mostly, Mr. D'Alema differs from the affable Mr. Prodi in background and personality. Mr. D'Alema's churlish assessment of American cuisine, delivered during an informal chat with foreign journalists in January, may have also been colored by his mood at that moment. At the time, the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan was in Italy and seeking political asylum there.

Mr. D'Alema was under intense pressure from Turkey and the United States to turn him over for trial in Turkey. The Ocalan affair was his first real foreign policy test as prime minister, and also his first taste of how the United States can squeeze an ally.

Mr. D'Alema refused to extradite Mr. Ocalan on the grounds that Italian law forbids the extradition of prisoners to countries with death penalties. The United States reacted harshly at first, then backed off publicly and switched to nagging private diplomacy. Turkey threatened economic boycotts and worse.

Mr. D'Alema, who is sympathetic to the Kurdish cause, initially suggested Italy might grant Mr. Ocalan political asylum. The United States, Turkey and his many political opponents at home bludgeoned him for it, and Mr. D'Alema began searching for other solutions.

Germany, which feared a blowup within its large Turkish and Kurdish minorities, refused to take him, even though Germany had outstanding warrants for his arrest. Hopes for an international trial dried up under Turkey's opposition. Italy finally asked Mr. Ocalan to leave in mid-January, and he ended up under Greek protection in Kenya. Turkish commandos captured him there, and he is now in a Turkish prison awaiting trial.

Mr. D'Alema, who sought a principled approach but eventually had to bow to realpolitik, views the episode as a learning experience—but for the United States and Europe, not for himself.

"If we defend the rights of the Albanians in Kosovo, and rightly so, then I think we have to also defend the rights of the Kurdish minority," he said in an interview in his office last week. He said he would raise the issue of Kurdish rights with President Bill Clinton at their first official meeting, in Washington on Friday. "We cannot split up Turkey, but there are other national issues there which must be addressed by the West, by the United States and Europe together," he said.

But foreign policy is not the most urgent problem on the prime minister's agenda. Mr. D'Alema, who came into office pledging to reduce Italy's unemployment rate, which in some areas of the south is about 23 percent, is facing many hurdles.

Italy's economy in 1998 showed the slowest growth rate in Europe: 1.4 percent instead of the 2.5 percent goal the Prodi government set when Italy agreed to adopt the new European currency, the euro.

Mr. D'Alema has made it his mission to reform the chaotic and chronically unstable Italian electoral system and create a two-party system. He faces opposition from the conservative right wing, and even his allies are not exactly on board.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

MARCH 5, 1999

This month, Mr. Prodi created his own center-left party, which is likely to further splinter the left.

Mr. D'Alema is the first Italian prime minister to hold weekly news conferences. Yet his relationship with the Italian press is not exactly cozy. One of his closest aides, Fabrizio Rondolino, his media adviser, was forced to resign last month after steamy accounts surfaced of Mr. Rondolino's newly published erotic novel.

Mr. D'Alema accepted his resignation but also attacked the "vulgarity" of the Italian media. Italian newspaper columnists paint Mr. D'Alema as arrogant and remote, but they have also attacked him for recent appearances on popular television shows intended to warm up his image.

Mr. D'Alema says the media assaults are the result of his unstinting honesty. "Perhaps mistakenly, I have always said what I thought," he explained.

But Mr. D'Alema is also heavily scrutinized for his Communist past. His parents were Communists, and his father was a high-ranking party official. As a child, Mr. D'Alema was sent to Soviet summer camp at Artek, the Soviet Union's most prestigious international "pioneer" camp on the Black Sea.

He mostly spoke French to fellow campers, he recalled. "At the time, it was the international language of choice." (Mr. D'Alema now studies English during his lunch breaks, in an effort to improve his communication skills at NATO meetings and summit sessions of the Group of Seven leading industrial nations).

He was the head of the Young Communist League in the 1970s, and edited *L'Unita*, the Communist Party newspaper, from 1988 to 1990. In 1991, against the backdrop of the collapse of the Soviet Union, the Italian Communists splintered, and Mr. D'Alema left to form a non-Marxist party, the Democrat Party of the Left.

Mr. D'Alema, whose trip will be his fourth to the United States, said he is not anti-American, but he acknowledged that he sees the United States through the eyes of a leftist European intellectual.

And that includes a dim view of American popular culture.

But he admits being surprised by the success in America of the Italian movie "Life Is Beautiful," about the Holocaust.

"I never would have imagined it," he said. "It improved my image of the United States, the fact that this film could be successful there, because it is a film that forces one to think."

Abdullah Öcalan accuse son ex-épouse d'avoir commandité l'assassinat d'Olof Palme en 1986 à Stockholm

ANKARA. Le chef rebelle kurde Abdullah Öcalan a accusé son ex-épouse, aujourd'hui réfugiée en Suède, d'avoir ordonné l'assassinat de l'ancien premier ministre suédois Olof Palme, selon le quotidien populaire turc *Sabah* qui a cité, samedi 27 février, les « confessions » du chef du PKK. « L'assassinat d'Olof Palme a été ordonné par mon ex-épouse, Kesire, selon les informations qui m'étaient parvenues après l'attentat », a dit le chef kurde lors de son interrogatoire par des magistrats dans la prison de l'île d'Imrali, en mer de Marmara, où il est détenu.

Olof Palme avait été tué en février 1986 à Stockholm à la sortie d'un cinéma et son meurtre n'a jamais été élucidé. L'ancien bras droit d'Abdullah Öcalan, Semdin Sakik, qui comparait depuis juin 1998 devant la justice turque, avait affirmé en avril 1998 que l'assassinat d'Olof Palme avait été l'œuvre du PKK, dans des « confessions », publiées par le même quotidien.

En Turquie, dix-sept personnes ont été blessées dans l'explosion d'une grenade, dimanche 28 février, dans un café du quartier d'Esenler à Istanbul, rapporte, lundi 1^{er} mars, l'Agence anatolienne de presse. La Turquie est le théâtre de violences sporadiques depuis la capture, le 15 février à Nairobi, d'Abdullah Öcalan. — (AFP, Reuters.)

Le programme humanitaire en Irak pourrait être révisé

BAGDAD. L'ONU va devoir revoir la mise en œuvre du programme humanitaire en Irak si les frappes aériennes américaines et britanniques, quasi quotidiennes dans le nord et le sud du pays, devaient s'intensifier, a déclaré, lundi 1^{er} mars, le coordonnateur du programme humanitaire de l'ONU, Hans von Sponeck. « Si la fréquence et les dégâts civils continuaient et augmentaient, nous devrions revoir » les activités de l'ONU, a dit M. von Sponeck, qui est chargé de la mise en œuvre du programme « pétrole contre nourriture » permettant à l'Irak de vendre son pétrole pour acheter des biens de première nécessité.

Lundi, un Irakien a été tué et neuf autres blessés lors d'une nouvelle série de bombardements américains et britanniques, sur des « objectifs civils et militaires » dans le nord de l'Irak, notamment un tronçon de l'oléoduc irako-turc, a annoncé l'agence officielle irakienne INA. C'est la deuxième attaque américaine contre l'oléoduc irako-turc, dont le fonctionnement a été interrompu après un bombardement dimanche. — (AFP)

«L'arrestation d'Abdullah Öcalan a porté la question kurde sur le devant de la scène internationale»

Jean-Paul Bret est intervenu à l'Assemblée nationale mardi 2 mars 1999 dans le cadre des questions d'actualité. Il a interrogé Hubert Védrine, ministre des affaires Étrangères, sur les actions envisagées par la France en liaison avec ses partenaires européens, pour enjoindre la Turquie à respecter les droits de l'Homme, les conventions européennes et les libertés fondamentales.

Nous publions le texte de son intervention et de la réponse du ministre :

M. Jean-Paul Bret - L'arrestation d'Abdullah Öcalan a informé le monde entier des exactions commises à l'encontre du peuple kurde par les autorités turques. Depuis les années 1990, les Kurdes de Turquie sont victimes d'une répression sans mesure du fait qu'ils aspirent à vivre libres, à utiliser leur langue, à faire état de leur Culture; 4 000 villages rasés, 4 500 intellectuels et militants assassinés, 3 millions de personnes déplacées. Tel est le bilan de la politique d'Ankara.

Diyarbakir, Kars, Erzerum, à forte population kurde, vivent sous le joug de

l'armée. Pour ceux qui ont écouté les témoignages sur le génocide arménien, le nom de ces villes rappelle un funeste passé. C'est de là qu'en 1915 sont partis les convois de déportation. C'était il y a 84 ans. Rien ne semble avoir changé dans la manière dont les autorités turques considèrent leurs minorités.

La situation au Kurdistan est grave. Le 26 février les avocats d'Abdullah Öcalan ont suspendu la défense de l'accusé, compte tenu des pressions qu'ils subissent. Les observateurs internationaux ont été interdits de séjour. De toute évidence, le procès du chef du PKK sera truqué comme sont manipulées les informations en provenance de l'État turc.

Je vous demande solennellement, Monsieur le ministre, ce que compte faire la France, en liaison avec ses partenaires européens, pour enjoindre à la Turquie de respecter les droits de l'homme, les conventions européennes, et les libertés fondamentales. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste).

M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères - Après concertation étroite avec nos partenaires européens, nous pensons qu'il ne faut pas confondre le cas de M. Öcalan, le problème du PKK, la question kurde en général et le problè-

me plus vaste des droits de l'homme et de la démocratie en Turquie. Des l'arrestation de M. Öcalan j'ai été le premier ministre des affaires étrangères en Europe à appeler la Turquie à respecter toutes les procédures démocratiques et à demander le respect de l'État de droit.

Avec les autres ministres, à Luxembourg le 22 janvier, nous avons fait un communiqué très précis prenant note des assurances données par le gouvernement turc quant au déroulement du procès. J'ai entendu ce que vous en pensiez. Nous serons bien sûr très vigilants. Nous avons rappelé au nom des Quinze notre opposition stricte à la peine de mort. Nous avons rappelé aussi que l'Union européenne a toujours condamné les formes de terrorisme que le PKK a employées, pour bien distinguer ce procès et les droit des Kurdes en général.

La France et l'Europe ont donc pris position nettement et rapidement. Nous restons vigilants sur le déroulement du procès (Quelques applaudissements sur les bancs du groupe socialiste).



5 MARS 1999

KURDISTAN

L'Union Démocratique Bretonne s'élève contre les méthodes utilisées par la Turquie pour s'emparer de la personne du leader kurde Abdullah Ocalan, méthodes qui relèvent plus du gangstérisme que de l'action diplomatique normale.

Elle déplore que dans ces circonstances les pays membres de l'Union Européenne aient été incapables de définir une politique constructive et se soient rangés derrière les USA, suzerains et protecteurs du régime turc.

Elle estime que l'enlèvement d'Ocalan ne résout absolument rien et qu'il risque au contraire d'entraîner des actions beaucoup plus dures, comparables à celles de certaines organisations palestiniennes dans les années 70. Le drame qui vient de se produire à Berlin n'en est malheureusement qu'une triste illustration.

Elle considère qu'il est urgent pour l'Union Européenne, comme pour la communauté internationale, de reconnaître le droit à l'existence et à l'identité des trente millions de Kurdes.

Alors que tes gouvernements occidentaux s'entendent pour

jeter l'opprobre sur Ocalan, l'UDB s'étonne de leur silence devant les dénis continuels de démocratie des autorités turques qui arrêtent, torturent ou assassinent aussi bien les militants kurdes que les militants démocrates et progressistes. L'UDB rappelle que sont maintenus en prison des députés kurdes, condamnés uniquement pour des paroles prononcées à l'Assemblée. Parmi ces députés il y a Leyla Zana, au procès de laquelle avait assisté en 1994 Ségolène Royal, alors que le P.S. était dans l'opposition. Le silence du gouvernement Jospin n'en est aujourd'hui que plus assourdissant.

La petite guerre américano-britannique contre Saddam Hussein

À QUOI jouent les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en Irak ? Depuis la fin de l'opération dite « Renard du désert », le 20 décembre 1998, leurs aviations se livrent, quotidiennement ou presque, à des bombardements de positions irakiennes, présumées être des sites de défense antiaérienne, dans les deux zones d'exclusion imposées à Bagdad au sud du 33° et au nord du 36° parallèle. Washington et Londres justifient ces tirs par les menaces que représenteraient les défenses irakiennes pour les appareils en patrouille dans ces zones - dont Bagdad n'a jamais reconnu la légalité et qu'il s'est juré d'interdire aux avions « ennemis ».

A ce rythme, il ne devrait bientôt plus rester aux mains des Irakiens une seule arme de défense antiaérienne. A moins que le régime irakien ait pris soin d'en retirer des zones concernées. Au moins dans deux circonstances, les tirs ont touché des objectifs civils : un faubourg de Bassorah dans le sud et l'oléoduc irako-turc dans le nord du pays. Les autorités irakiennes font par ailleurs régulièrement état de victimes au sein de la population.

Lundi 1^{er} mars, le responsable du programme humanitaire des Nations unies en Irak, Hans von Sponeck, a averti que ledit programme,

plus communément connu sous l'appellation « Pétrole contre nourriture », pourrait être affecté par les bombardements. Ces derniers mettent en danger la vie des personnels des Nations unies chargés de sa mise en application, limitant leurs déplacements et l'efficacité de leur mission. Si la formule « Pétrole contre nourriture » devait être handicapée par les pilonnages, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne saperaient, avant même sa mise en œuvre, leur propre projet de déplaçonner les ventes de pétrole consenties à l'Irak pour qu'il puisse subvenir aux besoins élémentaires de sa population. Ce plafond est aujourd'hui fixé à 5,2 milliards de dollars par semestre mais, en raison du délabrement de ses installations pétrolières, Bagdad n'est pas en mesure de l'atteindre.

LE SILENCE DE L'ONU

A quoi rime donc la guerre d'usure que Washington et Londres livrent à l'Irak depuis plus de deux mois ? L'objectif est-il d'affaiblir le potentiel militaire irakien, comme lors de l'opération « Renard du désert » ? Ce qui est sûr, c'est que ces pilonnages ne résoudront pas le problème de l'élimination des armes de destruction massive de l'Irak, principal objectif des Nations unies dans ce pays. Ils n'empêcheront pas non plus, en l'absence de toute inspection ou de système de contrôle international, Bagdad de se réarmer s'il le souhaite. En leur imprimant une grande régularité et en les maintenant dans les limites d'un « conflit de faible intensité », les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont réussi à banaliser ces pilonnages. Le silence

du Conseil de sécurité de l'ONU est assourdissant. Les Etats arabes sont divisés sur la manière de réagir à l'affaire irakienne. La presse à travers le monde n'accorde plus qu'une place très relative à la mini-guerre dont le territoire irakien est le théâtre.

Couplés au projet d'aider certaines formations de l'opposition à renverser le président Saddam Hussein - en vertu de l'Irak Liberation Act, récemment voté par le Congrès, qui consacre 97 millions de dollars (88 millions d'euros) à cette fin -, les bombardements américains et britanniques pourraient avoir pour but de mettre la pression sur le régime et de le déstabiliser. La partie n'est pas gagnée d'avance, Bagdad ayant pris ses précautions.

Dès l'opération « Renard du désert », les autorités irakiennes ont divisé le pays en quatre zones militaires confiées à des hommes de confiance et à poigne chargés de mater toute velléité d'insurrection civile, mutinerie ou révolte militaire. A en croire au moins deux formations de l'opposition, le Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak de l'ayatollah Mohamad Baqer El Hakim et le Parti communiste, plusieurs militaires, dont des officiers, ont été exécutés ces dernières semaines pour insubordination.

Une révolte populaire chiite, dont l'ampleur semble avoir été exagérée par l'opposition, a récemment eu lieu, après le meurtre de l'un des plus importants chefs religieux de cette communauté, l'ayatollah Mohamad Sadek El Sadr. La révolte, spontanée, a été violemment réprimée par les troupes

d'élite. La parade mise en place par le président irakien aux desseins supposés ou réels de Washington semble avoir été - jusqu'à maintenant - efficace.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne naviguant à vue en Irak depuis huit ans, le risque est grand que le harcèlement auquel ils soumettent actuellement ce pays soit un pari de plus, dont l'issue est loin d'être garantie, une sorte de coup de dés dont ils espèrent qu'il entraînera la chute du président irakien. Un livre très documenté, récemment paru aux éditions First, *L'Enigme Saddam*, est éloquent sur les bricolages de l'administration et de la centrale de renseignements américaine (CIA) en Irak depuis 1991.

La seule politique « vigoureuse et cohérente » des administrations successives américaines, écrivent les auteurs, les journalistes britanniques Andrew et Patrick Cockburn, fut celle des sanctions, dont le peuple irakien aura en définitive été la principale victime. Les divergences de vues entre l'administration et la centrale de renseignements et, au sein de cette dernière, entre les antennes de Londres et de Langley notamment, les paris faits sur certaines formations et plus précisément sur des personnalités de l'opposition qui ne représentaient pratiquement qu'elles-mêmes auront conduit, depuis huit ans, à un maintien du statu quo en faveur de Saddam Hussein. Le président irakien, qui avait commis d'énormes erreurs jusqu'à l'expulsion de son armée du Koweït, a su en tirer profit.

Mouna Naim

Le Monde

SAMEDI 6 MARS 1999

Kurd protesters were shot in back by Israeli guards

THE INVESTIGATION into the fatal shooting of four Kurdish protesters in front of the Israeli general consulate in Berlin last month was plunged into controversy yesterday amid German hints that the Israelis lied about the event.

According to German witnesses, the Israeli guards fired at demonstrators as they were fleeing the building. Two of the four victims were shot from behind, say the German policemen who had been on guard.

Israel had always maintained that its guards had fired in self-defence, fearing that the building was about to be stormed by demonstrators enraged by the capture of Abdullah Ocalan, the leader of the Kurdistan Workers' Party.

BY IMRE KARACS
in Berlin

Kurdish newspapers had reported that Israel's secret service, Mossad, had played a role in the affair.

Kurdish protesters occupied several diplomatic missions throughout Europe, smashing furniture and holding some diplomats hostage. Israel has said its guards opened fire in Berlin because the consulate was about to be overrun.

But yesterday, speaking before a committee of Berlin's regional parliament, Hansjürgen Karge, the state prosecutor leading the investigation, said the Israeli account did not tally with statements of German policemen. Due to the "contra-



Abdullah Ocalan: His arrest triggered protests

dictions", he could not confirm the Israeli view that the Kurds were shot in self-defence.

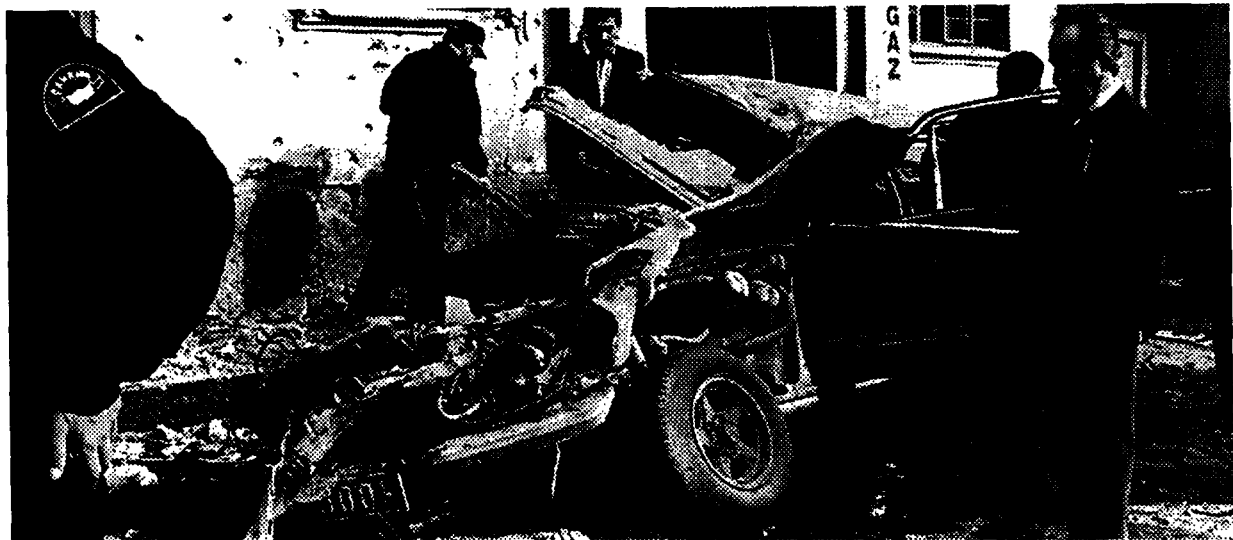
Mr Karge said German police had reported that the two Israeli guards had opened fire

on the crowd outside the building, and not within the consulate, as the Israelis said. While Israel claims its guards shot in the air, or aimed at protesters' legs, Mr Karge confirmed that two of the victims were hit in the head by bullets.

Mr Karge did not dispute the claim that self-defence must have played some role, in view of the violent nature of the protest. "But prosecutors cannot definitively say whether this was true for the whole sequence of events," he added.

Although the Greens in Berlin have called for a commission of inquiry, there is little chance of a full investigation, as the guards enjoyed diplomatic immunity and both have returned to Israel.

THE INDEPENDENT
★ ★ Friday 5 March 1999



The Associated Press

Officials inspecting the car-bombed hulk of Governor Cevik's vehicle Friday in Cankiri, north of Ankara.

Kurd Rebels Urge 'Any Means' to Keep Up Fight

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Although the Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan is reportedly cooperating with interrogators and begging for mercy at his island prison, his guerrilla group pledged Friday to continue and intensify its war.

In a statement issued by its political wing, the separatist Kurdistan Workers Party said it was determined to "mobilize the party, masses, armed forces and political resources for a victory offensive that recognizes no rules."

"Strike at the enemy with any means you can find," the party urged its militants. "Let us target the enemy everywhere and anywhere."

The statement said that about 350 members of the party had recently met in "northern Kurdistan," a term it uses to describe southeastern Turkey, and had decided to continue and intensify its armed campaign. It also called on Kurds in Western Europe and elsewhere to begin "mass actions."

Since Mr. Ocalan was captured last month, his guerrilla movement has faced a leadership crisis. Mr. Ocalan had

held almost all power to himself, and there is no immediately evident successor. It was not possible to determine whether the statement issued Friday reflected the sentiment of the movement as a whole.

The guerrillas took responsibility for the suicide bombing of a police station in the provincial capital of Batman on Thursday. Four people were wounded in the attack and the bomber, a woman, was killed.

In another bomb attack, the governor of the province of Cankiri, Ayhan Cevik, was severely wounded Friday and three people including a 14-year-old girl were killed. Kurdish guerrillas, however, were not believed to be responsible. A leftist group called the Turkish Peasants' and Workers' Liberation Army, which had been threatening to kill Mr. Cevik for years, claimed responsibility.

Interrogators continued to question Mr. Ocalan. He reportedly told investigators that hundreds of his fighters were trained at camps "just outside Athens." He also reportedly said he had received arms from Iraq and Syria, and that Italy, where he was sheltered for several weeks before his arrest, "gave us the plastic land mines we call 'ankle cutters.'"

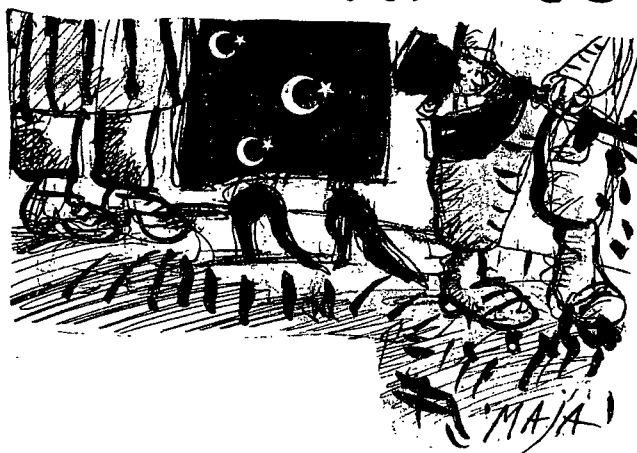
NOUS allons tuer et mourir », crient les jeunes garçons. Entassés dans des voitures qui tournent, klaxons hurlant, autour de la grande place du centre d'Istanbul, ils font, avec les doigts de la main, le signe de ralliement des « Loups gris », l'organisation d'extrême droite. Ils fêtent leur départ pour le service militaire. Demain, peut-être, ils seront dans le Sud-Est, où les combats continuent entre l'armée régulière et les séparatistes kurdes. Pour tuer et pour mourir. Au moment où le soleil se couche sur le Bosphore, illuminant de rouge la Corne d'Or, alors, la sale guerre vient troubler la joie d'exister de la « reine des cités ».

« Ils ne savent pas ce qu'ils disent ! » : Tansu, vingt-cinq ans, étudiante en droit, regarde avec un triste sourire la bande de gamins enivrés. Elle est pourtant loin d'être gauchiste et abhorre tout ce qui peut ressembler au PKK, l'organisation séparatiste. L'arrestation de son chef, Abdullah Öcalan, le 16 février à Nairobi, l'a « remplie de joie, comme tout le monde ». Cette « modern turkish woman » - c'est elle qui parle - s'affirme musulmane, mais d'une religion réduite à l'essentiel : « Je crois en Dieu mais ne suis pas pratiquante. » Laïque, républicaine, elle lutte pour les droits de l'homme et interroge, faussement ingénue : « Dans ce domaine, n'avez-vous pas quelques problèmes avec votre Le Pen ? » Elle en revient toujours à Atatürk, le père de la Turquie moderne, dont elle répète un des slogans : « Paix au monde et paix à la Turquie ! » On la sent ouverte à toutes les discussions, toutes les remises en cause. Sauf sur trois points : il n'y pas de différence entre les Turcs et les Kurdes, la Turquie est une et indivisible, on ne discute pas avec les « terroristes ». Pourtant, au fil de la conversation, son intransigeance s'effritera, même sur ces certitudes. Elle dit : « Il faut absolument que le procès d'Öcalan soit le plus juste possible et j'espère qu'il ne sera pas exécuté. »

« S'il n'est pas pendu, le peuple se révoltera » : répond Mehmet, vingt-huit ans, qui vend des appareils de chauffage. Opposé à la violence des « Loups gris », il admet que « certaines de leurs idées sont bonnes ». Lesquelles ? « Leur nationalisme et puis leur opposition à toute division du pays. » D'une voix calme, parfois même en souriant, il assène quelques-unes de ses terribles certitudes : 99 % des Turcs « vomissent » désormais une



Instantanés turcs



La Turquie est une et indivisible, disent les autorités d'Ankara, grisées par l'arrestation d'Abdullah Öcalan. Derrière cette homogénéité érigée en dogme, vit un pays multiple, contradictoire, fragile

Europe qui écrase leur pays ; les Kurdes ne veulent pas l'autonomie et ceux qui la veulent « n'ont qu'à aller vivre au Kurdistan russe ». La responsabilité de tout cela incombe aux ennemis de la Turquie qui veulent diviser le pays ; le prétendu génocide des Arméniens n'est qu'une histoire inventée par les historiens anglais, « il fallait bien que la Turquie se défende contre des gens qui aidaient nos ennemis ». Et toujours, cette interrogation : pourquoi tant nous en vouloir ?

Ishak et Mustafa ont un point commun : leur ressentiment à l'égard de l'administration de leur pays. Le premier, patron d'Alarko, une des cinq plus grandes holdings du pays, dénonce cette bureaucratie de près d'un million de personnes, qui règne sur la Turquie. « Ce sont des citoyens de première

classe, et nous souffrons d'une animosité palpable entre le peuple et cette minorité protégée. » « J'aimerais avoir plus de droits, dit simplement le second, livreur dans une entreprise, pour me faire soigner, pour avoir des papiers à l'hôpital, c'est toujours impossible. » Timide, il laisse entendre que, s'il est musulman pratiquant, il trouve inutile le port du voile pour les femmes et de la barbe pour les hommes. Lui non plus n'accepterait pas qu'Öcalan soit gracié, « en mémoire de tous mes amis tués par le PKK lorsque je faisais mon service militaire dans le Sud-Est ». Il préfère que son nom n'apparaisse pas dans les journaux.

« Non seulement, je vous autorise à me citer, mais je le souhaite vivement ! » : dans un pays où tout se dit, mais sous couvert de l'anonymat le plus strict, Ishak Alaton ne met pas ses opinions dans sa poche. « Les libéraux, explique cet homme aux cheveux blancs, dont la famille a quitté l'Espagne en 1492 pour s'établir à Istanbul, doivent avoir le courage de s'exprimer au grand jour. S'ils ne le font pas, alors qu'ils ne s'étonnent pas de voir les forces oppressives museler toute forme d'expression libre ! »

Ishak Alaton a débuté comme soudeur en Suède avant de faire fortune. Son bureau, au dixième étage d'un ancien hôpital d'Istanbul, a été pendant vingt ans la chambre du père du roi Hussein de Jordanie, soigné pour une maladie mentale. Sur sa bibliothèque, les œuvres de Karl Marx voisinent avec une biographie de Margaret Thatcher. « La Turquie, expliquait-il dans un français parfait, n'a jamais évolué vers une forme de démocratie, comme on l'entend en Europe. Ici, la démocratie, ou plutôt son apparence, fonctionne comme une pièce de théâtre, un jeu de chaises musicales. »

PLANANT au-dessus de ce théâtre d'ombres, il y a l'Etat, une forme amorphe, omnipotente et omnipotente, à laquelle les hommes politiques ont abandonné toutes leurs responsabilités. « La France, ironise-t-il, a sa part de responsabilités dans l'exacerbation de ce système jacobin. L'homme d'affaires évoque l'arrestation d'Abdullah Öcalan : « Tout le monde est d'accord pour faire la différence entre le terrorisme et les droits culturels des différents groupes du pays ; j'ai le droit de me dire Turc de religion israélite, pourquoi un Kurde ne se dirait-il pas Turc d'origine kurde ? Non, aujourd'hui, il n'y a pas de Kurdes ! » Ce qui semble le plus irriter Ishak Alaton, c'est que ces

évidences soient partagées par un grand nombre de Turcs – « même des militaires très haut placés, qui estiment aussi qu'il faut une "relaxation" du système » –, mais que personne n'ose le dire. « Le courage politique, conclut-il, serait de forcer le pouvoir à bâtir une nouvelle Constitution, car la nôtre n'est plus applicable. »

Gürbüz Capan, maire d'Esenköy, une commune populaire d'Istanbul, n'hésite pas non plus à remettre en cause cette religion de l'Etat, « qui a toujours raison ». Surnommé par ses amis « le Cohn-Bendit turc », il a réussi à réaliser une opération de rénovation de près de 15 000 logements dans sa commune. « J'étais seul contre tous, dit cet homme au costume strict et à la chevelure noire, la mafia m'a attaqué, les médias aussi, mais j'ai tenu bon : dans ce pays, avec les lois en vigueur, on peut faire beaucoup de choses, mais ce qui est grave, c'est que ces lois sont mal ou pas appliquées. » « Je n'aime pas Öcalan, mais il a droit à une défense digne de ce nom. Un avocat qui défend un meurtrier n'est pas un violeur, un avocat qui défend un terroriste n'est pas un terroriste. »

Hirant Dink, directeur d'un hebdomadaire, écrit en turc et en arménien, et très influent chez les 80 000 Arméniens qui vivent encore ici, prévient d'emblée : « Nous sommes de cette terre et nous nous sentons étrangers en Europe ou aux Etats-Unis. » Son diagnostic du « mal turc » est particulièrement pénétrant : « Le peuple turc rencontre de graves problèmes en ce moment, le problème kurde, le problème islamiste. Pourtant, le plus important, c'est celui de la démocratie. Pour ces trois grands sujets, nous souffrons de la même manière que les Turcs ; Personnellement, en tant qu'individu, chacun, ici, est libre de voyager, de parler, de gagner de l'argent, bref de profiter de la démocratie, autant qu'elle existe, mais dès que cet individu forme une communauté, alors il n'est plus aussi libre. Tout le monde dit que la Turquie est une mosaïque, or c'est plutôt un bloc de granit. Mais attention, lorsque le granit tombe il se brise, alors que la mosaïque ne se brise jamais. »

Il ajoute : « Dans la vie de tous les jours, nous n'avons aucun problème avec les autres habitants de ce pays, mais en pensant au passé, nous pouvons toujours nous demander ce qui va nous tomber sur la tête. » Öcalan ? « Je n'excuserai jamais le PKK d'avoir pris les armes, si on envisage le XXI^e siècle où l'Etat-nation peut disparaître, il faudra malgré tout

envisager d'être tous ensemble pour mieux vivre. La pensée la plus honteuse, c'est : je ne peux pas vivre avec toi, alors je te tire dessus. »

Assis sous l'une des rares photos d'Atatürk en train de prier, Apdullah Gül, un des dirigeants du Fazilet, le parti islamiste, reçoit dans son confortable bureau d'Ankara. Cet homme rondelet, ancien porte-parole du gouvernement au temps où l'ancien parti islamiste, le Refah, dirigeait la coalition au pouvoir, veut avant tout rassurer. « Nous, islamistes ? Allons ! » A tel point que l'on peut se demander ce qui le sépare des autres formations politiques. Aucune divergence, en tout cas, sur la question kurde où le Fazilet est parfaitement dans la ligne. Quelques réserves apparaissent toutefois lorsque l'on évoque le port du voile ou de la barbe. « Nous ne voulons bien sûr pas imposer ces pratiques, mais nous regrettons malgré tout qu'une fille qui enroule un foulard autour de sa tête ne puisse pas rentrer à l'université ou qu'un professeur portant la barbe ne puisse pas être académicien. » Au siège de la chaîne

homme élégant, pharmacien à Istanbul qui a traduit en kurde Jonathan Livingstone le Goéland, a débuté ses activités politiques en 1990. « J'avais tout pour très bien vivre, mais j'ai trouvé humiliant que nous soyons traités comme des citoyens de seconde zone. Le fait de ne pas pouvoir parler sa langue et ne pas écouter sa musique, c'est une insulte. » Pour lui, avec un Etat démocratique, il n'y aurait pas eu de PKK. Osman est déjà allé cinq fois en prison : « Moi, je n'ai pas été torturé mais on m'insultait, on me crachait dessus. » Son raisonnement a la simplicité de l'évidence : « Le peuple kurde vit depuis 4 000 ans mais nous vivons depuis 1 000 ans avec nos frères turcs. Pourquoi ne pas vivre en paix les uns avec les autres ? Les Européens ont divisé notre peuple et voilà que les Turcs nous disent : "vous êtes turcs", les iraniens, "vous êtes iraniens" et ainsi de suite. Mais ce n'est pas parce que ma langue est différente de la langue turque, ma culture est différente, ma musique est différente, que nous sommes obligés d'être ennemis. » Officiellement, en res-

« Le courage politique serait de forcer le pouvoir à bâtir une nouvelle Constitution, car la nôtre n'est plus applicable »

de télévision – de l'avis unanime, une des meilleures de Turquie –, financée par les islamistes, toutes les secrétaires sont voilées jusqu'aux dents !

Aygün, qui travaille à Istanbul, porte aussi le voile. Elle ne répondra pas à nos questions : « Ce n'est pas le rôle d'une femme. » Son époux est plus loquace. « Le Fazilet ne représente rien pour un pratiquant, il ne peut d'ailleurs avoir de parti religieux dans un pays comme la Turquie, où les lois sont contre la religion. » Pour lui, « la laïcité est incompatible avec l'islam car le Coran ne dirige pas uniquement la prière, mais toute la vie des hommes ». Choqué par le « péché » qui règne à Istanbul, il ne veut rien faire pour le moment pour lutter, mais prévient que d'autres groupes islamistes sont décidés à se battre. Öcalan ? « C'est Dieu qui lui a ordonné de créer le PKK et c'est Dieu qui a voulu qu'il soit arrêté. »

OSMAN ÖZCELİK, un des derniers responsables de l'Hadep, le parti prokurde, à n'être pas (encore) en prison, est né en 1952 dans une famille « royale » qui régnait « sur plus de 20 000 personnes ». Cet

tant dans le cadre de la loi, quelles sont leurs revendications ? « Aucune, car pour l'Etat, il n'y a pas de Kurdes ! Nous ne pouvons que nous taire. »

Les autorités turques participent à ce silence obligé. Impossible pour un journaliste, turc comme étranger, de se rendre dans la région kurde. Impossible aussi de rencontrer, sans leur faire prendre de risques, les Kurdes du quartier de Gazi, dans la banlieue d'Istanbul. « Nous avons l'impression d'être encerclés, raconte Dilan au téléphone, il y a des incidents la nuit et le jour, c'est comme mort. Nous pensons que nous sommes suivis, et qu'un système de caméra vidéo nous espionne. »

Des jeunes enrégés, une étudiante désarçonnée, un homme d'affaires libéral, un Arménien philosophe, un islamiste radical-socialiste, un militant kurde, et tant d'autres. Ils forment la Turquie d'aujourd'hui, loin des clichés réducteurs. Ils sont les citoyens d'un pays dont l'histoire s'écrit en lettres de sang mais se décline en nuances infinies.

José-Alain Fralon
Dessin : Daniel Maja

Khatami in Italy To Break Isolation

His Visit to West Europe Is First By an Iranian Leader Since '79

By Alessandra Stanley
New York Times Service

ROME — Seeking to break his country's isolation, President Mohammad Khatami of Iran arrived in Italy on Tuesday for a three-day visit. He is the first Iranian leader to visit Western Europe since the Islamic Revolution toppled the Shah in 1979.

Iran's faltering economy badly needs foreign investment and Mr. Khatami was believed to be seeking to improve his regime's credibility and to obtain trade and loans. The United States, which still views Iran as a state that supports terrorism, has sought to encourage signs of reform, but it has not lifted its trade embargo. Europe has proven far less diffident.

Italy, which has taken the lead among its partners in seeking economic and political reconciliation with Tehran, welcomed Mr. Khatami with tight security and full honors.

Mr. Khatami was greeted at the airport by Foreign Minister Lamberto Dini, who orchestrated the visit. The Iranian leader, a Shiite cleric, was expected to meet Thursday with Pope John Paul II, in a historic audience that the Vatican welcomes as a chance to improve relations between the Roman Catholic Church and Islam.

After meeting President Luigi Scalfaro of Italy, Mr. Khatami said: "As you know, each visit is a means of friendship which is very important to our country."

For the Italian government, diplomacy is tightly entwined with economic interests. The visit comes only a week after the Italian energy group ENI and the French oil company Elf-Aquitaine

signed a \$1 billion contract to develop the Dorood oil field in Iran, which is expected to raise the field's production of crude oil to 220,000 barrels a day. Washington has repeatedly expressed dismay over that deal.

But Italian officials say they think their overtures to Mr. Khatami, whom they view as a moderate intent on modernizing Iranian society and loosening the grip of its fundamentalist clergy, are also of benefit to the United States.

Mr. Dini said: "I am not convinced that the United States does not view with favor our initiative toward Iran." Mr. Dini, who accompanied Prime Minister Massimo D'Alema on his visit to the White House last week, said that President Bill Clinton and other U.S. officials had expressed great interest in Italy's effort to support what he described as Mr. Khatami's new course.

He said the United States was not pleased by the recent oil contract, but that he did not expect the U.S. to seek to block it or sanction France or Italy. "They do not like it, but at the same time they are tolerating it," he told Italian radio.

A 1996 law requires the U.S. administration to impose sanctions on companies or foreign countries that invest more than \$20 million in Iran's energy sector. Last May, the United States established a policy whereby it could waive those sanctions in certain cases, and it recently granted a waiver to the French company Total, which signed a \$2 billion deal to develop an Iranian gas field in 1997.

The United States has stressed the proliferation of nuclear weapons and human rights violations in Iran, and the Italian government said Tuesday it would do the same. Mr. Dini said: "Italy, of course, will

be very careful to condemn abuses of human rights and democracy in Iran, as well as any sign of acquiring or spreading weapons of mass destruction."

But he added that it was in everyone's interest to support modernization in Iran. "Iran is a big country and its democracy and stability is important to the entire Middle East," he said. "I think that through openness and dialogue there is everything to gain and nothing to lose."

Mr. Khatami, who was elected 21 months ago, has been in a power struggle between moderates and the hard-line factions who hold a slight majority in the Parliament. He received a boost this month when moderate candidates won control of local councils in the country's first municipal elections since 1979.

But nationally, conservative clerics still control major institutions, and ultimate authority lies with the country's top religious leader, Ayatollah Ali Khamenei.

Human rights organizations say that even under Mr. Khatami, progress has been slow. So did the State Department's report on human rights practices in 1998, which was published last month. "Systematic abuses included extra-judicial killings and summary executions, disappearances, widespread use of torture, and other degrading treatment," the report said.

While Mr. Khatami had lunch at the presidential palace, a few kilometers away, more than 3,000 Iranian dissidents and some Italian opposition figures held a demonstration to protest his visit. In Amsterdam, seven Iranians opposed to the Khatami regime briefly occupied the Italian Consulate.

Perviz Khazai, a former ambassador under Ayatollah Khomeini and a leader in the National Council of Resistance of Iran, an Iranian dissident group, who helped organize today's rally in Rome, said: "Khatami is not a moderate, even if he said he is." He cited numerous assassinations of Iranian dissidents abroad, as well as public executions and stonings. "A moderate would not have allowed this to happen," he said. He accused the Italian government of courting Mr. Khatami for its own economic ends. "They should call a spade a spade and say they want to deal with this regime because they want oil."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, MARCH 10, 1999

LIBERATION
7 MARS 1999

Turquie: un attentat fait trois morts

Un attentat à la voiture piégée revendiqué par un groupe maoïste a fait 3 morts et 10 blessés, dont un gouverneur de province visé par l'attaque, vendredi à Cankiri (centre de la Turquie). Selon les autorités, une charge dissimulée dans une voiture garée devant un magasin vendant des

bonbonnes de gaz a explosé au passage de la voiture du gouverneur. Blessé à la tête, son état de santé *«n'est pas mauvais»*, disent les médecins. Les trois morts sont un garde du corps de Cevik, ainsi qu'un écolier et un passant. D'abord attribué au PKK (indépendantistes kurdes), l'attentat a été revendiqué par l'organisation clandestine d'extrême gauche Tikko, selon la police. Tikko (Armée de libération des paysans et des ouvriers de Turquie) était

surtout active dans la région de Tunceli (est) dans les années 1970, avant d'être durement réprimée entre 1980 et 1983. Des Kurdes alévis (secte musulmane hétérodoxe et progressiste) formaient la majorité de la base de l'organisation. (D'après AFP)

La première visite officielle d'un chef d'État iranien en Occident depuis 1979

Un mollah au Vatican

En rendant aujourd'hui visite au Pape, Khatami entend sortir son pays de l'isolement. Jean-Paul II, lui, plaidera pour la liberté religieuse dans la République islamique...

LE VATICAN :
Joseph VANDRISSE

Fallait-il envisager une visite privée comme il y en a tant au palais apostolique du Vatican, « le Pape tendant la main à tous », comme tenait à le rapporter hier le numéro deux du Vatican, le cardinal Sodano, secrétaire d'Etat ? Ou bien une visite d'Etat avec l'apparat que cela entraîne ? Mohammad Khatami optait pour la deuxième formule. Le Vatican

retint la première, se demandant sans doute qui détient réellement le pouvoir aujourd'hui en Iran. Le président de la République n'a guère que celui qui découle de sa forte majorité électorale et le prestige qu'il a acquis depuis son élection, le 23 mai 1997.

Peu importent pourtant le style et le protocole. L'essentiel est ailleurs : dans le face-à-face entre celui que Gorbatchev, dans les mêmes circonstances, en 1989, qualifiait de « plus haute autorité religieuse du monde », et son hôte, actuellement président de la Conférence islamique, organisation qui réunit tous les chefs d'Etat musulmans. Le premier, en dépit des critiques et des revers, continue à miser sur la rencontre interreligieuse ; le second, en accédant au pouvoir, souhaitait l'ouverture d'« un dialogue avec les civilisations ».

Le Pape saisit l'importance de l'Iran au sein de la communauté internationale, et, pour un peu, il reprendrait la formule qu'il utilisait à La Havane il y a un an : « Que l'Iran s'ouvre au monde et le monde à l'Iran. » Le président comprend qu'entrer dans le bureau du Pape c'est aussi entrer dans la cour des grands, sortir son pays de l'isolement. Partie fine ce matin, donc, dans la bibliothèque privée, quand se rejoignent l'humanité profonde d'un Pape et l'extrême courtoisie d'un Iranien.

La Révolution iranienne avait éclaté le 1^{er} février 1979. A Rome, le pontificat du pape polonais n'avait que trois mois. Les Eglises, et d'abord l'Eglise anglicane, vont souffrir énormément. La moitié des chrétiens iraniens quittent le pays : ils ne vont plus représenter que 0,3 % de la population. 85 % du clergé catholique est expulsé. Personne ne viendra le remplacer. Les écoles catholiques, qui regroupaient 12 000 élèves, dont 9 000 musulmans, sont fermées. C'est le régime concédé de la *Dhimma*, mi-ségrégationniste mi-protecteur.

La plus grave violation de la liberté religieuse se produit en 1983, lorsque toutes les minori-

Khomeiny et « monsieur le Pape »

L'ayatollah Khomeiny a parfois eu des paroles âpres, en évoquant le Vatican. Il reprochait ainsi à « monsieur le Pape » d'être « du côté des oppresseurs et non pas des opprimés ». En août 1980, il affirmait encore n'avoir « aucune hostilité contre le christianisme et le judaïsme » mais disposer d'informations selon lesquelles « leurs écoles étaient des nids d'espion ».

tés religieuses autorisées se voient imposer un « catéchisme » syncrétique, fortement teinté d'islam.

Sous l'imam Khomeiny, la Bible Society est interdite de séjour, et encore aujourd'hui il est impossible de se procurer un exemplaire des Ecritures. L'évêque anglican disait en public durant l'hiver 1997 : « Une

Eglise composée de catéchumènes ou de convertis n'est pas viable en Iran. » Cinq mois plus tard, l'un des rares prêtres européens présents sur place écrivait : « Nous espérons que le nouveau président, de tendance plus libérale, allait infléchir le régime dans un sens

plus souple et tolérant ; il n'en est rien. Mais a-t-il les coudées franches ? »

En se faisant une fois de plus le défenseur des droits de la personne et de la liberté religieuse, le Pape sera-t-il écouté aujourd'hui ? Durant la longue période de tensions des années 1979-1997, le Vatican a pu mesurer, non sans surprise peut-être, que ses interventions humanitaires auprès de Téhéran en faveur d'otages américains ou de condamnés à mort ne sont pas restées sans effet. Le cardinal Roger Etcheagaray dut le constater à Noël 1985, quand, envoyé par le Pape, il se rendit à Téhéran et à Bagdad alors en guerre. L'histoire retiendra qu'il fut le premier à renouer les fils, comme il le faisait à la même époque à Cuba.

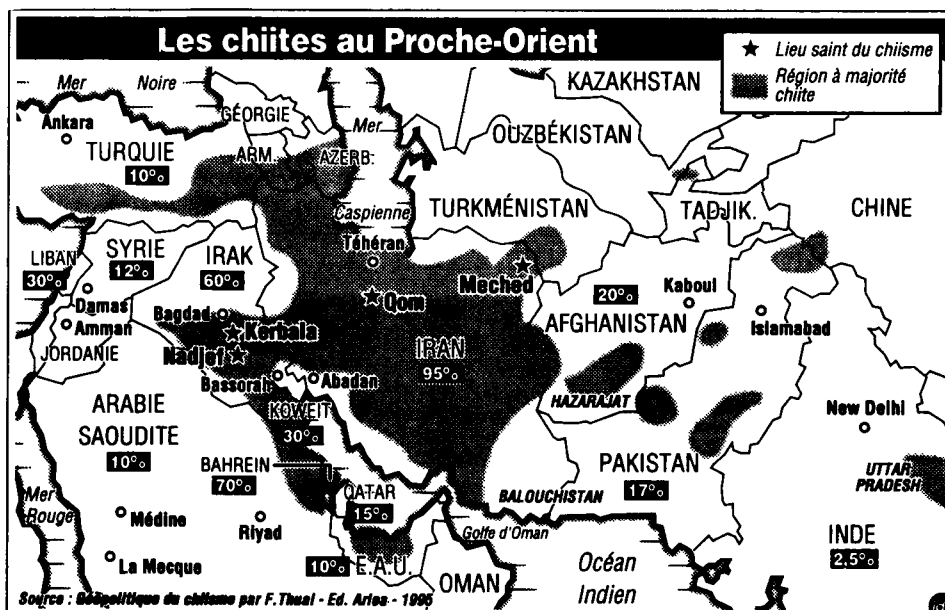
Un monde inquiet

L'entretien de ce matin pourrait permettre un échange sur la liberté religieuse. Jean-Paul II et de nombreux chefs musulmans sont convaincus que les croyants, dans un monde inquiet sur son avenir, peuvent contribuer à sauver ensemble les valeurs fondamentales, telles que celles de la transcendance, de la famille et de la vie. Durant la guerre du Golfe, le secrétaire général de la Conférence islamique avait remercié le Pape pour son action dans ce domaine.

En sortant des appartements du Pape, le président iranien devrait se rendre chez le secrétaire d'Etat du Vatican. Avec celui-ci seront abordés des problèmes concrets et capitaux pour les chrétiens : statut de leurs églises, restitution des biens confisqués, délivrance de visas pour les religieux, liberté de circulation et de presse. Autant de tests de cette liberté religieuse et de conscience dont le Pape s'est fait le défenseur.

L'expression du refus de cette discrimination dont souffrent encore trop de chrétiens et d'autres croyants là où l'islam est majoritaire.

J. V.



La névrose turque

Par SÉLIM NASSIB

Sélim Nassib est journaliste et écrivain. Dernier ouvrage paru: «Clandestin», Balland, 1998.

Cette Turquie qui donnait l'impression d'être mal dans sa peau, coincée entre islam et laïcité, Orient et Occident, a pourtant joué dans l'affaire Öcalan avec une détermination et une efficacité incroyables: la traque puis l'enlèvement du chef du Parti des travailleurs kurdes (PKK) a été le dernier acte d'une longue guerre. Gagnée par les Turcs contre «leurs» Kurdes, leurs voisins arabes et aussi leurs voisins européens. Les dirigeants turcs ont commencé par masser 40 000 hommes sur la frontière syrienne pour contraindre Hafez el-Assad à expulser le chef kurde réfugié de longue date chez lui. Craignant d'être pris en tenaille entre Israël au Sud et la Turquie au Nord (il existe un accord militaire entre les deux pays), le dirigeant syrien a capitulé. C'est ainsi qu'a commencé la longue fuite d'Öcalan de pays en pays. Il restait encore à le capturer.

La Turquie a alors invité en grande pompe à Ankara le vice-Premier ministre irakien, Tarek Aziz. Celui-ci a demandé que les actions américaines ne puissent plus partir de la base turque d'Incirlik pour bombarder l'Irak. Implicitement, les Etats-Unis étaient menacés de perdre une base d'appui indispensable contre Saddam Hussein. Ils ont alors multiplié les déclarations et les pressions pour que le chef kurde ne trouve refuge nulle part. Leurs avions ont pu continuer de décoller d'Incirlik et l'armée turque franchissait une fois de plus la frontière irakienne afin de s'en prendre aux bases du PKK installées de l'autre côté.

Quelques jours plus tard, les services américains jouaient un rôle décisif dans la capture d'Öcalan à Nairobi. La Turquie a ainsi prouvé qu'elle pouvait retourner ses alliés américains en leur imposant ses propres priorités tout en intervenant en Irak comme elle l'entend.

Vaincus dans cette affaire, Bagdad et Damas ont une autre raison de s'en faire: d'ici une dizaine d'années, l'achèvement d'un gigantesque réseau de quatorze barrages - dont le plus grand du monde, baptisé Kemal Ataturk - permettra à la Turquie de contrôler la majeure partie des eaux du Tigre et de l'Euphrate, qui irriguent l'Irak comme la Syrie. Les deux pays seront alors à la merci d'une simple «fermeture du robinet», décidée par Ankara. Cette perspective change profondément le Moyen-Orient. Le monde arabe tout entier se trouve menacé de marginalisation au profit des Etats non-arabes de la région: Turquie, Israël et peut-être demain, Iran.

Dans cette redistribution des cartes, l'Europe a été prise complètement à contre-pied. Elle a repoussé avec morgue la demande d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne en lui faisant la leçon sur les droits de l'homme. Mais quand Öcalan s'est trouvé chez elle, elle n'a plus su comment s'en débarrasser. Elle en est réduite aujourd'hui à prier l'Etat turc de bien vouloir appliquer les principes de droit au chef kurde qu'elle a elle-même contribué à lui livrer. Rien d'étonnant à ce qu'Ankara traite cette demande avec hauteur, refoule les avocats et refuse les observateurs internationaux, renvoyant la monnaie de sa pièce à une Europe qui l'avait humiliée en lui fermant sa porte.

Satisfaits de leur triomphe, les militaires turcs offriront peut-être finalement à Öcalan un procès respectant un minimum de formes, ils renonceront peut-être à l'exécuter et pourraient même traiter de façon un peu plus humaine les Kurdes de Turquie. Vu de l'extérieur, ce serait leur intérêt: ils montreraient qu'ils sont devenu la nouvelle - et relativement civilisée - puissance régionale.

Mais à l'intérieur, une autre partie se joue, une partie privée, presque intime. L'Etat turc a mené sa guerre avec la volonté implacable (pour ne pas dire pathologique) d'annihiler tout ce qui, de près ou de loin, pourrait ressembler à du «séparatisme». Cette hantise de voir la Turquie «dépeçée» - née au moment de l'éclatement de l'empire ottoman, il y a plus de soixante-dix ans - l'a poussée à toutes les sauvageries, du génocide arménien au martyre kurde. Les gouvernements ont changé, les conjonctures aussi mais l'obsession d'une Turquie «une et indivisible» peuplée de citoyens turcs indistincts (ironiquement, le modèle de l'Etat-nation européen) ne s'est jamais démentie. C'est en son nom que les militaires qui contrôlent l'Etat turc ont rasé 4 000 villages kurdes, déplacé deux millions de personnes, mené une guerre qui a fait quelque 30 000 victimes, qu'ils ont emprisonné intellectuels, poètes et députés dont le seul crime n'était souvent que de prononcer publiquement le mot «kurde».

Cette négation quasi-névrotique explique à elle seule la détermination des dirigeants turcs:

ils voulaient tellement écraser «leurs» kurdes que la volonté hésitante de leurs voisins n'a pas fait le poids. Mais ce qui a assuré leur victoire risque maintenant de la compromettre. Leur pulsion «anti-séparatiste» est si forte qu'ils sont tout à fait capables de pendre Öcalan haut et court afin de bien prouver à leur peuple que l'identité kurde n'existe pas ou que, si elle existe, elle se balance au bout d'une corde.

REUTERS

Turquie-Le PKK aurait attaqué un puits de pétrole dans l'Est*

ISTANBUL, 14 mars - La Turquie est sous le choc après l'attentat qui a coûté la vie à 13 personnes, samedi, dans un centre commercial d'Istanbul, une action imputée par la presse aux séparatistes kurdes.

L'attentat, en plein coeur d'Istanbul, n'a pas été revendiqué par le Parti des travailleurs kurdes (PKK) et un porte-parole du mouvement d'Abdullah Öcalan a démenti toute implication.

"Le PKK n'a pas revendiqué (cet attentat), s'il l'avait organisé, il l'aurait reconnu", a précisé Mizgin Sen à Reuters.

Le quotidien Hurriyet affirme qu'un groupe cherchant à venger la capture d'Öcalan par les autorités turques en février est responsable de l'attentat. "Le PKK a repeint Istanbul en rouge sang", écrit le quotidien?

Pour le quotidien de gauche Radikal, cette attaque porte la marque du PKK. "Les terroristes cherchant une revanche s'en prennent à la population", explique pour sa part le quotidien Yeni Yuzyil.

Il s'agissait de l'un des plus graves attentats jamais commis dans la plus grande ville de Turquie et le quatrième en une semaine. Il s'agit également de la dernière recrudescence de violence en date depuis l'arrestation et l'emprisonnement du chef du PKK sur une île de la mer de Marmara, où il attend son procès pour trahison.

Dimanche matin, plusieurs véhicules ont été endommagés par l'explosion d'une bombe dans un parking de la ville, rapporte l'agence de presse anatolienne, et la police a désamorcé un autre engin explosif devant un magasin.

Dans la soirée, une bombe dissimulée sous un camion a explosé dans le quartier de Bahçelievler. Deux personnes ont été blessées. Des artificiers ont également désamorcé un engin explosif qui avait été caché dans un restaurant, ajoute l'agence anatolienne.

* Enfin, l'agence anatolienne de presse rapporte que le PKK a tiré dimanche des roquettes sur un puits de gisement pétrolier de Raman, dans la province orientale de Batman, endommageant des installations de stockage. Il n'y aurait pas eu de victimes.

Cette vague d'attaques a suscité, à quelques semaines des élections législatives, une polémique sur les mesures de sécurité prises par le gouvernement de Bülent Ecevit. Arrivé au pouvoir en janvier, il avait promis, entre autres, de mener le pays aux élections dans la paix.

L'attentat de samedi a été perpétré par trois personnes arrivées en voiture, qui ont lancé des engins incendiaires au rez-de-chaussée du magasin Mavi Carsi, dans le quartier de Göztepe, sur la rive asiatique d'Istanbul. Ils ont ensuite pris la fuite à pied.

Les flammes ont rapidement gagné les autres étages du grand magasin et la plupart des victimes - neuf sont des vendeuses du magasin - sont mortes asphyxiées.

"L'immeuble tout entier est devenu une immense torche. Tout le monde s'était précipité vers le toit criant pour qu'on leur envoie de l'aide", a raconté un petit garçon de 10 ans.

Deux personnes ont eu le cran de sauter dans des filets de fortune. L'une est morte en s'écrasant. L'autre souffre de blessures importantes à la tête et se trouve dans un état critique.

Selon le gouverneur d'Istanbul, le bilan aurait pu être moins lourd si les camions des pompiers avaient pu arriver plus rapidement sur les lieux. /EF/LBR/JLF

Les Kurdes d'outre-Rhin : une communauté blessée

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG

Munich

Ils sont plusieurs centaines, venus par familles entières. Par la porte entrouverte, on aperçoit des mères, assises, des pères, immobiles, comme paralysés. Des hommes barbus, des jeunes femmes en jeans, un landau devant elles. Il règne un silence lourd et inquiétant. Nous sommes à Berlin-Kreuzberg, au fond d'une cour intérieure, au deuxième étage, dans le *Kurdenzentrum* [Centre kurde]. Sur les murs fissurés de la cage d'escalier, un peu partout, l'inscription "Apo", "Oncle", surnom affectueux donné à Abdullah Öcalan, chef du PKK. A l'entrée, quelques hommes jeunes, l'air sombre, ne laissent pénétrer que les Kurdes. Personne ne veut parler. La presse, c'est la police, c'est l'Etat, c'est l'ennemi. Une communauté en deuil - qui ne veut plus expliquer.

Depuis quatre jours, le mari de Güllü Tayden n'est pas rentré chez lui. Il a passé ses nuits ici, avec beaucoup d'autres. "Mon mari s'occupe des gens pour éviter qu'ils se suicident, explique Güllü. Mes parents non plus n'arrivent plus à avaler une bouchée, pas même à boire quelque chose. Mon père prie pour Öcalan. Lorsque nous l'avons vu à la télévision, drogué, cela nous a rendus malades."

L'HUMILIATION DU CHEF DU PKK LES A, EUX AUSSI, HUMILIÉS

Güllü Tayden et sa famille ne sont pas des Kurdes extrémistes. Ils vivent à Berlin depuis vingt ans. Satisfaits de leur sort. Jamais elle ne songerait à faire la grève de la faim, encore moins à s'immoler. Pourtant, tout d'un coup, avec l'arrestation d'Öcalan, chacun d'eux a senti se rouvrir une blessure. L'humiliation du chef du PKK sous les yeux du monde entier les a, eux aussi, humiliés. Comme les Tayden, la plupart des quelque 500 000 Kurdes qui vivent en Allemagne ont été profondément bouleversés par la capture d'Öcalan. Elle leur a douloureusement rappelé que, même en Allemagne, ils restent kurdes. Que presque chaque famille a perdu un parent, un oncle, un frère dans cette guerre. Que leurs villages ont été rasés. Ils restent kurdes, même si, ici, ils ont des amis turcs, même s'ils ne sont pas sympathisants du PKK, même s'ils ne songent pas à repartir un jour.

Azad est rayonnant. Son rayonnement intérieur lui tient chaud au cœur, même par un temps de chien, comme c'est le cas ce jour-là à Berlin. Azad vient d'avoir 17 ans. Il a le romantisme et l'enthousiasme de son âge. Mais il est loin de se passionner pour une fille ou pour le football, et toute son émotion va à Öcalan. "Il est mon frère aîné, mon président. Il a redonné vie à des millions de Kurdes qui étaient déjà morts au fond de leur cœur. Il nous a fait prendre conscience

de nous-mêmes", dit Azad. Le Kurdistan, pour lui, c'est tout à la fois : l'avenir, le pays, la nostalgie, le bonheur. Lui qui a grandi à Kreuzberg, lui qui est de nationalité allemande, lui qui passera son bac ici l'an prochain, il aspire à vivre là-bas, là où, jadis, vivaient ses parents et ses grands-parents. "Je ne me sentirai libre que lorsque je serai dans la montagne, dans un Kurdistan libre, et que je pourrai regarder le ciel, assis dans l'herbe, en mordant à pleines dents une tomate bien rouge."

Azad ne doute pas un instant que ce rêve deviendra réalité. Il ajoute : "Öcalan a fait un pas de géant pour l'indépendance du Kurdistan. Il ne nous reste plus qu'à faire les derniers petits pas." Azad veut devenir médecin. Il veut aider les enfants. Et s'il a un jour des enfants, il faudra qu'ils aient, eux aussi, une équipe de foot nationale. "Les Turcs étaient tellement contents le jour où leur équipe nationale a battu les Allemands [il y a quelques mois, en Turquie. Le résultat du match avait donné lieu à des fêtes de rue à Berlin-Kreuzberg.] Je voudrais que mes enfants puissent aller applaudir l'équipe du Kurdistan à Diyarbakir." Diyarbakir, capitale officielle des Kurdes.

Décontracté dans un fauteuil de velours rouge, Merhas Bucak prend un verre au *Theatercafé* de Brême. Il a 16 ans. Lui aussi est kurde, lui aussi veut devenir médecin. Mais là s'arrêtent les similitudes. Le Kurdistan ? "J'irais bien voir comment c'est, mais y vivre ? Ça m'étonnerait que ce soit mieux qu'ici", confie le jeune homme. Les amis de Merhas sont presque tous allemands, il est délégué de classe dans son lycée. La langue kurde est pour lui "un casse-tête", avoue-t-il, sourire en coin en direction de son père. De toute façon, il est déjà complètement débordé avec le latin.

Le père de Merhas regrette aujourd'hui de ne pas avoir appris le kurde à son fils. "J'ai honte, j'aurais dû lui apprendre quand il était petit", avoue Sertac Bucak. M. Bucak père a vécu dans toute sa brutalité le destin de son peuple. Alors qu'il avait 12 ans, la police secrète turque a mitraillé la voiture de sa famille. Son père, un dirigeant politique kurde, a reçu douze balles, son frère, assis sur le siège arrière, s'en est tiré avec des blessures. Sertac, lui, en est sorti vivant, comme par miracle. Sur son lit de mort, son père lui a dit : "Ne laisse jamais tomber la lutte." Bucak a toujours respecté les dernières paroles de son père. Fondateur de l'Association internationale pour les droits des Kurdes, il tente depuis des années de sensibiliser l'opinion au destin de son peuple. Il parcourt ainsi, de réunion en réunion, 70 000 kilomètres par an. Bucak rejette autant la Turquie que le PKK, mais lui aussi est profondément troublé par les images de l'arrestation d'Öcalan. "En humiliant Öcalan, la Turquie cherche à enlever toute dignité au peuple kurde", dit-il. Contrairement aux

Kurdes fanatiques de Hambourg et de Berlin, Bucak garde la tête froide. "C'est un piège que la Turquie nous a tendu. Et les Kurdes sont tombés dedans. La Turquie veut nous faire passer pour des terroristes sauvages et violents. Les images des Kurdes qui s'immolent sur les autoroutes, de l'occupation des ambassades ont marqué les Allemands." La violence qui éclate aujourd'hui est, à son avis, un terrible recul, une catastrophe.

"ON N'A PAS ENCORE ATTEINT LE PAROXYSMES DE LA VIOLENCE"

Comme beaucoup, Siamed Hajo n'a participé, lui non plus, à aucune manifestation. Derrière ses lunettes cerclées de métal, il a le regard un peu triste, mais le sourire aux lèvres. Certains disent que c'est idiot de monter les Allemands contre les Kurdes ? "Non, répond Siamed, ce n'est pas idiot. Les Kurdes ne cherchent pas à s'attirer la sympathie de qui que ce soit. A quoi ça sert ? Ils n'ont d'autre alternative que de devenir, pour le gouvernement allemand, un problème tel que celui-ci sera obligé d'intervenir." Politologue, une trentaine d'années, il travaille pour l'Association des parents d'élèves kurdes à Berlin, organise des cours particuliers pour les jeunes en difficulté. C'est un homme sympathique, totalement intégrant. Assis à son bureau, il évoque de sombres perspectives : "Les Kurdes n'ont rien à perdre. Ils peuvent être violents. On n'a pas encore atteint le paroxysme de la violence. Vous croyez que quelqu'un qui s'immole n'est pas capable de faire sauter le consulat israélien ?" Il parle sans hausser le ton, mais allume une cigarette après l'autre. Pour lui, tout ce qui s'est passé - l'occupation des ambassades comme les bagarres avec la police - est légitime. Les Européens vont enfin comprendre qu'ils ont raté l'occasion de contenir le PKK, le laissant devenir une sorte d'OLP. "Les Allemands ne réagiront que lorsque les Kurdes représenteront un gros problème pour eux", estime Siamed. Les Kurdes s'approprient donc sans doute à devenir un gros problème. Et l'Allemagne ne peut pas tout simplement les expulser. La plupart d'entre eux ont depuis longtemps la nationalité allemande. Et le passeport turc, non vraiment, ils n'y tiennent pas. Siamed Hajo, lui aussi, est allemand. Depuis dix ans. **Annette Ramelsberger**

— COURRIER INTERNATIONAL

DU 11 AU 17 MARS 1999

CHRISTOPHER HITCHENS

Ocalan, the Kurds and History

The best day's work that Lenin ever did was to publish the secret treaties that the Bolsheviks found in the archives of the czarist regime. These covert agreements between the Allies in World War I made it perfectly plain that the objectives of the British and French were entirely imperial. Most revealing was the deal between the Anglo-French diplomatic team of Sir Mark Sykes and F. Georges Picot on the future dismemberment and sharing of the Ottoman Empire. Woodrow Wilson, eager to drag the United States in on the side of Lloyd George and Clemenceau, could not continue to posture about a war for democracy in the face of such cynicism. So in January 1918, only weeks after Lenin's revelations, he evolved his "Fourteen Points" on the principles of a postwar world. The best remembered of these points concerns the so-called self-determination of peoples. As a result, the United States has been embarrassed ever since by its promise to facilitate self-government for, among other peoples, the Palestinians, the Armenians and the Kurds. The commitment has often been grossly betrayed—it was first betrayed in the immediate aftermath of World War I, when the Kurds naïvely thought they would be represented as a delegation at the various "peace conferences"—but never so obviously as by the Clinton Administration's role in the arrest of Abdullah Ocalan.

You cannot make a child grow smaller, and the latest proof of Kurdish national self-awareness was all over the streets of Europe last month. The Turkish military authorities can babble and lie all they like, but it has now been proved beyond doubt that another nation exists within nominally Turkish borders, and that this nation is now being born. Those who reduce such a matter to a question of "terrorism" are condemned to view history through the optic of the police spy.

At Beirut airport in 1991, I looked around to see if the promised emissaries of the Kurdistan Workers Party (PKK) would be there to meet me. There was nobody in sight; the airport was, like the rest of the city, dark and filthy and half-destroyed by shellfire. There were no taxis, and after a disagreeable wait I was forced to accept an offer made by a policeman, who said that he would convert his squad car into a cab in return for some hard currency. Much later, at my hotel, some Kurdish toilers turned up. "You could not see us," they said. "But we could see you. We moved away when we saw you talking to the police." I was made aware of what some European governments have recently discovered—the PKK is very cautious, very well organized, very ubiquitous, very suspicious and very efficient.

A day or so later, and after many hot, sweet cups of tea in many a traditional Levantine safehouse and in a camp down in the Bekaa Valley near Baalbek, I finally met Abdullah Ocalan. My first impression, I have to say, was a frivolous one. If I had a passing resemblance to the late Joseph Stalin, I distinctly remember thinking, would I emphasize it or de-emphasize it? This comrade had chosen to emphasize it. The thick black hair, the

MINORITY
REPORT

heavy mustache, the insistence on being called "Apo," or Uncle—it was a thing to note. Photographs of the Georgian original, along with old editions of his rather pedantic works on the national question, were freely available in the well-stocked camp library ("well stocked," I mean to say, with classics from the Comintern and Cominform eras). Hundreds of well-armed and neat young men and women—you don't see women wearing trousers and carrying guns in Iraqi Kurdistan—were going about their tasks. That afternoon, a "self-criticism" session was under way, showing all the solemnity of a Red Guard detachment and reminding me of some things I had heard about the PKK and its "people's courts."

In our conversation Ocalan said some impressive things about the historic failure of the Kurds to unite or to overcome tribalism and feudalism. (It was this backwardness, he argued, that led them to be used as mercenaries against the Armenians in the mass murder of 1915.) He was implacably against Saddam Hussein; interested in ending the Turkish strategy of confrontation with Greece and Cyprus; voluble about uniting the Kurds of Iran and Iraq and Turkey for independence. He was more opaque about his own ties to the Syrian regime, which was effectively his host and guarantor in Lebanon. (I have heard it plausibly said that Ocalan, like Hafez al-Assad, is a member of the Alawite Muslim minority and thus has a confessional as well as a political relationship with the Syrian Baath Party. In any case, he was willing to be used as a pawn in the Syrian-Turkish rivalry over the damming of the Euphrates. And some PKK propaganda has emphasized Islamic themes among the poorer Kurds.) And when I asked him if he attended the self-criticism sessions himself, he didn't seem to get my little joke.

Not long before, in the towns and villages of southeastern Anatolia, I had seen people practically standing to attention at the mention of his name. The PKK is often feared in this area, and for good reason, but it has won a reputation among the Kurds, and in their diaspora, for the one thing that is essential in a battle for nationhood, namely that it means what it says. And now I learn that the US government helped track Ocalan's movements when he was on the run and also that the CIA assisted in his arrest by Turkish commandos in Nairobi. General Pinochet and Ocalan first found themselves in legal jeopardy overseas at almost the same time: The Clinton Administration discovered that it had nothing at all to say about the first defendant and everything about the second one.

Ever since Congressman Otis Pike's leaked report on US intelligence in 1976, we have known that Iraqi Kurdish aspirations have been exploited and manipulated by Washington. However, the present case is unadorned even by hypocrisy. Just as the European Union had begun to take a firmer line with Turkey on the Kurdish question, the Turkish authorities decided that they could deflect this pressure by appealing directly to the White House, the Pentagon and the CIA. Nor were they disappointed. ■

Istanbul Police Seek Militants In Store Blaze That Killed 13

Compiled by Our Staff From Dispatches

ISTANBUL — The police Sunday were investigating claims that a department store was torched to revenge the capture of the Kurdish leader Abdullah Ocalan.

The blaze Saturday, which fire officials said was clearly arson, left 13 people dead.

A wave of violence, including suicide bombers and street clashes, has swept through the country in the weeks since

the capture of Mr. Ocalan in early February. The department store fire was the deadliest incident since.

Mr. Ocalan's group, the Kurdistan Workers Party, or PKK, has generally avoided attacks on civilian targets in western Turkey. But other militant Kurdish factions seeking to fill the vacuum left by the arrest of Mr. Ocalan have vowed to continue the armed struggle.

The Revenge Hawks of Apo, a previously unknown group, took responsibility for the store fire. Apo is the nickname for Mr. Ocalan.

A spokeswoman for the Workers Party denied any involvement. "The PKK has not claimed responsibility," said the spokeswoman, Mizgin Sen. "If they had done it they would have owned up to it."

More police cars were deployed throughout Ankara and more plainclothes policemen were assigned to Istanbul shopping malls after the fire.

People taking public transportation were warned not to take parcels from strangers and to report any unusual in-

cidents.

A bomb explosion followed the fatal fire late Saturday, destroying two cars in Istanbul, while in the western city of Bursa assailants throwing firebombs wrecked an empty bus.

"The Hell-of-Terrorism," the daily Milliyet said in a headline over a photograph of three youngsters stranded on the smoke-filled roof of the five-story store before they were rescued.

"I'm scared every time my children leave the house," said Fatma Gulumsur, whose daughter was home mourning a friend killed in the fire.

Witnesses said three men hurled a firebomb into the crowded shopping center in the Goztepe section of Istanbul and then fled on foot. Goztepe lies on the Asian side of the Bosphorus waterway, which divides the city. It is far from areas frequented by tourists but is often crowded with shoppers. (AP, Reuters, NYT)

U.S. Jets Strike Again at Sites In North Iraq

Reuters

ANKARA — U.S. aircraft attacked Iraqi air defenses in the no-flight zone over northern Iraq on Sunday, according to a spokesman at the Incirlik base in southern Turkey from which the jets operate.

He said the planes dropped an undisclosed number of bombs after "aircraft observed Iraqi anti-aircraft artillery fire and detected Iraqi radar posing a threat to coalition aircraft."

"F-15E Strike Eagles dropped GBU-

12 laser-guided bombs on several anti-aircraft artillery sites northwest and west of Mosul," the spokesman said.

In Baghdad, Iraq said Sunday that Western warplanes had attacked military and civilian facilities in the north and south of the country. A military spokesman, quoted by the official Iraqi News Agency, did not report any casualties.

Such strikes have been common since Iraq decided in December to oppose U.S. and British jets patrolling the no-flight zones in the northern and southern regions of the country.

The jets flying out of the Incirlik air base patrol a mountainous Kurdish-held enclave and a swath of Baghdad-controlled territory around the city of Mosul.

On Friday, jets from Incirlik also struck anti-aircraft artillery sites after

detecting Iraq radar tracking the aircraft.

Iraq does not recognize the Western-enforced no-flight zones set up in 1991 after the Gulf War to try to protect the Kurdish area in the north and Shiite Muslims in the south from attack by Baghdad.

■ Iraq Executes 8 for Killings

Eight Iraqi men were executed Saturday for killing two senior Shiite Muslim clerics last year and attacking another, The Associated Press reported Sunday from Baghdad, quoting Al Jumhuriya, the state-run Iraqi daily.

The men were hanged Saturday, the paper said. It did not say when or where the trial was held.

With Salvos From Many Fronts, 'Chaos Awaits' Turkey

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — With a national election approaching, Parliament in open rebellion, terror attacks being mounted against civilians and the trial of a Kurdish guerrilla leader approaching, Turkey suddenly finds itself facing deep uncertainties.

"A chaos is now awaiting Turkey," Prime Minister Bulent Ecevit said over the weekend. "This is a totally new situation. We will have to think about it and see what happens."

He was speaking after disgruntled members of Parliament managed to convene an extraordinary session during the pre-election recess to challenge his

leadership. The group of legislators put forth a censure motion Monday in an attempt to overturn Mr. Ecevit's minority government, Reuters reported.

[Kurdish rebels, meanwhile, warned tourists on Monday to keep away from Turkey, declaring vacation spots among the targets in their drive to win freedom for their imprisoned leader, The Associated Press reported from Ankara.]

[Within hours of the threat, a fire-bomb attack hit a fashionable residential district of Ankara where many foreigners live and several embassies are situated, wounding a passer-by.]

[Suspicion fell on the Kurdistan Workers Party, which had threatened to escalate attacks since its leader, Abdullah Ocalan, was captured in Kenya on Feb. 15 and brought back to Turkey.]

[Monday's fire-bombing was the latest in a series of attacks in the country. In the deadliest of attacks, 13 people were killed in an arson attack on a department store in Istanbul on Saturday.]

Ocalan is being held at an island prison 35 miles southwest of the capital. He is reportedly cooperating with his interrogators, and according to leaked accounts of his purported testimony, has expressed repentance for his group's violent acts.

As Ocalan's admirers seek to decide how to proceed without him, however, at least some have apparently decided to commit acts of urban terror. Such acts have

been rare in Turkey's western cities, which lie far from the southeastern provinces where the Kurdish war is being fought.

But the bombing Saturday was the third fatal terrorist attack this month. A Maoist faction killed three people, including a 14-year-old girl, in a car bombing that was directed at a provincial governor near Ankara on March 5. The police arrested one person, and information he provided led to a house that contained an arsenal of guns and bombs. Last week, two bombs exploded in Istanbul; one of them killed a taxi driver.

The Turkish authorities have announced that they will try Ocalan, probably within the next few months. He has been charged with treason, which can carry the death penalty, and may also be charged with responsibility for a series of fatal attacks launched by his guerrilla fighters.

"There's a disturbing combination of things happening at the same time," said a foreign diplomat posted in Istanbul. "You've got a potentially very important election coming up, Parliament is in upheaval, and now this rash of bombings. If the attacks spread to tourist areas, the problem is going to become economic as well as political. All in all it's quite a messy moment."

The legislators who convened the extraordinary session of Parliament are angry that their party leaders have dropped them from lists of candidates

for re-election. They want the April 18 election postponed and are supported by one party that is afraid it will fail to win the 10 percent of votes necessary to enter Parliament if the vote is held next month.

Parliament was to meet again Tuesday and may take up the issue of election postponement. Some deputies from the Islamic-oriented Virtue Party also supported convening Parliament during the recess. They do not care when the election is held, but want to repeal a law that allows parties to be banned if they are deemed to be challenging the secular nature of the republic.

They also seek to overturn a court ruling under which Necmettin Erbakan, a former prime minister, was found to be introducing religion into politics and forbidden to run for Parliament or participate in politics for the next five years.

■ 'State of War' in Tourist Areas

A statement from the Kurdistan Workers Party said Turkey's vacation resorts, which attract millions of tourists, were included in areas deemed to be in a "state of war," The Associated Press reported.

"It has been decided to escalate the war against the Turkish state in every field until President Apo is provided with his freedom," the statement said, referring to Mr. Ocalan by his nickname. "Turkey as a whole is a war zone at the moment, including those areas

considered by Turkey as tourist sites."

"It is essential that no tourist comes to Turkey, that governments warn their citizens and that travel companies cancel reservations," said the statement, carried by the Germany-based pro-Kurdish news agency DEM.

Germans are among the biggest group of foreigners who vacation in Turkey, and the German Foreign Ministry on Monday issued a travel advisory that said, "The recent threats from Kurdish circles close to the PKK against tourist targets in Turkey must be taken seriously."

The ministry added that clashes between Turkish forces and Kurds in the mountains near Antalya, a favorite seaside destination of Germans, could not be ruled out.

But Turkey's tourism minister, Ahmet Tan, criticized the German warning. "No country is 100 percent safe," Mr. Tan said. "By issuing warnings, countries like Germany are trying to save themselves from any responsibility for their citizens."

Turkey's Aegean and Mediterranean coasts usually draw some 9 million foreign visitors a year. Travel agents complained of a slow start to the season because of the recent violence.

The rebels have long tried to scare foreign visitors away to hurt government coffers that they say help finance the military crackdown against them.

Soirée-débat

Les Amis du Cinoch' évoquent le problème Kurde



Les Amis du Cinoch' et France Libertés associés pour évoquer le problème Kurde. - Photo « La Dépêche » Roger Garcia.

D'entrée, Christian Bernier pose le problème. « Ce film n'est pas un film militant pur et dur. C'est également un film drôle ». Jeudi soir le film « Vive la mariée... et la libération du Kurdistan » de Hiner Saleem sera projeté avant un débat au cours duquel interviendra Kamuran Ji Kihan (secrétaire de l'Institut Kurde de Paris). En as-

sociation avec l'association France Libertés (dont Danièle Mitterrand est la présidente), les Amis du Cinoch' ont voulu évoquer à travers ce film le problème Kurde. « Mais attention, s'emporte Christian Bernier, ce projet remonte à l'hiver dernier. Bien avant l'arrestation d'Abdullah Okalan. On ne fait pas de raccage ». En effet, depuis

DÉPÊCHE

MARDI 16 MARS 1999

quelques semaines, le leader Kurde est emprisonné en Turquie. « Les Kurdes représentent une nation mais n'ont pas d'Etat. Ils sont à peu près 25 millions répartis en Irak, Turquie, Iran ou Syrie. A travers ce film nous voulons évoquer ce problème ». Bien qu'ardent défenseur de la cause Kurde (« depuis 70 ans notre race est niée dans l'indifférence générale ») Hiner Saleem a d'abord voulu faire une comédie. Il propose un film drôle, vif, animé d'un entrain et d'une force de vie irrésistibles. « Il faut un consensus pacifique du problème, explique madame Vidal de l'association France Libertés. Ce film le permettra peut-être. Il donne au public des renseignements sur la situation actuelle ».

Soirée-débat jeudi 18 mars à 21h au Colisée de Carcassonne.

Le PKK déclare la guerre au tourisme



lundi 15 mars 1999,

ANKARA, 15 mars (AFP) - Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a déclaré lundi la guerre au tourisme, importante source de revenu de la Turquie, et a averti les vacanciers étrangers qu'ils ne seraient plus en sécurité, radicalisant sa lutte après la capture de son chef Abdullah Ocalan.

"Toute la Turquie est une zone de guerre maintenant. Cela inclut les régions touristiques de la République turque", a souligné l'Armée populaire de libération du Kurdistan (ARGK), branche militaire du PKK, dans un communiqué diffusé par l'agence pro-kurde DEM reçue à Ankara.

"Pour leur sécurité, il est nécessaire que les touristes ne viennent pas en Turquie, que les Etats préviennent leurs citoyens et que les agences de tourisme ne fassent pas de telles réservations", a ajouté le communiqué.

"Notre lutte est entrée dans une nouvelle phase" après l'arrestation et l'emprisonnement d'Abdullah Ocalan, selon ce communiqué, qui met particulièrement en garde les touristes européens.

Cette déclaration survient après la capture du chef du PKK le 15 février à Nairobi, qui est détenu dans l'île prison d'Imrali où il doit être jugé pour "trahison et tentative de diviser le Turquie".

Elle intervient également dans la foulée d'une vague d'attentats qui a particulièrement frappé Istanbul, ville la plus importante de Turquie, faisant au moins 14 morts.

L'attentat le plus meurtrier a été perpétré samedi contre un centre commercial dans la partie asiatique d'Istanbul, faisant 13 morts et six blessés. Cet attentat n'a pas été revendiqué mais les autorités soupçonnent les rebelles kurdes.

Le PKK, qui mène depuis 1984 une rébellion armée contre Ankara pour créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-est de la Turquie à majorité kurde, avait annoncé le 4 mars qu'il allait "intensifier la guerre" contre l'Etat turc, à l'issue de son 6-ème congrès.

Les autorités turques estiment que le PKK menace le tourisme lorsque ses militants armés sont coincés dans les montagnes et immobilisés sur le terrain de bataille sous la forte pression de l'armée.

Ce n'est pas la première fois que le PKK vise le tourisme en Turquie, qui a rapporté quelque 10 milliards de dollars en 1998 et quelque 7,5 milliards de dollars en 1997 à l'Etat. Les autorités espèrent recoler près de 12 milliards de dollars en 1999.

Le tourisme est l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie turque, avec des chiffres croissants d'investissement chaque année.

Selon le PKK, les revenus touristiques de la Turquie "servent à financer la sale guerre (ndlr: les opérations de représailles de l'armée turque contre le PKK) contre les Kurdes de Turquie".

Le PKK avait déjà lancé au milieu des années 1990 des campagnes contre le tourisme, commettant une série d'attentats sur les sites touristiques balnéaires et à Istanbul. Puis il avait arrêté afin d'améliorer son image et de tenter de trouver un soutien politique en Europe. En juin 1993, un triple attentat à l'explosif à Antalya avait fait 23 blessés, notamment

allemands, et le PKK avait enlevé en juillet 4 touristes français ainsi qu'une Australienne et un Britannique dans l'est du pays avant de les relâcher.

En 1994, quatre touristes européens avaient été tués dans des attentats à la bombe attribués au PKK dans les stations balnéaires du pays et à Istanbul.

En 1995, deux personnes, dont une Jordanienne, avaient été tuées et une quarantaine d'autres blessés lors de trois attentats simultanés dans des sites touristiques à Istanbul.

Trouble et terreur à un mois des élections en Turquie

ANKARA, 17 mars (AFP) - Vague d'attentats, menaces des séparatistes kurdes et fronde parlementaire: la Turquie est en plein trouble à un mois des élections législatives et municipales du 18 avril.

Les affiches électorales ont beau se multiplier, les camionnettes à haut-parleur sillonner les rues pour proclamer les mérites des partis en lice, l'explosion quasi-quotidienne de bombes éclipse la campagne.

Les attentats ont fait 16 morts et la police est en état d'alerte, depuis l'arrestation mi-février du chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Ocalan.

Les autorités ont attribué mardi ces attentats au PKK, après son annonce la veille que tout le pays était désormais "zone de guerre", y compris les régions touristiques. Mais le PKK a démenti avoir commis le plus meurtrier, qui a fait 12 morts samedi à Istanbul.

Le prochain procès d'Abdullah Ocalan, à une date encore indéterminée, ajoute à la pression sur la Turquie, sommée de toutes parts de lui assurer un procès "équitable". Le chef de la rébellion armée kurde, accusé de trahison et tentative de diviser le pays, encourt la peine de mort.

Pour comble, un groupe de députés furieux d'avoir été exclus des listes électorales de leurs partis sème la confusion en tentant de faire reporter le scrutin in extremis. Ils ont obtenu l'ouverture d'une session extraordinaire du parlement, grâce au soutien du parti islamiste de la Vertu (Fazilet).

Le Fazilet a cependant un but différent: faire lever par le parlement l'interdiction de politique pour cinq ans de l'ex-Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, qui avait démissionné en juin 1997 sous la pression de l'armée et des milieux pro-laïcs.

Les islamistes menacent pour parvenir à leurs fins de soutenir un petit groupe de députés qui tente de renverser le gouvernement minoritaire de Bulent Ecevit. Leurs chances de succès semblent toutefois minces.

Qui va le mieux tirer son épingle du jeu le 18 avril? Les sondages étant interdits trois mois avant les élections pour ne pas influencer le public, les pronostics sont délicats. D'autant qu'aucun parti n'est assez fort pour gouverner seul, condamnant le pays à des coalitions souvent instables.

L'arrestation d'Ocalan va profiter à Bulent Ecevit, chef du parti de la Gauche démocratique (DSP, gauche nationaliste), qui avait obtenu 14,6% des voix en 1995.

Le DSP peut rallier nombre d'indécis ou piocher parmi les électeurs de son rival de gauche, le parti républicain du Peuple (CHP) de Deniz Baykal, menacé de sortir du parlement faute d'obtenir 10% des voix (10,72% en 1995).

M. Ecevit n'est pourtant en rien assuré de dépasser le Fazilet, premier parti au parlement, qui pourrait confirmer ou améliorer son score précédent (21,3%), et son enracinement lors des municipales.

Le parti de la Mère Patrie (Anap) de l'ex-Premier ministre Mesut Yilmaz et celui de la Juste voie (DYP) de son homologue Tansu Ciller, tous deux de droite mais qui se détestent cordialement, luttent pour défendre leurs positions. L'Anap avait obtenu précédemment 19,6% des voix et le DYP 19,1%.

Mme Ciller a courtisé la clientèle islamiste. M. Yilmaz a lié son sort à celui de M. Ecevit, annonçant qu'il s'allierait à lui, comme dans la précédente coalition renversée en novembre pour "corruption".

Enfin, le parti d'extrême-droite MHP pourrait profiter de la vague de nationalisme qui a entouré l'affaire Ocalan et refaire son entrée au parlement, ratée en 1995 à 8,1% des voix.

Une fois le scrutin bouclé, s'ouvrira le grand jeu des coalitions. Avec une certitude: même si les islamistes sont en tête, ils ne dirigeront pas le prochain gouvernement en raison de l'hostilité de l'armée.



mercredi 17 mars 1999, 10h35

Med-TV: pressions turques sur l'Allemagne et la Grande-Bretagne

ANKARA, 17 mars (AFP) - L'ambassadeur d'Allemagne et le conseiller de l'ambassade britannique à Ankara ont été convoqués mercredi au ministère turc des Affaires étrangères en liaison avec la chaîne de télévision pro-kurde Med-TV dont la Turquie cherche à arrêter les émissions, a indiqué un porte-parole du ministère, Sermet Atacanli.

"L'ambassadeur allemand, Hans Joachim Vergau, et le conseiller britannique, Hugh Mortimer, ont été convoqués au ministère (...) Nous avons réclamé une nouvelle fois l'arrêt des émissions provocatrices de cette station", a dit M. Atacanli.

Il a réclamé que l'Allemagne ne "tolère" plus les activités sur son sol de l'agence DEM et du journal Ozgur Politika (pro-kurde), basées en Allemagne.

"Ce ne sont pas de véritables organisations de presse. Elle ne servent qu'à inciter les gens (...) Nous poursuivrons nos efforts auprès des pays concernés jusqu'à ce que nous obtenions des résultats", a souligné M. Atacanli.

"Les activités de Med-TV ou de l'agence DEM n'ont rien à voir avec la liberté de la presse", a-t-il ajouté.

Mardi, le chef de la diplomatie turque, Ismail Cem, avait annoncé que Med-TV pourrait cesser ses émissions en mai suite aux pressions d'Ankara. "Cette station ne pourra alors plus faire de la propagande terroriste dirigée contre la Turquie", avait-il dit.

Med-TV a son siège à Londres mais la majorité des employés travaillent dans ses studios à Bruxelles. Elle est financée par le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), selon Ankara qui a par le passé tenté en vain de mettre fin à ses émissions.

Med-TV possède aussi de petites antennes en Allemagne, aux Pays-Bas et en Suède.

Les ambassades de Turquie à Londres, Bonn, Paris, Stockholm, La Haye et Bruxelles ont récemment entrepris des démarches auprès des gouvernements concernés pour qu'ils ne "tolèrent" plus les émissions de Med-TV, selon une source turque.

Med-TV est soumise à la réglementation déontologique imposée à toutes les chaînes de télévision britanniques par une commission indépendante. En 1997, trois manquements aux obligations d'impartialité lui ont valu des amendes. La commission lui avait reproché de "fermer les yeux, voire glorifier, les actes d'immolation" régulièrement commis par les sympathisants du PKK.

En novembre, Med-TV s'était vu signifier que sa licence lui serait retirée en cas de nouveau manquement dans les six mois suivants.

Les autorités turques l'accusent d'incitation à la violence.

La Turquie en tenaille entre militaires et Kurdes

LA CAPTURE du chef kurde Abdullah Öcalan constitue certes un succès de taille pour les autorités turques, mais suffira-t-elle à pacifier le Kurdistan ? Aux prises depuis quinze ans avec la rébellion armée des Kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la « petite Asie », forte de cette victoire face au terrorisme, acceptera-t-elle de concéder à sa minorité kurde quelques droits élémentaires ? Celui, par exemple, pour les douze millions de Kurdes de Turquie, d'avoir leur presse et d'enseigner leur langue. La tenue d'un « procès-vitrine » pour le chef du PKK fera-t-elle oublier les entraves aux droits de l'homme dont la Turquie, au nom de la lutte contre le séparatisme, est coutumière et qui compromet son futur européen ?

Depuis 1984, la guerre entre l'armée régulière et les maquisards du PKK n'a fait qu'accroître le fossé économique, éducatif et culturel entre l'ouest et l'est du pays, renforçant le sentiment de certains Kurdes, pourtant détenteurs constitutionnellement des mêmes droits que les Turcs, de n'être que des citoyens de deuxième zone. Quand le revenu annuel par tête est évalué à 7 882 dollars à Kocaeli, près d'Istanbul, il est de 774 dollars dans la province d'Agri, à la frontière arménienne. Le nombre d'enseignants est, en moyenne, de un pour vingt-neuf étudiants à Ankara, mais passe à un pour quatre-vingt-six dans la province de Sirmak, à la frontière irakienne. Cette guerre a profondément modifié le paysage urbain. Quatre millions de déplacés

sont venus grossir les bidonvilles d'Istanbul, d'Ankara, d'Adana ou de Mersin, et forment le terreau du vote islamiste, lorsque les partis kurdes légaux sont empêchés de se présenter – un a été dissous en 1993, un autre fut interdit en 1994, et un troisième est en cours d'interdiction.

L'affrontement militaire coûte cher au pays : entre 8 et 12 milliards de dollars par an. Elle est aussi source de profits. Surtout, sous couvert de lutte antiterroriste, elle a engendré une relation Etat-mafia qui constitue certainement la principale menace pour le pays, à l'heure actuelle. Certains épisodes, toujours pas élucidés, ont révélé au grand jour l'implication de responsables politiques dans la criminalité.

Ainsi, en novembre 1996, on retrouva, près de la localité de Susurluk, sur la route d'Izmir à Istanbul, une voiture accidentée au coffre bourré d'armes, de drogue et de vrais-faux papiers contenant les corps d'un mafieux d'extrême droite recherché depuis douze ans par Interpol, du sous-chef de la police d'Istanbul et d'un député. Des « groupuscules ultranationalistes illégaux » ayant infiltré l'Etat et « devenus incontrôlables », conclut l'inspecteur en chef du gouvernement précédent, Kutlu Savas, dans son rapport officiel, rendu partiellement public en janvier 1998. Selon l'association de défense des droits de l'homme (IDH) ces « escadrons de la mort » auraient été à l'origine, entre 1992 et 1997, de 4 700 « faili meçhul cinayet » (littéralement « assassinats non élucidés »)

et de plus de 2 000 disparitions.

Lieu de passage pour l'héroïne produite en Afghanistan, au Pakistan ou en Iran, le Kurdistan de Turquie est, en outre, devenu une des plaques tournantes du trafic d'armes et de drogue. Il est de notoriété publique que toutes les parties du conflit y trempent. Selon un ancien chef des services secrets (MIT), Mehmet Eymur, cité par le quotidien *Hürriyet* du 5 juin 1997, le trafic d'héroïne aurait représenté 37 milliards de dollars en 1996 et jouirait de complicités au plus haut niveau de l'Etat. Le 21 janvier 1997, la cour de justice de Francfort, à l'issue du procès de trafiquants de drogue, déplora que l'essentiel du marché de l'héroïne vers l'Europe fût dominé par des personnalités stanbouliotes de premier plan, proches du vice-premier ministre et chef de la diplomatie de l'époque, Tansu Ciller.

SOCIÉTÉ SOUS CONTRÔLE

Ces liaisons dangereuses – ou celles qui valurent à Mesut Yilmaz, premier ministre de juin 1997 à janvier 1999, d'être désavoué par la Grande Assemblée pour « liens occultes avec la mafia » – ne sont pas à mettre au compte de l'actuel chef du gouvernement, Bülent Ecevit. Son image d'incorruptible, vêtu de son sempiternel imperméable, roulant dans une Renault 12 « produite en Turquie », tranche avec le luxe tapageur et le parfum de scandale exhalé par ses prédécesseurs. Cette assise populaire et la capture d'Abdullah Öcalan ont – comme lors de l'intervention à Chypre, en 1974, dont il fut le principal artisan – fait de M. Ecevit le favori des élections législatives du 18 avril. Si son Parti démocratique de gauche (DSP) ne remporte pas la mise, il pourra peut-être limiter le succès annoncé des islamistes du Parti de la vertu (Fazilet Partisi). C'est ce qu'espèrent les militaires, gardiens du

dogme kémaliste, engagés à ce titre dans une lutte sans merci contre la montée de l'islam politique.

Pourtant, l'électeur moyen, dont l'opinion est forgée par les médias – dans la plupart des quotidiens, Abdullah Öcalan n'est désigné que comme le « tueur de bébés » –, ne risque pas, le 18 avril, de donner sa voix au candidat qui tendra la main aux aspirations des Kurdes, aussi modérés soient-ils. Avec une société civile sous contrôle, des partis politiques traditionnels déconnectés de la réalité, une élite militaire de plus en plus présente, la Turquie, confite en kémalisme, s'avère incapable, au nom de la préservation de l'Etat unitaire, de faire une place à ses minorités. Si la révolution de Kemal Atatürk a forgé un pays moderne, véritable exception dans la région, l'héritage s'est érodé. La mentalité d'assiégé qui prévalait en 1923 n'est plus de mise aujourd'hui ; or la même rigidité prévaut dès que sont abordées les questions kurde, arménienne ou chypriote.

M. Ecevit saura-t-il imprimer un autre visage au pays ? Pour cela, il devrait se libérer de l'omniprésence du numéro deux de l'exécutif, le chef d'état-major Huseyin Kivrikoglu, dont les recommandations, édictées par la voix du Conseil de sécurité, sont suivies à la lettre, comme le prévoit la Constitution en vigueur, celle issue du coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980.

Marie Jégo

Le Monde

15 MARS 1999

LE MONDE / MARDI 16 MARS 1999

La Turquie sous le choc après un nouvel attentat

ANKARA. La Turquie était en état de choc, dimanche 14 mars, au lendemain du troisième, et du plus sanglant, attentat commis en quatre jours contre des centres commerciaux à Istanbul. Treize personnes sont mortes, la plupart asphyxiées, dans l'incendie provoqué par des cocktails-Molotov dans un immeuble de la partie européenne d'Istanbul. Un groupe kurde inconnu, les « Faucons de la vengeance d'Apo » (diminutif du chef kurde Abdullah Öcalan), aurait revendiqué l'attentat auprès d'une chaîne de télévision, selon les médias, mais la police n'a fait aucun commentaire officiel. Le PKK n'a revendiqué qu'un seul des cinq attentats commis en Turquie depuis l'arrestation d'« Apo », le 15 février, au Kenya. Mais à l'issue de son 6^e congrès, le 4 mars, il avait annoncé qu'il allait « intensifier la guerre » contre l'Etat turc. La presse s'indignait dimanche : « Les meurtriers fous ont brûlé vives 13 personnes. Qu'ils soient maudits ! », titrait le libéral *Radikal* ; « Sauvages ! renchérisait *Milliyet*, ils ont massacré des innocents. » – (AFP)

LE MONDE / JEUDI 18 MARS 1999

Attentat d'Istanbul : les autorités accusent le PKK, qui dément

ISTANBUL. Le gouverneur d'Istanbul a annoncé, mardi 16 mars, que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) avait revendiqué l'attentat contre un centre commercial d'Istanbul qui a fait douze morts, samedi 13 mars. « L'attentat a été revendiqué par le PKK », a déclaré Erol Cakir devant la presse. Les auteurs de cet attentat ignoble seront capturés et punis. Aussitôt, un porte-parole du PKK à Vienne a démenti : « Le PKK se dissocie de cet attentat et ne ferait pas une chose pareille », a déclaré à l'Agence France-Presse Erol Polat, citant un communiqué d'un commandant de l'organisation, Osman Öcalan, frère du chef du PKK, Abdullah Öcalan. Selon M. Polat, il pourrait s'agir d'une action d'un autre groupe kurde extrémiste, qui avait revendiqué un attentat précédent et critiqué le PKK en estimant qu'il n'était pas assez « dur ». Le PKK a annoncé au début du mois qu'il allait « intensifier la guerre » contre l'Etat turc. Un état d'alerte a, en outre, été décrété mardi à Istanbul. – (AFP)

Procès Ocalan: Ankara refuse des observateurs mais accepte des "auditeurs"

ANKARA, 17 mars (AFP) - Le procès du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, s'il est public, sera ouvert à des "auditeurs" venant à titre privé mais pas à des "observateurs" représentant une institution, a déclaré mercredi un diplomate turc.

Le président de la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara décidera si le procès est ouvert au public. Si oui, il sera "accessible à des auditeurs et non à des observateurs, cela n'existe pas dans notre système", a souligné devant la presse Faruk Logoglu, sous-secrétaire d'Etat adjoint au ministère des Affaires étrangères.

Cette position permet en fait que le procès soit suivi par des personnes faisant fonction d'observateurs à condition qu'elles ne s'en donnent pas le titre pour ménager la susceptibilité de la Turquie.

L'Union européenne avait réclamé le 22 février l'envoi d'observateurs internationaux au procès, ce qu'Ankara a refusé, y voyant une ingérence.

M. Logoglu a souligné que la Turquie était obligée de coopérer, de par ses engagements, avec la Cour européenne des droits de l'Homme et le Comité contre la Torture du Conseil de l'Europe. Mais elle ne "se pliera pas à des demandes auxquelles elle n'est pas obligée de répondre, même si la personne impliquée est exceptionnelle", a-t-il dit.

"Il ne s'agit pas d'un spectacle ou d'un film d'aventure, il s'agit d'un procès", a souligné le diplomate turc, sans pouvoir indiquer quand il s'ouvrira.

Abdullah Ocalan, chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a été arrêté le 15 février à Nairobi par un commando turc et ramené en Turquie pour y être jugé pour trahison et tentative de diviser le pays. Il encourt la peine de mort.

.....

18 rebelles du PKK tués dans l'est anatolien et dans le nord de l'Irak

Mer 17 Mar 99 - 14h14 GMT

DIYARBAKIR (Turquie), 17 mars (AFP) - Dix-huit rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors d'opérations de l'armée turque dans l'est de l'Anatolie et dans le nord de l'Irak, a-t-on appris mercredi de sources proches des services de sécurité locaux à Diyarbakir (sud-est).

Seize rebelles ont été tués dans la région montagneuse de l'Alibogazi dans la province de Tunceli (est) lors d'opérations militaires qui se poursuivent depuis une semaine, selon les mêmes sources.

Deux rebelles du PKK ont été tués dans le nord de l'Irak dans la région de Sinat, en face de la localité turque d'Uludere, par les troupes turques qui pourchassaient un groupe de militants armés du PKK, selon ces sources.

Ces dernières n'ont pas fait état de pertes dans les rangs de l'armée turque.

Le PKK utilise le nord de l'Irak comme base arrière et l'armée turque y mène fréquemment des incursions de plus ou moins grande ampleur.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-est de la Turquie, à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

Le chef du PKK, Abdullah Ocalan, a été capturé le 15 février à Nairobi par un commando turc et conduit en Turquie pour y être jugé. Accusé de trahison et tentative de diviser la Turquie, il encourt la peine capitale.

Madrid a recours à la justice pour empêcher la réunion du "parlement kurde"

Jeu 18 Mar 99 - 19h31 GMT

MADRID, 18 mars (AFP) - Le gouvernement espagnol a annoncé vendredi qu'il allait déposer un recours devant le Tribunal constitutionnel pour empêcher la réunion, en juillet au Pays basque (nord), du "parlement kurde en exil".

Le "parlement kurde en exil", assemblée non élue proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), doit se réunir à Vitoria (nord) dans les locaux du parlement autonome basque, dominé par les nationalistes modérés et les indépendantistes radicaux proches de l'organisation armée ETA.

Madrid estime qu'en prenant la décision d'accueillir le "Parlement kurde", le parlement basque a empiété sur les compétences exclusives du gouvernement central en matière de politique extérieure, a expliqué le ministre des Administrations publiques, Angel Acebes, au cours d'une conférence de presse.

Le Tribunal constitutionnel, composé de douze magistrats, a le pouvoir de trancher dans les conflits de compétences entre le gouvernement central et les autorités des 17 régions autonomes d'Espagne.

La saisie du Tribunal constitutionnel entraîne automatiquement la suspension de la décision du parlement basque. Mais les magistrats doivent confirmer ou infirmer cette suspension dans un délai maximal de cinq mois.

Depuis sa création à La Haye en avril 1995, le "parlement kurde" s'est réuni à Moscou en octobre 1995, à Vienne en 1996, à Copenhague en mars 1996, à Rome en juillet 1996 et en octobre 1998. Ces réunions ont chaque fois provoqué de vives protestations d'Ankara auprès des pays concernés.

.....

Abdullah Ocalan assure depuis sa prison vouloir "la paix et la démocratie"

ANKARA, 18 mars (AFP) - Le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, détenu sur l'île prison d'Imrali, a assuré qu'il souhaitait une "véritable paix et la démocratie en Turquie", dans une déclaration écrite communiquée jeudi à la presse par ses avocats.

"Nous voulons une véritable paix et la démocratie en Turquie", a affirmé Abdullah Ocalan dans cette déclaration. "Mon combat est celui pour une paix et une démocratie puissantes. Ce combat se déroule entre ceux qui veulent la paix et la démocratie et ceux qui ne les veulent pas", a-t-il précisé.

C'est la première fois qu'Abdullah Ocalan s'exprime dans une déclaration publique depuis qu'il a été capturé le 15 février à Nairobi et ramené en Turquie pour y être jugé.

Selon les observateurs, cette déclaration est d'autant plus insolite qu'Ocalan est sous une garde policière étroite à Imrali, et il serait surprenant que les autorités l'aient autorisé à s'exprimer depuis sa prison.

Abdullah Ocalan estime dans ce texte que si la Turquie "adopte une approche favorable pour une solution de la question" (kurde), ce serait "une opportunité historique".

"Dans le cadre de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de la Turquie, nous souhaitons la création des conditions d'une solution politique ouvrant la voie à la co-existence pacifique de nos peuples" kurde et turc, souligne le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Aucune date n'a encore été fixée pour l'ouverture du procès d'Abdullah Ocalan, qui sera jugé par la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara pour "trahison et tentative de diviser" la Turquie. Il encourt la peine de mort.

Le communiqué signé par quatre de ses avocats, dont deux sont autorisés à lui rendre visite chaque mardi et vendredi, rappelle que le PKK a proclamé un cessez-le-feu unilatéral en septembre dernier.

Cette trêve avait été immédiatement rejeté par les autorités turques, comme les deux précédentes proposées par le PKK en mars 1993 et décembre 1995.

Le PKK a lancé en 1984 une rébellion armée dans le Sud-Est à majorité kurde pour la création d'un Etat kurde indépendant. Les violences liées à cette rébellion ont fait quelque 31.000 morts.

.....

Attentat-suicide à Van: un mort et 3 blessés

ANKARA, 20 mars (AFP) - Une personne a été tuée et trois autres blessées, dont deux policiers, dans un attentat-suicide à la bombe perpétré en Turquie par un homme samedi à Van (est), a rapporté l'agence Anatolie.

La personne non indentifiée, tuée sur le coup, est l'auteur de l'attentat, selon l'agence.

Ce genre d'attentat, perpétré souvent par des femmes, est attribué en général par les autorités turques au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), en rébellion armée depuis 1984 contre Ankara pour créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-est de la Turquie, à majorité kurde.

Le 4 mars, une personne avait été tuée et quatre autres blessées dans un attentat similaire perpétré par une femme à Batman (sud-est) contre un commissariat de police. L'auteur de l'attentat avait été dénichée par l'explosion.

En 1996, trois attentats-suicide perpétrés par des femmes et revendiqués par le PKK avaient fait 20 morts, dont 13 membres des forces de sécurité.

La Turquie est confrontée à une vague d'attentats, notamment à Istanbul, depuis la capture du chef du PKK, Abdullah Ocalan, le 15 février à Nairobi.

L'attentat le plus meurtrier a été perpétré le 13 mars dernier contre un centre commercial sur la partie asiatique de la ville, faisant 13 morts.

.....

Enlèvement d'Ocalan: un officier du Mossad reconnu à Nairobi : presse

BERLIN, 19 mars (AFP) - Un officier du Mossad a été reconnu par des témoins sur l'aéroport de Nairobi dans les jours qui ont précédé l'interception du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, affirme le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ) à paraître samedi.

Selon ces "témoins", cités par le journal, cet officier des services de renseignements avait dirigé les commandos aéroportés israéliens qui avaient libéré en 1976, au terme d'une opération spectaculaire, les otages d'un Airbus d'Air France détourné par des pirates de l'air pro-palestiniens à Entebbe (Ouganda).

Le journal affirme par ailleurs que des indices de plus en plus nombreux s'opposent à la thèse des autorités turques selon lesquelles Ocalan avait été conduit directement de Nairobi à Ankara à bord d'un jet de l'homme d'affaires turc Cavit Caglar.

Cet appareil, selon la FAZ, ne dispose pas d'une autonomie suffisante pour effectuer un vol de plus de sept heures. S'il a réellement décollé de Nairobi, il a dû ainsi faire escale dans l'un des rares pays amis de la Turquie dans la région, soit Israël ou l'Egypte, avance le quotidien.

Le Mossad tout comme le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu ont démenti formellement toute implication d'Israël dans l'escamotage du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à Nairobi le 15 février.

.....

Trois parlementaires européens empêchés de se rendre dans le sud-est

Sam 20 Mar 99 - 11h16 GMT

ISTANBUL, 20 mars (AFP) - Deux députés néerlandais et un autre belge ont été empêchés par les autorités turques de se rendre dans le sud-est anatolien, à majorité kurde, et sont rentrés samedi dans leur pays, a indiqué l'Association turque de défense des droits de l'Homme (IHD).

Deux députés néerlandais du parti des Verts (Groenlinks) et un député belge du parti écologiste de Flandre (Agalev) ont été retenus vendredi par la police à l'aéroport Atatürk d'Istanbul qui ne les a pas autorisés à se rendre à Diyarbakir (sud-est), selon un porte-parole de l'IHD.

"Les trois députés ont rencontré vendredi à l'aéroport des dirigeants de l'IHD et sont rentrés ce matin dans leur pays", a-t-il ajouté.

La sécurité a été considérablement renforcée dans toutes les provinces du sud-est anatolien, théâtre de la rébellion kurde, à l'occasion de la fête du Newroz.

Les permissions dans les rangs de la police et de l'armée ont été levées en prévision d'éventuelles attaques de la part du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), selon les autorités.

Fête païenne d'origine zoroastrienne, le Newroz (Norouz pour les Iraniens) annonce le réveil de la nature avec l'équinoxe de printemps, le 21 mars.

Le PKK, en rébellion armée depuis 1984 pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie, a cherché au début des années 90 à s'approprier le Newroz pour en faire un jour symbolique de sa lutte.

En 1992, le Newroz avait été marqué par des affrontements sanglants entre le PKK et les forces de l'ordre, faisant au moins 50 morts selon des chiffres officiels.

L'Etat turc a récupéré depuis 1995 le Newroz en le présentant comme un Nouvel An traditionnel de nombreux peuples de la région dont les Turcs.

Toutefois cette année, les célébrations ont été interdites à Diyarbakir en raison de la vague d'attentats, notamment à Istanbul, qui frappe la Turquie depuis la capture du chef du PKK, Abdullah Ocalan, le 15 février à Nairobi.

Même les démocrates kurdes sont censurés

L'interdiction du Parti démocratique de masse (DKP), la principale formation politique kurde favorable à une solution démocratique, prouve l'incapacité des dirigeants turcs à comprendre les réalités du pays.

MILLIYET
Istanbul

Parmi les intellectuels d'origine kurde vivant en Turquie, beaucoup sont des amis. Lors de mes nombreux voyages professionnels dans le sud-est de la Turquie, j'ai eu l'occasion de rencontrer d'autres intellectuels kurdes. A la lumière de cette expérience, je puis affirmer sans hésitation que la plupart d'entre eux sont attachés à l'intégrité et à l'unité du pays. Leurs idées se résument ainsi :

– Les revendications des Kurdes portent essentiellement sur la reconnaissance officielle de leur identité ethnique et sur la possibilité de développer leur langue et leur culture librement. La lutte pour ces droits doit suivre une voie pacifique, dans le cadre de la démocratie.

– Parmi les pays où vivent les Kurdes, la Turquie est le seul, malgré nombre de restrictions, où existe la possibilité de défendre ses droits par des voies démocratiques. Il n'y a qu'en Turquie où les Kurdes ont pu accéder à des postes importants dans les domaines de la vie politique, culturelle et économique.

– Le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) a causé des dégâts irréparables à l'ensemble du peuple, mais surtout aux Kurdes de Turquie. Il est le premier responsable de la transformation en champ de bataille de la région où les Kurdes sont majoritaires, ainsi que des évacuations de villages et de la perte des fils les plus valeureux du peuple kurde au cours de combats.

– Le renforcement des courants autoritaires, la montée du nationalisme turc face au nationalisme kurde sont

largement l'œuvre du PKK. La terreur qu'il a exercée a freiné la lutte pour la démocratie en Turquie, tout en savonnant la planche de ceux qui sont contre une solution pacifique de la question kurde. Les intellectuels kurdes qui partagent ces vues se sont trouvés pendant longtemps pris entre les interdits empêchant de débattre librement du problème et les menaces de liquidation par le PKK. Lorsque des gens comme Musa Anter (journaliste) étaient victimes des "exécutions sans jugement" des groupes armés [turcs], d'autres tombaient sous les balles du PKK.

"JE SUIS KURDE ET IL Y A DES KURDES EN TURQUIE"

Le Parti démocratique de masse (DKP) est la principale formation politique

▼ Dessin
d'Erhan Turgut,
Paris.



représentant les Kurdes partisans d'une solution démocratique tout en restant dans le cadre unitaire de la Turquie. Serafettin Elçi, ancien ministre de l'Urbanisme, est le président de ce parti et l'un des porte-parole de premier plan des Kurdes de cette tendance.

L'interdiction du DKP par la Cour constitutionnelle le 26 février dernier est un coup sévère porté aux efforts en vue du développement de la démocratie en Turquie et de la recherche d'une solution pacifique. Cette décision montre, on ne peut plus clairement, que ceux qui

dirigent le pays n'ont pas du tout l'intention de tirer profit de l'occasion qui se présente après le coup d'arrêt donné à la terreur et l'arrestation de son chef, Abdullah Öcalan. Le fait que cette décision ait été prise à une majorité très serrée (six voix contre cinq) est assez révélateur. Le seul point de consolation est le fait qu'aucune charge n'a été retenue contre Elçi lorsque son parti a été jugé anticonstitutionnel.

J'avais eu l'occasion de discuter avec Serafettin Elçi à Ankara voilà un mois. Il restait optimiste. Se

souvenant de sa condamnation à trente mois de prison après le coup d'Etat de 1980 pour avoir déclaré haut et fort "Je suis kurde et il y a des Kurdes en Turquie", il affirmait que, depuis

cette époque-là, beaucoup de choses avaient changé. Il espérait que la Cour constitutionnelle absoudrait son parti. Malheureusement, son espoir a été déçu. Il est temps que la Turquie fasse sienne les propos tenus par Süleyman Demirel (actuel président de la République) à Diyarbakir [au Kurdistan turc], en décembre 1991 : "Il y a une identité kurde. Il est désormais impossible de s'y opposer. La Turquie est obligée de reconnaître cette réalité."

Sahin Alpay

State of Alert in Istanbul

Security Stepped Up After Terrorist Attacks

The Associated Press

ISTANBUL — Authorities blamed Kurdish rebels for the recent wave of terrorist attacks against civilians and declared a state of alert in Istanbul on Tuesday.

Extra police vehicles were stationed near tourist sites, including the Topkapi Palace, the Blue Mosque and the Grand Bazaar, and security checks at the entrance to the sites were tightened.

After days of investigation, the local governor, Erol Cakir, blamed rebels angry over the capture last month of the Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan for the string of recent attacks.

Mr. Cakir ordered a range of new security measures, including new metal detectors for stores, shopping malls, factories, hotels, business centers, cafes, bars, restaurants, transportation facilities, stadiums and parking lots.

Managers of large public venues were ordered to hire extra security guards and ensure adequate fire escapes and exits.

"We have to remain calm and take necessary measures with care," the governor told a news conference.

The deadliest of the recent attacks was a firebombing Saturday that killed 13 people in an Istanbul department store which did not have fire escapes.

On Monday, Mr. Ocalan's Kurdistan Workers Party, which has been fighting

for autonomy since 1984, declared the entire country a war zone and threatened to attack tourist resorts.

Several Western countries, including the United States, have issued travel advisories for their citizens.

Apart from the store firebombing, 45 people have been wounded in 300 attacks, mostly firebombings of parked vehicles, over the past month in Istanbul, Mr. Cakir said.

On Tuesday, about 1,000 policemen were stationed outside a downtown university, and 100 leftist demonstrators were rounded up as they gathered to commemorate the killing of seven leftist students 21 years ago in a bombing.

■ Special Parliament Session

Parliament reopened in Ankara on Tuesday for an extraordinary session summoned by the Islamist opposition and dissenting deputies who aim to delay April elections, Reuters reported.

The Islamists are likely to push for the lifting of sedition laws under which senior members of their party have been tried.

The disgruntled deputies split from their party ranks after being excluded from party lists for the April 18 elections, transforming the parliamentary arithmetic that brought Prime Minister Bulent Ecevit to power with a mandate to govern until elections.

Le PKK menace les touristes en Turquie

Le PKK menace de s'en prendre aux touristes étrangers qui se rendraient en Turquie. Dans un communiqué, la branche armée du Parti des travailleurs du Kurdistan — dont le leader Abdullah Öcalan encourt la peine de mort — a déclaré hier que, «pour leur sécurité, il est nécessaire que les touristes ne viennent pas en Turquie, que les Etats préviennent leurs citoyens et que les agences de tourisme ne fassent pas de telles réservations». «Toute la Turquie est une zone de guerre maintenant. Cela inclut les régions touristiques. La décision a été prise d'accroître la guerre contre l'Etat turc jusqu'à ce que le président Apo (Öcalan, ndlr) soit libéré», a précisé l'organisation. Cette déclaration intervient alors qu'un nouvel attentat à l'explosif a visé hier la représentation de la Commission européenne à Ankara. Une femme a été blessée aux jambes et deux véhicules détruits. Samedi, un attentat dans un centre commercial d'Istanbul avait déjà provoqué la mort de douze personnes. D'autres explosions se sont produites depuis l'arrestation d'Öcalan, le 15 février.

LIBERATION
16 MARS 1999

Huit hélicoptères franco-allemands pour équiper la police turque

LA TURQUIE et le groupe franco-allemand Eurocopter vont signer un contrat, d'un montant de 600 millions de francs (soit 91,5 millions d'euros), qui couvre, moyennant un crédit encore à définir, l'achat par la police turque de huit hélicoptères Cougar Mk1. Les forces spéciales de la police turque sont déjà dotées d'hélicoptères français Puma. Le Cougar Mk1 transporte une vingtaine de commandos sur les lieux d'une action.

Face à la concurrence de Boeing-Sikorsky, le choix de la police

turque s'est porté sur l'hélicoptère franco-allemand, comme le reconnaît la représentante d'Eurocopter à Ankara, Sedef Demirel. Le groupe turc Tusas Aerospace Industries (TAI) a reçu, en 1997, la licence de fabrication du Cougar Mk1. A cette époque, l'armée turque a acheté, pour ses troupes et leur logistique, trente Cougar Mk1 qui sont produits par TAI et dont les trois premiers exemplaires viennent d'être assemblés sur place. Ce contrat est estimé à 2,5 milliards de francs (381 millions d'euros). Dès lors que les hélicoptères sont identiques et où c'est TAI qui les fabrique, le choix de la police est cohérent avec celui de l'armée.

LA QUESTION DU GÉNOCIDE

Début mars, la Turquie a fait savoir qu'elle remettait, après l'en avoir exclu fin 1998, l'hélicoptère de combat Tigre conçu par Eurocopter en compétition avec des modèles américains, italiens et russo-israéliens (*Le Monde* du 11 mars). Le marché turc, qui porte sur 145 hélicoptères et dont la conclusion est attendue pour la fin de cette année, est estimé à 4 mil-

liards de dollars (3,6 milliards d'euros). Peu après l'annonce, par Ankara, de la décision sur le Tigre, Lionel Jospin a rappelé que son gouvernement ne soutiendra pas la proposition de loi, présentée par des députés socialistes, sur la reconnaissance du génocide arménien de 1915. Le Tigre fera prochainement des essais en France au profit des Turcs.

Au Sénat, Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, a expliqué, mercredi 17 mars, que «la France redoute que l'adoption de ce texte par le Parlement serve, avant tout, ceux que tentent le repli sur soi, le nationalisme autoritaire et la répudiation des valeurs de progrès». Il a rejeté la perspective de l'inscription d'une telle proposition de loi à l'ordre du jour du Sénat, invoquant des raisons d'«opportunité».

Jacques Isnard

LE MONDE / SAMEDI 20 MARS 1999

Arrestation d'une femme s'apprêtant à un attentat-suicide

Sam 20 Mar 99 - 12h49 GMT

ANKARA, 20 mars (AFP) - Une femme, membre présumé du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a été arrêtée samedi en Turquie dans la province de Sîrnak (sud-est) alors qu'elle apprêtait à commettre un attentat-suicide, a rapporté l'agence Anatolie.

La femme, âgée d'une vingtaine d'années, a été retrouvée en possession de deux grenades à main et d'un pistolet lors d'une opération de la police, selon l'agence.

Peu avant, une personne a été tuée et trois autres légèrement blessées, dont deux policiers, dans un attentat-suicide à la bombe perpétré par une homme à Van (est). La personne tuée est l'auteur de l'attentat, selon Anatolie.

Ce genre d'attentat, perpétré souvent par des femmes, est attribué en général par les autorités turques au PKK, en rébellion armée depuis 1984 contre Ankara pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie, à majorité kurde.

La Turquie est confrontée à une vague d'attentats, notamment à Istanbul, depuis la capture du chef du PKK, Abdullah Ocalan, le 15 février à Nairobi.

La sécurité a d'autre part été considérablement renforcée dans toutes les provinces du sud-est anatolien, théâtre de la rébellion kurde, à l'occasion de la fête du Newroz.

Le PKK a cherché au début des années 90 à s'approprier cette fête païenne d'origine zoroastrienne annonçant le réveil de la nature avec l'équinoxe de printemps, le 21 mars, pour en faire un jour symbolique de sa lutte. En 1992, la journée avait été marqué par des affrontements sanglants entre le PKK et les forces de l'ordre, faisant au moins 50 morts.

L'Etat turc a récupéré depuis 1995 le Newroz en le présentant comme un Nouvel An traditionnel de nombreux peuples de la région dont les Turcs.

Toutefois cette année, les célébrations ont été interdites à Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien.



Arrestation d'Allemands en Turquie: protestation de Bonn

Dim 21 Mar 99 - 19h30 GMT

BONN, 21 mars (AFP) - L'ambassadeur de Turquie a dû s'expliquer dimanche auprès du ministère allemand des Affaires étrangères sur l'arrestation par la police turque de plusieurs ressortissants allemands et d'Allemands membres d'une délégation d'organisations de défense des Droits de l'Homme, a annoncé le ministère dans un communiqué.

Au nom du chef de la diplomatie allemande, Joschka Fischer, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Wolfgang Ischinger, s'est entretenu avec l'ambassadeur turc, Tugay Ulucevîk, et lui a demandé des explications sur les conditions de l'arrestation d'Allemands, dont le nombre n'a pas été précisé, à l'occasion de la célébration de la fête du Newroz, samedi et dimanche à Istanbul. (Six ressortissants allemands ont été placés en garde à vue à Nusaybin (sud-est) pour avoir tenté d'entrer dans la ville par des voies illégales, a indiqué dimanche une source turque locale).

M. Ischinger a réclamé "un éclaircissement rapide" de cette affaire et a "attiré l'attention" de l'ambassadeur "sur l'importance d'un traitement absolument correct" des personnes arrêtées.

Le ministère, dans son communiqué, indique que l'ambassadeur turc "s'était engagé à aider à la solution" de cette affaire.

De nombreux incidents ont opposé samedi et dimanche en Turquie les forces de l'ordre à des manifestants favorables au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) à l'occasion de la célébration de la fête du Newroz. Plusieurs centaines de personnes ont été interpellées et une dizaine de policiers, ainsi que plusieurs dizaines de manifestants ont été blessés, dont certains par balles.

A l'occasion du Newroz, la sécurité a été considérablement renforcée en Turquie, notamment dans le sud-est anatolien à majorité kurde, théâtre depuis 1984 de la rébellion du PKK. Cette fête païenne d'origine zoroastrienne annonce le réveil de la nature avec l'équinoxe de printemps, le 21 mars.

Turkey cracks down on Kurdish day of protest.

Reuters - March 21, 1999

By Osman Senkul

MARDIN, Turkey, March 21 (Reuters) - Turkish police and troops stepped up patrols in the mainly Kurdish southeast on Sunday, tightening security for a Kurdish spring festival that has often been the focus of separatist protest.

Security and fire services raced to douse traditional bonfires lit to mark the Kurdish Newroz festival and disperse groups of young men who had gathered around them.

One protester and five policemen were wounded when anti-riot police opened fire to disperse some 40 demonstrators in the main commercial city Istanbul's poor district of Gazi, witnesses said.

Police opened fire after the demonstrators responded to an order to disperse by throwing stones. The protester and two policemen were hit by bullets. The demonstrator was shot in the head and was in a serious condition in a local hospital.

Police in the southeastern province of Mardin, near the Syrian border, detained and expelled a Reuters correspondent and three other Turkish journalists.

The southeast has been particularly tense since Turkey arrested Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan last month.

Authorities are concerned that Newroz could spark further attacks in the southeast and in major cities in western Turkey, where a large numbers of Kurds live.

The festival traditionally welcomes spring but has now become a rallying point for militant Kurdish nationalism. In Istanbul, members of an "anti-terror" police unit fired into the air before charging a crowd of around 200 people who had gathered around burning tyres in a stretch of waste ground.

Witnesses said over 100 people were arrested. Police and armoured cars chased protesters into streets around the area, where small fires smouldered.

Police and soldiers took up positions in the centre of the eastern town of Tunceli and on main roads.

Reuters reporter Osman Senkul, a Turkish national, was taken by police from his hotel in Mardin province with other Turkish correspondents to the regional capital Diyarbakir. He was told he would be put on a flight out of the region.

Police had shown the reporters a directive from the deputy emergency rule governor saying that "foreign and domestic members of the press may not work in the region without authorisation from the Directorate of Press and Information."

The press officer of Mardin province had earlier told Reuters that reporters would be welcome during the Newroz festivities. Reuters had not been informed of any changes to the rules governing access to the region.

Police have previously declared that an emergency zone, set up to combat activities of the Kurdistan Workers Party, was closed to journalists and expelled several correspondents. The Mardin region, however, was removed from the zone some time ago.

Police raided offices of Kurdish groups nationwide on the eve of Newroz, which means "new day" in Kurdish.

"We know 165 were detained in Istanbul. Other offices have been searched, houses raided...so it is hard to know the full figure, but they are saying 2,000 nationwide," said a spokesman for the People's Democracy Party, a legal Kurdish grouping.

Authorities say Kurdish guerrillas seeking revenge for the capture of Ocalan are behind a recent wave of attacks across Turkey. The rebels are waging an armed campaign for self-rule for the southeast in which more than 29,000 people have died in the last 14 years.

Ocalan faces a treason trial, accused of ordering the killing of state employees, including teachers and their families, as well as attacks on security forces.



Burhan Ozbilici/The Associated Press

SECURITY ALERT — Turkish troops and police keeping watch Sunday in Diyarbakir against the possibility of violence by Kurdish activists during celebrations of Nowruz, a spring festival.

Forte répression policière en Turquie

Le Nouvel An kurde a été marqué dimanche en Turquie par de nouvelles violences et une forte répression policière. Les forces de l'ordre ont arrêté un millier de personnes dans tout le pays et quasiment placé le Sud-Est, dominé par la communauté kurde en état de siège.

A Istanbul, les manifestants dans un quartier kurde ont jeté des pierres et ouvert le feu sur la police, blessant cinq membres des forces de l'ordre dont deux par balles, selon l'agence de presse turque Anatolia. L'Association des Droits de l'Homme indépendante faisait état de deux manifestants blessés dans la fusillade qui a suivi.

Au total, un millier de personnes ont été placés en détention dans tout le pays, après des affrontements qui ont éclaté à Izmir, Adana, Kayseri et Gaziantep.

La tension était déjà vive en Turquie, qui connaît une nouvelle vague de violence terroriste depuis la capture du dirigeant autonomiste kurde Abdullah Ocalan, chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), le 15 février dernier.

Dimanche, la sécurité avait été renforcée à travers toute la Turquie alors que les Kurdes célébraient le Nowruz, l'arrivée du printemps et leur Nouvel An, comme tous les 21 mars. Les précédentes festivités s'étaient achevées dans des émeutes qui avaient

coûté la vie de dizaines de personnes. Les célébrations ont ainsi été interdites dans les localités où des incidents s'étaient produits par le passé, comme Diyarbakir, la principale ville du sud-est du pays. Des centaines de soldats et de policiers ont ainsi été déployés dans les quartiers kurdes tels que Baglar et Sehitlik.

Le même jour, une explosion a endommagé l'oléoduc reliant l'Irak à la Turquie, interrompant le flux de pétrole. L'origine de l'explosion, qui a eu lieu à Midyat, dans la province de Mardin (sud-est de la Turquie), est inconnue. Les employés ont éteint l'incendie qui s'était déclenché.

La moitié du pétrole exporté par l'Irak transite par ce pipeline, soit l'équivalent d'un million de barils/jour.

Selon le gouverneur de la province Fikret Guven, l'hypothèse d'un sabotage n'est pas à exclure. Les rebelles kurdes combattant pour l'autonomie du Kurdistan turc ont déjà pris cet oléoduc pour cible par le passé.

Le transport du pétrole par cet oléoduc avait été interrompu au début du mois après un raid aérien américain sur le centre de communications irakien gérant le flux de carburant.

Un attentat suicide avait été perpétré samedi près d'un poste de police de la province de Van, dans le sud-est de la Turquie par un homme soupçonné d'être un séparatiste kurde. Le porteur de l'engin explosif a été tué sur le coup et trois autres personnes ont été blessées, selon le bilan des autorités.

Le gouverneur de la province Abdulkadir Sari, a précisé que le "kamikaze" avait fait exploser sa bombe après avoir été appréhendé par des policiers qui trouvaient

AGENDA

Explosion Damages Turkish Oil Pipeline

DIYARBAKIR, Turkey (Reuters) — A bomb explosion Sunday in south-eastern Turkey halted the flow of crude oil through a pipeline from Iraq during a Kurdish new year festival that is often a focus of separatist violence in Turkey, officials said.

The bomb, which was placed on the pipeline, caused a large fire but limited damage, said Fikret Guven, governor of Mardin Province. The pipeline was closed for inspection after the blast.

"The possibility of sabotage is high," Mr. Guven said, but he gave no further details. The explosion occurred in the Midyat district of Mardin.

Local security officials said they also suspected a sabotage attack but did not name any likely suspects.

The pipeline, which extends from the northern Iraqi city of Kirkuk to the Turkish port of Ceyhan, runs through remote regions that are strongholds for Kurdish rebels loyal to the imprisoned guerrilla leader Abdullah Ocalan.

son attitude suspecte. Les trois blessés sont deux policiers et un passant. a-t-il ajouté.

L'agence semi-officielle Anatolie a par ailleurs annoncé qu'une rebelle kurde avait été arrêtée dans la province de Sirmak, également dans le sud-est anatolien, avant d'avoir pu actionner les deux grenades qu'elle portait sur elle.

Pressured Ocalan unable prepare defence, lawyer

Reuters - March 19, 1999

By Pelin Turgut

MUDANYA, Turkey (Reuters) - A lawyer for captured Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan said Friday his client was under such intense psychological pressure that he was unable to prepare a defense for his trial.

Lawyer Ahmet Zeki Okcuoglu, accompanied by three other attorneys, visited Ocalan on prison island Imrali where he is awaiting trial on treason charges which carry the death penalty. It is not clear when his trial will start.

"Abdullah Ocalan is kept under intense psychological pressure. It is not possible for him to use his right of defense," Okcuoglu told reporters when he arrived at the nearby coastal town of Mudanya from the isolated prison island after the visit.

Okcuoglu said prison officials did not allow the lawyers to have a private conversation with Ocalan. He gave no further details.

The lawyer's visit came a day after Ocalan issued his first statement since being seized last month by Turkish special forces in Kenya. He said he would base his defense on a call he made last year for a cease-fire in the Kurdish rebel conflict, in which more than 29,000 people have died.

Turkey's powerful military subsequently issued a statement rejecting any negotiations with Ocalan's guerrillas, in an apparent response to his efforts to portray himself as a peacemaker.

Turkey holds Ocalan responsible for spearheading the Kurdistan Workers Party (PKK) which first took up arms for Kurdish self rule in the mainly-Kurdish southeast 14 years ago.

The PKK declared unilateral cease-fires in 1993, 1995 and 1998 and has made a series of other calls for a halt to hostilities. Ankara has dismissed them as tactical maneuvers of what it views as a terrorist group.

A rash of violent attacks has swept the country in an apparent protest against Ocalan's capture.

State-run Anatolian news agency earlier quoted Okcuoglu as saying that Ocalan did not view the violence "positively."

"I tell him all that is happening. Apart from that, he does not have any communication with the world," the lawyer said.

.....

British TV body suspends Kurdish station

Reuters - March 22, 1999

LONDON, March 22 (Reuters) - A British television watchdog ordered a Kurdish channel on Monday to cease broadcasting for 21 days after it showed calls for violence in Turkey.

Turkish authorities welcomed the decision as London-based Med TV, which they accuse of acting as a mouthpiece for separatist Kurdish guerrillas, went off the air on Monday night.

"This decision is comforting and pleasing. We hope that Med TV will be closed not just for 21 days but forever," Turkish government spokesman Sukru Sina Gurel was quoting as saying by the state-run Anatolian news agency.

More than 200 Kurds chanted "Long live Med TV" in a protest outside the London headquarters of Britain's Independent Television Commission (ITC).

Ahmat Aygum, a protest leader, told reporters the ITC decision was "politically motivated."

The ITC said it had given Med TV three weeks to convince it to allow the station to continue broadcasting.

"The essence of these recent breaches is that the broadcasts contain calls to

direct violence and criminal actions of various kinds," ITC's Director of Programmes and Cable, Sarah Thane, told reporters.

The broadcasts were made after Turkey's arrest of Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan last month. They featured messages from Kurdish leaders calling for acts of violence in Turkey.

Turkey says guerrillas of Ocalan's Kurdistan Workers Party (PKK) finance Med TV.

First step taken post-PKK era of Turkish-Syrian relations

Ankara - Turkish Daily News - March 23, 1999

Turkey exports synthetic materials, iron and steel, margarine, and automotive products to Syria, and its main import from that country is crude oil.

During Yassin's visit he also met with Tourism Minister Ahmet Tan and is scheduled to meet with State Minister Aydin Tumen and Minister for Transportation Hasan Basri Aktan on Tuesday following a morning wreath-laying ceremony at Ataturk's mausoleum.

Ulugbay and Yassin will also meet again to evaluate the talks of the joint commission.

Turkish-Syrian relations had been deadlocked as a result of PKK leader Ocalan's long stay in Syria. Debates on other issues were shelved as a result of Syria's overt support for the PKK.

Turkish officials emphasize that the time has arrived for taking the pulse on broadening relations with Damascus.

Initial steps for revitalizing the economic relations between Turkey and Syria have intensified, thanks to the appropriate environment created since Abdullah Ocalan was forced out of Damascus, removing the barrier placed in front of Turkish-Syrian ties by the issue of Syrian support for the Kurdistan Workers' Party (PKK).

For the first time in 12 years, Turkish and Syrian officials sat down to discuss ways of strengthening economic relations between the two countries. Today's talks will prepare a suitable ground for the improvement of political relations in the future.

The last economic gathering between Syria and Turkey took place in 1987. In the following years, economic relations weakened as a result of Syrian support for the PKK.

Upon the invitation of Deputy Prime Minister and State Minister Hikmet Ulugbay, the Syrian deputy prime minister in charge of economic affairs, Salim Yassin, arrived in Ankara on Monday for broad two-day discussions on economic relations.

Yassin said he would try to enrich trade and economic relations during meetings with his Turkish counterpart, Hikmet Ulugbay, and other officials.

Ulugbay, for his part, said Turkey wanted to "develop ties of friendship and brotherhood" with its southern neighbor.

In remarks to reporters after his meeting with the Syrian delegation, Ulugbay said that the time has arrived for the development of relations between Damascus and Ankara.

Working groups will be established by the two sides and needed talks will take place on issues such as the prevention of double taxation and the encouragement of trade and tourism, Ulugbay told reporters. Asked whether the water and natural gas issues would form part of these talks, Ulugbay said that no plans had been made for the discussion of these two topics.

Foreign Trade Undersecretary Yavuz Ege and Mehmet Ezen of the Foreign Ministry were also among the participants in Monday's talks.

The trade volume between Turkey and Syria in 1998 was \$615,000,000, with Turkey's exports amounting to \$308,000,000 and its imports equalling \$307,000. Syria accounted for 1.3 percent of Turkey's total export, while imports from that country amounted to 0.7 percent of Turkey's total imports.

■ **KURDES** ■ L'enlèvement, le jugement expéditif d'Abdullah Öcalan, le chef du PKK, voire peut-être son exécution, constituent un tournant capital dans l'histoire tragique de la plus grande minorité nationale au monde encore privée d'Etat.

Une nation de trop

PAR SUBHI HADIDI

□ En novembre 1998, les observateurs qui suivaient de près l'évolution du problème kurde avaient toute latitude de se poser deux questions corollaires. La première était de savoir si l'arrivée à Rome du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (Partiya Kerkeran Kurdistan ou PKK), Abdullah Öcalan, annonçait ou non un "deal" politique euro-kurde ouvrant, enfin, la voie à un règlement durable de la question kurde en Turquie. La deuxième question portait sur les relations des Kurdes avec le monde extérieur : pouvait-on soustraire ce "deal" de la longue histoire des puissances occidentales à l'égard de la question kurde, histoire caractérisée par les reniements et les trahisons à répétition ? A considérer le dénouement tragique de l'errance du chef kurde, force est de constater qu'il n'y a pas eu de "deal", ou, à supposer qu'il y en ait eu un, qu'il n'était pas possible de le soustraire de cette longue histoire de trahison. Si, en effet, l'enlèvement d'Öcalan et son internement dans l'île-prison d'Imrali, dans la mer de Marmara, ne constituent pas une nouvelle page de cette histoire, comment alors qualifier cette rare collision de forces – à la fois opposées et complémentaires, comme la Turquie, la Grèce, Israël, le Kenya et les Etats-Unis – sans oublier l'implication d'autres services secrets occidentaux qui savaient ce qui se tramait, participant ainsi, même passivement ou par une sorte de conspiration du silence, à l'opération ?

LE PLUS TRAGIQUE EST QUE LES KURDES, particulièrement ceux du PKK, et à leur tête "Apo" (surnom affectueux donné à Öcalan et qui signifie "oncle"), étaient les premiers à croire en la possibilité de transformer l'étape romaine en un tremplin vers un compromis parrainé par l'Occident. N'avait-il pas déclaré, peu avant son arrivée à Rome, que le PKK était "un parti né en Turquie, transformé en organisation en Syrie" et qu'il quittait "Moscou pour aller fonder... un Etat kurde" ? Le "Messie des Kurdes" a feint d'oublier, semble-t-il, la sagesse millénaire de son peuple qui dit que "seules les montagnes sont les amies des Kurdes" et que ces montagnes se retournent de temps à autre contre



Le chef du PKK, entouré de ses hommes, dans une base secrète du Kurdistan.

national. Cet oubli tragique aura un prix : la montée d'Öcalan vers la potence. Encore une fois, l'image du héros national kurde, symbole de la lutte révolutionnaire, rejoint la mythologie tragique, celle-là même qui peuple la conscience kurde depuis les temps les plus reculés, une conscience qui n'a d'autre mémoire collective qu'une succession d'images et de mythes de malheur.

Il est en effet affligeant de constater que tous les indices actuellement disponibles montrent qu'Öcalan sera exécuté, même si certains analystes parient sur le fait que les autorités turques lui épargneront la peine capitale car elles ne veulent pas le transformer en martyr. Quelle que soit la nature du procès qu'il aura à subir, et bien que le pouvoir turc ait souligné qu'il s'agira d'un procès "civil" et non pas "militaire", aucun doute n'est permis sur la sentence finale. D'autant plus que les accusations dont on commence à le charger, et qui portent sur les quatorze dernières années, sont d'une gravité telle qu'il ne peut espérer échapper à l'exécution, cette peine restant prévue par la législation turque. Le qualifiant de "terroriste", les autorités turques l'accusent d'avoir assassiné ou provoqué l'as-

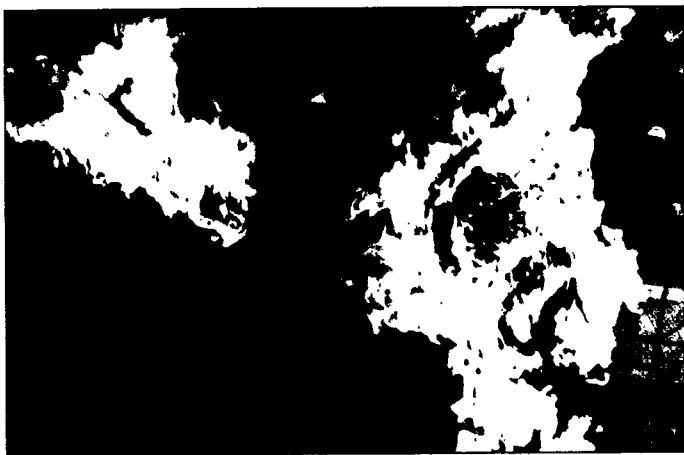
seux, se transformant en cimetières pour ceux qui tombent victimes à la fois de leurs ennemis et de leurs cousins.

ABDULLAH ÖCALAN A donc feint d'oublier cette réalité, bien que l'oubli pur et simple en la matière soit interdit à un Kurde. Comme tous les autres membres de sa nation, Öcalan ne peut en effet faire abstraction du fait qu'il appartient à la plus grande minorité nationale sur la surface de la planète. Une minorité qui n'a jamais eu droit, depuis qu'elle existe – sous les empires comme sous la mondialisation triomphante qui a réduit le monde à un unique village planétaire, ou comme durant les décennies de la guerre froide ou de la paix froide, du temps de la bipolarisation entre deux camps, un camp socialiste et un camp impérialiste, tout comme sous l'ère d'un monde unipolaire mondialisé – à un foyer

sassinat de pas moins de trente mille Turcs ! Ce chiffre comprend, on s'en doute, non seulement les militaires tombés dans la guerre qu'ils menaient contre les guérilleros du PKK, mais aussi les partisans d'Öcalan abattus par ces mêmes militaires !

PARALLÈLEMENT À L'OPÉRATION QUI CONSISTE À accabler Öcalan de tous les maux, tous les crimes et qui trouve son écho dans les "manifestations de joie" officielles, médiatiques et populaires orchestrées par le pouvoir pour célébrer "la capture par l'armée de l'ennemi public numéro un", les autorités turques ont déclenché une entreprise de communication de grande ampleur visant à exagérer les coûts matériels et psychologiques que le pays – donc le contribuable turc – a dû supporter à cause de cette longue guerre menée contre les combattants du PKK. A les en croire, cette guerre a coûté – et continue à coûter – au budget de l'Etat plusieurs milliards de dollars par an, soit 3 % du PIB, dans la mesure où elle contraint l'armée turque à maintenir opérationnels en permanence quelque 250 000 militaires.

Par ailleurs, les responsables turcs en général, et les généraux en particulier, pensent que transformer Öcalan en un martyr est moins dangereux que de le maintenir prisonnier à perpétuité. Dans le premier cas, une fois le choc de l'exécution amorti et l'effet d'annonce circonscrit, le personnage du martyr finirait par devenir un élément constitutif – tout autant nostalgique qu'héroïque – de la conscience nationale kurde dont l'histoire,



En Allemagne, un exilé kurde s'immole par le feu pour protester contre l'arrestation d'Öcalan.

faut-il le rappeler, est jalonnée de nombreux héros martyrs. En revanche, maintenir Öcalan en vie ne manquerait pas de raviver le flambeau de la lutte nationale, ses partisans n'hésitant pas à organiser de nombreuses opérations militaires ou à recourir à des enlèvements d'otages, particulièrement en Europe, pour exiger sa libération. Un martyr résidant dans la mémoire tragique est donc préférable à un prisonnier mobilisateur qui, par sa seule incarcération, incite à la lutte armée. Il s'agit là d'une équation logique implacable en termes de pragmatisme et, de surcroît, plus proche de l'humeur des militaires.

La campagne qui bat son plein en Turquie pour les élections législatives prévues pour le 8 avril n'est pas une circonstance atténuante dans le procès d'Öcalan. En effet, le procès lui-même, la nature du verdict qui en découlera ainsi que la position des partis politiques à l'égard de ce procès et du jugement attendu ou exigé, sont autant de cartes maîtresses dans ces élections très incertaines. Il est donc logique de voir l'actuel Premier

faut-il le rappeler, est jalonnée de nombreux héros martyrs. En revanche, maintenir Öcalan en vie ne manquerait pas de raviver le flambeau de la lutte nationale, ses partisans n'hésitant pas à organiser de nombreuses opérations militaires ou à recourir à des enlèvements d'otages, particulièrement en Europe, pour exiger sa libération. Un martyr résidant dans la mémoire tragique est donc préférable à un prisonnier mobilisateur qui, par sa seule incarcération, incite à la lutte armée. Il s'agit là d'une équation logique implacable en termes de pragmatisme et, de surcroît, plus proche de l'humeur des militaires.

Le calvaire des héros

A la fin de la Première Guerre mondiale, le cheikh Mahmoud Barzanji – doyen de la plus grande famille kurde de Soulaymanieh (Kurdistan irakien) et célèbre chef soufi membre de la confrérie Qadiriya – fut le premier chef kurde à se révolter à la fois contre la couronne britannique et le pouvoir irakien qui lui était inféodé. Chef politique et religieux charismatique, il a su mobiliser dans sa révolte des éléments théoriquement opposés, à savoir le tribalisme, l'islam et le nationalisme.

Quelques mois après s'être auto-proclamé "roi du Kurdistan", il tomba entre les mains des Britanniques. Amené chez le vice-Haut Commissaire anglais, Arnold Wilson, il le surprendra par ses fortes convictions. Le roi prisonnier déroule la bande qui entoure son bras droit et en sort un exemplaire du Coran, le Livre Saint qu'il avait coutume d'emporter toujours avec lui. Il l'ouvre et sort de sa couverture intérieure une copie du texte du deuxième paragraphe de la déclaration du président américain Thomas Woodrow Wilson sur la paix et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. A en croire certains témoins, il lui récite l'unique paragraphe du traité de Sèvres signé par les Alliés victorieux avec la Turquie en 1920 et

stipulant que "les principales puissances alliées ne manifesteront aucune objection à l'égard des Kurdes qui œuvreront pour s'intégrer comme citoyens de l'Etat kurde nouvellement indépendant". Les livres d'histoire restent étrangement muets sur la réaction du représentant de la couronne britannique face à son illustre prisonnier, une fois l'effet de surprise dissipé. Ils nous apprennent, en revanche, que celui-ci fut exilé en Inde où il s'éteignit, loin de son Kurdistan natal auquel, avec ses compagnons de lutte, il avait sacrifié sa vie afin de lui dessiner les contours géographiques d'une patrie. La mémoire populaire kurde, de son côté, rapporte que le soufi révolté, après avoir constaté que les fameux principes de Woodrow Wilson avaient laissé de marbre la perfide Albion, s'était résigné à son sort en répétant la fameuse devise kurde : "Les Kurdes n'ont d'autres amis que les montagnes".

Si Abdullah Öcalan est bien loin, dans l'espace et le temps, de cet épisode tragique qui a conduit le cheikh Mahmoud à n'avoir confiance que dans les montagnes, il est en revanche confronté à ce même cynisme des nations, qui se manifeste encore à la fin du XX^e siècle. □

ministre, Bülent Ecevit, exploiter l'affaire Öcalan à son avantage, en soulignant que cet exploit n'a pu avoir lieu que sous son mandat et en rappelant aux électeurs que c'est lui qui donna l'ordre aux forces turques de débarquer à Chypre en 1974 en sa qualité de Premier ministre. D'autant que de l'avis unanime des observateurs, la création d'une entité turque à Chypre et la capture d'Abdullah Öcalan constituent les deux plus grands "exploits" de l'histoire contemporaine de la République turque, deux exploits revendiqués par Ecevit et son parti.

TOUTEFOIS, LE PROCÈS ÖCALAN RISQUE DE POSER un sérieux problème à Ecevit dans la mesure où son mouvement, (le Parti de la gauche démocratique) mène depuis de longues années une campagne pour l'abolition de la peine capitale. Cette revendication figure d'ailleurs en première place dans le programme du parti qui milite pour l'amélioration des droits de l'homme en Turquie. Il sera donc difficile à Ecevit à la fois de s'attribuer la gloire de l'arrestation d'Öcalan et de se laver les mains du verdict le condamnant à la peine capitale. Interrogé sur cette situation inconfortable, il se contente aujourd'hui de proférer quelques balbutie-

ments philosophiques sur la non-ingérence dans la marche de la justice et sur l'indépendance des magistrats. Il devra cependant, le moment venu, clarifier sa position, d'autant qu'il sait pertinemment que les autres formations politiques l'attendent au tournant sur cette question, tout comme les généraux qui n'accepteraient pas de voir échapper à l'institution militaire l'honneur de libérer la Turquie de son pire ennemi en l'exécutant ! Quant aux signaux envoyés par les capitales européennes en direction d'Ankara pour qu'Öcalan ait un procès équitable aux normes occidentales, un procès respectueux des droits de l'homme et de la souveraineté de la loi, il est peu probable qu'ils soient entendus. Et pour cause : les Turcs savent très bien ce que faisaient – ou ne faisaient pas – les services de renseignements de ces pays européens soucieux des droits de l'homme au moment où l'opération de l'enlèvement était en gestation. Ils savent aussi entendre le silence éloquent de ces services. En fait, le cas Öcalan, qui constituait pour l'Europe une cause de mal de tête chronique depuis des décennies, illustre la survivance d'une éthique politique en voie de disparition et qu'il faut aujourd'hui enterrer. Il était donc nécessaire pour ces capitales de traiter cette migraine radicalement et non par l'absorption de calmants et de tranquillisants. Pour faire passer cette thérapie de choc par élimination, il n'était pas superflu de recourir à une phraséologie pompeuse et anachronique sur le respect des droits de l'homme telle qu'on a pu l'entendre ici ou là, en Allemagne ou en Italie, voire même aux Etats-Unis et en Israël. Mais au-delà de ce cynisme, il ne fait pas de doute que c'est l'Europe qui

sort grande perdante de cette affaire. Nous sommes en effet très loin de la vague de "kurdophilie" qui avait déferlé sur l'Occident à la faveur de la Tempête du désert. Loin, très loin, de la prose dithyrambique et volontiers tragique sur le malheur et la malédiction du peuple kurde. Il est vrai qu'à cette époque la faute était imputée à Saddam Hussein, qui incarnait alors le mal absolu puisqu'il était accusé d'être à l'origine de l'exode du peuple kurde, selon l'expression consacrée par une certaine intelligentsia dans les capitales européennes. Oublié aujourd'hui l'exode. Dans les commentaires sur les réactions kurdes à l'enlèvement du chef du PKK, on ne parle que de diaspora dont certains membres manifestent, font des sit-in, des occupations de locaux, qui incendient, qui s'immolent par le feu ou se font tuer par les agents de sécurité israéliens, comme cela s'est produit à Berlin lors de l'occupation de l'ambassade israélienne.

LE DÉBAT SÉMANTIQUE SUR L'EXODE ET LA DIASPORA

et sur les justifications politiques, culturelles et psychologiques de cette distinction ne change pas grand-chose aux rapports envenimés entre les Kurdes et l'Europe qui les a trahis. Quoi qu'il en soit, qu'Öcalan soit exécuté ou emprisonné à vie, l'Occident, en trahissant les Kurdes tout au long de leur histoire contemporaine ou en instrumentalisant leurs souffrances dans des règlements de comptes régionaux qui n'ont rien à voir avec leur cause, et, dans les deux cas, en ravivant la plaie plutôt que de chercher à la guérir, a pris le risque de voir l'incendie s'étendre jusqu'à lui.

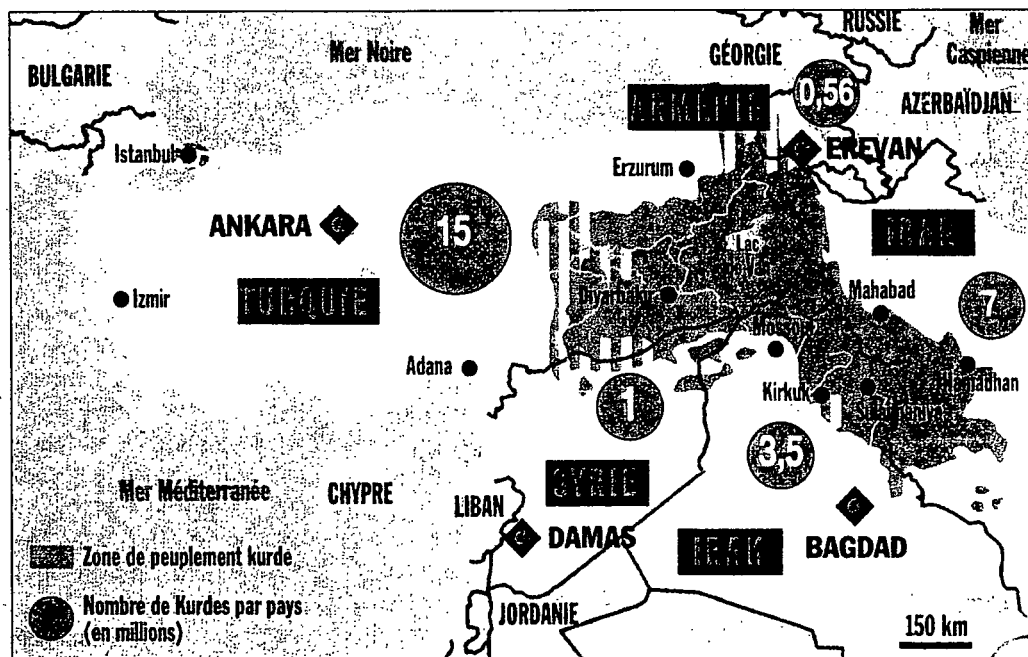
Les Kurdes, tendon d'Achille du Moyen-Orient

PAR ROBERT D. KAPLAN *

Pour ce spécialiste américain de la région, la capture par la Turquie d'Abdullah Öcalan et les violentes manifestations qu'elle a provoquées en Europe, donnent une idée de ce que sera le Moyen-Orient du XXI^e siècle.

Le XX^e siècle a été dominé par le conflit arabo-israélien. Le siècle prochain sera-t-il dominé par des changements chaotiques en Turquie, en Syrie et en Irak, pays dans lesquels les Kurdes sans Etat joueraient un rôle central ? Le nationalisme kurde peut en effet très bien devenir, comme le nationalisme palestinien, une question qui interpellera tout le monde. D'autant que la question des Kurdes, par leur implantation géographique, rejoint une autre question : celle de la disponibilité de l'eau. En 1984, parce que la Syrie croyait que la Turquie

* Chronique parue dans l'International Herald Tribune du 23 février 1999.



essayait de la priver de l'eau de l'Euphrate, le président al-Assad avait accordé à Abdullah Öcalan une base arrière à partir de laquelle il lança son insurrection

anti-turque. Pendant quatorze ans, le maître de Damas utilisa le dirigeant kurde comme une carte dans son bras de fer avec la Turquie, tout comme aujourd'hui il

utilise le Hezbollah contre Israël. En octobre dernier, la Turquie, forte de son alliance stratégique avec Israël, exige du président syrien qu'il expulse Öcalan, sous

Le rapt du chef du PKK a aussi mis en relief une autre évidence : en refermant le dossier d'un seul homme kurde appelé Abdullah Öcalan, on est loin de prétendre refermer les dossiers des autres Kurdes de Turquie. Les dizaines de milliers de Kurdes qui ont péri victimes de l'intransigeance meurtrière turque ; les milliers de villages incendiés et rasés par les militaires dans le cadre de la politique d'annihilation de l'identité kurde ; les dizaines de parlementaires turcs d'origine kurde qui, bien que démocratiquement élus, ont été traînés devant la cour martiale sous l'inculpation d'avoir défendu la cause de leurs électeurs kurdes, qui les avaient portés au Parlement précisément pour cette raison ; les ingérences américaines, qui n'ont jamais cessé dans le Kurdistan irakien : autant de raisons qui font que la question kurde, particulièrement en Turquie, va rester ouverte à tous les scénarios. L'actuel vide politique, organisationnel, revendicatif et militant ne manquera pas d'être comblé, tôt ou tard, par d'autres Öcalan.

Une autre évidence : les Kurdes vont s'employer – de nouveau ! – à s'allier à tel ou tel régime régional, à partir de leurs plaines ou de leurs montagnes du Kurdistan ; à faire confiance, dans leur diaspora, à telle ou telle démocratie occidentale, sans illusion, comme l'Histoire nous l'a, hélas !

la menace d'une invasion par l'armée turque de la Syrie "d'un bout à l'autre de son territoire", selon les propres termes d'un général turc. Assad a cédé et expulsé Öcalan, perdant ainsi son unique moyen de pression sur Ankara concernant la part pour la Syrie de l'eau en provenance de la Turquie où l'Euphrate prend sa source. Et avec le réseau de barrages Atatürk (une vingtaine), presque achevé dans le Sud-Est anatolien, les généraux turcs contrôleront un flux vital pour le Croissant fertile. Le premier acte du nouveau Moyen-Orient se conclut donc par une victoire turco-israélienne sur la Syrie. Le deuxième acte pourrait cependant se révéler plus sanglant, plus complexe et imprévisible, étant donné l'instabilité de pays comme la Turquie et la Syrie. Les vingt-cinq millions de Kurdes, éparpillés à travers la Turquie, la Syrie, l'Irak, l'Iran et l'Arménie, sont la plus importante population du monde sans Etat. La moitié d'entre eux vivent en Turquie, où le nationalisme kurde est mobilisé, comme il ne l'a jamais été auparavant, par la capture

d'Öcalan et son procès à venir. Si cette mobilisation s'exacerbe et se traduit par une vague de terrorisme, les militaires turcs ne manqueraient pas de réagir fortement, fragilisant encore plus le Parlement et le pouvoir civil. Il est intéressant de signaler, dans ce contexte, que le mouvement politique actuellement le plus dynamique en Turquie est un parti islamiste dont les références sont plus religieuses que spécifiquement ethniques, ce qui le rend populaire parmi les Kurdes. Du coup, le nationalisme kurde et le fondamentalisme islamique réunissent leurs forces dans le cadre d'une alliance antimilitaire. En Syrie, le régime ressemble de plus en plus à celui de Brejnev dans l'ancienne Urss : bien en place, mais en cours de fossilisation. Après trois décennies au pouvoir, Assad n'a toujours pas su mettre en place des institutions civiles intégratrices. Son régime a pour base une seule et petite minorité confessionnelle, celle du Président, les Alaouites, qui font régner la terreur. (...) Les Etats existants allant s'affai-

blissant, les Kurdes deviennent relativement plus puissants. Cela est vrai surtout en Irak. Le départ de Saddam pourrait en effet entraîner la partition du pays entre Arabes et Kurdes. Les militaires turcs pourraient alors être tentés par une occupation du Kurdistan irakien, riche en pétrole. La Turquie détient aussi les sources du Tigre, ce qui lui donne la possibilité d'exercer un contrôle de vie ou de mort sur l'Irak. Il y a quelques années, un officier turc me confiait : "Nous pouvons arrêter le flux d'eau vers la Syrie et l'Irak durant huit mois sans que nos barrages débordent, ce qui nous permet de contrôler la conduite politique de ces Etats arabes !" Mais les généraux ne pourront contrôler cette eau que dans la mesure où ils contrôlent les Kurdes, qui, démographiquement, sont majoritaires dans le Sud-Est du pays, où se trouvent les barrages. Une vraie bataille a donc commencé, dans un cadre historique et culturel bien déterminé. Avec, d'un côté, les Turcs, soutenus par leurs "frères" turcs azeris en

appris jusqu'ici. Ils sont les victimes désignées de situations géopolitiques sans issue. Ils sont historiquement, géographiquement et politiquement une nation de trop. Une nation en sursis, acculée à survivre, à souffrir, à errer et à se consumer en marge de l'Histoire et du monde, dans l'indifférence générale. La dernière évidence, peut-être la plus dramatique, est que dans le monde

actuel, il n'y a plus de lieu sûr pour des gens comme Öcalan, ou avant lui, Carlos, et après lui des dizaines de révolutionnaires errants qui n'ont pas encore réalisé qu'après une lente agonie, leur époque est révolue. Certes, Nairobi n'est pas loin de Khartoum, mais ces dernières capitales sont très éloignées d'Ankara et de Paris ! Or, quel que soit le jugement porté sur les méthodes utilisées par des Öcalan ou des Carlos, chez qui la pureté révolutionnaire est loin d'être la première des vertus, on ne peut que méditer sur ces étranges destins pour qui l'exil est devenu une impossible métaphore. Une situation singulière que le poète palestinien Mahmoud Darwich a résumé en ces vers :

"Où allons nous après la dernière frontière ?

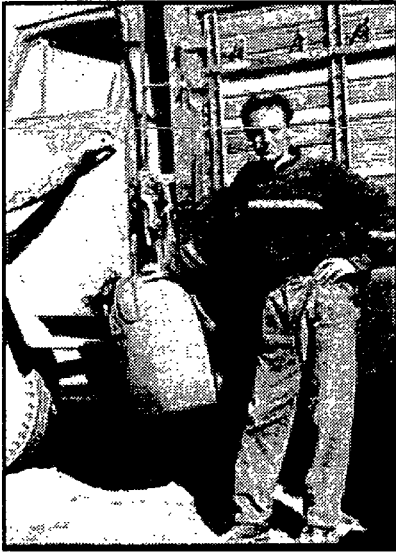
Où voleront les oiseaux après le dernier ciel ?

Où dormiront les plantes après le dernier air ?" □



**Öcalan : "Derrière moi, il y a 20 millions de Kurdes."
"Alors, donne-nous les noms et les adresses..."**

Al Hayaf (London)



Iraqi Kurds face serious economic difficulties

- The airstrikes against Baghdad have seriously slowed down the flow of Iraqi fuel to northern Iraq for the past three months denying the Kurds a vital source of income...

4 April, 1999, Turkish Probe issue 325, Copyright © Turkish Daily News

ILNUR CEVIK

The Iraqi Kurds are suffering serious economic hardships these days and feel neither the West nor Turkey are showing the necessary attention to their plight.

The main income of northern Iraq is the sale of Iraqi fuel to Turkey through border trade. Iraq supplies the Kurds with fuel, mainly diesel oil. The Kurds sell the fuel to the Turkish truck drivers and earn a profit from these sales and also receive fuel tax from every vehicle that transports the fuel which makes up the main revenue of the "Iraqi Kurdistan administration" led by Massoud Barzani.

The fight between Barzani and his rival Jalal Talabani erupted because of the sharing of these revenues and the dispute has still not been resolved until now despite an agreement between the two sides signed in Washington late last year. Talabani demands a share of the revenues and Barzani rejects this.

The Washington agreement introduced a power sharing scheme among the rivals which has failed to work until now.

Regional experts say while the Washington brokered agreement made the Americans happy it was hardly welcomed by Turkey or by other regional countries.

The Iraqis opposed the deal from the start. Ankara had much reservations about the Washington accord which it felt sowed the seeds of a separate Kurdish state. It took the Americans much effort to try to convince Turkey that the agreement was not against its interests and interviews with Turkish officials showed Turks are still not happy with the accord. While Turkey will not sabotage the deal it will also not help its success, the Turkish Probe was told.

Turkish officials do not hide their satisfaction that the Talabani-Barzani agreement is not working. The two sides are still far apart in the implementation of the Washington agreement simply because Barzani wants 51 percent of the representation in the interim government and the parliament while Talabani wants a 50-50 solution.

Thus neither the interim government nor the interim parliament have been able to convene on time. Sources say the elections may not take place as scheduled on July 1.

Another source of dispute between the two sides is the status of the PKK. According to the Washington agreement Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) was supposed to push the PKK terrorist organization out of its area. However, the PUK has been dragging its feet to do this.

The flags on PKK buildings in Suleymaniye have been brought down but the PKK presence is still very strong, both Turkish intelligence and Kurdish sources confirm.

The PUK has reportedly orchestrated protests rallies in Suleymaniye to condemn the capture of PKK leader Abdullah Ocalan by Turkey. The PKK also held its 6th Congress in the PUK controlled area bordering Iran. Sources say such a meeting could not have taken place without the approval of Talabani.



Barzani has already provided some economic assistance to Talabani at the tune of \$4 million but sources close to his Kurdistan Democracy Party (KDP) say the PUK will have to drive the PKK out of its regions before more assistance can be extended. However, this may not be true because the KDP has started using up funds from its reserves because of the current economic difficulties.

Two years ago 10 million liters of fuel was passing through Turkey's southeastern Habur border gate with Iraq on a daily basis. Six months ago this figure went down to six million liters a day. Today the figure is only one million liters and the revenues of the KDP have fallen by 70 percent.

"When Iraq gives us more fuel suddenly the Turkish side slows down the incoming lorry traffic and we cannot sell enough fuel. When the Iraqi side cuts the fuel supply Turkey allows more lorries to come into northern Iraq which creates confusion and a black market. It is as if the Turkish and Iraqi authorities are trying to hurt us," says a source close to the KDP. He says this has been going on "since Barzani and Talabani signed the peace accord in Washington."

However, Turkish officials flatly deny this. They say Turkey wants more fuel to come in to help regional trade. Border trade has become a vital revenue for the people of southeastern Turkey and Turkish officials are aware of this.

However, the situation is complicated by the objection of major oil companies in Turkey who say cheap fuel coming in from Iraq is creating unfair competition across Turkey and has to be stopped. They say fuel coming in is not only limited to distribution in the border areas but finds its way into Central Anatolia and even Istanbul. Major companies have threatened to halt their operations unless this unfair situation is eliminated.

The government has tried to limit fuel imports from Iraq and their distribution in the country but this too has met resistance from thousands of southeastern families whose only source of income is Iraqi fuel.

Report: Ocalan pleads for Turkey's pardon

ANKARA, Turkey (AP) -- Imprisoned Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan has offered to urge his guerrillas to surrender in exchange for a pardon, a Turkish newspaper reported Tuesday.



April 6, 1999

The report, carried by the daily Sabah, could not be verified independently. Cevdet Volkan, chief prosecutor of the state security court, refused comment on it.

Sabah has reported extensively on Ocalan's alleged statements to prosecutors. The leaks have portrayed the revered hero of Kurdish guerrillas as repentant and cooperative.

The rebels dismiss the leaks as part of a campaign to tarnish Ocalan's image, saying they will disregard all statements attributed to him while he is in prison.

A week ago, news reports claimed Ocalan had expressed disapproval of a recent spate of attacks attributed to Kurds avenging his capture.

Ocalan, who led the Kurdistan Workers Party, or PKK, in its 15-year fight for autonomy in the southeast, is awaiting trial on charges of treason and could face the death penalty. A trial date is not yet set.

"I am regretful. Give me a chance. I want a pardon from the state. If the pardon is granted, I would ensure the surrender of all PKK members," Sabah quoted Ocalan as telling prosecutors over the weekend.

"This homeland is also my homeland. This state is also my state. Give me a chance and I will give good service to my country," Ocalan reportedly said.

Turkey, which has suffered a sharp surge in violence since Ocalan's Feb. 15 capture by Turkish forces, has been offering lesser punishment to PKK guerrillas who turn themselves in and provide inside intelligence.

Between Turks and Kurds, a History of Tension

By William Pfaff

PARIS — The cause of the Kurdish people is not one the Western powers want to hear about, when they have Kosovo on their minds. They might wish to say to the Kurds what Stalin said to another small nation, Finland. In 1938, when world war was looming and Russia wanted territorial concessions, Stalin said, "I am not responsible for geography."

The Kurdish people have the geographical misfortune to live at a point where Arab, Turkish and Persian (Iranian) civilizations intersect. But they are not numerous enough, or sufficiently united, to impose themselves and claim and defend a Kurdish state. Being where they are, they have little choice but to accommodate their neighbors.

But the governments of the states in which they live have not been very accommodating to them. The result has been a history of griefs.

Yet what is their alternative? This question is again on the table, since the Turkish government is putting on trial Abdullah Ocalan, the leader of the Kurdistan Workers Party, or PKK. The PKK mobilizes that fraction of the Kurdish community which supports insurrection and terrorism to gain national autonomy for the Kurds.

Turkey offers the Kurds full citizenship — but as Turks — and many Kurds have accepted political assimilation.

They have been members of Parliament. There have been Kurdish prime ministers. But Turkey refuses to concede to the Kurds a separate status.

The Ottoman Turks ruled their huge empire with scores, if not hundreds, of distinct national, ethnic and religious communities. Its rule was often arbitrary and despotic, but it institutionalized tolerance. Careers were open to talent. The empire demanded submission and taxes, but not social conformity or religious conversion.

That tolerance was a crucial factor in the empire's destruction. Russia and the other European great powers began

to take it apart, sponsoring rebellions and defections. Serbia, Greece, Egypt, Bosnia, Bulgaria, what now is Romania — all acquired independence or semi-independence with foreign help. The Arabs were liberated by Turkey's defeat in World War I.

The most important and dynamic new nation that came out of the collapse of the Ottoman Empire was modern Turkey itself. Its charismatic leader, Mustafa Kemal Ataturk, and his associates learned the lesson from the Ottoman collapse that tolerance and diversity can be exploited by national enemies to undermine the unity and power of the nation. They created a secular state of many nationalities, but only one, undifferentiated citizenship.

They modeled their state on Prussian-led Germany, which had been their ally in World War I, and on the French example of a centralized secular state that assimilates its immigrants and minorities. They have to adopt the national language and culture, which makes them free and equal citizens.

To the founders of modern Turkey, separatism meant weakness and the threat of humiliation the Ottomans had suffered. In 1919, when the World War I allies proposed an independent Kurdistan in the Treaty of Sèvres, Ataturk saw another European attempt to partition his nation. By 1923, the allies had thought again, and the final settlement made no mention of Kurdistan. To the Kurds, it was one more betrayal.

Over the years, the Turks have seen their national rivals — Greece, Iran, modern Armenia, Syria — play the Kurdish card against them, inciting or sponsoring Kurdish rebellion. Today they are nervous about U.S. sponsorship of an autonomous Kurdish zone inside Iraq. They do not like the United States conducting an undeclared war against Iraq from their territory.

They are also bitter that the European Union, which once invited them to prepare to join it, has indefinitely put

off that application — some official Germans remarking that a nation of Muslims has no place in Europe. (Ottoman Turkey, a Muslim power, ruled southeastern Europe from the 14th to 20th centuries, longer than there has been a Germany.)

As Semih Vaner of the Center for International Studies and Research in Paris recently wrote, despite its failures and uncertain human rights performance, the Turkish Republic's 75 years have been a widely underestimated accomplishment. "An undeniably democratic space has been created, in a part of the world where democracy has not otherwise prospered.

"Including the final years of Ottoman constitutional monarchy, there has been more than a century of democratic experience, despite interruptions by an army which resists subordination to civil power but nonetheless is not an army of military coups and pronouncements. Regular elections have taken place since 1946. The party system works and is generally free. The record is not a negligible one.

The tension between Turks and Kurds is one of those terrible problems that history poses without providing a solution — other than tolerance, which generally is in short supply.

*International Herald Tribune,
© Los Angeles Times Syndicate.*

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE.

APRIL 3-4, 1999

Kurd party slams Turk prosecutor call for poll ban

ANKARA, April 10 (Reuters) - The jailed leader of Turkey's main Kurdish party on Saturday accused the country's top prosecutor of trying to influence voters by calling for a ban on the party one week before elections.

Chief prosecutor Vural Savas on Friday asked the country's constitutional court to reconsider its decision to allow the People's Democracy Party (HADEP) to enter polls next Sunday.

"This is merely a political demand motivated by the obvious possibility of HADEP success in elections," party head Murat Bozlak said in a written statement faxed to Reuters.

HADEP has good prospects of taking power in local bodies in Turkey's mainly Kurdish southeast in Sunday's elections, although it is unlikely to garner the 10 percent of national votes needed to send MPs to parliament.

It already faces action to close it down on charges it acts as a political tool of captured Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan. But that process could take nine months.

Savas applied to the constitutional court last month for an interim ban to exclude the party from polls. His bid was turned down.

France - La communauté kurde s'inquiète dans une lettre au PS

PARIS, 1er avril - La communauté kurde de France a adressé mercredi une lettre ouverte au premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande, pour lui dire son inquiétude devant les informations faisant état de la vente par la France d'hélicoptères à la police turque.

"Vous êtes le premier secrétaire d'un parti qui dirige le gouvernement de la France et ce gouvernement donne à la Turquie des moyens militaires de martyriser encore davantage notre peuple", écrit-elle, dans ce texte rendu public jeudi, en réponse aux vœux formulés par François Hollande à l'occasion du Nouvel an kurde.

"Comment expliquer aux Kurdes et à l'opinion publique que le gouvernement français s'engage dans une guerre pour imposer à la Serbie l'autonomie des 1.800.000 Kosovars et que le même gouvernement, au nom d'une logique qui nous échappe, arme la Turquie, qui massacre, déporte et martyrise les 15 millions de Kurdes qui demandent eux aussi leur autonomie ?" s'interroge la communauté kurde.

Le quotidien Le Monde daté du 20 mars faisait état de la signature prochaine par la Turquie et le groupe franco-allemand Eurocopter d'un contrat d'un montant de 600 millions de francs qui couvrirait, moyennant un crédit encore à définir, l'achat par la police turque de huit hélicoptères Cougar. /HF

.....



7 avril 1999 17h35

Incursion de troupes turques dans le nord de l'Irak

ANKARA (AP) -- Près de 15.000 militaires turcs ont franchi la frontière avec l'Irak afin de pourchasser des rebelles kurdes, a rapportait mercredi la presse d'Ankara. L'armée turque n'a fait aucun commentaire.

C'est la seconde fois que la presse fait état d'une offensive de l'armée turque contre les séparatistes kurdes sur le territoire irakien, depuis l'arrestation le 15 février dernier, du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan.

Les soldats, accompagnés de 2.000 miliciens kurdes d'Irak ont pénétré mardi jusqu'à une quinzaine de kilomètres à l'intérieur de l'Irak, selon le quotidien Cumhuriyet. Le même jour, l'aviation a bombardé des bases rebelles dans le nord-est irakien.

Selon le même journal, des combattants du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) auraient prêté main forte à l'armée. Ce parti de Kurdes irakiens s'est allié aux forces gouvernementales turques contre les rebelles kurdes de Turquie au cours d'opérations précédentes.

Les rebelles du PKK d'Ocalan se battent pour l'autonomie depuis 1984. Près de 37.000 personnes ont trouvé la mort au cours de cette guérilla. Abdullah Ocalan, mis en examen pour trahison, risque la peine de mort.

.....

Une délégation d'Amnesty à Ankara pour remettre un prix à Akin Birdal

Jeu 08 Avr 99 - 12h19 GMT

BONN, 8 avr (AFP) - Une délégation de l'organisation de défense des droits de l'Homme Amnesty international s'est rendue à Ankara pour remettre un prix au président de l'Association des droits de l'Homme de Turquie, Akin Birdal, a indiqué jeudi la section allemande d'Amnesty.

M. Birdal étant interdit de sortie de territoire, des représentants de l'organisation en Finlande, en France, aux Pays-Bas et en Allemagne sont allés en Turquie pour lui remettre ce prix attribué en décembre par la section allemande d'Amnesty.

La Cour de cassation turque a confirmé le 27 octobre une peine de prison d'un an à l'encontre de M. Birdal pour propos "visant à la provocation raciale", prononcée l'an dernier par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara. M. Birdal est interdit de sortie du territoire depuis cette confirmation.

Le président de la section allemande d'Amnesty, Volkmar Deile, a estimé dans un communiqué que cette condamnation était une violation flagrante de la convention européenne des droits de l'Homme.

Le Parlement kurde en exil appelle la Turquie à "saisir la main tendue"

BRUXELLES. 8 avr (AFP) - Le Parlement kurde en exil a demandé jeudi à la Turquie de saisir "la main tendue" par le président emprisonné du mouvement rebelle kurde PKK Abdullah Ocalan "en faveur de la paix, de la fraternité et d'une solution politique au Kurdistan".

Au cours d'une conférence de presse à Bruxelles, le vice-président du Front national de libération du Kurdistan (bras politique du PKK) Abdurrahman Cadirci a lu une déclaration de ce Parlement soutenant les positions prises par le chef rebelle kurde depuis sa prison d'Imrali. Ce dernier a notamment appelé la Turquie à "saisir l'opportunité historique" d'une solution pour la question kurde.

M. Cadirci a souligné qu'en dépit de l'enlèvement d'Ocalan le 15 février à Nairobi, le cessez-le-feu du PKK du 1er septembre dernier était toujours en vigueur jusqu'aux élections turques du 18 avril.

Mais, selon lui, si l'opportunité n'est pas saisie par la Turquie et la communauté internationale on "risque d'avoir au Kurdistan une guerre comme celle qui a actuellement lieu au Kosovo".

Il a notamment souligné que l'OTAN devrait être "plus en mesure d'agir à propos du Kurdistan que du Kosovo à partir du moment où ce problème concerne un de ses membres".

Le Parlement kurde en exil basé à Bruxelles a par ailleurs demandé à la communauté internationale de "soutenir les appels d'Abdullah Ocalan pour une solution politique au Kurdistan". Il demande également d'intervenir pour "préserver la vie et la santé" du leader kurde et que son procès ait lieu devant une cour internationale plutôt qu'un tribunal turc.

.....

Abdullah Ocalan lance un nouvel appel au cessez-le-feu

11 avril 1999, 17h18

ANKARA (AP) -- Depuis sa prison, le chef de la rébellion kurde Abdullah Ocalan a lancé un appel à ses partisans afin qu'ils observent un cessez-le-feu unilatéral et qu'ils militent pour la légalisation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), rapporte dimanche un quotidien turc.

Dans une lettre publiée par le quotidien "Evrensel", Ocalan invite les membres du PKK à observer le cessez-le-feu qu'ils avaient décrété en septembre dernier.

Un des avocats du chef du PKK, Ahmet Zeki Okcuoglu, a précisé qu'Ocalan lui avait transmis jeudi cette lettre.

Ocalan, qui attend son procès pour trahison et risque la peine de mort, souhaite que le cessez-le-feu soit observé au moins jusqu'à la formation du nouveau gouvernement turc après les élections du 18 avril.

On ignorait dimanche si les forces rebelles allaient obéir à cet appel. Le cessez-le-feu de septembre avait été ignoré par le gouvernement turc et était resté lettre morte.

Les partisans d'Ocalan ont multiplié les attentats en Turquie depuis la capture de leur chef par un commando turc le 15 février au Kenya. Plus de 15 personnes ont été tuées et des centaines d'autres blessées dans ces attentats.



dimanche 11 avril 1999, 23h17

Un attentat fait quatre morts en Turquie

ANKARA (AP) -- Alors que le chef de la rébellion kurde Abdullah Ocalan a lancé un appel à ses partisans afin qu'ils observent un cessez-le-feu unilatéral, un attentat à la bombe a fait quatre morts dimanche dans un village du sud de la Turquie.

Selon l'agence Anatolie, l'explosion d'une bombe commandée à distance a tué trois militaires et un civil dans le village de Dereli, près de la ville d'Adana.

Cet attentat survient alors que depuis sa prison, le chef de la rébellion kurde Abdullah Ocalan a lancé un appel à ses partisans afin qu'ils observent un cessez-le-feu unilatéral et qu'ils militent pour la légalisation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), rapporte dimanche un quotidien turc.

Dans une lettre publiée par le quotidien "Evrensel", Ocalan invite les membres du PKK à observer le cessez-le-feu qu'ils avaient décrété en septembre dernier.

Un des avocats du chef du PKK, Ahmet Zeki Okcuoglu, a précisé qu'Ocalan lui avait transmis jeudi cette lettre.

Ocalan, qui attend son procès pour trahison et risque la peine de mort, souhaite que le cessez-le-feu soit observé au moins jusqu'à la formation du nouveau gouvernement turc après les élections du 18 avril.

On ignorait dimanche si les forces rebelles allaient obéir à cet appel. Le cessez-le-feu de septembre avait été ignoré par le gouvernement turc et était resté lettre morte.

Les partisans d'Ocalan ont multiplié les attentats en Turquie depuis la capture de leur chef par un commando turc le 15 février au Kenya. Plus de 15 personnes ont été tuées et des centaines d'autres blessées dans ces attentats.

Loved and Hated, Kurdish TV May Be

Turned Off

By Stephen Kinzer
New York Times Service

LONDON — Every night in the turbulent Kurdish provinces of eastern Turkey, thousands of families gather before their television sets to watch Med-TV, the world's only Kurdish-language station.

Many Kurds say they enjoy the station's mix of news, entertainment and political commentary. But the Turkish authorities say it is fomenting terror, and in a case that crystallizes the Kurdish conflict they are waging an intense campaign to have it shut down.

Their campaign may be on the verge of success. Officials in Britain, from which the station broadcasts, have suspended the station's license and are expected to decide this month whether to shut it permanently.

Turkish leaders say that closing the station will help end the Kurdish insurgency, which has cost more than 30,000 lives over the past 14 years. Station managers say it will be a step toward destroying Kurdish identity.

Although the station claims 16 million viewers in 70 countries, its greatest impact is probably in eastern Turkey. That region has been convulsed by separatist

war, and the Turkish authorities maintain that anything that encourages Kurds to think of themselves as a people distinct from Turks is inherently subversive.

Most Kurdish organizations are banned in Turkey. There are no Kurdish schools or language courses. In this climate, the very existence of Med-TV is a symbol of defiance.

Med-TV has regularly featured leaders of the rebel Kurdistan Workers Party, including Abdullah Ocalan, the party's top leader, who was captured by Turkish agents in February and faces a trial that could lead to his execution. After his capture, several of his supporters appeared on the station and urged Kurds everywhere to attack Turkish targets.

This led the Independent Television Commission,

which regulates British-based broadcasters, to suspend Med-TV's license for three weeks beginning March 22 and to consider making the suspension permanent.

"Med-TV carried programs which included material that we felt was inciting violence and crime," said Guy Phelps, a spokesman for the television commission. He said the commission had intervened at the station previously because of "problems with impartiality."

The director of Med-TV is Hikmet Tabak, a Kurd from eastern Turkey who was imprisoned at age 18 for separatist activities and spent 11 years in Turkish jails. In an interview, Mr. Tabak acknowledged that the station had broadcast appeals for anti-Turkish violence. But he said he regretted the broadcasts and had fired the employees responsible for them.

Mr. Tabak said Workers Party rebels did not finance Med-TV directly but encouraged their supporters in Europe to make the donations that have been the broadcaster's main source of income.

"This station has consistently instigated and encouraged terror," said a senior Turkish official who requested anonymity. "Lately it has gone a step further and named certain categories of civilians and public officials to be killed. This is a crime anywhere in the world."

■ Bomb Attack Kills 2 in Turkey

Two people died and 12 were injured Monday in a suicide bomb attack that security officials said had been aimed at a Turkish governor. Agence France-Presse reported from Diyarbakir, Turkey. The bomber and a teenage girl were killed. The governor, Suleyman Kameci of Bingol Province, was unhurt, and none of the injured was in critical condition.

A Ankara, une affaire de famille

Des quelque 100 000 Kosovars, qui vont être transférés vers des pays d'accueil, ceux qui iront en Turquie seront les seuls à avoir une chance de retrouver des proches.

ANKARA :
de notre envoyé spécial
Claude LORIEUX

Pour les Turcs, c'est d'abord une affaire de famille. Les rescapés du Kosovo, qui débarquent depuis lundi soir dans la province européenne de Kirklareli, et qui seront bientôt 20 000, vont découvrir des camps inaugurés en 1989 par 300 000 Turcs chassés par le régime communiste de Bulgarie, puis, plus récemment, par les réfugiés de Bosnie-Herzégovine.

A chacun de ces drames, c'est un chapitre de l'histoire ottomane qui ressort d'un

passé auquel Mustapha Kémal, le fondateur de la République, voulut tourner le dos. La Bulgarie, la Bosnie et le Kosovo sont trois lambeaux de la Roumélie (la partie européenne de l'Empire ottoman) et, pour un nombre incalculable de Turcs d'aujourd'hui, le « vieux pays » que quittèrent, dans des circonstances souvent dramatiques, l'un ou l'autre de leurs parents ou de leurs aïeux.

Murad Bardakçi, un historien de l'époque ottomane, rappelle que le seul sultan mort à la guerre fut poignardé par un Serbe à la bataille de Kosava-pol (le « Champ des merles » des Serbes), au XIV^e siècle.

« Le méchant enfin puni »

Ce qui résulte de tout cela n'est évidemment pas un rêve absurde de reconquête, mais une sensibilité qui explique la mobilisation de la population et de la classe politique.

Des quelque 100 000 Kosovars, qui vont être transférés — provisoirement — vers les bords du Rhin et les côtes de l'île de Guam, ceux qui viendront en Turquie seront les seuls à avoir une chance de retrouver des proches.

La majorité de leurs 5 000 compatriotes, arrivés après les premiers bombarde-

ments serbes du mois dernier, ont déjà quitté les centres d'accueil de Kirklareli.

Outre les 20 000 déplacés qu'elle recueillera sur son territoire, la Turquie subviendra aux besoins de 20 000 autres Kosovars, moitié en Albanie, moitié en Macédoine. Le total des assistés (40 000) est égal à celui accepté par l'Allemagne.

L'armée, qui entraîne à cette mission un bataillon de commandos, s'apprêterait à aider les États-Unis à créer un « sanctuaire humanitaire » à la frontière entre l'Albanie et le Kosovo. Le général Kivrikoglu, le chef d'état-major général, a indiqué que ses hommes prendraient part aux opérations ter-

restres que déciderait le commandement interallié.

A l'exception de quelques gauchistes, qui défendent mordicus Slobodan Milosevic, les Turcs soutiennent l'Otan dans cette affaire. Deux personnalités de Konya, le bastion de l'intégrisme musulman, le confirment. Husseyin Üzulmez, président de la Chambre de commerce, pousse à la roue : « Bien sûr ! Et c'est même trop tard. »

Tahir Akyürek, responsable provincial du Parti de la Vertu, estime que l'Otan doit d'abord « convaincre Milosevic qu'elle va envoyer l'infanterie. Car il

n'y croit pas ! »

Contrairement à la crise bosniaque, quand l'inaction occidentale les scandalisait, les Turcs se réjouissent aujourd'hui que « la dure leçon de Bosnie ait été retenue et que le méchant soit enfin montré du doigt et puni », pour reprendre les mots de Yüksel Söylemez, directeur adjoint de l'Institut de politique étrangère (IPE) d'Ankara.

En attaquant un État formidablement brutal certes, mais qui, à la différence de l'Irak en 1990, n'a envahi aucun voisin, les Occidentaux créent un précédent.

Mais ici, personne apparemment ne s'en inquiète. Si, pour illustrer cette dérive du « droit d'ingérence » contre la répression, l'interlocuteur évoque le sud-est de la Turquie (où l'armée a tout de même vidé des milliers de villages kurdes), il se fait aussitôt rabrouer.

Incomparable tragédie

« Comparez ce qui est comparable ! », proteste l'ambassadeur Söylemez. Seyfi Tashan, directeur de l'IPE, rap-

pelle que des Kurdes peuvent poursuivre Ankara devant la Cour des droits de l'homme de Strasbourg, et souligne l'ampleur incomparable de la tragédie humaine provoquée par le Maître de Belgrade.

Un observateur conclut : « Ankara tue dans l'œuf toute comparaison entre le cas kosovar et le cas kurde. » Puisque, aussi bien, comme le relève Yüksel Söylemez, « tout ce que l'on peut mettre à la décharge de Milosevic, c'est qu'au lieu d'interner les Kosovars dans des camps de concentration, il se contente de les chasser... »

C. L.

A Kurd Film in Turkey

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Probably no Turkish film has had the worldwide impact of Yilmaz Guney's "Yol," a harrowing look at what is portrayed as a land of harsh military rule and feudal codes.

At the 1982 Cannes International Film Festival, the movie shared the top award, the Palme d'Or, with the Costa-Gavras classic "Missing," becoming the only Turkish film to win such a high international honor. It had a long run in the United States and instilled in many viewers a sense that Turkey was a backward and frightening place.

Until now, however, most Turks have had no chance to see "Yol." Guney, a Kurdish nationalist, was in prison when the film was made according

to his script and instructions. When he appeared on stage to claim his award in Cannes, he was an escapee wanted by the police. The clenched fist he raised upon receiving his award was a symbol of defiance as well as triumph; he died two years later.

"Yol" was banned by the military government that held power in Turkey in the early 1980s. Civilians returned to power in 1983, and the ban on "Yol" was lifted in 1992, but for a variety of technical and financial reasons it is only now being shown here. A new print has been prepared, and since February it has been drawing big crowds at dozens of theaters around the country. At the Istanbul Film Festival this month, three more of Guney's films will be shown, all with new prints that the government paid for.

The long-delayed release of "Yol" has provoked much comment here. Despite the fact that Guney was a devastating critic of Turkish society and an ethnically assertive Kurd, remarkably little of the comment has been negative. Most has focused on the quality of his films and his achievement in bringing Turkish cinema to world attention.

"He was a supporter of the Kurdish cause, which I oppose because I believe in the unitary state," said Halit Refig, an active Turkish director. "But I still have great respect for him as one of the best filmmakers this country has produced. It's great that he is back on the screen."

Guney wrote the script for "Yol" while serving a prison term for a murder that he had evidently committed in the heat of an argument over a woman. He smuggled the screenplay out, and the movie

was filmed clandestinely in southeastern Turkey under the direction of one of his collaborators, Serif Goren. Goren has complained that his role in making the film is being forgotten in the wave of acclaim for Guney, and he boycotted the glittering Istanbul premiere in February.

"Yol," which means "road," tells the story of five inmates of a Turkish prison who are given a 10-day furlough. As they make their way to their homes in the mostly Kurdish southeast, they confront violence, military repression, vendetta feuds, ancient attitudes toward women and honor, and other aspects of the Turkish-Kurdish reality. They seem to find their homes and home lives at least as imprisoning as their jail cells.

Guney films to be shown at the Istanbul festival, "Hungry Walls," "Seyyit Han" and "Hope," were made before "Yol." Festival organizers expect all to be sellouts.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE.
APRIL 14, 1999

Les leçons du Kurdistan n'ont pas été tirées

par Philippe Ryfman

Sur un plan humanitaire, contrairement à ce qui se dit et s'écrit, la situation dramatique des Kosovars déportés de leur région a beaucoup plus à voir avec celle des Kurdes d'Irak au printemps 1991 qu'avec celle des Bosniaques de 1992 à 1995. Non pas, évidemment, que la volonté d'épuration ethnique du régime Milosevic se soit affaiblie par rapport à l'épisode précédent du nouveau conflit balkanique, ni que le sort des populations en Bosnie y ait été plus enviable.

Mais cela ne devrait pas dissimuler aux yeux de l'opinion un autre facteur, rarement mis en exergue : au Kurdistan comme au Kosovo, une stratégie militaire occidentale visiblement peu adaptée aux contextes locaux est utilisée par un

régime dictatorial ou autoritaire afin de tenter de se débarrasser « définitivement » d'une minorité qu'il exècre, en massacrant sélectivement ses élites et en poussant vers les frontières le reste de la population. L'opération se déroule en quelques jours, le facteur temps étant primordial. Les flots de réfugiés enflent d'heure en heure sous les yeux du monde et de la bien mal nommée « communauté internationale »... Celle-ci semble frappée (dans un cas comme dans l'autre), d'une espèce de stupeur, mêlée d'hébétéude, devant le comportement des despotes locaux et de leurs forces armées.

On reste confondu qu'apparemment les leçons du Kurdistan n'aient pas été tirées par les responsables politiques et militaires des puissances occidentales. Il fau-

dra bien, sur ce plan, dans le respect des procédures démocratiques, qu'il soit répondu plus tard aux légitimes interrogations des citoyens dans les divers pays concernés, le nôtre compris.

Mais l'heure est d'abord à l'urgence de la réaction, face à cette nouvelle catastrophe, qui pourtant s'annonçait. Il faut, de ce point de vue bien sûr, et au plus vite, que les acteurs humanitaires (ONG, sociétés de Croix-Rouge, CICR et agences intergouvernementales, dont le HCR) puissent agir sur le terrain auprès des réfugiés, dans des conditions de sécurité et d'efficacité minimales. Ils ont commencé de le faire, et ont déjà montré une capacité de réaction rapide ainsi qu'une efficacité certaine. Il

convient donc de leur faciliter au mieux la tâche et de débloquer, si nécessaire, les moyens matériels et financiers supplémentaires adéquats.

Mais il serait vain d'attendre de l'action humanitaire qu'elle constitue l'unique réponse à la crise. Les acteurs humanitaires feront ce qui est de leur ressort, mais il est fort improbable qu'ils acceptent (à commencer par les ONG) de « porter le chapeau », en quelque sorte, pour les erreurs des politiques et des militaires. La communauté humanitaire n'avait déjà guère goûté, aux premiers jours de frappes aériennes, de voir une nouvelle fois le mot « humanitaire » galvaudé et accommodé à toutes les sauces.

Les dirigeants politiques des pays

de l'Alliance atlantique (de Tony Blair à Gerhard Schröder) et les hauts responsables militaires avaient un peu trop facilement essayé d'« habiller » de visées humanitaires une intervention qui répondait avant tout à des motivations politiques et d'équilibre européen, ainsi que de crédibilisation de l'OTAN comme unique instrument de sécurité collective en Europe. La référence à l'humanitaire s'était cependant assez rapidement estompée. Aujourd'hui, face à l'exode forcé des Kosovars, elle fait un retour spectaculaire. Mais elle n'acquiesce pas plus de légitimité dans les discours des politiques et des militaires, qui doivent avant tout assumer leurs responsabilités, et définir le type de réponse(s) appropriée(s) dans les domaines qui sont de leur compétence propre. Il serait par conséquent hautement souhaitable de ne pas à nouveau tenter d'instrumentaliser l'action humanitaire, ce qui, à la fois, ne convaincrat personne et ne ferait que gêner sur le terrain le vrai travail des acteurs

humanitaires.

On s'interrogera aussi – et là le conflit bosniaque fait plus sens – sur le fait que nul, à l'OTAN, apparemment, ne songe à une déclaration commune et solennelle qui avertirait, au nom de l'ensemble des membres de la coalition atlantique, que les auteurs d'exactions et d'atrocités, ou ceux qui y participent, et quel que soit leur niveau de responsabilité, seront impitoyablement poursuivis et recherchés, pour être déférés devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, voire devant les juridictions nationales.

Une telle démarche aurait beaucoup plus de poids que les déclarations faites isolément jusqu'alors par plusieurs responsables politiques en France et aux Etats-Unis. A ce stade, ces dernières apparaissent essentiellement comme des vœux pieux et n'ont pas l'« épaisseur » nécessaire pour avoir un impact réel sur les atrocités en train de se commettre.

A-t-on oublié les déclarations of-

ficielles faites par les Alliés (même si ce fut tardivement) sur la poursuite des criminels de guerre, alors que la seconde guerre mondiale n'était pas terminée, et avant donc la mise en place du tribunal de Nuremberg ? Ou la publication de listes de ces derniers ? Les services de renseignement occidentaux sont-ils à ce point dans l'incapacité d'identifier un certain nombre de responsables aux échelons supérieurs et intermédiaires sur le terrain ? Alors qu'il est aujourd'hui admis qu'un instrument essentiel de prévention de ce type de crimes réside précisément dans la nécessaire brisure du cycle de l'impunité que les chefs assurent aux cadres intermédiaires et aux exécutants, en leur promettant qu'ils ne seront jamais inquiétés.

Ne pourrait-on pas, pour une fois, empêcher (ou du moins essayer) en temps réel les crimes en train de se commettre ? A quoi a servi, sinon, l'expérience accumulée par les tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda ou l'ex-You-

goslavie ? Les Etats membres de l'OTAN oublient-ils qu'ils sont majoritairement impliqués depuis juillet 1998 (même si les Etats-Unis ne le sont pas) dans le processus de création d'une Cour pénale internationale ?

Un dernier enseignement du Kurdistan pourrait être aussi utilement médité : c'est l'émotion de l'opinion publique et sa pression, qui ont contraint les Etats occidentaux (qui n'en avaient pourtant guère envie) à déployer des troupes à l'intérieur de l'Irak pour permettre le retour des réfugiés et le sécuriser. A effectuer, donc, une intervention terrestre à laquelle l'armée irakienne ne s'était d'ailleurs pas opposée, se retirant devant les Alliés.

C'était il y a huit ans très exactement, dans d'autres montagnes, à la fin d'un autre hiver.

Philippe Ryfman est avocat, il enseigne les questions humanitaires à l'université Paris-I et à l'Institut d'études politiques de Paris.

Exposition à la mairie d'Équeurdreville Les Kurdes qu'on assassine

Ouest-France
Jeudi 15 avril 1999

Jusqu'au 30 avril, la mairie accueille l'exposition « Les Kurdes, un peuple qu'on assassine » réalisée par Suayip Adlig. Au travers de photographies et de textes, il raconte la vie quotidienne du peuple kurde de Turquie et de la perte de son identité propre.

L'exposition « Les Kurdes, un peuple qu'on assassine » est proposée à la mairie dans le cadre de la fête des cultures (organisée par le collectif contre le racisme de Cherbourg). Afin de mettre en place cette exposition, Suayip Adlig a utilisé ses armes favorites : la photographie et l'écriture. Ce sont donc 140 photographies qui ont été prises lors d'un reportage réalisé de 1980 à 1984 : portrait d'une famille partant en exode après la destruction de son village ou encore les soldats turcs du corps armé spécial de combat patrouillant dans les rues... Ces clichés prônent une seule chose : la liberté car « chaque peuple a le droit de vivre et garder sa propre culture ». Les quelques 148 textes expliquent en détail l'histoire du Kurdistan : la situation géographique et économique, le peuple, la langue, la religion. L'exposition est donc le témoignage de ce que peut être la vie d'un peuple privé de ses droits élémentaires comme celui de sa langue, de sa culture ou de son



La mairie d'Équeurdreville accueille l'exposition « Les Kurdes, un peuple qu'on assassine » jusqu'au 30 avril.

histoire. « Les livres, les spectacles, les cassettes de musique kurdes sont interdits. Tout manquement à ces lois est un délit passible de prison. Et beaucoup de personnes y souffrent encore : des intellectuels, des journalistes », s'insurge le photographe. Car Suayip Adlig n'est pas un homme comme les autres. Il n'hésite pas à exprimer ses opinions. Il y a 15 ans, après être sorti de prison, il a demandé l'asile politique en France. Et il a plus d'une corde à son arc pour

alerter l'opinion publique sur la situation du Kurdistan : réalisateur, acteur, auteur, photographe... « Je tiens également à ajouter qu'à quelques jours des élections en Turquie, l'accès au pays est interdit aux étrangers, observateurs et médias internationaux », se révolte Suayip Adlig. L'exposition, qui se tient jusqu'au 30 avril au premier étage de la mairie d'Équeurdreville, est une invitation pour tous ceux qui désirent comprendre ce qu'est la vie d'un peuple sans État.

Alors que les touristes boudent la Turquie, Ocalan lance un appel au cessez-le-feu

Selon un quotidien turc, Abdullah Ocalan a lancé un appel à ses partisans afin qu'ils observent un cessez-le-feu unilatéral et qu'ils militent pour la légalisation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Un des avocats du chef du PKK, Ahmet Zeki Okcuoglu, a précisé qu'Ocalan lui avait transmis jeudi cette lettre.

Ocalan, qui attend son procès pour trahison et risque la peine de mort, souhaite que le cessez-le-feu soit observé au moins jusqu'à la formation du nouveau gouvernement turc après les élections du 18 avril.

On ignore si les forces rebelles vont obéir à cet appel. Le cessez-le-feu de septembre dernier avait été ignoré par le gouvernement turc et était resté lettre morte.

Les partisans d'Ocalan ont multiplié les attentats en Turquie depuis la capture de ce dernier. Plus de 15 personnes ont été tuées et des centaines d'autres blessées dans ces attentats.

Baisse de l'affluence touristique en Turquie

En effet, peu après la capture de son leader, le PKK avait lancé une mise en garde aux touristes, avertissant qu'il pourrait attaquer des lieux de vacances.

En Europe, 200.000 personnes ont annulé leurs réservations à destination de la Turquie après l'arrestation d'Ocalan, selon l'Association des agences de voyages turques. A la crainte d'attentats du PKK, est venue s'ajouter la crise au Kosovo.

L'an passé, le pays a reçu 10 millions de touristes, qui ont visité les villes romaines d'Anatolie et sillonné les marchés couverts d'Istanbul, à la recherche de tapis, d'objets en céramiques en tous genres, de bijoux en or ou encore d'épices exotiques, dépensant au total plus de sept milliards de dollars (42 milliards de FF).

La communauté kurde de France interpelle François Hollande

La communauté kurde de France, soutenue par le CILDEKT (Comité International pour la Libération des Députés Kurdes Emprisonnés en Turquie) et la Fondation France-Libertés, a adressé le 31 mars 1999 une lettre ouverte au Premier Secrétaire du Parti socialiste, François Hollande pour faire état de son inquiétude devant la signature prochaine par la Turquie et le groupe franco-allemand Eurocopter d'un contrat de vente de 8 hélicoptères Cougar pour un montant de 600 millions de francs. Voici le texte de cette lettre:

Monsieur le Premier Secrétaire,

Vous inscrivant dans une tradition établie par M.Lionel Jospin, vous avez bien voulu adresser à la communauté kurde un message à l'occasion de notre Nouvel an traditionnel.

Nous sommes, bien sûr, très touchés par "vos voeux chaleureux" et vous en remercions. Mais, le jour même de votre message, par un hasard du calendrier, le quotidien le Monde daté du 20 mars, publiait l'article ci-joint informant ses lecteurs que la France était en train de vendre à la police turque 8 hélicoptères Cougar et qu'elle négociait la vente à l'armée turque de 145 hélicoptères pour un montant de 4 milliards de dollars.

Il est de notoriété politique que les hélicoptères sont utilisés dans la répression des populations civiles et l'évacuation et la destruction des villages kurdes. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le Congrès américain s'est, à plusieurs reprises, opposé à leur vente et que le gouvernement allemand a récemment refusé qu'une démonstration d'hélicoptères franco-allemands le Tigre soit organisée à l'intention des clients turcs.

La presse internationale a rapporté que l'armée turque a évacué 4.000 villages et déplacé 3 millions de civils kurdes. Au cas où cela aurait échappé à votre attention, nous vous communiquons ci-joint une liste, non exhaustive, des villages kurdes rayés de la carte. Sachez, Monsieur le Premier Secrétaire, que derrière chaque nom minuscule de village, il y a des centaines de vies brisées, un patrimoine historique anéanti, un Oradour commis à huis clos.

Dans ce contexte, nous avons vraiment du mal à comprendre votre voeu "qu'enfin se dessine une solution juste et pacifique de la douloureuse question kurde, dans les différents pays où vivent les Kurdes, notamment en Turquie".

Vous êtes le Premier Secrétaire d'un parti qui dirige le gouvernement de la France et ce gouvernement donne à la Turquie des moyens militaires de martyriser encore davantage notre peuple.

Est-ce vraiment en armant la main des bourreaux et en alimentant la guerre qu'on arrive à faire avancer "une solution juste et pacifique"? Ces pratiques vous paraissent-elles compatibles avec les valeurs des droits de l'homme que la France revendique et avec les idéaux socialistes?

Et comment expliquer aux Kurdes et à l'opinion publique que le gouvernement français s'engage dans une guerre pour imposer à la Serbie l'autonomie des 1 800 000 Kosovars et que le même gouvernement au nom d'une logique qui nous échappe arme la Turquie qui massacre, déporte et martyrise les 15 millions de Kurdes qui demandent eux aussi leur autonomie?

Dans l'espoir que vous voudrez bien répondre à ces questions qui nous tourmentent, et que nous ne nous manquerons pas de poser et de faire poser au cours du débat européen, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Secrétaire, l'expression de nos sentiments distingués.

La moitié des touristes en Turquie sont européens.

Pour attirer les touristes, la Turquie a baissé de moitié le prix de l'essence sur les vols charters et réduit les taxes d'aéroport qui sont passées de 15 à

11,25 dollars. Ces mesures appliquées depuis début avril resteront en vigueur pendant trois mois en vue d'encourager les agences de voyage à promouvoir les séjours dans le pays.

If Turkey is to join the EU it must stop abusing the Kurds

Editorial

The Independent - April 12, 1999

One of the less persuasive arguments against going to war with Slobodan Milosevic is that Nato has failed to intervene to try to prevent ethnic horrors as bad as those perpetrated by the Serbs against the Kosovar Albanians. The fate of the Kurds is perhaps the most poignant example, and the clinching argument is supposed to be that one of their main oppressors, Turkey, is a member of Nato. It is true that the moral asymmetry is graphic. Turkey is a member of an alliance of democracies fighting a war to defend a small ethnic group from a campaign of terror waged by a more powerful ethnic group that rules their homeland. At the same time, as we report today, the Turkish government is itself stepping up its own offensive against the Kurdish minority within its borders - by pursuing Kurdish guerrillas into their enclave in northern Iraq.

Of course, the Turks' treatment of the Kurds is appalling, and the stench of the Turkish government's hypocrisy stings the nostrils. But just because Nato failed the Kurds does not mean it should fail the Kosovar Albanians.

It is important, too, to recognise the moral complexities of different conflicts and to avoid making simplistic analogies. The comparison mostly made by supporters of the war - between the Serbian regime and the Nazis, is mistaken. What Milosevic's forces have done to the Kosovar Albanians is indeed terrible, but it is not quite genocide. And what the Turkish government has done to the Kurdish people is bad, but it is not quite as bad as what Milosevic has done in Kosovo.

Nevertheless, our obsession with the war in Yugoslavia should not diminish our sense of outrage at what is happening in Turkey, which is not simply a military ally but a candidate for membership of the European Union. This is a prime example of the case for a single, strong voice for the EU in international affairs, the yet-to-be-filled post for which the names of Chris Patten and Paddy Ashdown have both been mooted. If such a figure were to issue an ultimatum to Turkey it would have more force than murmurs of disapproval from Robin Cook and his fellow EU foreign ministers, not just because it would be the united voice of the Union but because it could be explicitly related to Turkey's application to join it.

Until Mr or Ms Europe is appointed, however, Mr Cook and his colleagues should be as clear and united as they can. They should repeat their insistence that Abdullah Ocalan, leader of the Kurdish guerrilla movement the PKK, be given a fair trial. They should repeat their condemnation of human rights abuses inflicted on the Kurdish people. And they should make clear that, while they want Turkey to join the EU, not least to secure a large, democratic and modern bridgehead in the Moslem world, its membership is conditional upon these demands being met.

.....

Turkish troops fight Kurd rebels in north Iraq

DIYARBAKIR, Turkey, April 12 (Reuters) - Thousands of Turkish troops pressed on into Kurd-controlled territory in northern Iraq in pursuit of Turkish Kurd guerrillas on Monday, army officials said.

Military sources say some 5,000 Turkish troops, backed by fighter jets and attack helicopters, have killed 44 rebels of the Kurdistan Workers Party (PKK) and lost eight soldiers since the operation began last week.

Turkey regularly mounts operations into northern Iraq against PKK guerrillas, who use the remote mountainous terrain to launch attacks on mainly Kurdish southeast Turkey in their campaign for self rule.

Fighting was taking place just across Turkey's border with Iraq, officials said. The Iraqi government objects to the incursions but has not controlled the north since the end of the 1991 Gulf War. Two Kurdish factions rule the enclave.

Ankara says it has all but defeated the PKK militarily following the arrest of its leader Abdullah Ocalan in February, and that the rebel group is in

disarray.

Military officials, speaking on condition of anonymity, said the operation was being conducted together with the Kurdistan Democratic Party (KDP), the Iraqi Kurdish faction in control of the area. Five KDP fighters died in clashes, they said.

A spokesman for the faction said the KDP was carrying out security operations of its own against the PKK in that area.

"The PKK has already declared its war against the KDP at its recent congress. We are taking the appropriate security measures," said KDP spokesman Safeen Diyazi.

The Turkish operation was also being backed up by some 2,000 members of a "village guard" militia from southeast Turkey, trained and armed by the government to combat PKK rebels.

Turkish troops and armoured vehicles formed a cordon to prevent the rebels from fleeing to Iran, officials said.



There are no air strikes going on against Jakarta, Ankara or Jerusalem

And as for the Kurds?

Seumas Milne

AS Nato embarks on its fourth week of "humanitarian war" over the immolation of Kosovo, similar disasters around the world are attracting rather less attention. In East Timor, illegally occupied by Indonesia since 1975 in defiance of the United Nations, state and army-sponsored militias have massacred hundreds of civilians in recent weeks, in an apparent effort to prevent a UN-organised referendum on the territory's future.

More than 200,000 people — around a third of the population — are estimated to have been killed since the Indonesian invasion. David Ximenes, deputy leader of the Timorese liberation movement Fretilin, remarked this week: "We have had our own Kosovo here for the last 23 years."

The parallels between the treatment meted out by Serbia to Kosovan Albanians and Turkey's war on its Kurdish minority are even closer — except that in the Turkish case, it has been on a larger scale. The Turkish war against Kurdish PKK guerillas — Turkey's own Kosovo Liberation Army — has so far claimed 30,000 lives, driven three million Kurds from their homes and razed 4,000 villages to the ground.

This week, Turkey sent a 5,000-strong force, backed up by fighter aircraft and attack helicopters, to hunt down PKK units in northern Iraq, where United States and British bombers have also been in action again, ostensibly

to protect Iraqi Kurds from Saddam Hussein.

AND while Nato bombs rain down on Yugoslavia, Israeli war-planes have also been back in action in Lebanon against Hizbullah fighters in and around the Lebanese territory it has held for the past 21 years — along with the Syrian and West Bank territory it has occupied for rather longer — in violation of a string of UN resolutions. Meanwhile, Israel has accepted 112 Kosovan refugees, while well over two million Palestinian refugees and their families are still unable to return to their homes, in some cases, more than 50 years after they were forced out of them.

There is no lack of other Kosovo parallels around the world. The significance of these particular current acts of repression and war is not simply that the West is failing to act against the three states responsible — but that all are

long standing staunch Western allies and continue to be armed and funded by the US, Britain and other Nato states, even while the occupations and atrocities roll on. Indeed, in the case of Turkey, which also illegally occupies half of Cyprus, it is not only a Nato member, but is actually an enthusiastic participant in Tony Blair's "war of values" against Yugoslavia.

That is not an argument for air strikes against Jakarta, Ankara or Jerusalem. But if

Nato's self-proclaimed new internationalism is to amount to more than a modernised version of gunboat diplomacy and Liberal imperialism, it must at least mean that Western support is withdrawn from those states carrying out some of the very crimes for which it says it has gone to war with Serbia.

Nothing of the kind, of course, is going to happen. But what credibility can there be in a policy which claims to be based on a moral imperative, but only punishes ethnic cleansing and human rights abuses by regimes that refuse to toe the Western line? This is the fourth air assault on a sovereign state by the US, supported by Britain, in eight months, following those against Iraq, Afghanistan and Sudan. None was carried out in response to aggression against another state and none has been sanctioned by the UN.

Even by Nato's own lights, this war has scarcely been a success. It has self-evidently generated a worse humanitarian disaster than the one it

failed to contain the conflict and shows every sign of risking a wider war in the region.

By attacking an independent state over government-sponsored repression within its own borders, Nato has created a powerful but potentially ominous precedent. The emerging consensus that there must be some scope for human rights-based interventions will be destroyed unless they are made exclusively on the basis of recognised rules and explicit support from the UN or other universally-accepted regional bodies. Without those safeguards, the risk must be of increased international conflict, as governments become judges in their own cause and the world's most powerful states commandeer the new doctrine to promote their strategic interests.

The Guardian

April 14 1999

This is the fourth air assault on a sovereign state by the US

was supposed to bring to an end — a point horrifically underscored by yesterday's aerial slaughter of refugees —

Thousands held as Turkey bans Kurd election rally

Chris Morris in Diyarbakir reports on a campaign of harassment to stop the Hadeb party winning control of local government

SEVERAL thousand people were detained in the city of Diyarbakir, in south-east Turkey, by the police yesterday as the authorities banned an election rally by the pro-Kurdish People's Democracy Party (Hadeb).

General and local elections are being held in Turkey on Sunday, and in the mainly Kurdish south-east Hadeb is poised to win real political power for the first time, despite heavy-handed attempts by the authorities to suppress the party.

Although foreign journalists were allowed into the city last week, a ban was reimposed yesterday to coincide with the enforced cancellation of the Hadeb rally. Interviewed last week, local people said Hadeb would easily win the local elections.

Witnesses in Diyarbakir yesterday said police and armoured personnel carriers patrolled the central square as the rally was due to begin. Anyone gathering for the event or trying to put up election flags and posters was detained immediately.

Harassment of Hadeb officials in what is supposed to be a free and fair election has been going on for months. Party offices have been raided repeatedly and candidates have been taken into custody.

Feridun Celik, who is the man most likely to become the next mayor of Diyarbakir, said: "They are trying everything they can, but the people know what they want to do."

Hadeb is unlikely to win seats in the national parliament because it must win 10 per cent of the votes nationally to qualify. But it is set to take control of local government in many towns and cities in the south-east.

"It's a fact, everybody knows it - Hadeb controls the area," said Mehmet Ali Birand, one of the country's leading political analysts. "The authorities may not like it, but there is nothing they can do about it."

Hadeb, which is described by state prosecutors and national politicians as the political wing of the banned PKK rebel movement, is facing a legal case to close it down. Hadeb admits that it is sympathetic to the PKK's aims, but officially it promotes only non-violent action.

Last week an election rally for the former prime minister,

Mesut Yilmaz, in Diyarbakir went ahead unhindered. Like other national leaders he promised economic revival and jobs in the area. Local unemployment is rampant.

Addressing a crowd in front of Diyarbakir's grey city walls, he tried to generate enthusiasm. "We need more investments," he said. "We need more opportunities. If Turkey wants to live in peace, the south-east must be helped to develop."

Supporters cheered and waved flags in appreciation, but most of the crowd looked on with resigned curiosity.

Across the square, in a small tea garden, Hadeb's yellow and blue butterfly flags were fluttering in the breeze. It was a rare sight - most of the party's election posters had been torn down by the police.

The men who were gathered around the small tables hardly bothered to listen to Mr Yilmaz.

"They come here and they make every kind of promise," said one man staring deep into his tea glass. "And then they get elected and they forget all about us."

Hadeb is different - a local party with local concerns. It advocates more cultural

rights for the Kurds, including the chance to broadcast in their own language and teach their children in Kurdish dialects.

Although to the state this is tantamount to treason, people in Diyarbakir say it is why they will vote for Hadeb in large numbers.

"We can gain a moral victory, but in economic terms we don't expect anything," said a Hadeb supporter.

"Even if they are elected, they won't be given a real chance. The only thing we can expect is democracy."

Following the capture of the Kurdish rebel leader, Abdullah Ocalan, in February, several European countries urged Turkey to take the chance to reach a compromise with more moderate Kurdish groups.

Hadeb is the obvious choice, but the authorities have always insisted that the party has no popular legitimacy and is not as moderate as its public pronouncements suggest.

If Hadeb does as well as expected in the election, Turkey will no longer be able to argue that there is no one to talk to.

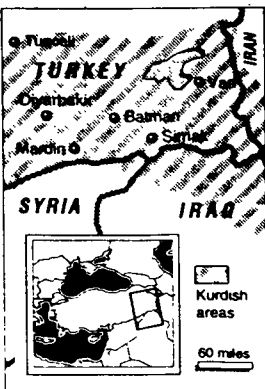
The party itself will have to act responsibly, to try to meet the state half way.

So far, however, faced with Hadeb's popularity, Turkey's response has been repression.

Mr Celik's smoky office, full to the brim with campaign workers, has been raided more times than he cares to remember.

"Our message will stay the same and we are confident of success," he said.

"Once we are elected another chapter will begin. It won't be easy."



Two girls are arrested in central Diyarbakir yesterday after arriving for an election rally banned by the authorities

PHOTOGRAPH BURHAN OZBILGI

Baisse de l'affluence touristique en Turquie

By Louis Meixler



11 avril 1999, 19h50

ISTANBUL (AP) -- Au Bazar d'Istanbul, Huseyin Belli n'a pas vendu un seul tapis depuis plus d'une semaine.

Le moral est en baisse dans le secteur touristique en Turquie. Les attaques des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et les événements au Kosovo ont découragé les visiteurs étrangers en ce début d'année.

"Tout le monde a peur de venir", déplore Huseyin Belli, adossé à une pile de tapis. "Il n'est même plus question de bénéfices, nous essayons juste de nous défaire de nos tapis pour avoir de quoi vivre".

Le tourisme est l'un des secteurs clés de l'économie turque. L'an passé, le pays a reçu 10 millions de touristes, qui ont visité les villes romaines d'Anatolie et sillonné les marchés couverts d'Istanbul, à la recherche de tapis, d'objets en céramiques en tous genres, de bijoux en or ou encore d'épices exotiques, dépensant au total plus de sept milliards de dollars (42 milliards de FF).

Mais l'année 1999 ne devrait pas être aussi bonne. Le tourisme est en baisse depuis l'arrestation, le 15 février, du dirigeant kurde Abdullah Ocalan par les autorités d'Ankara et des violences qui s'en sont suivies. En outre, peu après la capture de son leader, le PKK a lancé une mise en garde aux touristes, avertissant qu'il pourrait attaquer des lieux de vacances.

En Europe, 200.000 personnes ont annulé leurs réservations à destination de la Turquie après l'arrestation d'Ocalan, selon l'Association des agences de voyages turques. La moitié des touristes en Turquie sont européens.

A la crainte d'attentats du PKK, est venue s'ajouter la crise au Kosovo, non loin. Et les responsables redoutent que le déclin de la fréquentation touristique n'affecte rapidement l'ensemble de la région méditerranéenne.

Pour attirer les touristes, la Turquie a baissé de moitié le prix de l'essence sur les vols charters et réduit les taxes d'aéroport qui sont passées de 15 à 11,25 dollars. Ces mesures appliquées depuis début avril resteront en vigueur pendant trois mois en vue d'encourager les agences de voyage à promouvoir les séjours dans le pays.

En janvier et en février, 700.000 touristes se sont rendus en Turquie, des chiffres comparables à ceux de 1998 au cours de la même période, mais l'année dernière avait été difficile en raison de la crise asiatique.

Les chiffres du tourisme pour le mois de mars ne sont pas encore disponibles. Cependant, les commerçants se montrent inquiets. "La saison est incroyablement mauvaise", explique Yusuf Gundogumus, qui vend des épices et des bonbons à base de pistaches dans un marché du 17^e siècle, proche du Bazar d'Istanbul. Quatre des huit vendeurs qui travaillaient dans sa boutique ont selon lui déjà été licenciés.

..... Constitutional Court rejects suspension of HADEP

- Turkey's highest judicial body has rejected the chief prosecutor's demand to suspend HADEP from April 18 elections

Ankara - Turkish Daily News

The Constitutional Court on Wednesday decided to reject last week's application from chief prosecutor Vural Savas to suspend the People's Democracy Party (HADEP), the Anatolia news agency reported.

The high court said that there has been an ongoing closure case against the party and that the grounds for suspending the party have not yet been proven.

Savas's attempt in February to prevent HADEP from taking part in the elections had also been struck down by the high court. Savas successfully argued last year for the closure of the pro-Islamic Welfare Party (RP), then the largest party in Parliament.

The present trial in the Constitutional Court concerning HADEP is over whether or not to ban the party on grounds that it is a front for Abdullah Ocalan's outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

HADEP is accused of having organic ties with the PKK and operating as a branch of the organization, recruiting militants and providing financing. Savas claims that the PKK has complete control of the party.

According to legal procedures, following the case hearing the Constitutional Court will make a verbal statement, while HADEP authorities will give a verbal defense.

Three of HADEP's predecessors have been closed down by the Constitutional Court, and several pro-Kurdish deputies are in prison, convicted of separatism.

The first move by Savas aimed at banning the party came just two-and-a-half months before parliamentary elections. But the case for banning HADEP will not prevent the party from entering the upcoming elections set for April 18, as the legal procedure for closing down the party will take

at least six months. However, it is clear that this move will affect voters' decisions, since the future of the party has become uncertain. However, it is estimated that HADEP will get millions of votes from its supporters, and even if it will not help them pass the 10 percent national threshold to enter Parliament, these votes will be a testimony to how many supporters HADEP has. Furthermore, it is almost certain that HADEP will be the winner in local elections in several southeastern regional cities, including Diyarbakir.

Since 1983, Turkey's Constitutional Court has banned 14 political parties. The court's most recent decision to ban a party was made last year when it closed the RP on the grounds that "the party had become the center of anti-secular activities."

Other parties banned by a decision from the court are: the Great Anatolia Party, the Socialist Party, the Greens Party, the People's Party, the Turkey United Communist Party, the People's Labor Party, the Independence Democratic Party, the Socialist Turkey Party, the Democracy Party, the Democratic Party, the Democracy and Change Party, the Labor Party and the Revival Party.

A trial over the closure of the Democratic Mass Party (DKP) is ongoing in the Constitutional Court.

.....

Spanish court provisionally suspends outlawed Kurdish Assembly

Madrid -- The Associated Press

Spain's Constitutional Court on Wednesday suspended a July meeting of the Kurdish parliament-in-exile in the northern Basque region, pending a decision on a suit by the Spanish government.

The conservative government of Prime Minister Jose Maria Aznar disapproved of the Basque regional government's February offer to host a meeting of the Kurdish parliamentarians. The government promised to use all legal means to halt the July meeting.

Aznar's government said that the Basque decision interferes with the Spain's exclusive handling of international relations and foreign policy.

Spain's highest court has five months to decide whether to ratify or lift the suspension.

The February decision to host the Kurdish parliament-in-exile was made by a five-member panel of Basque parliamentary leaders. The representatives of Spain's two mainstream parties, the center-right Popular Party and the Socialist Party, voted against, while the three pro-Basque independence representatives were in favor.

The Spanish government described the decision then as a "profound error" and warned of the negative effects on Spain's economic and political ties with Turkey.

Turkey says the Kurdish parliament, made up of 65 Kurds who live in Europe, is a front for the outlawed Kurdistan Workers Party, or PKK, which has been fighting for a separate homeland in Turkey's southeast since 1984.

Previous meetings of the Kurdish group in Italy, the Netherlands, Norway, Austria and Denmark have triggered strong protests from Turkey.

.....

La justice autorise le parti pro-kurde à participer aux élections

ANKARA. 14 avr (AFP) - La Cour constitutionnelle a rejeté la demande d'un magistrat qui a tenté in extremis d'empêcher le parti pro-kurde de la Démocratie du Peuple (HADEP) de participer aux élections municipales et législatives de dimanche, a rapporté mercredi l'agence Anatolie.

C'est la deuxième fois que la Cour constitutionnelle rejette une requête en ce sens du procureur de la Cour de Cassation turque Vural Savas. Une première demande similaire avait été rejetée en mars.

M. Savas a lancé fin janvier une procédure d'interdiction du HADEP pour "liens organiques" avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), auprès de la Cour constitutionnelle.

L'acte d'accusation qu'il a élaboré pour demander la fermeture du HADEP affirme qu'il est "totalement sous le contrôle du PKK et organise des activités selon les instructions données par le comité central" de cette organisation séparatiste, considérée comme terroriste par les autorités turques.

Le magistrat estime qu'en raison de la procédure de dissolution visant le HADEP, "la participation de ce parti au scrutin créera de sérieux problèmes".

Selon la loi turque, un parti politique, même s'il est menacé de fermeture, peut participer aux élections avant son éventuelle interdiction.

Après la capture le 15 février à Nairobi d'Abdullah Ocalan, ramené le jour suivant en Turquie, des centaines de membres du HADEP avaient été interpellés par la police, la plupart d'entre-eux ayant été par la suite libérés.

Kurdes contre Kurdes à Sanliurfa

SIVEREK (Turquie), 15 avr (AFP) - "Ici, le PKK n'existe pas et le (parti nationaliste kurde) Hadep ne fait pas campagne" pour les élections; explique posément Ahmet Bucak, membre d'un clan kurde et du parti conservateur de la Juste voie (DYP) qui "tiennent" cette petite ville du Sud-Est depuis des générations.

Les Bucak sont l'un des clans les plus puissants de la province de Sanliurfa, d'où est également originaire le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes) Abdullah Ocalan.

Le chef du clan, Sedat Bucak, frère d'Ahmet, est député depuis 1991. Avant lui, et depuis les années 50, d'autres Bucak étaient élus sous les couleurs du DYP de Tansu Ciller ou de son prédécesseur le parti de la Justice. Car l'appartenance à un clan joue un rôle crucial dans le vote du Sud-Est.

Dans sa permanence électorale, Ahmet Bucak, responsable local du DYP, reçoit l'AFP, interrompu par des solliciteurs dont certains se précipitent pour lui baiser la main.

Siverek, petite ville posée dans la vaste plaine fertile de l'Euphrate, a connu un boom avec la construction du grand barrage Atatürk voisin. A quelque 80 kilomètres au nord-est, la prospérité touche à sa fin à partir de la capitale du Sud-Est, Diyarbakir.

"Sanliurfa a connu le Parti des Travailleurs du Kurdistan dès 1979, et nous l'avons combattu avec le soutien de nos concitoyens", explique Ahmet Bucak, dont le clan est riche en "gardes de village", milices armées par l'Etat dans les régions kurdes pour combattre le PKK.

Cette année-là, le député Mehmet Celal Bucak était blessé dans la première attaque lancée par le PKK, créé un an auparavant, visant un chef de clan "collaborant" avec le gouvernement.

Mehmet Bucak reste laconique sur les moyens employés contre le PKK.

Une indication peut être tirée de la présence de son frère dans un accident de voiture céléberrime en Turquie, qui avait révélé au grand jour, en 1996, les liens entre l'Etat et la mafia: la Mercedes accidentée de Sedat Bucak, grièvement blessé, transportait un mafieux et un chef de la police, tués sur le coup.

Le député n'en a pas moins poursuivi sa carrière.

Pour les Bucak, le Hadep, en lice pour les législatives et municipales de dimanche, n'est qu'un relais du PKK et à ce titre banni de leur territoire.

"Il y a des membres du Hadep à Siverek", explique Umit, militant du DYP, "mais ils restent discrets".

"Nous ne sommes plus à Siverek depuis que le domicile de notre responsable local a été détruit par une bombe et sa voiture incendiée il y a quatre ans", explique le responsable provincial du Hadep, Sait Cay, dans son bureau à Sanliurfa, capitale provinciale proche de la frontière syrienne dont la mairie est tenue par les islamistes du parti de la Vertu (Fazilet).

Il accuse le "gang d'Etat des Bucak".

"C'est le même système que sous l'empire ottoman", renchérit Celalettin Sahin, candidat du Hadep à la députation. "L'Etat s'appuie sur les seigneurs féodaux locaux et encourage le développement des gangs pour contrôler la région".

La campagne électorale s'est en tous les cas déroulée à Sanliurfa sans grave incident ou attentat, contrairement à d'autres provinces du Sud-Est.

Le Hadep dénonce certes pressions et intimidations des électeurs. Mais il se dit sûr d'améliorer son score de 14% en 1995, à cause de l'arrestation d'Abdullah Ocalan.

"Toute l'histoire de sa capture au Kenya, depuis son passage à Rome, a eu un grand impact. Les gens ont réalisé qu'ils devaient prendre en charge leur identité" kurde, affirme Sait Cay, mentionnant une recrudescence des adhésions.

Le Hadep est menacé de fermeture par la justice qui l'accuse d'être contrôlé par le PKK. Cela n'impressionne pas Sait Cay : "Si nous sommes interdits, nous recréerons un autre parti".



La Russie condamne l'opération militaire turque contre le PKK en Irak

MOSCOU, 19 avr (AFP) - Le ministère russe des Affaires étrangères a condamné lundi la dernière opération de l'armée turque contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) dans le nord de l'Irak, dénonçant la politique de "deux poids, deux mesures" de l'Occident.

"C'est une violation flagrante de la loi internationale, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du pays voisin", estime le ministère dans un communiqué.

L'armée turque a lancé le 6 avril une opération contre des bases des maquisards du PKK dans le nord de l'Irak, au cours de laquelle 59 d'entre eux ont été tués, selon le dernier bilan publié dimanche par l'agence officielle turque Anatolie.

"Une fois de plus, c'est la population civile qui souffre, particulièrement les Kurdes", souligne le communiqué.

"L'absence d'une réaction quelconque de l'Occident est une manifestation d'une politique de deux poids, deux mesures", a affirmé le ministère dans une allusion aux frappes de l'OTAN en Yougoslavie.

"Dans un cas, les difficultés pour régler un problème interne ont provoqué l'utilisation de toute la puissance militaire de l'OTAN, dans un autre, on ferme les yeux sur la politique arbitraire menée contre un pays souverain (l'Irak) et des victimes parmi la population civile", souligne le communiqué.

L'EXTREME-DROITE TURQUE SORT SES CROCS

Le Parti d'action nationale vrai vainqueur des élections.

Istanbul intérim

Les véritables vainqueurs des élections législatives et municipales de dimanche, ce sont eux: ces centaines de supporters faisant avec leurs doigts en l'air la forme d'une tête de loup, le «loup gris», traditionnel emblème de l'extrême droite turque. L'euphorie des sympathisants du Parti d'action nationale (MHP), qui ont hurlé toute la nuit dans les rues d'Istanbul, d'Ankara et d'Erzurum, est à la mesure de leur propre surprise, et de celle qu'ils ont suscitée. Même le Premier ministre sortant, Bülent Ecevit, dont le Parti de la gauche démocratique arrive en tête avec 21 % des suffrages, s'en est étonné: «*Nous savions qu'ils allaient progresser, mais pas à ce point-là!*» Avec 18 % des suffrages, le MHP double son score de 1995, devient la deuxième formation du pays et le partenaire presque obligé d'une future coalition gouvernementale. Cette «*explosion*», ce «*tremblement de terre*» comme le présente la presse, les responsables du parti l'expliquent par la moisson faite sur la terre brûlée mais encore fertile des islamistes défaits par le travail de sape des militaires: «*Nous sommes allés dans les bidonvilles et nous avons expliqué que le Parti de la vertu (islamiste) avait fait beaucoup de torts à la religion*», explique Koray Aydin, l'un des responsables du MHP.

Meilleur score. Ce résultat surprise vient aussi sans nul doute de l'effondrement du Parti de la juste voie (DYP) de Tansu Çiller. Le rejet de la classe politique du milieu des années 80, discréditée par ses intrigues de pouvoir, a créé un appel d'air pour les tenants «de



l'ordre et de l'honneur national». Le MHP a largement conquis ses électeurs dans l'Anatolie centrale et profonde, comme jadis les islamistes. Les déçus de la libéralisation de la politique, de la modernisation de la société turque, de l'ouverture «ratée» à l'Europe et à l'Occident se jettent aujourd'hui dans les bras des Loups gris, qui prônent le retour aux valeurs traditionnelles.

En trente ans d'histoire, les ultranationalistes n'ont jamais connu un tel succès électoral. Leur meilleur score remonte à 1961, quand ils avaient obtenu 14 % des voix après un coup d'Etat auquel le leader du mouvement à l'époque, le colonel Alparslan Türkeş, était directement associé. Ils navigueront ensuite autour de 5% de la représentation nationale, ce qui ne les a pas empêchés d'être régulièrement associés au pouvoir, dans des coalitions gouvernementales. Ainsi, en 1975, Türkeş devint vice-Premier ministre, aux côtés de l'islamiste Necmettin Erbakan et de l'actuel président de la Ré-

publique Süleyman Demirel. **Base fascisante.** Dans les violences entre gauchistes et nationalistes, qui dureront jusqu'au coup d'Etat de septembre 1980, les Loups gris, les gros bras du MHP, ont pris plus que leur part. Beaucoup d'entre eux se sont reconvertis ensuite dans le milieu mais leur influence dans les services de sécurité est de notoriété publique. En mai 1997, Alparslan Türkeş, «le Commandant» pour ses inconditionnels, meurt et a droit à des funérailles nationales. Devlet Bahçeli, 51 ans, a pris le contrôle du parti l'an dernier. Fondateur en 67 du Foyer des idéalistes, le véritable nom des Loups gris, cet économiste est censé avoir donné un visage présentable à une formation jusque-là associée aux exactions de ses gangs armés. «*Le MHP s'attache à apparaître plus modéré*», nuance Etienne Copeaux, sociopolitologue à l'Institut français de recherches anatoliennes d'Istanbul, «*mais la base reste largement fascisante. On y observe notamment les mêmes ré-*

flexes xénophobes et antioccidentaux qui nourrissent depuis toujours son discours.»

«A mort le PKK!. Ce nationalisme outrancier ne représente pas un obstacle pour Bülent Ecevit, actuel et sans aucun doute futur Premier ministre. Leur identité de vue sur les thèmes nationalistes est presque entière. Il en va de même sur la délicate question kurde: ils sont tous deux farouches adversaires de toute sorte de concession aux Kurdes. Et il ne faut attendre de leur part aucun assouplissement. Leur succès électoral n'est d'ailleurs pas étranger à l'atmosphère antikurde qui a précédé et entouré l'arrestation d'Abdullah Öcalan, le 15 février. Qu'en sera-t-il quand le Parti de la démocratie du peuple (Hadeş, prokurde) prendra ses fonctions dans les nombreuses mairies qu'il a remportées dans le Sud-Est? Déjà, dans les slogans qui punctuaient la victoire du MHP pouvait-on entendre «*A mort le Hadeş, à mort le PKK!*» ● JÉRÔME BASTION

La colère des déçus de l'Europe

Les deux partis nationalistes cumulent 40% des voix.

Les Turcs tournent le dos à l'Europe. Le nationalisme jacobin du Premier ministre Bülent Ecevit, qui se réfère aux valeurs de la république fondée par Mustapha Kemal, et celui d'une extrême droite fascisante sont sensiblement différents, mais ils expriment un même repli et les mêmes peurs. « Cette poussée nationaliste est une réponse à ce que les Turcs ressentent comme une montée du nationalisme kurde, mais elle représente aussi une réaction face à l'incompréhension des Européens », explique Semih Vaner, chercheur au Ceri (Centre d'études et de recherches internationales). Grand vainqueur du scrutin, le

ANALYSE

Premier ministre sortant, vétéran de la gauche nationaliste, n'a jamais caché un « euroscepticisme » fondé sur le refus des excès du libéralisme et nourri d'une intransigeance sourcilieuse dans la défense de la souveraineté nationale. Le Parti d'action nationaliste (MHP), lui, milite toujours pour une union économique et culturelle avec les « cousins » turcophones du Caucase et de l'Asie centrale, ce monde qui fut le berceau des Turcs et qui représente pour eux l'avenir de la Turquie comme puissance régionale. Ces deux partis antieuropéens cumulent plus de 40% des voix. Le vote du 18 avril a rendu ex- ●●●

●●● plicite un rejet de l'Europe latent depuis deux ans.

Double choc. Quelque trente-cinq ans d'attente dans l'antichambre de la Communauté européenne puis de l'Union ont lassé les Turcs. Dès 1959, Ankara demandait un statut d'association. En 1987, elle déposait une demande formelle d'adhésion. La première vraie douche froide fut le sommet de Luxembourg, en décembre 1997, qui a exclu la Turquie de la liste des candidats à l'adhésion, deux ans à peine après le traité d'union douanière avec les Quinze, vécu par Ankara comme un début d'intégration. Le second choc fut l'affaire Abdullah Öcalan, le chef rebelle kurde, considéré comme l'ennemi public numéro 1, accueilli pendant trois mois par les autorités italiennes après son départ de Damas. « Les Turcs ont alors vraiment compris qu'ils ne faisaient pas vraiment partie de la famille », explique l'écrivain et éditorialiste Ali Sirmen. *L'Europe ne joue plus qu'un rôle secondaire pour ceux qui décident la stratégie du pays, désormais décidés à privilégier les rapports avec Washington.* Les événements du Kosovo ont accentué cette tendance, dans un pays où l'opinion publique, solidaire des Albanais islamisés à l'époque ottomane, approuve massive-

ment les frappes de l'Otan. « Ce sont les Américains qui comptent vraiment et ils le

« La Turquie a commencé à discuter de ce que signifie vraiment l'intégration à l'Europe, y compris les ingérences et les abdications de souveraineté. »

Mumtaz Soysal, ancien ministre des Affaires étrangères

démontrent », soulignait récemment Kamran Inan, ex-ministre de la droite libérale rappelant que, « à la différence de l'Europe, les Etats-Unis ont compris que le coefficient stratégique de la Turquie, aux carrefours des futures routes de l'énergie, a encore augmenté ».

Propre voie. Le tournant est pris. Il paraît irrévocable, même s'il n'est pas question de remettre en cause des relations

économiques très étroites avec une Union européenne qui reste, de loin, le premier partenaire du pays. Mais, sur le plan politique, sur le problème kurde ou sur les droits de l'homme, comme dans ses relations avec les pays voisins, ces eurosceptiques veulent que la Turquie suive désormais sa propre voie. « Quand nous nous sommes pliés aux exigences des Occidentaux, comme à la fin de l'Empire ottoman, ce fut une catastrophe; avec Mustapha Kemal, la Turquie est devenue une république moderne par son propre choix et avec ses propres méthodes, en s'imposant aux puissances européennes », explique un général en retraite. Le discours officiel reste favorable à l'adhésion à l'UE, mais ce courant eurosceptique devient toujours plus fort, aussi bien dans la hiérarchie militaire que dans les élites de l'Etat. « Depuis deux ans, la Turquie a finalement commencé à discuter de ce que signifie vraiment l'Europe, les coûts économiques, mais aussi les ingérences et les abdications de souveraineté découlant d'une intégration », se félicitait il y a quelques mois Mumtaz Soysal, ancien ministre des Affaires étrangères, longtemps proche de Bülent Ecevit. Ainsi, l'armée, dont le rôle politique est institutionnalisé dans le Conseil national de sécurité, n'accepterait pas volontiers d'abandonner ses prérogatives. Le résultat des urnes renforce le poids politique de ces républicains nationalistes toujours plus indifférents aux pressions de l'Europe, notamment en faveur des droits de l'homme. Le prochain procès d'Öcalan, prévu pour la fin avril, s'annonce déjà comme une mise à scène à grand spectacle pour un pays toujours plus enfermé dans ses certitudes ●

MARC SEMO

Ecevit glorifié par l'affaire Öcalan

Grosse moustache et cheveux noirs même à l'âge avancé de 74 ans, le Premier ministre Bülent Ecevit (photo) reste dans l'histoire de la Turquie comme l'homme qui a ordonné



l'intervention militaire à Chypre de 1974 et annoncé la capture de l'ennemi public numéro un Abdullah Öcalan. Le 16 février 1999, la voix tremblante d'émotion, il annonçait à la nation, dans une déclaration télévisée, la capture du chef rebelle kurde. Cette fermeté nationaliste explique sa popularité. Ce fils d'une famille bourgeoise d'Istanbul est un fin lettré, qui a étudié le sanskrit et traduit en turc le poète T.S. Eliot. Cela lui interdit d'ambitionner la fonction de président de la République. Il

met un point d'honneur à garder une certaine simplicité. Autre qualité extrêmement prisée de ses concitoyens: son honnêteté, plutôt rare dans la classe politique turque. Il dirige avec sa femme, Rahsan, le Parti de la gauche démocratique (DSP), qu'elle a fondé en 1985 alors qu'il était frappé d'interdiction de politique après le putsch militaire de 1980.



20 AVRIL 1999

extradition. Le durcissement du ton à l'égard de l'Union européenne est également un symptôme de cette nouvelle tendance.

L'arrestation rocambolesque du dirigeant kurde, en février à Nairobi, a certainement contribué pour beaucoup au succès de Bülent Ecevit, également populaire pour son honnêteté et son comportement digne, qui contraste avec celui de ses rivaux. Mais le premier ministre, qui fut en 1974 le principal artisan de l'intervention armée turque au Nord de Chypre, se distingue lui aussi par la virulence de ses sentiments patriotiques.

De son côté, discret et peu enclin aux déclarations foudroyantes, le nationaliste Devlet Bahçeli est une donnée nouvelle sur l'échiquier politique turc. Depuis qu'il a pris la direction du MHP, il s'est efforcé de rapprocher son parti de la droite centriste et de faire oublier les gangs de voyous agressifs, gravés dans la mémoire de la population, qui avaient fait la réputation du MHP. Le fait que l'image personnelle du dirigeant n'ait pas encore été « ternie » par le pouvoir a d'ailleurs probablement contribué à

attirer les électeurs, désabusés après des années de rivalités personnelles et d'allégations de corruption, surtout au sein des deux principales formations de la droite traditionnelle et laïque dont les Turcs se sont détournés.

Le Parti de la mère-patrie (ANAP) de Mesut Yilmaz qui a recueilli environ 14 % des voix et le Parti de la juste voie (DYP) de Tansu Ciller avec 12 % des suffrages sont les deux grands perdants de cette élection.

Contrairement aux prévisions, les Islamistes du Parti de la vertu (*Fazilet partisi*), ont perdu du terrain. De récentes divisions au sein du parti, ainsi que la pression constante des militaires ont apparemment convaincu les électeurs d'opter pour un choix moins controversé. Toutefois les Islamistes ont maintenu leur contrôle des municipalités d'Istanbul et d'Ankara.

PRESSION DES MILITAIRES

Enfin le Parti républicain du peuple (CHP), le parti social-démocrate fondé par Atatürk et dirigé actuellement par Deniz Baykal, ne franchirait pas la barrière des

10 % nécessaires pour entrer à l'assemblée nationale. Dans le Sud-est anatolien, le parti prokurde HADEP a, comme prévu, rasé la majorité des votes dans plusieurs provinces. A Diyarbakir, par exemple, le candidat à la mairie du HADEP, Feridun Celik, a obtenu plus de 62 % des voix. Mais la position du parti au niveau national demeure inchangée - aux alentours de 4 % - et, comme en 1995, ne lui permettra pas d'être représenté au parlement. Les Kurdes ont exprimé leur mécontentement par le biais du scrutin, mais ils risquent de ne pas être entendus. Ni Bülent Ecevit, ni le MHP ne sont en effet enclins à faire la moindre concession à leurs revendications. Si de nouvelles tendances se dessinent clairement, la formation du gouvernement s'annonce aussi confuse qu'à l'accoutumée. La distribution des sièges est en effet peu propice à la formation d'un gouvernement stable et unifié.

Une fois de plus, les calculs complexes nécessaires à l'obtention d'une majorité à l'assemblée nationale donneront du poids aux « petits » partis, ceux-là même

dont les électeurs se sont détournés, mais dont le soutien sera probablement nécessaire. Seule une alliance du DSP de M. Ecevit et du MHP de M. Bahçeli permettrait la formation d'une coalition à deux partis, mais compte tenu d'inimitiés tenaces entre les deux formations, même si le nationalisme les rapproche, il n'est pas du tout certain que cette formule sera celle choisie par Bülent Ecevit, à qui le président Suleyman Demirel confiera probablement la tâche de former un gouvernement.

Pourtant, lundi, le quotidien libéral Radikal citait Bülent Ecevit affirmant que la « période de blocage idéologique » est terminée. Selon le journal, cette remarque signifierait la disponibilité du chef de la gauche nationaliste à travailler avec les extrémistes de droite du MHP. Une chose est sûre : les nationalistes - de droite comme de gauche - sont les grands vainqueurs des élections. « Alors que la gauche est en ascension dans toute l'Europe, la Turquie prend la direction inverse », soulignait le quotidien libéral Milliyet.

Nicole Pope

Turkish Nationalism: Reconciliation's Cloud

By Howard Schneider
Washington Post Service

ANKARA — Their campaign offices are decorated with posters of a "greater Turkey" that includes former Soviet republics such as Kazakhstan, an expression of the larger Turkish identity they want to create.

They have no burning desire to pull closer to Europe, and, most of all, they demand a hard line against Kurdish separatists and their jailed leader, Abdullah Ocalan.

When members of the ultrarightist Nationalist Action Party captured nearly 20 percent of the vote in elections Sunday and positioned themselves for a likely role in the next Turkish government, they set the stage for what could be a turbulent debate over Turkey's attitude toward its Kurdish minority and its role in the region.

To the party's newly elected parliamentary deputies, a group that likely will join the winning party of Prime Minister Bülent Ecevit to form a new government, their success is a natural outgrowth of the failure of other parties to protect Turkey's interests.

To others, it is a haunting echo from the days when factions from the right and left openly battled in the streets during the 1970s, an era that led to a military coup and gained the Nationalist Action Party a reputation for anti-leftist and anti-Communist thuggery.

After taking over the party leadership two years ago, Devlet Bahçeli closed many branches of a youth wing that party officials concede were

uncontrollable and a possible source of embarrassment in the campaign.

Even if the party has lived down its aggressive history, its success is disturbing to analysts who see it as a vote that will stoke antagonism with the country's Kurdish minority and probably damage relations between Turkey and Europe, particularly neighboring Greece.

It is, they said, the wrong time for Turkey to turn nationalist.

"Nationalism is being bombed to the south and bombed to the north, and there is an upsurge here," said Dogu Ergil, a professor at Ankara University, referring to the conflicts in Iraq and Yugoslavia.

"It is an anachronism," said Mr. Ergil, who has been investigated for his work with a group that urges reconciliation with the country's Kurds.

Mr. Ecevit's Democratic Left Party led in the voting, and he is likely to emerge as prime minister for the fourth time in his long career.

At the same time, the election indicated that the influence of the country's Islam-based Virtue Party on national politics has peaked. After steadily gaining votes in the 1990s and raising concern that secular Turkey might choose a fundamentalist path, support for Virtue declined sharply in the latest polls.

Mr. Bahçeli and nationalist party members said they will not rush into a deal with Mr. Ecevit and could choose to stay in opposition or even demand that Mr. Bahçeli become prime minister. They said Mr. Ecevit would have to meet some of their terms if a government was to be formed, chief

among them a high priority for the fight against Mr. Ocalan's Kurdistan Workers Party.

"The first issue is terror," said Sevkettin Yahnici, a Nationalist Action Party deputy. If Mr. Ocalan is given the death penalty following his trial, Mr. Yahnici said, the party will work to see that it is carried out. Although the death penalty is authorized under Turkish law, executions must be approved by the Parliament, and none has been for more than a decade.

Mr. Ecevit has said Mr. Ocalan should not be an exception to the de facto ban on executions.

The nationalist party's success surprised Turkey's political establishment. Its strength was not reflected in polls or in the predictions of mainstream analysts and commentators.

It seemed, Western diplomats said, a classic statement of frustration from Turkey's Anatolian heartland, outside the urban hubs of Ankara and Istanbul.

Besides political corruption and high inflation, nationalist sentiment has had plenty to feed it in recent years.

Turkey was excluded from a list of countries invited to join the European Union, a fact taken as a slap from a group of nations that Turks feel are too critical of their records on democracy and human rights.

In addition, the refusal of European nations to aid in Mr. Ocalan's capture and extradition — he was finally captured in Kenya — was taken as another sign that the West regards this crossroads between Europe and Asia as an unworthy member of its club.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, APRIL 21, 1999

Voting in Turkey Mirrors Kurds' Gap With Nation

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Results in national elections Sunday underlined the gap that separates Kurds living in the impoverished southeast from the rest of Turkey.

In most of the country, the two top parties were the Democratic Left Party, led by Prime Minister Bulent Ecevit, and the ultrarightist Nationalist Action Party. Both oppose any compromise with the Kurdish movement, which they see as a threat to national unity.

But in southeastern provinces, the pro-Kurdish People's Democracy Party crushed all others. Although it will not be represented in Parliament because it failed to take 10 percent of the vote nationwide, its candidates were elected to govern six of the region's most important cities.

People's Democracy supports negotiations to end the armed conflict that has raged in the southeast for the last 14 years.

That idea is anathema to the two parties that won in the rest of the country. They insist that there is no independent Kurdish identity and no Kurdish problem in Turkey, only a problem of terrorism fomented by foreign powers.

Mr. Ecevit's first-place finish, with about 22 percent of the vote based on a count of three-quarters of the ballots, came as no surprise. But his victory was not decisive enough to end the political uncertainty that has hung over Turkey for the last few years.

Who will head the next government, and which parties it will include, remained unclear.

The strong showing of the nationalist party, which took about 18 percent, astonished even

its own leaders. In the last election it had not even managed to pass the 10 percent threshold.

The Nationalist Action Party is based on the ideology of pan-Turanism, which holds that Turkic peoples from the Balkans to China are part of a single great nation. Its symbol is a gray wolf, a reference to an ancient legend according to which a gray wolf led Turkic tribes westward from their ancestral homeland in Central Asia many centuries ago.

"There was no time when there were no Turks," the party's general secretary, Koray Aydin, asserted in a recent interview.

In the past, Nationalist Action has included strong strains of chauvinist nationalism. Its associated paramilitary groups are said to have been responsible for killing thousands of leftists, Kurdish nationalists and others during the late 1970s, a period of upheaval in Turkey that was ended by a military coup in 1980.

Following the death of the party's legendary leader, Alparslan Turkes, in 1997, it began to fashion a new identity. Several figures associated with violent gangs were excluded from its list of candidates this year, and the new party leaders said they represented a modern form of nationalism that is compatible with European values.

The surge of votes for Nationalist Action was one of several surprises Sunday. The Islamic-oriented Virtue party, which some had viewed as the most potent force in Turkish politics, slumped unexpectedly to third place, with about 16 percent. It managed, however, to re-elect its mayors in the country's two largest cities, Istanbul and Ankara.

Both center-right parties, the Motherland Party and True Path Party, also lost strength. Motherland, led by former Prime Minister

Mesut Yilmaz, finished fourth with about 13 percent, while True Path, led by another former Prime Minister, Tansu Ciller, followed with about 12 percent.

"The corruption of Yilmaz and Ciller has destroyed their two parties," the newspaper Sabah said in a front-page commentary. "Both of them should resign. Their mistakes have caused the radical right to grow, and this is not a healthy situation."

The country's oldest political grouping, the People's Republican party, which traces its roots to the founding of the Turkish Republic in 1923, polled less than 9 percent and will not be represented in the new Parliament.

Many votes for Nationalist Action evidently came at Virtue's expense. They were apparently cast by voters trying to show their dissatisfaction with the political establishment.

The election results also appeared to have been strongly affected by the change in national mood that followed the capture of the Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan in February.

Mr. Ecevit profited from the fact that he was in power at the time of the capture. Nationalist Action fed the wave of aggressive jubilation that followed it, orchestrating rock-throwing attacks on Mr. Ocalan's lawyers and demanding his execution.

If there is a polar opposite to Nationalist Action, it is certainly the pro-Kurdish People's Democracy Party. Many of its members consider themselves Kurds first and Turks second. Its sympathy for Kurdish nationalism has led prosecutors to file a case aimed at dissolving it.

People's Democracy polled only 4 percent of the vote nationwide, but it won the mayor's race in Diyarbakir, the largest city in the southeast, and also those in the predominantly Kurdish cities of Bingol, Batman, Siirt, Hakkari and Sirnak.

"The people voted for the party that is on their side," said Feridan Celik, who was elected mayor of Diyarbakir.

Le retour de Bülent Ecevit, vainqueur des élections législatives en Turquie

Nationalistes de droite et de gauche renvoient les islamistes en troisième place

Comme prévu, le parti de la gauche démocratique du premier ministre Bülent Ecevit est le grand vainqueur du scrutin qui s'est tenu, di-

manche 18 avril. En revanche, la percée de l'extrême-droite nationaliste et le recul des islamistes n'étaient pas attendus. Une fois de plus

la formation d'un gouvernement de coalition risque d'être un exercice difficile pour M. Ecevit, 73 ans, vétéran de la scène politique turque.

ISTANBUL

de notre correspondante

Le premier ministre Bülent Ecevit apparaît comme le grand vainqueur des élections législatives qui ont eu lieu en Turquie le 18 avril. Son parti de la Gauche démocratique (DSP) a recueilli 22,5 % des voix (contre 14,6 % aux dernières législatives de décembre 1995). Ce score, qui porte sur le dépouillement de près de 18,7 millions de votes sur 37,5 millions

d'électeurs inscrits, donnerait à la formation de M. Ecevit 135 députés, selon une projection effectuée à partir de ces résultats partiels. Si le succès de ce vétéran de la scène politique turque n'est pas une surprise, le tableau diffère considérablement de celui qui était attendu.

Surtout, la formation politique islamiste, le Parti de la Vertu (Fazilet), donné favori, a perdu sa place de première formation du

pays, héritée de son prédécesseur, le Parti islamiste de la Prospérité (Refah), qui avait remporté les dernières législatives de décembre 1995.

C'est l'extrême-droite, avec le Parti de l'Action nationaliste (MHP), qui s'est révélée l'élément surprise de ces élections. Les « Loups gris », conduits par Devlet Bahçeli depuis la mort de leur chef historique, Alparslan Turkes, il y a deux ans, ont fait un score

spectaculaire en obtenant près de 18 % des voix. Car, avant tout, ces législatives ont confirmé la montée inexorable d'une vague de nationalisme, entrevue notamment en novembre 1998, lors de l'arrivée du chef du Parti des travail-

leurs du Kurdistan, Abdullah Öcalan à Rome. Pendant des jours, les Turcs avaient violemment manifesté leur colère contre les autorités italiennes qui refusaient son

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, APRIL 20, 1999

LE MONDE /

MARDI 20 AVRIL 1999

Irak : l'éternel retour de l'union de l'opposition

RÉUSSIRONT-ILS dans trois mois ce qu'ils n'ont pas pu faire depuis huit ans ? Onze partis de l'opposition irakienne se sont promis, à l'occasion d'une réunion, début avril à Londres, de se retrouver quatre-vingt-dix jours plus tard, pour mettre au point un plan de résistance au régime du président Saddam Hussein et relancer, en le réformant, le Congrès national irakien (CNI), formé en 1992 et qui n'existe plus que sur le papier. Les signes avant-coureurs sont peu encourageants.

D'abord, parce que certaines des plus importantes formations de l'opposition, tels le Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak, la Daawa, et le Parti communiste, étaient volontairement absentes de la réunion. Le peu d'enthousiasme que les deux principaux mouvements kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, ont mis à l'application de l'accord bilatéral, qu'ils ont signé en grande pompe à Washington en septembre 1998, est un signe de mauvais augure pour une coalition plus large. *Last but not least*, les rivalités entre groupes et personnes continuent de miner l'opposition.

Le principal mérite de cette réunion est peut-être de s'être tenue. Des représentants de l'UPK, du PDK et de l'Entente nationale étaient présents. Les débats furent tendus. Ahmad Chalabi, figure de proue du CNI, homme lige de la CIA - ou d'une partie de la centrale de renseignement américaine - et très actif médiatiquement, s'est vu vigoureusement contesté par les participants. Ils lui ont refusé le droit de conserver son poste de président et porte-parole du CNI, qu'il revendiquait jusqu'à la rencontre projetée pour juillet. Les discussions

prirent une tournure telle que l'intéressé quitta les lieux, avant de revenir et d'accepter de renoncer à sa fonction.

L'autre mérite de la réunion est d'avoir réussi à mettre sur pied deux organismes. Le premier est une direction collégiale de sept membres, dont six ont été désignés, le septième siège étant réservé au Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak - absent, officiellement, pour des raisons de calendrier, en fait parce qu'il garde un pied dehors et l'autre dedans, estimant certains opposants. Un comité de cinq membres a par ailleurs été chargé de contacter toutes les formations de l'opposition, pour préparer le grand rassemblement prévu dans trois mois et supposé être une sorte d'assemblée constituante de l'opposition unie, quelle que soit l'appellation qui lui sera donnée. Salah El Cheikhli, numéro deux de l'Entente nationale (soutenue par l'administration américaine), a été désigné comme porte-parole.

LA MANNE DE WASHINGTON

Les Etats-Unis, qui, dès le mois d'octobre, ont officiellement annoncé que l'un des axes de leur politique en Irak était désormais de soutenir l'opposition - y compris avec un budget de 97 millions de dollars d'aide « militaire » -, pour renverser Saddam Hussein, se sont employés à assurer le succès de la réunion.

A cette fin, Washington, qui, dès janvier, a sélectionné sept formations jugées « dignes » de recevoir sa manne, a élargi le spectre de ses contacts. Franck Ricciardone, le représentant spécial américain pour la transition en Irak, n'a pas hésité à solliciter certaines formations, tel le Parti communiste irakien, ou des personnalités qui ne font pas partie du « groupe des sept », pour les

convaincre d'y participer, fût-ce en tant qu'observateurs. En vain dans la majorité des cas. La réunion de Londres était d'ailleurs supposée rassembler les seuls membres du comité exécutif du défunt CNI, mais en réalité des invitations ont été lancées à une cinquantaine de personnes.

Massoud Barzani, le chef de l'UPK, n'a pas hésité à dire, dans un récent entretien publié par le quotidien arabe *El Hayat*, qu'il ne croyait pas, en l'état actuel des « *interférences régionales et internationales* » sur les différentes formations de l'opposition et des rivalités internes à cette dernière - auxquelles, par parenthèse, le PDK et l'UPK participent -, en une possible union de l'opposition. Et son frère ennemi de l'UPK, Jalal Talabani, aime à faire la distinction entre « *les opposants dans les hôtels et les opposants dans les tranchées* », même si c'est pour insister aussitôt sur la nécessaire complémentarité des deux groupes.

Le PDK et l'UPK sont loin de donner l'exemple en matière de coordination. Bien que leur réconciliation solennelle remonte à sept mois, leurs divergences sur les questions fondamentales, telles la formation d'un gouvernement et d'un parlement transitoire, la normalisation de la situation dans les villes sous leur contrôle respectif, ou encore la répartition des ressources financières, n'ont toujours pas été aplanies. Les deux formations ont cessé de s'entre-tuer, et arrêté les campagnes de presse hostiles réciproques. Mais ni l'une ni l'autre ne s'en prend à Bagdad. Massoud Barzani maintient plusieurs fers au feu puisqu'il est très proche de la Turquie, entretient de bonnes relations avec les Etats-Unis et n'a jamais interrompu le dialogue avec l'Irak.

Martin Indyck, le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-

Orient, a déclaré mercredi 14 avril que la réunion de Londres était un pas important vers la chute du régime irakien. Ce commentaire paraît relever de la méthode Coué, lorsqu'on sait, sur la foi d'opposants, que M. Ricciardone, qui était présent à Londres, s'est indigné de l'âpreté des divisions. Et Washington, a commenté un responsable américain cité le lendemain par l'AFP mais soucieux de garder l'anonymat, n'est pas près de déboursier les 97 millions de dollars et ne le fera que lorsque l'opposition aura présenté une stratégie crédible. Une opposition dont une partie affirme n'avoir que faire de l'aide américaine, qualifiée de pécadille mal ciblée, de surcroît, pour un objectif aussi ambitieux que la chute du régime.

Mouna Naïm

Le Monde

SAMEDI 17 AVRIL 1999

La presse grecque inquiète de la montée de l'extrême droite turque

ATHENES, 20 avr (AFP) - La presse grecque a exprimé mardi ses craintes de voir se constituer en Turquie un gouvernement nationaliste avec une position dure à l'égard de la Grèce, à la suite de la victoire de Bulent Ecevit (gauche nationaliste) et de l'Action nationaliste (MHP, extrême droite) aux élections de dimanche.

"La grande surprise que représente la montée spectaculaire de l'extrême droite ne peut être interprétée que comme un mauvais présage", souligne dans son éditorial le grand journal du soir Ta Nea. "A l'intransigeance d'Ecevit vient s'ajouter la dureté du parti d'extrême droite de l'Action nationaliste", ajoute le journal.

"Personne ne peut attendre du prochain gouvernement quel qu'il soit de changement de la politique intérieure, ni de changement de la ligne dure dans les relations gréco-turques", affirme Ta Nea.

"Attila flirte maintenant avec les Loups gris", écrit en première page To Vima (pro-gouvernemental) selon lequel "tout montre que la participation des Loups gris dans un gouvernement Ecevit est très probable".

Les Grecs appellent Bulent Ecevit, commanditaire de l'invasion de Chypre par les troupes turques en juillet 1974, "Attila", du nom qu'ils donnent à la ligne de démarcation chypriote. Devlet Bahceli, président de l'Action nationaliste, fut l'un des

fondateurs de l'organisation de jeunesse du MHP, les "Loups gris", fortement impliqués dans la vague d'assassinats et de violence politique des années 70.

Pour Exousia (gouvernemental), "les généraux ont gagné en Turquie". "L'arrestation d'Ocalan (le chef rebelle kurde) a apporté le nationalisme", juge-t-il.

"Le gouvernement grec est inquiet car le système politique intérieur, au lieu de se tourner vers l'Occident, se retrouve... davantage en marge" des normes occidentales et "cette faiblesse constitue la plus grand danger pour la stabilité", relève de son coté Kathimerini, le quotidien des milieux d'affaires.

Le gouvernement grec s'est borné lundi à souhaiter par la voix de son porte-parole que la Turquie "ne traverse pas de période d'instabilité".

.....

HADEP victory poses problem for Turkish government

By Ralph Boulton

ANKARA, April 19 (Reuters) - The possible advent of a more nationalistic central government and the election of new Kurdish administrations in the Turkish southeast poses a delicate challenge to both sides in a region plagued by violence.

Unofficial returns showed that the main Kurdish party HADEP, accused by Ankara's chief prosecutor of aiding Kurdish guerrillas, had secured key mayoral posts in local polls in the cities of Batman, Bingol, Hakkari, Siirt, Sirnak and the regional capital of Diyarbakir.

The People's Democracy Party's (HADEP) first taste of electoral success coincided with a dramatic breakthrough by the hardline Nationalist Action Party (MHP) in Sunday's general election. The two triumphs are linked, each a reaction to the other.

Any Ankara government would view HADEP local administrations with deep misgivings, but if MHP joined government at national level the potential for friction may be that much greater.

"There is unfortunately strong feeling...against the Turkish army and state in that region," nationalist commentator Altemur Kilic said. A HADEP administration would sit ill with the MHP.

"There will be a problem, I think," he said.

Chief public prosecutor Vural Savas requested HADEP be banned from the polls, arguing the party would open the doors of democracy to "hundreds if not thousands" of terrorists. But the request was denied and the HADEP members were duly returned.

The heads of many local governments are now, in the eyes of central authorities, terrorists serving Abdullah Ocalan's Kurdistan Workers Party (PKK).

The possible fields of conflict are many. The regional capital of Diyarbakir, for instance, is heavily indebted. Financial aid could be withheld or support cut.

The security forces, who have suffered heavy casualties in a 14-year-old conflict, will also be very wary of the new mayors.

"One of the factors behind MHP's rise is the reaction to the situation in the southeast," Unsal Oskay, professor at Marmara University, said, referring to the MHP's 18 percent vote.

In the southeast, feelings that Ankara lacks sensitivity to local problems has in its turn fanned hostility to the centre.

The capture of Ocalan in February boosted Ecevit's standing outside the southeast. The public parading of Ocalan, blindfolded, on television aroused some anger in the southeast.

"The sweeping success of HADEP in the southeast is evidence of further polarisation in society," one Western diplomat said. "One can anticipate the MHP success will present difficulties for the resolution of the Kurdish problem."

The new HADEP mayor of Diyarbakir, Feridun Celik, appeared phlegmatic about the problems facing him. Much of the governance of the area is in the hands, not of Ankara, but of an emergency rule governor in Diyarbakir, backed by the General Staff.

"The attitude of the current authorities and the MHP isn't so very different. All parties are in agreement with the MHP on important subjects." He said MHP people played a big role in administration behind the scenes.

"It's better that the presence of the MHP in government is at least out in the open," he told Reuters in Diyarbakir.



MHP quake clouds DSP victory

ILNUR CEVIK

Ankara - Turkish Daily News

Sunday's elections produced a political earthquake as provisional results showed the right-wing Nationalist Movement Party (MHP) emerged as the second-leading party while the Democratic Left Party (DSP) was the winner.

With experts last week predicting the MHP would just pass the 10 percent national threshold to win seats in Parliament, the nationalists stunned political observers by dominating the polls in many Central Anatolian districts as well as in some major cities. The MHP had failed to enter Parliament in the 1995 elections because it could not even pass the

10 percent threshold.

The losers in the election were the pro-Islamic Virtue Party (FP), which shed nearly six percent of the votes compared to the 1995 elections, as well as the two center-right parties, which each lost about five percent of their votes...

The grand loser was the left-wing Republican People's Party, which could not pass the threshold and thus cannot enter Parliament...

The MHP supporters were celebrating their victory in the streets of Ankara and Istanbul while the DSP crowds were much more subdued.

After counting results all night, officials in many ballot stations on Monday afternoon decided to delay the counting for a day until their staff had some rest. Observers said this would delay the announcement of the final results until Tuesday.

However, the general trend is now clear. With nearly 80 percent of the votes counted, the DSP is the leading party after winning about 21 to 22 percent of the votes, and it is expected to win around 135 to 138 seats. The MHP has won about 18.1 percent of the votes and will win about 127 seats. The Islamist FP has won about 15 to 16 percent of the votes and will win about 110 seats. The center-right Motherland Party (ANAP) has won 13.4 percent of the votes and will have 84 seats while the True Path Party (DYP) has won 12.3 percent of the votes and 89 seats because of an advantage of having won in rural areas.



The pro-Kurdish Democracy Party only won about 4 percent of the votes and thus cannot take seats in Parliament. The CHP is stuck at around 8.37 percent and is thus also left out of Parliament.

Neither ANAP nor the DYP reacted to their elections defeats. The FP on the other hand said it was a new party formed after the closure of the pro-Islamic Welfare Party and thus its performance should not be compared with the results of the Welfare in 1995.

However, observers said the MHP had drawn votes from the DYP and the Islamists while the DSP had eaten into the ANAP votes.

MHP Chairman Devlet Bahçeli thanked his party workers, the candidates and the people who voted for his party. He said the MHP will work for the political stability of the country and is receptive to all offers from other parties, and, he stressed, "We have no prejudices."

Meanwhile, Prime Minister Bulent Ecevit, the leader of the DSP, presented his resignation to

President Suleyman Demirel to open the way for the formation of a new government after the elections. The president accepted the resignation and asked the prime minister to stay on as a caretaker until the new Parliament is formed and a government is named.

The president is expected to name Ecevit to form the new government as the head of the leading party in Parliament once the elections results are made official.

There were also two victories for independents. Former Interior Minister Mehmet Agar, an arch rival of DYP leader Tansu Ciller, won as an independent in Elazig while Ahmet Ozal, the son of late President Turgut Ozal was victorious in Malatya.

Meanwhile, in the local elections the Islamists held on to their strongholds in Istanbul, Konya and Kayseri as well as several other cities. The Ankara mayoral race was a close call between FP's Melih Gokcek and the CHP's Murat Karayalcin. Gokcek was expected to win with a razor-thin majority.

The DSP won the greater Izmir mayoral seat while the Motherland won in Adana. In Diyarbakir HADEP was expected to win the mayoral seat.

Opération turque en Irak: Bagdad demande l'intervention de la Ligue arabe

BAGDAD, 20 avril (AFP) - L'Irak a exhorté la Ligue arabe à intervenir auprès d'Ankara pour obtenir l'arrêt des incursions de l'armée turque dans le nord irakien, dans un message adressé par le chef de la diplomatie irakienne au secrétaire général de l'organisation, Esmat Abdel Méguid.

Dans son message, reproduit mardi par la presse irakienne, M. Mohamed Saïd Al-Sahhaf demande à M. Abdel Méguid "d'assumer son rôle conformément à la charte de la Ligue, de dénoncer l'agression et de demander au gouvernement turc d'arrêter ses agissements et de respecter la souveraineté de l'Irak".

M. Sahhaf a affirmé que "l'incursion turque a provoqué des pertes humaines et matérielles importantes" dans le Kurdistan irakien (nord), dont le contrôle échappe totalement à l'autorité à Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe (février 1991) et qui est contrôlé actuellement par les opposants Kurdes irakiens.

"Il est regrettable de voir le gouvernement turc continuer à agresser l'Irak sous prétexte de pourchasser des rebelles qui menacent sa sécurité", a ajouté le ministre irakien des Affaires étrangères.

L'armée turque a lancé le 6 avril une opération contre des bases des maquisards du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) dans le nord de l'Irak, au cours de laquelle 59 d'entre eux ont été tués, selon le dernier bilan publié dimanche par l'agence officielle turque Anatolie.

L'opération vise à détruire les préparatifs logistiques du PKK. Selon le quotidien turc Cumhuriyet (centre-gauche), près de 20.000 troupes turques ont été mobilisées pour cette incursion.

L'armée turque lance fréquemment des opérations similaires contre les rebelles du PKK dans le nord irakien, notamment en cette saison, pour empêcher le PKK de préparer d'éventuelles attaques en été contre des objectifs en territoire turc.



Annulation de la licence d'émission de Med-TV en Grande-Bretagne

Ven 23 Avr 99 - 12h56 GMT

LONDRES, 23 avr (AFP) - La licence d'émission en Grande-Bretagne de la télévision satellitaire en langue kurde Med-TV a été "révoquée" pour "incitation à la violence", a annoncé vendredi l'organisme en charge de la régulation des chaînes dans le pays (ITC).

La mesure, qui fait suite à une première suspension de la licence, a été notifiée vendredi à la chaîne dont le siège se trouve à Londres. Elle prendra effet dans 28 jours, a précisé l'ITC dans un communiqué.

"Quelle que soit la sympathie que les gens peuvent ressentir au Royaume-Uni envers le peuple kurde, il n'est pas dans l'intérêt public qu'une chaîne utilise le Royaume-Uni comme plate-forme pour des émissions qui incitent les gens à la violence", a estimé le président de l'organisme Robin Biggam.

Med-TV a ses principaux studios d'information et de production à Denderleeuw en Belgique (banlieue de Bruxelles), mais ses programmes sont émis depuis Londres, en Grande-Bretagne.

©AFP 1999

La roue de l'Histoire

par Allain Glykos

TU viens d'avoir quarante-vingt-quatre ans. Bon anniversaire, papa. Tu es né le 16 avril 1915, en Asie Mineure. Avec le temps, nous nous sommes accommodés de cette date. Dans la réalité, nul ne sait vraiment quand tu as vu le jour. Parce qu'il y a eu la « grande catastrophe », comme disent les Grecs. En 1922, les Turcs vous ont chassés de cet endroit où vous viviez depuis des siècles. Un million cinq cent mille Grecs ont dû quitter précipitamment leur terre.

Toi-même, tu es né à Vourla - Urla aujourd'hui en turc -, l'ancienne Clasmène où est né l'un des pères de la philosophie grecque, Anaxagore. Pas loin de Milet, où naquit et vécut Thalès, à deux pas de Smyrne, la patrie d'Homère. Et pourtant, les Turcs vous ont chassés, en vous traitant de sales chrétiens, en vous disant que cette terre n'était pas votre terre. Bien sûr, rien n'était simple. Vous aviez été les alliés des Français et des Anglais durant la guerre de 1914-1918. Et Mustafa Kemal voulait redonner la fierté à son peuple en lui faisant miroiter les rêves de « Grande Turquie ».

Souvent, tu m'as raconté l'exode. Ils ont séparé les hommes et les femmes, ne vous ont donné que quelques minutes pour faire vos balluchons. Vous marchiez en colonnes sur les routes, jonchées de cadavres, qui conduisent à la mer. Quand tu as embarqué, avec ta grand-mère, ton père était sûrement déjà mort, mais nul ne sait comment et nul ne sait ce qu'ils ont fait de son corps.

Dans la pagaille, parce que c'était une grande pagaille, ta mère et tes frères ont pris un autre bateau. Tu ne les as revus que six mois après, en Crète. Au traité de Lausanne, on

décida d'échanger les populations. Les Turcs de Crète furent déplacés en Turquie, tandis qu'on libéra les soldats grecs faits prisonniers. L'un de tes frères fut du voyage.

Voilà ce que tu m'as si souvent raconté. Ce qui est étrange, c'est que j'ai l'impression d'écrire des choses d'aujourd'hui. Je me demande à quoi tu penses, chaque jour, devant ta télévision. Depuis longtemps, tu es naturalisé Français, mais tu n'as pas oublié ta langue, ton histoire ta religion. Tu gardes avec toi le souvenir de ces moments terribles. Souvent, tu dis que l'on ne peut jamais effacer des images comme celles-ci. On vit avec. Je me demande à quoi tu penses en voyant les réfugiés du Kosovo. Les enfants te ressemblent, les femmes ressemblent à ta mère, à ta grand-mère, les hommes ressemblent à tes frères, à tes oncles, à ton père.

Je sais que souvent tu pleures. Tu dis que as vécu la même chose, que le petit gosse sur l'écran, ça pourrait être toi. Et puis, tu dis aussi que la roue de l'Histoire tourne; hier, les musulmans chassaient et massacraient les chrétiens, aujourd'hui les chrétiens chassent et massacrent les musulmans. Tu dis qu'on n'en finira jamais. Les victimes d'hier sont les bourreaux d'aujourd'hui, et ainsi de suite. Ça n'en finira jamais. Tu dis que la folie des hommes est plus forte que tout.

Mais ton cœur a quelques problèmes de cohabitation avec ta raison. Tu ne peux pas supporter qu'on laisse ces gens aux mains de leurs bourreaux. Tu évoques à leur égard l'indifférence et l'immobilisme des Anglais et des Français en 1922. Ils étaient les alliés des Grecs et ils ne sont pas intervenus pour vous défendre. Juste un coup de

main humanitaire (un des premiers de l'histoire) pour vous aider à embarquer sur leurs bateaux qui mouillaient au large des côtes turques. Alors, aujourd'hui, comment pourrais-tu reprocher aux Occidentaux de vouloir empêcher un massacre ?

En même temps, tu te demandes pourquoi ils ne sont pas intervenus en Asie Mineure, à Chypre et pourquoi ils ne font rien pour les Kurdes. Tu te poses beaucoup de questions. Tu ne comprends pas bien pourquoi l'Europe a besoin des Américains, pourquoi les Américains dépensent tant d'argent pour sauver quelques centaines de milliers d'hommes et de femmes. Qu'est-ce qu'ils cherchent au Kosovo ? S'ils n'y ont pas d'intérêt, s'ils le font vraiment par souci de justice et d'humanité, alors c'est que quelque chose est en train de changer sur cette terre. Mais tu fais une moue qui laisse à penser que tu n'y crois pas trop.

Tu te poses d'autres questions encore, et tu pleures en regardant les camps de réfugiés, les colonnes hébétées. Tu ne peux pas t'empêcher de dire tout à la fois, que Slobodan Milosevic est un dictateur, mais que les Serbes, comme tous les orthodoxes, ont beaucoup souffert. Tu ne peux pas t'empêcher de dire que, dans cette région de l'Europe, il y a des vieilles rancunes, des peurs ancestrales que les bombes ne feront jamais disparaître. Et puis tu dis, en voyant l'enfant albanais, qu'on ne peut pas les laisser crever comme des chiens.

Tu dis tout en même temps et je pense que ça ne doit pas être simple d'être un Français d'origine grecque. Je pense à mon grand-père qui n'a pas eu de tombe. Je pense à ce que disaient les Turcs autrefois et que répètent les Serbes aujourd'hui : « Cette terre n'est pas la vôtre. » Et il me revient une phrase de Victor Hugo écrite en exil : « Etranger ! Que signifie ce mot ? Quoi, sur ce rocher, j'ai moins de droits que dans ce champ ? Quoi, j'ai passé ce fleuve, ce sentier, cette barrière, cette ligne bleue ou rouge

visible seulement sur vos cartes, et les arbres, les fleurs, le soleil ne me connaissent plus ? Quelle ineptie de prétendre que je suis moins homme sur un point de la terre que sur l'autre ! Vous me dites : « Nous sommes chez nous et vous n'êtes pas chez vous. » Où ? Ici ? Vous n'avez qu'à creuser une fosse, et vous verrez que la terre m'y recevra tout aussi bien que vous. »

Je ne sais quel mal engendre l'oubli, mais la mémoire semble avoir la vertu d'entretenir la haine et la vengeance

Elle me rappelle l'histoire, que tu me racontais quand j'étais petit, des deux ânes attachés à un piquet et qui, pendant que leurs maîtres buvaient un coup à la taverne, se battaient pour occuper un peu plus de place que l'autre. En sortant de la taverne, le plus vieux des deux hommes, dit au plus jeune : « Regarde ces deux imbéciles qui se battent pour un bout de terre qui ne leur appartient pas. » Et tu ajoutais : « Tant qu'il y aura deux hommes quelque part rien ne changera. »

On ne cesse de répéter que les peuples qui ignorent leur passé sont condamnés à le revivre. Mais n'est-ce pas au nom de leur passé que Serbes, Croates, Albanais continuent de se déchirer ? Je ne sais quel mal engendre l'oubli, mais la mémoire semble avoir la vertu d'entretenir la haine et la vengeance.

Allain Glykos est maître de conférences à l'université Bordeaux-I et écrivain.

Forbidden Oil Flows From Thaw Between Syria and Iraq

By Douglas Jehl
New York Times Service

TADMOR, Syria — In a brazen violation of United Nations sanctions, scores of Syrian trucks laden with Iraqi oil shuttle past this desert oasis every day, reflecting the ties that have turned the former foes into friends.

Syria and Iraq long were bitter enemies, with their ruling Ba'ath parties divided by internecine rivalry. In the early 1980s, when Iraq and Iran went to war, Syria sided with Iran, and Syrian troops and tanks were part of the U.S.-led coalition that drove Iraqi forces from Kuwait during the Gulf War. Until October 1997, the border between the two

nations was closed, and top Syrian and Iraqi officials regularly traded snipes.

But there has been an abrupt realignment in the past two years, with Syrian trade delegations visiting Iraq and the reopening of the border. Trade between the two countries has blossomed.

Some of it is authorized by the United Nations, under arrangements that allow Iraq to import limited quantities of goods. Some of it, like the oil-tanker traffic, is not authorized.

The oil shipments have angered the United States and Britain, which have asked the Syrian authorities to stop them, diplomats in Damascus said. But the Syrians appear in no mood to do so, and some diplomats say they believe that

the government may play a role in distributing the oil.

The scope of the operation can be seen plainly in Tadmor, a village 220 kilometers (135 miles) northeast of Damascus. The town lies on a desert highway that has become a main thoroughfare for the illicit deliveries.

Tanker drivers regularly pull off the road at the Roman ruins of Palmyra nearby, in full view of the Syrian police.

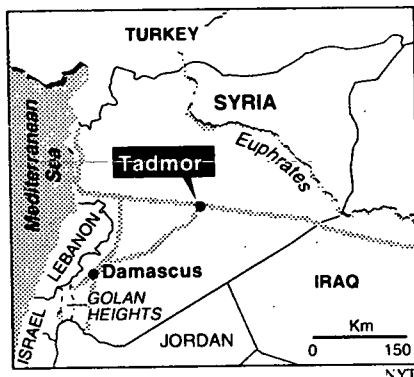
The operation clearly benefits both countries, the diplomats said. It gives Iraq a market beyond what the United

Nations allows, and it gives Syria petroleum products. Syria is an exporter of oil, but it must import some products, notably fuel oil and diesel.

Most of the diplomats said they believed the tankers were carrying fuel oil, perhaps to be bartered for Syrian goods. They said it was clear that the operation was being coordinated on both sides of the border.

The tankers began to appear on Syrian highways several months ago, the diplomats said. They said that volumes seemed to have increased in the past month and that hundreds of tankers each week now brought Iraqi oil to Syria.

UN inspectors monitor only one of the three border crossings between the two countries, and their mandate allows them to search only shipments entering Iraq. Syrian military and intelligence personnel



staff all the entry points, but the diplomats said there was no evidence that they have tried to obstruct the shipments.

“When we raise the issue, the Syrians say, ‘Well, it’s a long border, and we

can’t patrol every inch; a Western diplomat said. “But they clearly know what’s going on, and some of us believe they’re facilitating it.”

The diplomats said the Iraqi oil was sold or bartered to Syrian buyers, possibly including the government, or driven on to Lebanon.

As part of its warmer ties with Baghdad, Syria has said that it intends to open a long-closed pipeline that would allow Iraq to ship its oil to Syrian ports on the Mediterranean. But Syria has said it would do so only with UN approval.

Along with economic rewards, the closer links appear to have given the two countries important mutual political support. Syria, feeling slighted by the West for the hard line it has taken toward peace with Israel, has become a vocal critic of U.S.-led efforts to isolate Iraq.

Succès du parti prokurde en Turquie

Le Hadep a remporté plusieurs villes du Sud-Est aux municipales.

Les élections municipales et législatives de dimanche, marquées par une percée de l’extrême droite nationaliste, ont aussi montré une forte poussée du parti prokurde de la Démocratie du peuple (Hadep) qui a remporté la mairie de Diyarbakir, la plus grande ville du Sud-Est à majorité kurde, avec quelque 65 % des voix.

Plusieurs autres chefs-lieux de la région, dont Hakkari, Sirtak, Bingol, Siirt, Batman, ont été remportés par ce parti toujours menacé d’interdiction par les autorités d’Ankara qui l’accuse d’être lié aux combattants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

«La polarisation ethnique a at-

teint un niveau sans précédent en Turquie», constate Kendal Nezan, président de l’Institut kurde de Paris, inquiet de la percée des partis nationalistes turcs, avec 18 % des voix au MHP (Mouvement d’action national, extrême droite) et plus de 22 % pour le DSP (Parti de la gauche démocratique) du Premier ministre sortant Bulent Ecevit, vétéran de la gauche nationaliste.

La montée du nationalisme turc exalté par l’arrestation, le 15 février, du chef rebelle kurde Abdullah Öcalan, passible de la peine de mort pour «trahison et atteinte à l’intégrité territoriale», a encouragé par réaction un sentiment identitaire kurde notamment dans les régions

du Sud-Est. Elle sont le théâtre depuis quinze ans d’une «sale guerre» entre le PKK et l’armée qui a causé plus de 20000 morts et le déplacement de quelque 3 millions de personnes.

«Malgré les menaces d’interdiction et les multiples obstacles qui ont gêné sa campagne et le vote, le Hadep a réussi un bon score avec une moyenne de 30 % des voix dans ces zones», insiste Kendal Nezan. Mais au niveau national le parti prokurde ne recueille que 4 % des voix, un peu moins qu’en 1995, alors que les Kurdes composent au moins 15 % de la population.

Le Hadep ne sera pas représenté au Parlement faute d’avoir

franchi la barre des 10 %. Il devrait en revanche pouvoir gérer une quarantaine de municipalités mais les maires du parti kurde n’auront pas la vie facile. «Le système turc est très centralisé et les régions du Sud-Est restent sous le régime de l’état d’urgence», souligne Rusen Werdi de l’Institut Kurde, estimant que «le pouvoir va tout faire pour étouffer les municipalités Hadep afin de démontrer que ce parti ne fait rien d’autre que de la propagande séparatiste». La Cour constitutionnelle devrait prochainement décider à nouveau sur l’interdiction de ce parti, demandée par le procureur général de la Cour de sûreté de l’Etat ●

MARC SEMO

POURQUOI PAS CELUI DE L’EUROPE ?

«Pour les Kurdes aussi, il faudra un arbitrage extérieur»

PAR UMIT FIRAT*

Le Nouvel Observateur. – Que pensez-vous de l’engagement de la Turquie en faveur des Kosovars ?

Umit Firat. – On ne peut manquer de souligner le caractère absurde et contradictoire de l’attitude d’Ankara qui favorise l’indépendance du Kosovo et refuse toujours de reconnaître les droits de ses 12 millions de Kurdes. Mais la situation n’est pas la même. Les Kosovars n’ont pas de problème d’identité. Non seulement la Serbie les a reconnus, mais elle confirme leur différence en voulant s’en débarrasser. On leur a reconnu des droits, puis on les leur a enlevés. Nous, les Kurdes turcs, n’avons jamais eu aucun droit. D’autre part, nous n’avons pas fait l’objet de «nettoyage ethnique» pour la bonne raison que nous sommes des musulmans et que le gouvernement turc n’a jamais voulu nous reconnaître le statut de minorité.

N. O. – Quelle est la position des Kurdes sur le problème du Kosovo ?

U. Firat. – La cause des Albanais du Kosovo est une cause juste. Trop d’intellectuels kurdes s’en détournent pour ne pas être dans le même camp que le gouvernement turc. A mon avis, c’est une erreur. Nous ne devrions pas leur laisser le monopole de cette cause.

N. O. – La crise du Kosovo aura-t-elle des conséquences pour le peuple kurde ?

U. Firat. – Incontestablement. On ne pourra plus désormais prétexter la non-ingérence dans les affaires intérieures d’un Etat souverain. Cela va entraîner une nouvelle approche des problèmes ethniques. Je pense que le peuple kurde devra chercher à son tour un arbitrage extérieur, peut-être européen. Après dix ans de lutte, nous savons maintenant que nous ne gagnerons pas seuls la reconnaissance de nos droits.

Propos recueillis par S. D.

(*) Intellectuel kurde, éditeur, l’un des fondateurs du mouvement national kurde.

LIBERATION

21 AVRIL 1999

AVRIL 1999

LE NOUVEL OBSERVATEUR

Le demandeur d'asile kurde en partance pour la Turquie !

L'Etat a-t-il accompli son devoir au mépris de la liberté d'un homme ? C'est la question que l'on peut se poser aujourd'hui au sujet de l'expulsion de Mehmet Ava, un Kurde qui avait demandé asile en Europe, d'abord aux Pays-Bas puis en France. Mercredi, rendant compte de son arrestation et de son départ pour le moins exécutif de Limoges-Bellegarde vers Amsterdam via Paris, nous évoquons la possibilité d'un renvoi en Turquie, un pays qui ne se distingue pas par son respect des droits de l'homme.

Hier, M^e Jean-Eric Malabre, l'avocat de Mehmet Ava, qui avait assigné le Préfet de la Haute-Vienne en référé pour voie de fait mercredi, donnait des nouvelles de son client : «Il est en train de partir pour la Turquie ; je le sais d'un collègue que j'ai contacté aux Pays-Bas et qui suit cette affaire sur place. M. Ava est entre les mains des autorités néerlandaises».

Il était trop tard hier soir à 20h30 pour que le jugement puisse être effectif : la rétention de Mehmet Ava avait

cessé et le Kurde se trouvait déjà aux Pays-Bas. Le juge du tribunal de grande instance de Limoges, Simone Gaboriau, n'était plus compétent. L'affaire a été renvoyée devant le tribunal administratif qui la jugera... plus tard.

Indigné par «le manquement grave qui a consisté à cacher la rétention de M. Ava au procureur de la République – tout a été fait pour que personne ne le sache –, M^e Malabre devait hier soir tenter de contacter, dès les horaires de vol connus, quelqu'un du Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) afin que l'arrivée de Mehmet Ava à Istanbul soit régulière.

L'AGEL, le SCALP, l'Organisation anarchiste de Limoges et Ras l'front 23 dénoncent les pratiques du gouvernement français qui «accueille en grandes pompes quelques centaines de réfugiés du Kosovo triés sur le volet» quand «les expulsions de sans-papiers se poursuivent dans le silence».

Il semble évident qu'un Kurde n'ayant pas accompli son service militaire accueilli par les forces de police turque ne bénéficiera d'aucune indulgence de la part des autorités du pays qu'il a fui... Pour qui ignorerait la situation des Kurdes, une table ronde est organisée demain soir à 20h par le cercle Gramsci, salle J.-P.-Timbaud, derrière la mairie de Limoges sur les problèmes kurde et palestinien. Kemal Nezan, président fondateur de l'Institut Kurde de Paris sera présent.

Claire LEFAURE

22 AVRIL 1999

L'ÉCHO DU CENTRE

Tragédie à huis clos

Le Cercle Gramsci accueillait vendredi soir Kendal Nezan, président-fondateur de l'Institut Kurde de Paris, fondation reconnue d'utilité publique au même titre que l'Institut du Monde Arabe. Une initiative qui ne saurait arriver plus à propos quand un demandeur d'asile Kurde vient d'être expulsé vers la Turquie via Amsterdam (voir notre édition des 21 et 22 avril).

Partagé entre l'Iran, l'Irak, la Turquie et la Syrie, le peuple Kurde connaît oppression et diaspora. Depuis 17 ans, l'Institut Kurde de Paris s'applique à rassembler la mémoire dispersée de ce peuple moyen-oriental qui était envahi par les Turcs dès les XI^e et XII^e siècles. «Chacun essaye de faire disparaître cette identité, estime Kendal Nezan. La traité de Sèvres, en 1920 prévoyait un Kurdistan indépendant. En 1923, il a été divisé entre les différents pays alentours».

«Obstacles au nationalisme turc»

Notant la similitude des situations arménienne et kurde «les Arméniens faisaient obstacle au nationalisme turc, ils ont été éliminés ; restent les Kurdes», le président de l'Institut Kurde n'hésite guère à qualifier de «tragédie à huis clos» ce que vit son peuple.

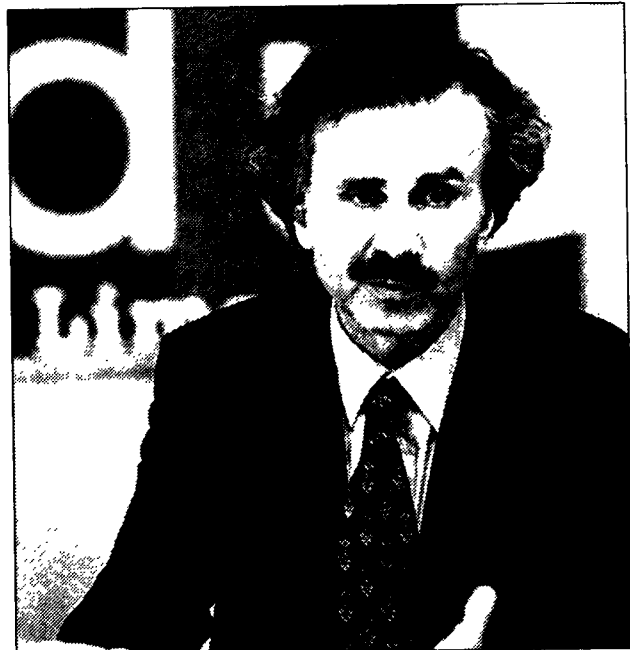
La Turquie compte 15 à 18 millions de Kurdes. «Depuis 1920, les mouvements de contestation pacifiques sont réprimés dans le sang.

La lutte armée existe depuis 1984. Aujourd'hui, 3 millions de personnes ont été déplacées, 12.000 prisonniers politiques. Mais c'est une guerre dont caméras, observateurs et ONG sont écartés. Et à côté de ce que fait le gouvernement turc, la propagande de Milosevic, c'est de l'artisanat». Il semble que l'Occident accepte de bonne grâce de fermer les yeux sur ce qui se passe en Turquie, voire collabore avec cet allié des Etats-Unis et d'Israël ; la remise d'Abdullah Ocalan, chef de la guérilla kurde, aux autorités turques semble confirmer cette thèse : «Aucun gouvernement n'a voulu prendre position en février quand les manifestations se multipliaient en Europe contre son arrestation. Il vont le condamner à mort et l'exécuter».

Demandes d'asile

Au sujet du sort de Mehmet Ava (dont nous évoquons plus haut l'expulsion), Kendal Nezan rappelle que «renvoyés en Turquie, les expulsés sont enrôlés de force dans l'armée pour aller sur le front de la guérilla, détruire leur propre village. On fait d'une pierre deux coups : on punit et épure. Ceux qui sont politisés sont directement éliminés. Les demandes d'asile ne fonctionnent plus : il faut des pièces ; mais les tortionnaires ne délivrent pas de formulaires pour l'OF-PRA*».

S'il reconnaît que «la France ne peut accueillir



Kendal Nezan

toute la misère du monde», le président de l'Institut Kurde ajoute : «Les pays occidentaux ne sont pas neutres : si l'on ne peut pas aider les victimes, pourquoi être les premiers fournisseurs d'armes des bourreaux ?»

La démocratie malgré tout

«En Irak, 2,2 millions de Kurdes ont fui Saddam Hussein à la fin de la guerre du Golfe. En 1991, une zone protégée a été instaurée. 4500 villages sur 5000 avaient été détruits et 1,5 millions de Kurdes internés dans des camps. Sans moyens politiques et financiers la reconstruction s'opère dans le pluralisme

démocratique depuis 1997. On ne leur a pas donné un centième des moyens attribués aux Palestiniens pour leur reconstruction ! Si la communauté internationale avait apporté son aide, cela aurait créé un précédent favorable pour la reconstruction de l'Irak». Pour Kendal Nezan, cet exemple est à prendre en considération au sujet de la guerre au Kosovo : «Tout n'est peut-être pas définitivement perdu si l'intervention terrestre s'accompagnait de moyens pour la reconstruction».

Claire LEFAURE

* OFPRA : office français pour la protection des réfugiés et apatrides.

H.G.

LUNDI 26 AVRIL 1999

Rencontre avec des défenseurs d'Öcalan

Avant que s'ouvre le procès d'Abdulah Öcalan, deux de ses avocats ont accepté de nous recevoir et de nous parler. Mehmet Sakar et Niazi Bulgan figurent parmi les cinq défenseurs désignés par le chef du PKK. D'autres avocats se joindront à eux. Nos interlocuteurs ont retracé les conditions de détention de leur client.

« Il se trouve à Imrali, île de la mer de Marmara proclamée domaine militaire. Dans sa cellule, minuscule, il y a une douche et les sanitaires. Il n'a droit ni à la télévision, ni à la lecture des journaux. Isolé du monde, Öcalan nous a dit : "Je me trouve comme dans un cercueil." Un "cercueil" balayé en permanence par quatre caméras. Nous sommes admis à le voir deux fois par semaine.

Pour arriver jusqu'à lui, il nous faut franchir six contrôles. On prend nos empreintes, nous devons enlever nos chaussettes, remettre nos mouchoirs, nos stylos. Une fois introduits dans la cellule, les gardiens déposent devant nous papier et de quoi écrire. Les notes prises sont lues et les entretiens écoutés. Lors de notre première rencontre, nous étions accompagnés d'un magistrat et surveillés par un homme encagoulé. » Interrogé sur les conditions de sa capture, Öcalan a confirmé qu'il avait été drogué et, racontent les avocats, « il nous a dit qu'il lui semblait avoir fait escale avec ses ravisseurs soit en Egypte, soit en... Israël ».

Rien n'est prouvé, mais ceci introduit une interrogation de plus à

propos d'un enlèvement sur lequel continuent à planer bien des mystères.

Les avocats se disent inquiets pour la santé de leur client : « Il a énormément maigri et se plaint de troubles cardiaques. Or, à Rome, un check-up avait montré qu'il se trouvait en parfaite condition. » Que va-t-il se passer? Que sera l'issue du procès? « Nous craignons qu'il se conclue par une condamnation à mort et redoutons qu'elle soit exécutée. Le sort d'Öcalan ne dépend pas du ministère de la Justice ou de la Cour de sûreté mais d'un organisme occulte intitulé "Administration de crise". Il s'agit de quelques hommes, essentiellement des militaires, réunis lors de circonstances exceptionnelles. Nous ignorons leurs

noms. » Si Öcalan est exécuté, le conflit s'éternisera pour « un siècle ». A ses avocats, le prisonnier a confié : « Le fait que je sois ici est une chance qui devrait être mise à profit pour apporter une solution au problème kurde. » Et il a rappelé les cessez-le-feu qu'il a par deux fois décrétés unilatéralement. « Mes offres ont été laissées sans réponse. Il faudrait les prendre en compte. » Les avocats estiment que le procès sera « historique ». Le problème kurde y occupera une place centrale. Nos interlocuteurs assurent que « la revendication n'est pas l'indépendance, mais la liberté et l'égalité. Ce qui est prioritaire, c'est le dialogue » ■

Luc BEYER DE RYKE



3 millions de civils kurdes déplacés

Avec les autres ex-parlementaires kurdes emprisonnés, Leyla Zana a fait la grève de la faim pour protester contre le sort réservé à Öcalan en Turquie. Depuis l'enlèvement et l'extradition du dirigeant du PKK, et face aux protestations des Kurdes, les opérations de l'armée turque se sont intensifiées dans la région du Kurdistan. Depuis plusieurs années, l'armée turque a évacué 4000 villages et déplacé 3 millions de civils kurdes. Les contrôles sur les routes se multiplient, des milliers de Kurdes déportés dans les bidonvilles des grandes villes comme Ankara, Istanbul, Ismir ont vu leurs quartiers assiégés par l'armée. Plus de 2000 personnes ont été arrêtées sans motif. Les conditions de détention de Leyla Zana se sont dégradées. Malgré les procédures engagées devant la Cour européenne des Droits de l'homme, elle risque toujours de passer l'année 99 en prison, et son état de santé est très préoccupant. Les délégations étrangères, y compris celle du Parlement européen se sont vu refuser le droit de lui rendre visite. Le droit de

visite des familles comme les visites médicales sont de plus en plus difficiles.

L'oppression des autorités contre les Kurdes s'accroît et les affrontements entre l'armée et la population continue de faire des victimes. En date du 20 mars, le quotidien Le Monde informait ses lecteurs que la France était en train de vendre à la police turque 8 hélicoptères Cougar et qu'elle négociait la vente à l'armée turque de 145 hélicoptères pour un montant de 4 milliards de dollars. Comment expliquer aux Kurdes et à l'opinion publique que le gouvernement français s'engage dans une guerre pour imposer à la Serbie l'autonomie des 1800000 Kosovars et que le même gouvernement, au nom d'une logique qui nous échappe, arme la Turquie qui massacre, déporte et martyrise les 15 millions de Kurdes qui demandent eux aussi leur autonomie?

Jeune femme veuve Infall et son enfant, plateau de chamchamal, Kurdistan d'Irak, 1992.



© Anne Delassus

Britain shuts down Kurd TV channel

Reuters - April 23, 1999

By Simon Gardner

LONDON (Reuters) - Britain effectively ordered the closure of a Kurdish television channel Friday when the country's television watchdog permanently withdrew MED TV's broadcasting licence.

Turkey argues MED TV is a mouthpiece of separatist rebels.

The Independent Television Commission (ITC), which ordered the channel to temporarily cease broadcasting earlier this week, said the licence was revoked because broadcasts contained statements "likely to encourage or incite to crime or lead to disorder."

The notice will take effect in 28 days, but earlier suspension of broadcasts still stands, the ITC said.

In Turkey, caretaker Prime Minister Bulent Ecevit welcomed the decision and attributed it to a forceful Turkish campaign to get the channel closed.

"This shows that the Turkish republic can achieve all its goals when it acts with determination on its just causes," Ecevit told reporters in Ankara.

The ITC said it based its decision on four broadcasts which broke British laws.

The broadcasts were flawed by "biased reporting... incitement to crime... and lack of impartiality," the statement said. They included messages from Kurdish leaders calling for acts of violence in Turkey.

The ITC said it previously warned Med TV in 1998 that its licence would be revoked unless it complied with its programming rules during the ensuing six months.

The withdrawal of the licence followed complaints by Turkey that armed guerrillas of the Kurdistan Workers Party (PKK) had used the station to issue calls for attacks against Turkey.

"Whatever sympathy there may be in the United Kingdom for the Kurdish people, it is not in the public interest to have any broadcaster use the United Kingdom as a platform which incites people to violence," the ITC said in a statement.

A wave of violence swept Turkey two months ago after the capture of Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan, who had frequently contributed to debates on the channel. Ocalan, 51, is in jail on a Turkish island awaiting trial

on treason charges -- which carry the death penalty.

He is held responsible by Ankara for more than 29,000 deaths as the leader of a 14-year-old guerrilla campaign for self rule in Turkey's mainly Kurdish southeast.

Turkey -- condemned by human rights activists for its treatment of its Kurdish minority and frequent cross-border incursions in pursuit of Kurdish fighters in neighboring Iraq -- has not executed a convict since the 1980s. Any such verdict must be ratified by parliament where hardline Turkish nationalist won large numbers of seats in recent elections.

.....

TURQUIE

L'europhobie monte à Ankara

Le procès du chef rebelle kurde Abdullah Öcalan est une aubaine pour les nationalistes

Le procès du chef rebelle kurde Abdullah Öcalan, dont le tribunal de sûreté d'Ankara doit fixer, le 30 avril, les prochaines audiences, va se dérouler

dans une atmosphère particulièrement tendue. Surtout après l'ampleur du vote nationaliste lors des élections générales qui se sont déroulées le 18 avril en Turquie.

A l'occasion de ce scrutin, le Parti d'action nationaliste (MHP) est devenu la deuxième formation politique du pays, avec 18 % des suffrages. Cette spectaculaire montée en puissance est due en grande partie à l'arrestation du chef kurde après vingt ans de lutte sanglante du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) contre l'armée turque. Pendant les trois mois où le leader kurde est resté à Rome, les nationalistes ont mul-

tiplié les manifestations antieuropéennes, au cours desquelles ils ont, par exemple, symboliquement brûlé sur la place publique des réfrigérateurs de marque italienne. « Les réactions hostiles au PKK sont exploitées par les nationalistes du MHP », constate le sociologue Sencer Ayata, professeur à l'Université technique du Moyen-Orient d'Ankara. Certes, Devlet Bahçeli, le nouveau leader nationa-

liste, se veut centriste et rassurant. Mais cet économiste quinquagénaire ne renie pas pour autant les principes du MHP : antioccidentalisme, rattachement de Chypre à la Turquie, toute-puissance de l'Etat, union de tous les peuples turcophones, de la Méditerranée à la Chine. Evidemment, c'est lorsque Bahçeli s'attaque à l'Europe qu'il est le plus virulent. « Il serait totalement

inacceptable de renoncer à une partie de notre souveraineté sous prétexte que nous voulons entrer dans l'Union européenne », insiste-t-il. A l'heure où le parquet vient de requérir la peine capitale pour haute trahison contre Öcalan, le score réalisé par les nationalistes du MHP ne peut qu'accentuer cette défiance à l'égard d'une Communauté européenne prompte à

donner des leçons sur les droits de l'homme à An-



Des supporters du MHP, le 19 avril. « L'Europe subit aujourd'hui les conséquences de son attitude

constamment critique à l'égard de la Turquie », constate Meral Gezgin, présidente de la Fondation du développement économique. Pourtant, plus encore que les Quinze, c'est le leader kurde qui risque de payer cher cette flambée nationaliste. Aux meetings électoraux du MHP, il n'était pas rare d'entendre hurler dans la salle : « Mort à Öcalan ! »

● Nükte V. Ortaç

Le procès d'Ocalan s'ouvrira le 31 mai sur l'île-prison d'Imrali

ANKARA, 30 avr (AFP) - Le procès du chef rebelle kurde Abdullah Öcalan s'ouvrira le 31 mai sur l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara (ouest), a annoncé vendredi le président de la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara.

La Cour a pris cette décision lors d'une audience à Ankara, en l'absence du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Öcalan, qui comparaitra ainsi pour la première fois depuis sa capture mi-février au Kenya devant ses juges, est accusé de "trahison et atteinte à l'intégrité territoriale de la Turquie" suivant l'article 125 du code pénal turc qui prévoit la peine capitale.

Mehmet Turgut Okyay, le président de la Cour, a indiqué que les audiences du procès se dérouleraient à un rythme accéléré, sans préciser sur quelle période de temps elles s'étaleraient.

Il a indiqué que pour des raisons de sécurité et de capacité d'accueil limitée de la salle de tribunal aménagée à Imrali, 12 avocats d'Öcalan et 12 autres de la partie civile, ainsi que 12 journalistes, pourraient assister au procès.

Selon la presse turque, le verdict devrait tomber un mois après le début des audiences.

M. Okyay a indiqué que le procès serait ouvert à des "auditeurs" venant à titre privé, mais pas à des "observateurs" représentant une institution, pour ne pas "porter ombrage à la justice turque indépendante".

Deux parlementaires du Conseil de l'Europe, Andras Barsony (Hongrie, socialiste) et Gunnar Jansson (Finlande, libéral), ont assisté à l'audience de vendredi, à l'invitation de la délégation turque de l'Assemblée du Conseil.

L'Union européenne avait réclamé en février l'envoi d'observateurs internationaux au procès, ce qu'Ankara avait refusé, y voyant une ingérence.

Une centaine de personnes, la plupart des parents de militaires tués dans des combats contre le PKK, se sont rassemblées devant le palais de justice avant l'ouverture de l'audience, brandissant des drapeaux turcs et scandant des slogans contre le chef rebelle kurde et le PKK.

Plusieurs d'entre eux ont essayé d'agresser les avocats d'Öcalan à leur arrivée devant le palais de justice, mais en ont été empêchés par la police, qui quadrillait les lieux.

Abdullah Öcalan est défendu par une équipe d'avocats dirigée par Me Ahmet Zeki Okcuoglu.

Jeudi, deux procédures en cours contre Öcalan ont été réunies par la DGM d'Ankara, un procureur de la Cour ayant fait valoir qu'elles avaient été lancées sur la base du même article de loi, l'article 125, et sous les mêmes chefs d'accusation.

La DGM d'Ankara avait ouvert un premier procès contre Öcalan en octobre 1997. Il était jugé par contumace depuis cette date. Mercredi, le même tribunal a ouvert un autre procès contre Öcalan après sa capture.

Turquie: Ouverture dans la fermeté

C'est ainsi que l'on peut résumer la position du PE en matière de relations UE/Turquie au cours de cette législature.

Le PE est particulièrement conscient du rôle de la Turquie : sa position géostratégique dans une région en pleines mutations, son statut de pays associé à l'Union et lié à elle par l'union douanière; le non-respect des droits de l'homme souvent dénoncé et le sort réservé aux kurdes d'origine turque; le volume des échanges commerciaux; la présence de nombreux immigrés turcs au sein de l'Union; les problèmes territoriaux en mer Egée avec la Grèce; son implication dans le problème chypriote; les problèmes liés aux frontières avec l'Irak et Syrie font que les relations UE/Turquie sont très complexes.

Dans ce contexte, le PE reconnaît l'éligibilité de ce pays à être, un jour, membre de l'UE. Raison de plus pour être particulièrement exigeant sur le respect des conditions à remplir pour tout pays candidat qui souhaite intégrer l'UE.

Le 13 décembre 1995, par 343 voix pour, 149 contre et 36 abstentions, après un débat qui a duré 15 au sein de la commission des Affaires étrangères, le PE a donné son avis conforme à l'Union douanière UE/Turquie ouvrant ainsi la voie à la mise en oeuvre de celle-ci.

Ce vote a été assorti d'un message très clair adressé à la Turquie sur la nécessité du respect des droits de l'homme : le PE a donné son avis conforme, entre autres, car, peu avant le vote, le gouvernement turc avait pris "un engagement de poursuivre sur la voie des réformes démocratiques". Mais, il entendait s'assurer qu'elles se poursuivront. D'où l'invitation adressée à la Commission européenne d'établir un rapport annuel sur la situation des droits de l'homme, y compris sur le sort réservé aux Kurdes d'origine turque, le PE estimant en effet que seule, une solution pacifique permettra de contribuer à résoudre le problème.

Ce suivi s'exerce également en matière budgétaire. C'est ainsi qu'un groupe de travail interinstitutionnel PE/Commission européenne a été créé pour l'examen des projets dans le cadre du programme MEDA (Partenariat euroméditerranéen), le PE voulant être certain que les projets financés favorisent la promotion de la démocratie, les droits de l'homme et la société civile. Pour la même raison, le PE n'a toujours pas débloqué les crédits initialement prévus (150 millions d'euros pour les années 1999-2000-2001) pour la coopération technique et financière suite à la mise en oeuvre de l'union douanière.

EUROPA-PARLAMENTET
EUROPAISCHES PARLAMENT
ΕΥΡΩΠΑΙΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ
EUROPEAN PARLIAMENT
PARLAMENTO EUROPEO
PARLEMENT EUROPEEN
PARLAMENTO EUROPEO
EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENTO EUROPEO
EUROOPAN PARLAMENTTI
EUROPAPARLAMENTET

(Edition définitive
- 19 avril 1999)

iNexile

The Refugee Council magazine April 1999

voices

Rizgar Mella, a twelve year old

schoolboy from west London, has been named one of the winners of a national writing competition organised by Young Writers, which attracted 44,000 entries from school children of all ages. His parents came to the UK 15 years ago as refugees from Syria and his writing follows a rich tradition of Kurdish literature. The poem, entitled Mind, aims to capture the essence of what it is like to be human and will be published in a young writers book, entitled West London Kaleidoscope. Further details about the book can be obtained from Young Writers on 01733 890066.

Mind

by Rizgar Mella

I sit in the gloom

I see a graceful golden eagle

I dreamt to fly over the towers

I sit in the dark see a fish swim as smooth
as a mountain stream

I see the base of the sea

I see the silver top reflecting my image

I throw a stone in it, it ripples with life

I brought something into the sea which
did not belong there

I upset the balance between sea and land

I can't fly like a bird

I can't swim like a fish

But I know I'm a human

And that's enough for me

I sit in the light proud with might

I have no wing, I have no fins, but,

I have working poem mind where

I swim

I fly

I'm equal to any animal

I fly in the astro plain

I swim in the sea of peace

I can ride horses with wings

I can see endless possibilities of what the
future holds.

● Le conflit national kurde après Apo

La capture du leader du Parti des travailleurs du Kurdistan, Abdullah Öcalan dit « Apo », marque un tournant essentiel dans la lutte engagée depuis 15 ans entre le PKK et l'Etat turc (« Rouge » du 25 février 1999).

Quelles peuvent en être les conséquences politiques ? Nous publions cette semaine le point de vue de notre correspondant à Istanbul, militant de la section turque de la Quatrième Internationale.

■ Istanbul,
de notre correspondant

Les péripéties factuelles entourant le procès d'Apo n'ont en réalité qu'un seul enjeu réel : l'évolution « positive » (!) ou négative de « l'image de marque internationale » de l'Etat turc. Par conséquent, s'il est clair qu'il s'agira bien entendu d'un procès éminemment politique, avec une façade juridique, il est tout aussi certain que l'Etat turc (qui a délibérément choisi de ramener Apo vivant, au lieu de le liquider dans un coin de la brousse kenyane) « fera de son mieux » pour sauver les apparences, dans la forme. Ceci dit, quelle que soit la composition du tribunal (avec ou sans juges militaires), avec ou sans respect réel du droit de défense et quelle que soit l'attitude d'Apo durant le procès, il n'y aura qu'un seul verdict possible en vertu des lois existantes en Turquie : la peine de mort.

Reste à savoir si, une fois prononcée, cette peine sera appliquée ou non, puisqu'il faut pour cela une ratification (ouvertement politique) du Parlement et du président de la République. La réponse à cette question sera déterminée par le climat politique interne au moment du verdict et par les tractations secrètes éventuelles entre Apo et le régime. Autrement dit, sera-t-il plus utile pour l'Etat turc de laisser Apo en vie, dans le but d'accélérer la démoralisation de ses troupes ou, au contraire, vaudra-t-il mieux jeter son cadavre en pâture à l'hystérie vengeresse de la frange nationaliste de la population et des « parents des soldats martyrs », quitte à faire en retour d'Apo un symbole « martyr » pour les nationalistes kurdes ? Les pressions internationales ne seront pas absentes de ces calculs, mais elles ne joueront probablement pas un rôle déterminant.



© Joël F. Volson
Manifestation à Paris le 27 février

Trois fronts

La capture d'Apo est l'aboutissement d'un processus de recul du PKK sur le terrain (voir sur cette question l'analyse détaillée présentée dans le dossier d'*Inprecor*, de février 1999). Durant ces 15 dernières années, le PKK avait en effet axé sa lutte sur 3 fronts : militaire, avec une lutte de guérilla dans les montagnes du sud-est, appuyée par des bases arrière dans les pays avoisinants (surtout en Irak du Nord) et le soutien logistique de la Syrie ; politique, à travers l'action des militants du PKK au sein des partis nationalistes kurdes légaux successifs (Hep, Dep, Hadeb) ; diplomatique, avec l'action de la diaspora kurde auprès de la gauche et des institutions européennes (le PKK avait largement délaissé la construction d'un axe de solidarité et de paix, côté turc). Une défaite a été enregistrée sur ces trois fronts.

Sur le plan militaire, la guérilla du PKK a atteint son apogée en 1992-1993. Mais une violente contre-offensive de l'armée tur-

que a été engagée à partir de 1993 avec de redoutables moyens : politique de terre brûlée, actions de « contre-guérilla » avec l'appui des clans féodaux kurdes fidèles à l'Etat et des escadrons de la mort, nombreuses incursions en Irak du nord, soutenues parfois par les milices kurdes irakiennes, etc. Le PKK a alors commencé à perdre pied sur son sol. Le succès des militaires turcs sur ce « front intérieur » leur a finalement permis de se tourner vers Damas, afin de « frapper le PKK à la tête ». Acculée par la pression militaro-diplomatique de la Turquie, la Syrie a fini par « lâcher » Apo qui a dû quitter son QG où il était installé depuis 1979.

Sur le plan politique, l'entrée au Parlement, en 1991, d'une quinzaine de députés du Hep (sur les listes du parti social-démocrate) et le début « d'intifada » dans les régions rurales en 1992, ont aussi marqué l'apogée de son influence. Mais mis à part la cristallisation d'une conscience nationale kurde et la reconnaissance (purement verbale) par

l'Etat turc de la « réalité kurde », le bilan des acquis est plutôt maigre. Les « méthodes » du PKK et l'ambiguïté de son message politique ont limité la portée réelle de son influence auprès de la population kurde et donné des arguments à l'Etat pour renforcer son emprise nationaliste auprès des Turcs. L'action de la diaspora a certes réussi à imposer l'image des Kurdes « peuple martyr », se basant sur la réalité de son oppression, le prestige des succès initiaux de la guérilla, sans oublier les réactions tout à fait justifiées, suscitées par la répression innommable pratiquée par l'Etat turc. Mais il faut aussi y ajouter le rôle des Etats en conflit avec la Turquie (comme

la Grèce) qui ont saisi l'occasion pour « régler leurs comptes avec les Turcs » par Kurdes interposés, en voulant exploiter hypocritement le sort du peuple kurde pour leurs propres intérêts d'Etat. Tout cela a provoqué en Turquie un « sentiment d'encerclement », habilement exploité par l'Etat pour encourager le nationalisme turc et assurer l'adhésion populaire à sa politique.

Handicapé par l'image désastreuse des « méthodes » du PKK, son recul sur le terrain et surtout l'attrait du marché turc et le rôle stratégique de ce pays pour l'impérialisme mondial, la diaspora kurde n'a pas réussi à pousser son avantage jusqu'à pouvoir faire reconnaître le PKK et Apo comme interlocuteurs internatio-

naux officiels (sur le « modèle Arafat »). Sous la pression des Etats-Unis, l'Italie a donc hypocritement « lâché » Apo, refusant de lui accorder l'asile politique. Quant au gouvernement grec de Simitis-Pangalos, il l'a cyniquement traîné jusqu'au Kenya pour finir par le livrer aux services secrets turcs, de peur des représailles militaires de son puissant voisin et des pressions diplomatiques américaines. Il en paye aujourd'hui les conséquences, sur le plan interne et international, la Turquie haussant le ton de plus en plus ostensiblement contre le « voisin et allié pris en flagrant délit de tentative de déstabilisation ».

Reconstruire

La mobilisation spectaculaire et pathétique de la diaspora kurde ne doit pas faire illusion. Les « suicides » des militants du PKK qui s'immolent par le feu doivent plutôt inciter à la réflexion sur la « culture politique » de cette organisation sectaire. Compte tenu des structures staliniennes du PKK, ainsi que du rôle central d'Apo (comme le montre le culte de la personnalité caricatural qui l'entoure), sa capture marque bel et bien une sévère défaite du PKK et de sa ligne politique.

Persister dans une orientation qui a fait la preuve de son manque d'efficacité (pour ne pas dire plus) ne fera que prolonger la tragédie du peuple kurde. Si la direction intérimaire du PKK (qui a décidé « d'intensifier la guerre ») se lance dans des actions désespérées de violence aveugle, comme le récent attentat à la bombe commis par Tykko (un groupuscule ultra-gauche kurde alévi) – qui n'a fait que blesser un préfet mais tué deux adolescents qui passaient par là – cela ne sera qu'une fuite en avant qui accélérera l'isolement du mouvement national kurde, dépolitiserait encore plus les masses

(kurdes et turques) et renforcerait les secteurs les plus réactionnaires et chauvins de l'Etat et de la population turque.

Il faut au contraire renforcer l'action politique, tenant compte du rapport de forces réel et de la nécessité de construire un axe de solidarité et de paix en Turquie même, sachant que ce n'est que par la lutte conjointe à l'intérieur du pays que l'on pourra faire évoluer la situation – et non pas par des « pressions diplomatiques » d'Etats impérialistes.

Pour le moment, l'Etat turc est à l'offensive. Il veut profiter de sa victoire pour annihiler toute représentation politique légale du mouvement national kurde (avec notamment une procédure de dissolution du Hadep). Mais il hésite sur l'ampleur des mesures répressives, comme le prouve le rejet par la Cour constitutionnelle de la demande du procureur de la République qui voulait empêcher le Hadep de se présenter aux élections du 18 avril. L'Etat promet même hypocritement des « réformes démocratiques », de peur de briser par ses excès la sainte alliance avec les secteurs démocratiques bourgeois (qui sont d'accord pour rompre l'échine du PKK, mais veulent en finir avec une guerre qui handicape leurs intérêts économiques et diplomatiques à long terme).

Il faut donc lutter de façon intelligente pour reconquérir cet espace politique et faire reculer l'offensive réactionnaire. Quant à la solidarité internationale avec le peuple kurde, elle reste plus que jamais nécessaire. Mais, pour être efficace, elle doit trouver les moyens de peser sur la situation en Turquie même, sans se retrouver otage des grandes manœuvres menées par les Etats impérialistes.

Erkan Taner

ACTUELLE

Le pain kurde

Il est fort probable que les méthodes qu'a adoptées le PKK (Parti du Travail Kurde) dans sa lutte de libération ne correspondent pas à la romantique révolutionnaire occidentale ou qu'elles ne sont pas très « politiquement correctes ». Néanmoins, ce parti représente, depuis sa fondation il y a plus de vingt ans, un symbole d'espoir pour la majeure partie des 15 millions de Kurdes qui vivent en Turquie et de la diaspora éparpillée en Europe. Les persécutions que toutes les voix indépendantes ont subies de la part du régime turc ont certainement contribué à cet état de fait. Le

kidnapping et l'emprisonnement de leur leader Oçalan sont loin d'apporter un début de résolution au problème kurde. L'attitude lâche des gouvernements européens durant son odyssée et leur silence embarrassé lorsqu'il s'agit de faire justice aux Kurdes persécutés par les Turcs depuis des dizaines d'années sont d'autant plus caricaturaux qu'ils se mêlent massivement du conflit au Kosovo. Dans son article, Sacha Sabov nous raconte une rencontre inattendue avec un Kurde. Son point de vue peut nous permettre de comprendre un peu mieux une question très complexe.

La rédaction

« Si quatre hommes sur Terre - un Persan, un Tadjik, un Pouchtoun et un Kurde - se rencontrent, ils se reconnaissent tout de suite grâce à quelques mots clés identiques dans leurs langues respectives, tels que *nan* (pain) ou *ave* (eau), ou les chiffres de 1 à 10 qui sont les mêmes, au moins phonétiquement. Leurs quatre langues appartiennent au sixième groupe des langues indo-européennes.

Le 16 février, jour des manifestations kurdes à travers le monde, s'est terminé pour moi par une surprise de taille. Au Centre des Associations Publiques Kurdes de Moscou, le soir, une fois le calme un peu revenu, j'ai

croisé un boulanger kurde qui m'a offert *jak nan* - un pain, dans l'espoir que je le mangerai en famille, en signe d'amitié. Très surpris par une telle demande et bien incapable de retenir son nom - Mohammed Latif Abdal

Rakhim - que j'ai dû noter lettre par lettre, j'ai appris que ce matin-là très tôt, alors qu'il préparait son pain quotidien, il avait entendu la nouvelle de l'arrestation du leader du PKK, Abdullah Öcalan, à l'ambassade de Grèce à Nairobi. Aussitôt, il avait mis dans son sac des baguettes encore chaudes, pris le train et quatre heures plus tard il était devant l'ambassade de Grèce, ruelle Leontievski, à Moscou.

- Ah bon, elle n'est pas à Moscou, votre boulangerie?

- Mais pas du tout! C'est à 300 km d'ici, dans une petite ville, Karabikha, dans la région de Iaroslavl. Nous l'avons ouverte il y a six mois et nous fournissons du pain à une centaine de centres commerciaux de la région.

- Vous êtes nombreux?

- Un groupe de Kurdes. On a démarré grâce à des capitaux kurdes que nous avons réussi à ramasser. Et ça marche.

- Eh bien, pourquoi amener du pain... c'est comment en kurde, du *nan*?... devant l'ambassade grecque?

- Mais parce que je suis tout à fait contre la prise des ambassades, qu'elles soient grecque, américaine, kenyane, israélienne ou de n'importe quel pays. La Grèce a trahi la cause kurde, c'est vrai. Mais enfin, ce n'est pas du tout le peuple, ce sont quelques politiciens qui ont cédé à la pression des Américains et des Turcs. Et maintenant, quel est leur intérêt? De nous pousser encore plus loin, à la guerre fratricide entre les Kurdes et les Grecs, comme c'est déjà le cas entre les Kurdes eux-mêmes en Turquie. J'ai pris mon *nan* pour le partager devant l'ambassade entre les Kurdes et les Grecs et éviter le nouveau piège qu'on nous tend. Il y a un an, j'ai eu une discussion

terrible avec Öcalan, pour lui expliquer...

- Vous? Avec Öcalan? Vous me dites qu'il y a un an, Öcalan est venu secrètement en Russie pour discuter avec vous?

- Mais non, c'est moi qui étais allé chez lui, à l'occasion du 19ème anniversaire du PKK. Pour discuter, justement.

- Vous? Un simple boulanger?

- Je suis aussi un vieux dissident du PKK. J'ai dit à mes camarades du Parti: je suis avec vous jusqu'au bout, je partage votre cause jusqu'au moment de la victoire.

Après, adieu! On ne voulait jamais discuter dans ce parti. Seulement la discipline, les chefs et les subordonnés.

Moi, j'avais déjà l'expérience. Dans ma jeunesse, j'étais communiste. Mis en prison, torturé en Turquie. En 1957, j'ai quitté ce pays pour la Syrie; il suffisait alors de traverser le chemin de fer qui servait de frontière. Dix ans plus tard, je suis venu en Union Soviétique...

- Ah bon! Pour quoi faire?

- Pour entrer à l'Université de Moscou, faculté de Philologie. Je me suis marié avec une Russe, Lidia. Elle est médecin. On a deux filles. Quand ma fille aînée Nadia est née, j'ai changé de nom.

- Pourquoi?

- Monsieur Sabov, vous ne me reconnaissez toujours pas? Rappelez-vous: il y a neuf ans, l'anniversaire de l'académicien kurde Nadirov, du Kazakhstan, qui était à l'époque le chef de la communauté kurde de Russie. C'est là que nous avons discuté pour la première fois...

Stupéfait, j'ai réalisé enfin qui était cet homme: Bave Nase, l'écrivain kurde! Son roman *Malheur et sang* est traduit en russe.

Son téléphone, dans un village lointain, ne répondait jamais. D'ailleurs, il m'avait prévenu que ça ne serait pas facile de le contacter. Eh bien, le voilà donc boulanger! Il sourit: toute sa vie, il a fait quelque chose d'autre à côté de la littérature. *'Etre un*

écrivain kurde en Russie, croyez-vous que c'est facile?' D'autant plus qu'il écrit en kurde pour confirmer 'le statut littéraire' de cette langue. Avant, Bave Nase écrivait en arabe, jamais en turc.

- Actuellement en Turquie il y a une doctrine officielle qui voudrait que la langue kurde soit un dialecte turc. Or les langues turques n'ont rien à voir avec les langues indo-européennes.

- C'est comment, le pain, en turc?

- *Akmak*. Aucun rapport avec *nan*.

- Alors, il y a un an, vous êtes allé voir Öcalan pour discuter... Mais de quoi?

- Des fautes du Parti pendant ses 19 ans d'existence.

- Par exemple?

- Connaissez-vous la signification de *djach* en kurde?

- Pas du tout.

- C'est l'âne. Mais c'est aussi comme ça qu'on appelle au Kurdistan les traîtres, ceux qui prennent les armes contre le PKK sous la pression du régime. Vous connaissez la tactique du pouvoir turc: tout village kurde qui n'accepte pas de

prendre les armes contre les insurgés du PKK est anéanti. Donc, après une longue et dure discussion, Öcalan a accepté: évidemment, il faut changer l'attitude du parti envers les *djaches*. C'est une guerre fratricide absolument stupide. Le 6ème congrès du PKK qui s'est tenu au début de l'année a entériné cette décision. C'est déjà un progrès. Autre point chaud entre nous, c'était la géographie de la révolte. Je suis tout à fait contre la guerre, surtout la guerre civile. Mais si elle sévit déjà, je trouve stupide de la mener uniquement au Kurdistan, sans la porter sur le territoire de la métropole turque. Ce ne sont, par conséquent, que les Kurdes qui meurent, mais aussi leurs champs, leurs arbres, leurs rivières. Ce n'est pas comme ça qu'on gagne la bataille.

Mais la, Öcalan s'est montré intransigeant. Le régime turc devrait le remercier au lieu de le punir. Je doute que les nouveaux leaders kurdes s'alignent sur cette position libérale.

- Quel est votre pronostic pour l'avenir? Doit-on s'attendre à une explosion kurde en Turquie?

- Pour le moment, je ne le crois pas. Quelques petites révoltes, ici et là, oui, peut-être. Si Öcalan est condamné à mort et si l'exécution a réellement lieu, là, oui. Mais je pense que le régime va tout faire pour présenter le PKK avec son chef comme une organisation terroriste et criminelle et pour cela, on va présenter au tribunal essentiellement des témoignages de Kurdes qui ont souffert du PKK.

- Les *djaches*?

- Oui, mais pas seulement. Il y aura surtout les ex-Kurdes qui ont pris l'identité turque. Ils sont nombreux: une cinquantaine de députés rien qu'au Parlement. Du point de vue du régime, il est beaucoup plus important de réussir dans cette tâche que d'exécuter Öcalan. Mais même ainsi, rien ne changera en Turquie. Tôt ou tard, le conflit explosera.

Eh oui, le pain du peuple kurde est lourd, très lourd!»

Alexandre Sabov

Moscou, 18 février 1999

Archipel

Mensuel édité par le
Forum Civique
Européen

Mars 1999 - N° 59

Les Kurdes de Strasbourg-Saint-Denis

Des réfugiés politiques qui ont fui l'assimilation forcée en même temps que la Turquie.

On s'intéresse beaucoup à la communauté kurde depuis quelque temps. « *Auparavant, on criait, mais personne n'écoutait notre cri* », explique le vice-président de la Fédération des associations kurdes de France (la Feyka-Kurdistan), « *Monsieur-Hasan* », comme on l'appelle. Rue des Petites-Ecuries, métro Strasbourg-Saint-Denis, dans une grande salle nue qui appartient à l'association, des hommes à la mine grave et des femmes aux longs cheveux sont assis côte à côte et regardent, concentrés, la télévision turque. Accroupis par terre, d'autres sont occupés à préparer une large banderole jaune et rouge, de celles que les familiers des manifestations ont l'habitude de voir, que ce soit le 1^{er} Mai ou dans les manifs anti-racistes.

Hasan le kurde et Hasan le turc

On s'intéresse beaucoup à leur communauté depuis l'arrestation d'Abdullah Öcalan, aussi commencent-ils à être rodés avec les journalistes. « *Il est difficile, explique « Monsieur-Hasan », de connaître le nombre exact de Kurdes en France, puisque notre nationalité n'existe pas. On retrouve les Kurdes dans la confection, dans la restauration et dans la construction. Ils travaillent beaucoup dans les ateliers du X^e arrondissement.* »

« *En France, ajoute-t-il, il y a des*



« Les Turcs qui sont venus en France sont pauvres comme nous ».

travailleurs turcs depuis les années 60-70. Les Kurdes, eux, appartiennent plutôt à une génération de réfugiés politiques. Lui-même est arrivé en 1980, ils n'étaient alors que cinq ou six Kurdes à Paris : « *Les autres sont venus surtout après 1990, depuis que les autorités turques forcent les Kurdes à désertier leurs villes.* » Il n'y avait, dans ce quartier où les sandwicheries turques/grecques/kurdes se sont multipliées, qu'un seul restaurant turc, dont le patron, se souvient-il, était arménien ! Depuis dix-neuf ans, « *Monsieur Hasan* » n'a jamais vu « *d'altercation avec les Turcs, qui travaillent aussi dans le quartier* ». Il signale juste une bagarre quand les Turcs ont manifesté contre la décision de l'Assemblée nationale de reconnaître le génocide arménien. « *Les Turcs qui sont venus en France sont pauvres comme nous* », observe-t-il. Ironie du sort, le président de l'association, qui s'appelle également Hasan, est d'origine turque, de la région de Kayseri, près du Kurdistan, où les Turcs sont d'habitude plutôt hostiles aux Kurdes.

Ergin, réfugié politique en France depuis six ans, a réussi à échapper à la prison. Mais il a dû interrompre ses études d'astronomie, et travaille maintenant dans le bâtiment. Avec philosophie, il explique simplement qu'il a facilement trouvé du travail en arrivant. Ergin fréquente souvent l'association. Comme beaucoup, il vient plus régulièrement en ce moment, remobilisé par l'affaire Öcalan. Il rêve de révolution, de collectivisme et d'un Kurdistan indépendant, il rêve de rentrer dans son pays, mais ne le peut pas : « *Pour le moment, je suis là, mais demain je ne sais pas. Un jour, notre problème se règlera. Mais je ne sais pas si je le verrai. Peut-être que ça se fera seulement dans 30-40 ans.* »

« On n'a pas souhaité quitter notre pays »

A l'autre bout de la salle, Tulay, sa cousine, étudiante en information et communication, a tout de la branchée parisienne, les baskets et le téléphone portable entre

autres accessoires, si ce n'est une sorte de gravité qui ne la quitte pas, même quand elle plaisante. Elle est arrivée en France en 1986, à l'âge de huit ans, dans le cadre du regroupement familial. Elle se souvient de ses premières heures à Paris : « *Je suis arrivée à 17 heures, à 19 heures j'avais appris à compter en français.* » Mais dès que cette jeune femme toute de noir vêtue rentre chez elle, elle quitte le jean moulant pour le pantalon bouffant kurde : « *A la maison, on ne parle que le kurde. On n'a pas souhaité quitter notre pays. C'est le coup d'Etat qui a fait qu'on est parti.* » Son identité kurde est d'autant plus importante, qu'« *elle n'est pas reconnue* ». Aussi, très engagée politiquement, ne sait-elle pas si elle va rester en France : « *Ça dépendra de l'évolution de la situation. Même s'il y a le patriotisme, il faut voir ce qui est faisable sur le plan professionnel. Peut-être que je travaillerai à cheval entre les deux pays, la France et la Turquie... Ou pourquoi pas comme ministre de la Culture du Kurdistan indépendant ?* »